

**Jacques R. Pauwels**

## **LE MYTHE DE LA BONNE GUERRE**

*Les États-Unis et la Deuxième Guerre mondiale*



L'irruption des États-Unis dans la Deuxième Guerre mondiale doit-elle être considérée comme une croisade contre la barbarie nazie, la lutte du Bien contre le Mal ? Jacques Pauwels, historien canadien, brise le mythe. À ses yeux, les Américains étaient, en effet, loin d'être inintéressés par les ressources économiques et la dimension géostratégique des régions qu'ils allaient libérer. Ils débarquèrent donc avec une idéologie, des vues politiques, une conception des rapports sociaux à préserver et, bien entendu, avec l'idée qu'il fallait assurer les intérêts de leurs entreprises et du capitalisme américain. La crainte de l'expansion communiste et le désir d'en limiter les effets ne furent évidemment pas étrangers à cette philosophie interventionniste. Ce livre brise l'image d'Épinal du libérateur américain venant mourir sur les plages de Normandie dans un but uniquement philanthropique. Une contre-histoire de la Deuxième Guerre mondiale qui modifie radicalement notre vision du XX<sup>e</sup> siècle et offre un nouveau regard sur l'époque actuelle.

Jacques R. Pauwels (né à Gand, Belgique, en 1946) vit depuis 35 ans au Canada. Docteur en sciences politiques et en histoire, il a enseigné ces matières à l'Université de Toronto.

**Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse à partir de l'ouvrage publié en 2005 aux Editions Aden, traduit de l'anglais par Jean-François Crombois.**

**[WWW.MARXISME.FR](http://WWW.MARXISME.FR)**

## **SOMMAIRE :**

Remerciements (p. 3)

Préface — Objectifs et méthodologie (p. 4)

Chapitre 1 — Les États-Unis et le mythe de la « grande croisade » (p. 6)

Chapitre 2 — L'élite du pouvoir aux États-Unis et le fascisme (p. 9)

Chapitre 3 — Les États-Unis et le péril rouge (p. 15)

Chapitre 4 — La guerre en Europe et les intérêts économiques américains (p. 19)

Chapitre 5 — Les États-Unis en guerre contre le Japon et l'Allemagne (p. 23)

Chapitre 6 — Lutte de classes sur le front intérieur américain (p. 26)

Chapitre 7 — Un deuxième front pour Staline ou un troisième front dans les airs ? (p. 30)

Chapitre 8 — L'Union soviétique de Staline : un allié mal-aimé mais indispensable (p. 33)

Chapitre 9 — La libération de l'Italie, un précédent fatidique (p. 37)

Chapitre 10 — Le long été 1944 (p. 39)

Chapitre 11 — Les succès de l'Armée Rouge et les accords de Yalta (p. 42)

Chapitre 12 — Dresde : un signal pour l'Oncle Joe (p. 46)

Chapitre 13 — Roosevelt et la ligne conciliante envers Staline (p. 48)

Chapitre 14 — Le rêve d'une croisade anti-soviétique avec les Allemands (p. 50)

Chapitre 15 — La route tortueuse vers la capitulation allemande (p. 54)

Chapitre 16 — Les États-Unis entre confiance et inquiétude (p. 56)

Chapitre 17 — La diplomatie de l'atome et le début de la Guerre Froide (p. 59)

Chapitre 18 — Un nouvel ennemi utile (p. 63)

Chapitre 19 — La collaboration industrielle et la prétendue « dénazification » de l'Allemagne (1) (p. 66)

Chapitre 20 — La collaboration industrielle et la prétendue « dénazification » de l'Allemagne (2) (p. 71)

Chapitre 21 — Les États-Unis, l'Union soviétique et le destin de l'Allemagne dans l'après-guerre (p. 75)

Chapitre 22 — Après 1945 : De la bonne guerre à la guerre permanente (p. 81)

Notes (p. 86)

Bibliographie (p. 92)

## Remerciements

*Il m'est impossible de nommer ici tous ceux qui ont contribué, de près ou de loin, à la réalisation de ce livre. Je suis très reconnaissant à tous, mais certains méritent une mention spéciale, tels mes parents, ma grand-mère, mes oncles et tantes, mes frères et sœurs et bien d'autres membres de la famille, ainsi que des amis, des voisins et des compagnons de voyage qui ont vécu pendant la Deuxième Guerre mondiale et m'en ont parlé. Leurs récits stimulèrent l'intérêt d'un enfant qui eut le bonheur de voir le jour après la chute des dernières bombes. C'est Carlos de Rammelaere, mon professeur d'histoire au collège d'Eeklo, petite ville flamande de Belgique, qui éveilla mon intérêt pour une approche systématique et critique de l'histoire. A l'Université de Gand, j'eus le privilège de recevoir une magistrale introduction à l'histoire contemporaine par le Professeur Jan Dhondt. Sans le professeur Michael Kater de la York University de Toronto, je ne saurais rien du Troisième Reich hitlérien, et bien trop peu sur la Deuxième Guerre mondiale. Finalement, au crépuscule de ma longue vie d'étudiant, un certain nombre de spécialistes en science politique, d'économistes et autres experts en sciences sociales de l'Université de Toronto — parmi lesquels Christian Bay, Stephen Clarkson, Susan Solomon, Michael Trebilcock et Carolyn Tuohy — me familiarisèrent avec les principes fondamentaux de l'économie politique, discipline académique qui, à ce jour, ne bénéficie pas de la popularité qu'elle mérite. Je veux aussi mentionner, par ordre alphabétique, une poignée d'auteurs qui m'ont fortement impressionné : Murray Edelman, Gabriel Kolko, Thomas Kuhn, Reinhardt Kühnl, Georg Lukàcs, Michael Parenti, et Howard Zinn. Je ne dois pas oublier non plus de nombreux amis en Europe et en Amérique du Nord avec lesquels j'ai eu des discussions fertiles au sujet du fascisme, du communisme, du capitalisme, et bien sûr, de cette Deuxième Guerre mondiale : Roger Buysse, Jean-François Crombois, John Hill, Mark Lipincott, Hans Oppel, Michael Quinn, Howard Woodhouse. Beaucoup de Belges, d'Allemands, de Britanniques, de Canadiens et d'Américains tels mes amis George et Kathy Triepel que j'ai eu le privilège d'accompagner en tant que guide touristique au cours de voyages des deux côtés de l'Atlantique m'ont aussi appris pas mal de choses au sujet de ce conflit. Durant les étapes de recherche et d'écriture, j'ai reçu une aide précieuse de Bert De Myttenaere, Karola Fings, Alvin Finkel, Hugo Franssen, Jürgen Harrer, Michiel Horn, Jennifer Hutchison, Andrea Neugebauer, Cy Strom et Anne Willemen. Mon fils David et ma fille Natalie ont montré un grand intérêt pour ce projet en formulant de nombreux commentaires et en faisant une correction minutieuse du texte. Sans toutes ces personnes, et bien d'autres encore, ce livre eût été sans doute bien différent et peut-être même n'aurait-il jamais vu le jour.*

*Cette édition française est une version actualisée d'un livre publié en néerlandais en 2000 et traduit depuis en allemand, en espagnol, en anglais et en italien. Je remercie particulièrement mon ami Jean-François Crombois, qui s'est chargé de la traduction du texte anglais, ainsi que Jacques Tihon, un autre ami, qui y a contribué de façon importante par ses corrections et ses conseils. Cette édition française reflète ma réponse à certaines critiques antérieures justifiées et à des suggestions constructives, ainsi qu'à certaines informations récentes, dont la plupart ont été extraites de quelques études importantes publiées après 2000, en particulier IBM and the Holocaust de Edwin Black et Research Findings About Ford-Werke Under The Nazi Regime, un rapport détaillé établi par Ford Motor Company sur ses activités pendant le Troisième Reich hitlérien. Le dernier chapitre de ce livre a également été revu à la lueur des tragiques événements du 11 septembre 2001, événements qui poussèrent le président George W. Bush, ainsi que les médias américains et internationaux, à tracer des parallèles avec l'attaque japonaise sur Pearl Harbor. Ils ont suggéré, et suggèrent encore aujourd'hui, que la « guerre contre le terrorisme » est, comme la Deuxième Guerre mondiale, un conflit opposant le bien au mal, Bush et beaucoup d'autres Américains identifiant les États-Unis au bien. Pourtant, comme nous le verrons dans ce livre, les États-Unis, ou du moins l'élite économique du pays, s'est, avant et pendant la Deuxième Guerre mondiale, intimement associée au mal que fut le nazisme.*

*J'ai été fortement aidé par de nombreuses personnes, mais je suis personnellement responsable des inexactitudes et des points faibles de cette étude ainsi que du genre d'interprétation qu'elle soumet au lecteur. C'est une interprétation historique que, je suppose, beaucoup de mes amis et connaissances trouveront quelque peu provocatrice. Je suis certain toutefois qu'ils liront ce livre avec un esprit ouvert, et j'espère qu'ils y trouveront une réflexion stimulante. Je continuerai à apprécier leur amitié, même s'ils n'approuvent pas mes opinions. Pour terminer, je désire remercier, du fond du cœur, mon épouse Danielle, pour son intérêt et ses encouragements, et surtout pour la remarquable patience dont elle a fait preuve durant la réalisation de ce projet, qui a renvoyé au second plan des tâches que j'aurais pu accomplir dans la maison et au jardin.*

## Préface — Objectifs et méthodologie

Ce livre n'est pas le résultat de longues recherches effectuées dans les monumentales Archives Nationales de Washington ou dans d'autres fonds tout aussi imposants. Dans sa conception, il ne repose pas, ou peu, sur ce que les historiens appellent les « sources primaires ». Les pages qui suivent n'exposent pas non plus des révélations théâtrales ou des faits jusqu'ici inconnus. Cette étude espère toutefois apporter une interprétation nouvelle, et peut-être surprenante, de faits historiques connus de la plupart d'entre nous. Les études historiques qui reposent sur des sources primaires sont quasiment toujours des « monographies » ou, en d'autres mots, des analyses détaillées d'un sujet de l'histoire. Celles-ci tentent d'éclairer de petits détails des grand puzzles que représentent les événements historiques complexes tels que la Deuxième Guerre mondiale. Les traités et articles écrits par des historiens experts sont des exemples de ce type d'analyse. Généralement, ceux-ci ne sont pas destinés au grand public, pour lequel ils sont souvent rebutants, mais plutôt aux érudits collègues universitaires. De ces œuvres, on dit parfois, de manière respectueuse, qu'elles « repoussent » les frontières de la connaissance historique. Ces monographies peuvent être très utiles, mais elles n'offrent que rarement un aperçu général ou une interprétation plus ou moins convaincante d'un problème historique majeur dans toute sa complexité ; elles n'éclairent pas l'entière du puzzle, mais seulement certains éléments constitutifs. Par conséquent, nous n'avons pas seulement besoin de ces analyses-là, mais également d'études historiques de synthèses. Ces dernières s'intéressent beaucoup moins aux détails qu'à l'ensemble d'un fait historique. Contrairement aux analyses, les synthèses offrent un aperçu général ainsi qu'une interprétation des faits. Elles sont basées non seulement sur des analyses existantes — sources dites secondaires — mais aussi sur ce que les scientifiques sociaux appellent un « paradigme », c'est-à-dire une théorie générale qui inspire une interprétation. L'étude qui suit n'est pas une analyse, elle se veut une synthèse. Elle tente d'offrir un bref aperçu, ainsi qu'une interprétation cohérente, du rôle joué par les États-Unis dans la Deuxième Guerre mondiale. Ce sujet intrigant et important a déjà été l'objet de plusieurs synthèses, publiées aux États-Unis au cours de la dernière décennie. Or, la présente étude diffère en de nombreux points importants des vues orthodoxes de l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale, en général, et du rôle joué par les États-Unis dans ce conflit, en particulier. Cette étude met en lumière le fait que le rôle joué par les États-Unis, ou plus exactement par les dirigeants politiques et économiques américains, pendant la Deuxième Guerre mondiale ne fut pas inspiré par des motivations de pur idéalisme comme il est généralement admis. La majorité écrasante des synthèses conventionnelles traitant du rôle des États-Unis dans la Deuxième Guerre mondiale sont des exemples typiques de *feel-good history*, un genre historiographique qui cherche à rassurer et à sécuriser le lecteur américain en confirmant ce qu'il a appris à l'école et ce qu'il entend ensuite journalièrement par la voix des médias nationaux : durant la Deuxième Guerre mondiale, les États-Unis, animés par un idéalisme sans failles, prirent la tête d'une croisade pour défendre la démocratie contre le totalitarisme, croisade qu'ils gagnèrent par leurs propres moyens. L'étude présente ne relève pas de cette catégorie historiographique. Elle n'appartient pas à ce qu'un historien britannique, Nicolai Tolstoy, appelle « l'école des trompettes et des tambours » de l'historiographie militaire. Cette étude ne se limite pas aux réalités agréables et commodes mais pose plutôt des questions difficiles, et elle attire l'attention sur ce qu'un politologue américain, Michael Parenti, appelle les « sales vérités ».<sup>1</sup> Ce type d'interprétation dérangera certains lecteurs. D'autres, je l'espère, l'approuveront et la trouveront libératrice. Le but de cette étude est de provoquer le lecteur et de stimuler sa réflexion.

De plus, contrairement aux œuvres orthodoxes qui abordent la guerre comme un problème de relations internationales et comme un événement presque purement militaire, cette étude propose une approche économique-politique de la Deuxième Guerre mondiale et cherche à expliquer le rôle extrêmement important des États-Unis dans ce conflit à la lumière de leurs aspirations, de leurs contradictions et de leurs capacités dans les domaines économique, social et politique. Par conséquent, beaucoup d'attention sera par exemple portée sur les interconnexions entre, d'une part, les problèmes socio-économiques internes des États-Unis et, d'autre part, la diplomatie internationale et la stratégie militaire de Washington.

Il y a d'autres différences encore entre cette étude et les études conventionnelles ayant trait au rôle des États-Unis dans *l'Armageddon* du vingtième siècle. Notre attention ne se concentre pas seulement sur la guerre elle-même mais également sur certains événements importants d'avant et d'après-guerre. En d'autres termes, ce livre ne néglige pas les interconnexions historiques ; il souligne même la continuité entre les années vingt et trente, les années de guerre proprement dites et l'après-guerre, en tenant compte des développements les plus récents tels que la réunification de l'Allemagne et la prétendue « guerre contre le terrorisme ». Il cherchera à répondre à des questions telles que : pourquoi un si grand nombre d'Américains influents ont-ils soutenu le fascisme avant la guerre ? Pourquoi les États-Unis ont-ils attendu si longtemps avant de soutenir les démocraties contre l'Allemagne nazie ? Et, en ce qui concerne la période d'après-guerre : pourquoi les dirigeants politiques américains n'ont-ils pas complètement éliminé toute forme de fascisme en Allemagne et ailleurs ? Pourquoi ont-ils plutôt choisi de s'opposer aux anti-fascistes ? De plus, cette étude se penchera également sur l'énorme influence que la guerre a eue sur la société américaine, sur le rôle des États-Unis dans l'après-guerre en général et sur leurs relations avec l'Allemagne et l'Union soviétique en particulier. La division de l'Allemagne en deux États

antagonistes et leur réunification ultérieure seront approchées dans ce contexte. Les lecteurs seront indubitablement frappés par la continuité et la cohérence de la politique, autant intérieure qu'extérieure, menée par Washington avant, pendant et après la Deuxième Guerre mondiale. Il apparaîtra que cette politique ne fut pas principalement guidée par des idéaux de justice, de liberté et de démocratie, mais plutôt par les intérêts de l'industrie américaine.

Sur base de quelles analyses et de quel paradigme cette étude repose-t-elle ? Aucune synthèse ne peut tenir compte de toutes les analyses antérieures, publiées sur un thème aussi complexe. Chaque synthèse est inévitablement basée sur une sélection des analyses disponibles, et celle-ci ne fait pas exception à cette règle. Elle repose donc sur un usage sélectif, non seulement d'analyses purement historiques, mais aussi d'études économiques et politiques, ainsi que d'essais multidisciplinaires, publiés en Amérique du Nord et au Royaume-Uni, mais également en Allemagne, en France, en Belgique et ailleurs.

Cette synthèse non orthodoxe s'inspire surtout d'une série d'études historiques, originales et discutables, dont certaines furent déjà publiées dans les années soixante et d'autres plus récemment. A ce jour, ces études n'avaient pas été utilisées aux fins d'étayer une vision d'ensemble, si schématique soit-elle, du rôle des États-Unis au cours de la Deuxième Guerre mondiale. Dans cet ensemble hétérogène d'études, nous trouvons, en tout premier lieu, les œuvres d'historiens qualifiés de « révisionnistes », qui ont acquis une notoriété aux États-Unis au moment de la guerre du Vietnam. Des « révisionnistes » tels William Appleman Williams et Gabriel Kolko attirèrent l'attention par leurs analyses critiques de la politique extérieure des États-Unis avant, pendant et après la Deuxième Guerre mondiale, ainsi que durant les premières années de la Guerre Froide et durant la guerre du Vietnam. Gar Alperovitz est un autre « révisionniste » bien connu dont l'étude approfondie de la « diplomatie atomique » menée en 1945 par les États-Unis y a provoqué un véritable choc traumatique en 1995 à l'occasion de la commémoration du cinquantième anniversaire de la destruction complète d'Hiroshima.<sup>2</sup>

Le terme « révisionniste » prête à confusion, car il est également utilisé pour qualifier ceux qui cherchent à « réviser » l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale et de l'Allemagne nazie dans le sens d'une négation de la réalité historique du génocide des Juifs d'Europe. Or, les historiens « révisionnistes » américains n'ont absolument rien à voir avec ceux qui cherchent à nier le génocide et à réhabiliter Hitler. Les historiens qui ont inspiré cet ouvrage sont révisionnistes dans le sens où ils se sont engagés dans un examen critique du rôle des États-Unis dans l'histoire et, en particulier, de leur rôle au cours de la Deuxième Guerre mondiale. Ainsi définis, des « révisionnistes » existent également en dehors des États-Unis. En Allemagne, par exemple, quelques études critiques très intéressantes ont été publiées au cours des dernières années, consacrées au rôle peu connu joué par les États-Unis dans l'occupation et la scission de ce pays après la guerre.<sup>3</sup>

Les relations étroites, et très profitables, que de grandes entreprises américaines telles que Coca-Cola, IBM, Ford, General Motors et ITT ont entretenues avec leurs propres filiales (ou avec des entreprises partenaires) dans l'Allemagne hitlérienne, n'ont guère attiré l'attention des historiens dits « orthodoxes ». Cette réticence à dévoiler ces faits établis trouve certainement son origine dans la volonté des grandes entreprises, impliquées, dans des affaires juteuses avec les nazis, de maintenir fermé le couvercle de cette boîte de Pandore. Néanmoins, quelques études édifiantes sur ce sujet sensible ont été publiées, parmi lesquelles l'ouvrage de Charles Higham, *Trading with the Enemy* ; le livre de Ed Cray, *Chrome Colossus* ; *Working for the Enemy*, une étude américano-allemande rédigée par Reinhold Billstein, Karola Fings, Anita Kugler et Nicholas Levis ; ainsi que le best-seller de Edwin Black, *IBM and the Holocaust*. Les informations fort intéressantes ressortant de ces études, et d'autres de ce genre, ont été incorporées dans ce livre. Tandis que nombre d'indices, mais sans doute trop peu, concernant l'implication d'entreprises américaines dans l'Allemagne nazie sont déjà notoires, cette étude va rechercher les raisons profondes de cette implication et établir l'influence qu'elle a eue sur la politique étrangère de Washington.

Cette synthèse s'inspire des sources susmentionnées et partage non seulement leur approche critique de la politique poursuivie par les dirigeants américains, en temps de paix comme en temps de guerre, mais aussi certains aspects de leur méthodologie. Pour trouver une explication à certains événements historiques complexes et quelquefois sujets à polémique, une méthode particulièrement efficace consiste à poser une question du type de celles qui sont soulevées par les détectives dans leurs enquêtes : à qui profite le crime ? *Cui bono* ?

Des historiens, mais également des politologues américains au sens critique aiguisé, ont influencé cette synthèse. Quelques exemples : C. Wright Mills, l'auteur d'une étude classique des élites politiques, sociales, économiques et militaires des États-Unis, *The Power Elite*, et Michael Parenti, politologue franc-tireur originaire de Californie, qui a taillé en pièces un grand nombre des mythes de la politique américaine dans son fameux livre *Democracy for the Few*. Noam Chomsky mérite également d'être mentionné. Dans ses œuvres interdisciplinaires, il a attiré l'attention sur la contribution des États-Unis au développement actuel de l'économie mondiale, un développement historique — la « Mondialisation » — dans lequel la Deuxième Guerre mondiale représente une étape extrêmement importante. Chomsky nous propose, par exemple, d'imaginer le point de vue

des populations du tiers monde, pour lesquelles le conflit mondial de 1939-1945 a dû paraître un règlement de compte sanglant entre bandits — des puissances coloniales se battant pour des territoires tels Hong-kong ou Pearl Harbor qu'ils s'étaient appropriés aux dépens d'autres parties.<sup>4</sup> Les idées de Chomsky, de Williams, de Kolko, et surtout de Parenti, prises dans leur ensemble, constituent le paradigme, c'est-à-dire la théorie générale sur laquelle cette synthèse est basée : le développement de l'économie capitaliste américaine implique que ses élites socio-économiques, et donc également politiques, se consacrent énergiquement et systématiquement à la poursuite de leurs intérêts de classe, tant au sein de leurs frontières qu'à l'étranger, avec l'aide de démocrates ou de dictateurs, par le biais de moyens pacifiques ou guerriers. Ce modèle étant appliqué avec ou sans considération pour des valeurs telles que démocratie, liberté et justice, valeurs dont les États-Unis se réclament cependant être les grands champions. Cette étude ne peut être tout à fait objective et apparaît en quelque sorte partisane, ce qui est inévitable. Son objet n'est en rien un phénomène concret tel le mouvement des planètes autour du soleil, mais bien un drame historique qu'il n'est pas aisé d'observer d'un point de vue situé sur Sirius, un drame qui ne peut être approché avec une parfaite impartialité. Les interprétations historiques parfaitement objectives n'existent pas. Toutefois, en termes d'objectivité, cette étude se prévaut modestement de quelques mérites. D'abord, la plupart des travaux historiques qui prétendent être objectifs ne font que refléter la « connaissance communément établie et l'unanimité de circonstance » de l'orthodoxie ou encore la vision dominante qui s'affiche comme reflétant la vision objective. Ce livre est tout à fait dénué de ce genre d'objectivité fallacieuse.<sup>5</sup> De surcroît, le lecteur sera sans aucun doute heureux de remarquer l'absence de toute subjectivité flagrante qui fut si typique de la plupart des travaux dans le droit fil de l'historiographie orthodoxe au temps de la Guerre Froide. En ce temps-là, certaines choses ne pouvaient pas être dites. Aujourd'hui, par contre, il est parfaitement possible pour un auteur de mentionner, par exemple, le fait historique irréfutable que c'est l'Union soviétique qui apporta la contribution la plus grande dans la victoire des Alliés contre l'Allemagne nazie, sans être pour autant taxé de suppôt de Moscou. La fin de la Guerre Froide a permis à l'historiographie d'acquérir un plus haut degré d'objectivité qui transparait — je l'espère ! — dans ce livre.

Mais assez parlé d'objectivité ! En matière de synthèse, d'autres qualités sont également importantes. Premièrement, l'interprétation offerte dans une synthèse devrait être, autant que faire se peut, exempte de toute contradiction. Deuxièmement, nous sommes en droit d'attendre qu'une nouvelle interprétation des faits nous explique des problèmes historiques qui ne peuvent pas être expliqués, ou qui ne sont que difficilement expliqués, à la lumière d'autres synthèses et interprétations. En d'autres mots, une qualité essentielle de toute synthèse réside dans sa puissance de persuasion tant sur le plan comparatif que compétitif. Chaque lecteur ou lectrice se forgera sa propre opinion sur la cohérence et la force persuasive de cette interprétation par comparaison avec les autres.

Enfin, il convient de mentionner le fait que cette étude est aussi dans une large mesure le résultat d'un grand nombre de discussions avec des professeurs et des étudiants d'universités nord-américaines, avec des amis et des étrangers dans des bars et des avions, et avec des visiteurs — parfois des vétérans de guerre — de champs de batailles et de cimetières de guerre, de mémoriaux de camps de concentration comme Buchenwald et d'autres « lieux de souvenirs » de la Deuxième Guerre mondiale.

Suite à ce genre de discussions et de dialogues, l'image que l'auteur s'était formée de cette guerre, et du rôle des États-Unis dans cette guerre, changea progressivement et s'éloigna de plus en plus de l'interprétation traditionnelle que l'on retrouve invariablement, bien qu'avec quelques variations mineures, dans les synthèses orthodoxes. Le résultat est que, dans ce livre, la Deuxième Guerre mondiale n'est pas présentée de la manière conventionnelle comme étant la « bonne guerre » de l'Amérique, comme sa grande croisade contre le fascisme et le militarisme, mais comme une entreprise dans laquelle les intérêts principaux du monde des affaires des États-Unis, l'argent et les profits, étaient en point de mire.

## **Chapitre 1 — Les États-Unis et le mythe de la « grande croisade »**

Tout le monde connaît la contribution majeure des États-Unis à la victoire sur le nazisme allemand, le fascisme en Europe et la dictature militaire au Japon. Le fait que les États-Unis aient libéré une grande partie de l'Europe est également reconnu. La gratitude et la bienveillance dont les États-Unis ont bénéficié dans l'Europe d'après-guerre ne sont donc certainement pas imméritées. Mais pourquoi les États-Unis entrèrent-ils en guerre ? À l'école, que ce soit dans l'enseignement primaire ou dans l'enseignement secondaire, nous n'avons jamais reçu de réponses à cette question. L'enseignement de l'histoire était centré sur les réalisations glorieuses de Jules César, de Christophe Colomb et d'autres grandes figures appartenant à un passé lointain et donc peu discutables, plutôt que d'aborder les événements bouleversants et traumatisants du XX<sup>e</sup> siècle. En tous cas, les écoliers européens n'apprennent jamais grand-chose de l'histoire des États-Unis, pays très important mais si lointain, avec ses cow-boys, ses indiens, ses gangsters et ses stars de cinéma, un pays dont on nous disait d'ailleurs souvent, à tort mais avec d'autant plus de conviction, qu'il n'avait guère d'histoire.

Ce que nous savons — ou plutôt ce que nous croyons savoir — sur le rôle des États-Unis dans la Deuxième Guerre mondiale semble surtout nous avoir été inculqué par Hollywood, c'est-à-dire l'industrie américaine du cinéma. Les innombrables films de guerre produits par ces studios durant les années cinquante et soixante, par exemple *Le jour le, plus long*, ont popularisé, de manière peu subtile mais fort efficace, la notion selon laquelle les États-Unis, mus par leur seul idéalisme, étaient entrés en guerre pour rétablir la liberté et la justice en Europe et partout dans le monde.<sup>6</sup> Durant la guerre déjà, c'est de cette façon que les autorités américaines défendirent leur cause devant leur opinion publique et celle du monde. Le général Eisenhower, commandant en chef des armées alliées en Europe de l'Ouest, aimait qualifier l'intervention de son pays dans la Deuxième Guerre mondiale de « grande croisade ». De façon similaire, le président Roosevelt évoquait une guerre dans laquelle les États-Unis se battaient pour des valeurs telles que la liberté, la justice et même — comme il le déclara, apparemment en toute sincérité — pour « leur religion ».<sup>7</sup> Généralement, il est admis que les desseins de guerre des États-Unis et de leur partenaire transatlantique, le Royaume-Uni, furent très bien résumés dans la « Charte de l'Atlantique », publiée conjointement par le président Franklin D. Roosevelt et le Premier ministre britannique Winston Churchill lors d'une rencontre, le 14 août 1941, sur un bâtiment de guerre au large des côtes de Terre-Neuve. A ce moment, Washington n'était pas encore entré en guerre mais s'était déjà allié *de facto* à la Grande-Bretagne en raison de son soutien actif aux Britanniques. Dans cette « charte », les deux partenaires proclamaient leur opposition à l'Allemagne nazie au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et au nom de leur droit à obtenir les « quatre libertés » : la liberté d'expression, la liberté de conscience, le droit à la subsistance et le droit à la sécurité. Cependant, ces belles et vagues paroles sont à prendre avec réserve, car il est clair que Washington et Londres n'envisageaient nullement de permettre aux populations de leurs colonies, comme les Indes britanniques ou le protectorat américain des Philippines, de jouir de ces mêmes libertés. En tous cas, la proclamation de la « Charte de l'Atlantique » servit à lancer l'idée que les États-Unis et leur allié britannique se battaient pour la liberté et la justice. Cette idée fut activement entretenue dans les mois et les années qui suivirent. D'innombrables individus, et pas exclusivement des Américains, en vinrent à croire que les États-Unis avaient répondu à une « mission divine pour sauver le monde », comme l'écrivit Isaiah Berlin, alors diplomate britannique à Washington, dans un rapport qu'il adressa à Londres.<sup>8</sup> Ainsi, le discours gouvernemental engendra une vérité, ou plutôt une mythologie officielle, selon laquelle des motivations idéalistes avaient caractérisé le rôle des États-Unis dans la Deuxième Guerre mondiale. A la veille de la Deuxième Guerre mondiale, la plupart des Américains n'étaient pas d'humeur à partir en croisade contre le fascisme européen et sa variante allemande, le national-socialisme de Hitler. Ils ne connaissaient que peu ou rien des « ismes » européens et ne se sentaient pas directement menacés par le fascisme. Le militarisme dans ses variantes allemande et japonaise ne les dérangeait pas non plus ; après tout, aux États-Unis, le militarisme et la violence sont traditionnellement glorifiés plutôt que condamnés. Incidemment, les GI's se plaindront plus tard du fait que c'est dans leur propre armée qu'ils furent pour la première fois confrontés à des pratiques fascistes, ou du moins quasi-fascistes, sous la forme d'humiliations et de mauvais traitements quotidiens qui devinrent célèbres sous le nom de *chickenshit*.<sup>9</sup> De plus, la plupart des soldats américains n'avaient que peu de connaissance ou d'intérêt pour les pays ou les peuples qu'ils libérèrent. Le célèbre général Patton n'était certainement pas le seul Américain qui manifestait davantage de sympathie pour les citoyens et les militaires allemands que pour les épaves humaines, affamées, malades et sales qu'il croisait dans les camps de concentration libérés.<sup>10</sup> La Première Guerre mondiale avait été présentée à la précédente génération d'Américains comme « la guerre qui allait mettre fin à toutes les guerres » ou, comme l'avait déclaré le président Wilson, « une guerre pour la démocratie ». Or, le cours et l'issue de cet horrible carnage avaient démontré le caractère fallacieux de cette rhétorique et, par conséquent, l'attitude du peuple américain durant les années vingt et trente était résolument pacifiste.<sup>11</sup> La génération des Américains destinés à combattre au cours d'une deuxième « Grande Guerre » n'était plus impressionnée par les discours idéalistes et wilsoniens que reprenaient à leur compte Roosevelt et Eisenhower. Cette génération ne comprenait pas pourquoi elle se battait, et sur le plan idéologique, ses porte-drapeaux se battirent « dans le vide », comme l'a écrit Paul Fussell, un historien (et ancien combattant) américain. Les soldats américains n'avaient pas voulu cette guerre, et ils ne combattaient pas pour les belles idées de liberté, de justice et de démocratie ; ils se battaient pour survivre, pour gagner la guerre de manière à y mettre fin, pour pouvoir quitter l'armée et rentrer chez eux. Lorsqu'on leur offrait une explication idéaliste de la guerre, ils réagissaient le plus souvent par une remarque piquante et cynique. Comme Fussell l'a écrit, les GI's étaient motivés par une logique absurde mais imparable : « Afin de pouvoir rentrer chez soi, il fallait en finir avec cette guerre. On se battait donc pour y mettre un terme, et uniquement pour cela ». On retrouve la même motivation dans le film *Il faut sauver le soldat Ryan*, dans lequel un des soldats américains remarque qu'ils se battaient « pour le droit de rentrer chez eux ».<sup>12</sup>

Comme les militaires, la majorité des civils américains n'avait aucune idée précise sur la raison d'être de ce conflit. Un sondage mené par *Gallup* en septembre 1942 révéla que 40 % des Américains ne savaient pas pourquoi leur pays était entré en guerre et que moins d'un quart d'entre eux n'avait jamais entendu parler de la « Charte de l'Atlantique » ; 7 % seulement furent capables de nommer une des « Quatre Libertés ». Pour le peuple américain, la guerre ne constituait pas une croisade pour la liberté et la démocratie mais simplement, comme l'écrivait le magazine *Fortune*, « une triste nécessité », un malheur déplorable mais inéluctable.<sup>13</sup>

Ce que les soldats ou les civils américains pensaient importait peu car leurs opinions ne jouèrent aucun rôle dans la genèse des décisions qui conduisirent leur pays à entrer dans la Deuxième Guerre mondiale. Les États-Unis sont une démocratie dans ce sens que, périodiquement, les hommes et les femmes ont la latitude d'élire des candidats républicains ou démocrates à la présidence ou au Congrès. Ils profitent de cette latitude dans la mesure où ils sont capables d'apprécier les différences, parfois très subtiles, entre ces deux partis politiques, ce qui n'est pas l'apanage d'un pourcentage élevé d'Américains. En tous cas, l'existence d'un rituel électoral ne signifie pas que les citoyens américains ordinaires aient une influence dans les hautes sphères du pouvoir à Washington, tels que la Maison Blanche, le Capitole ou le Pentagone. Les décisions prises par le gouvernement des États-Unis dans le domaine de la politique intérieure et extérieure n'offrent qu'un pâle reflet des opinions et des intérêts des Américains ordinaires. D'autre part, il serait aussi erroné de croire que le président monopolise la prise de décisions comme un dictateur tout-puissant, même s'il est généralement considéré comme l'homme le plus puissant sur terre. En réalité, les présidents américains jouissent de bien moins de pouvoir que l'on ne pense habituellement. Ils ne peuvent même pas compter sur le soutien automatique des membres de leur parti à la Chambre des Représentants et au Sénat et doivent tenir compte des opinions des généraux du Pentagone, des membres influents du Cabinet, des hauts fonctionnaires de la bureaucratie, des médias et des membres influents des lobbies. En outre, on ne peut plus ignorer le fait qu'occasionnellement, le FBI et la CIA poursuivent certains objectifs politiques avoués ou non avoués, à l'intérieur du pays ou à l'étranger, même à l'insu de l'occupant de la Maison Blanche. La politique américaine durant la guerre ne peut donc certainement pas être expliquée en fonction des motivations et des objectifs personnels du président Roosevelt, comme le font habituellement les nombreux historiens restés attachés à la notion vétusté selon laquelle les « grands hommes » dictent le cours de l'histoire.<sup>14</sup> Cette sorte d'historiographie ne tient pas suffisamment compte des facteurs occultes, économiques et sociaux, qui permettent de temps à autres à certains personnages — des « grands hommes » tels Napoléon, Hitler, Churchill ou Roosevelt — de jouer un rôle primordial dans le drame de l'histoire. Trop souvent, l'historiographie dégénère ainsi en biographie. Notre étude, par contre, part du postulat que c'est l'histoire qui détermine qui sont les grands hommes (et les grandes femmes) et cherchera donc à faire comprendre le rôle des États-Unis dans la Deuxième Guerre mondiale à la lumière des forces œuvrant à l'intérieur de la société américaine, forces dont l'importance dépasse de loin le rôle d'un président, même aussi important que Roosevelt.

Aux États-Unis, les décisions politiques ne sont, en général, prises ni par le seul président, ni par le peuple. Comme Michael Parenti l'a écrit, les États-Unis peuvent être définis comme « une démocratie pour un petit nombre ». Toutes les décisions de Washington, et donc ses actions, tendent à refléter et à promouvoir les intérêts des élites politiques, sociales, économiques et militaires du pays, un véritable *establishment*, défini comme « l'élite du pouvoir » par C. Wright Mills, célèbre sociologue de l'Université de Columbia à New York. Les membres de cette élite « sont aux commandes dans les hiérarchies et les organisations les plus importantes de la société moderne. Elles dirigent un véritable triangle de pouvoir ».

Cependant, tandis que Mills a tendance à considérer les trois sections de son élite du pouvoir — les « seigneurs de la guerre », le « directorat politique » et les « riches industriels » — comme égales en puissance et en importance, cette étude-ci insiste sur la prépondérance des intérêts économiques, et donc de l'élite économique. Vue dans cette perspective, l'élite du pouvoir aux États-Unis est surtout motivée par des intérêts économiques, par des intérêts commerciaux et par la chasse aux profits. Ses véritables centres nerveux sont les gigantesques entreprises américaines telles Ford, General Motors (GM), ITT et IBM. Ces conglomérats géants jouissent d'une énorme influence à Washington, et il n'est pas exagéré de dire que le gouvernement américain cherche principalement à satisfaire leurs besoins et à promouvoir leurs intérêts. Comme l'élite du pouvoir se consacre en premier lieu aux intérêts des entreprises américaines, les États-Unis sont en effet, comme Michael Parenti l'a écrit, « un état-entreprise ». C'était déjà ainsi bien avant la Deuxième Guerre mondiale, dans les années vingt par exemple, lorsque le président Coolidge déclara patement mais franchement que « les affaires constituent la préoccupation première des États-Unis ».

Quels sont les intérêts de l'industrie américaine, ou des milieux d'affaires et des grandes entreprises du pays ? De quelle manière l'État américain doit-il les défendre et les promouvoir ? Aujourd'hui, comme hier, les dirigeants du monde américain des affaires attendent de la politique intérieure et extérieure de leur pays qu'elles tendent à éliminer toutes les restrictions imposées à leurs activités économiques, qu'elles maintiennent les travailleurs américains dociles tout en fixant leurs salaires au niveau le plus bas possible, qu'elles leur assurent un approvisionnement en matières premières ainsi que des marchés pour leurs produits et qu'elles minimisent les risques de compétition tant sur le plan intérieur qu'extérieur. L'objectif final de tout cela étant de permettre aux grandes entreprises — et parfois à certains entrepreneurs isolés — d'engranger les profits les plus élevés. Dans d'autres pays, le monde des affaires exige des leaders politiques un engagement similaire, un même dévouement à la cause de l'accumulation du capital. Au reste, une politique assez similaire est attendue de la part des organisations bureaucratiques supranationales telle que la Commission européenne ; ces organisations ont repris la plupart sinon l'entièreté des fonctions essentielles des gouvernements nationaux. Ces instances étant soumises à des élections et autres procédures plus ou moins démocratiques, elles sont donc considérées par l'élite du



monde des affaires comme beaucoup moins fiables. Cependant, en dehors des États-Unis, il n'y a aucun autre pays où le monde des affaires exerce une telle influence sur le gouvernement et où le gouvernement montre autant d'indulgence pour assurer une totale « liberté » au « milieu des affaires » et pour supprimer toute entrave au capitalisme.

Parmi l'élite du pouvoir, différentes opinions coexistent, aujourd'hui comme durant les années trente ou quarante, sur la manière dont l'État peut servir au mieux la cause du capitalisme. Ainsi que partout ailleurs, le monde des affaires aux États-Unis n'est pas monolithique, mais divisé en son sein, non seulement en d'innombrables entreprises de grande et de petite taille mais, ce qui est plus important, en fractions représentant des intérêts divergents, fractions dont les porte-parole ont donc des opinions très différentes sur toutes sortes de questions de politique intérieure et extérieure. (Un certain nombre d'auteurs ont parlé, à ce propos, de « pluralisme des élites ».) En 1939, par exemple, certaines fractions du monde des affaires américain croyaient pouvoir tirer des bénéfices de la neutralité, tandis que d'autres attendaient des avantages d'une alliance avec la Grande-Bretagne. De manière similaire, la rivalité traditionnelle entre les partis Républicain et Démocrate reflète la distinction importante entre ceux qui attendent le salut de l'application rigoureuse par le gouvernement du principe du « laisser faire » et ceux qui croient en la sagesse d'une politique plus interventionniste dans l'économie du pays.

Étant donné cette fragmentation des milieux d'affaires américains, ainsi que certaines pressions exercées sur les dirigeants politiques par d'autres « acteurs » tels que les syndicats ouvriers et les médias, et les concessions et les compromis qui en résultent, ni la politique intérieure, ni la politique extérieure de Washington ne bénéficient jamais d'une approbation enthousiaste de toutes les fractions de l'élite économique mais sont, au contraire, constamment l'objet de toutes sortes de critiques. Quels que soient ses efforts, le gouvernement américain ne peut jamais satisfaire l'ensemble du monde des affaires. C'est précisément à cause de cela que le grand public remarque moins aisément le fait que la politique de Washington, qu'elle soit façonnée par les Républicains ou par les Démocrates, sert inmanquablement les intérêts généraux du monde des affaires, des grandes entreprises et de l'élite du pouvoir. Ceci explique que le peuple américain soit si aisément et profondément imprégné du mythe officiel qui proclame que leur système politique est un système « pluraliste », dans lequel tous les « groupes de pression » — les hommes d'affaires, les syndicats, les agriculteurs, etc. — jouissent d'une influence plus ou moins égale sur les processus du développement des décisions politiques, et que le pouvoir est donc largement dispersé plutôt que concentré dans les mains d'une élite.<sup>15</sup>

Cette étude entend expliquer pourquoi et comment, après le déclenchement de la guerre en Europe en 1939, les intérêts de l'élite du pouvoir aux États-Unis furent initialement mieux servis par la neutralité, mais que par la suite, ils furent encore mieux servis par la participation active du pays dans la guerre. Notre attention se portera, de ce fait, sur les questions socio-économiques, d'importance cruciale, auxquelles les États-Unis furent confrontés durant les années trente et quarante. Il s'agit de questions qui suscitérent au sein de l'élite du pouvoir des craintes profondes ainsi que de grands espoirs, qui déterminèrent le cours de la politique intérieure et extérieure de Washington, et qui menèrent finalement à la guerre contre le Japon et l'Allemagne. Les développements militaires les plus importants seront mentionnés et expliqués dans ce cadre, mais ne seront pas abordés dans les détails.

## **Chapitre 2 — L'élite du pouvoir aux États-Unis et le fascisme**

Depuis longtemps, les États-Unis ont été considérés et, surtout, se considèrent comme le berceau de la liberté et de la démocratie. Il est donc fort compréhensible que l'historiographie conventionnelle ait généralement postulé que, au cours de la crise qui a culminé avec la Deuxième Guerre mondiale, l'Amérique s'est engagée d'emblée aux côtés de la liberté, de la démocratie et de la justice et s'est fermement opposée à la dictature fasciste, bien que, pour des raisons obscures, elle n'entrât qu'assez tard dans la guerre. Parce qu'elle génère des sentiments positifs, cette vision historique a été adoptée par d'innombrables personnes des deux côtés de l'Atlantique. Or, quand on l'examine de plus près, il apparaît qu'elle ne correspond en rien à la réalité historique.

Tout d'abord, alors qu'en théorie les gouvernements américains ont toujours proclamé leur amour pour la démocratie, en pratique, ils ont souvent préféré la dictature. Pour ne retenir que le cas de l'Amérique latine, bien avant la Deuxième Guerre mondiale déjà, nombre de dictateurs tels Trujillo (en République dominicaine) et Somoza (au Nicaragua) débutèrent leurs longues carrières grâce au soutien actif de l'Oncle Sam. De plus, même après la Deuxième Guerre mondiale, c'est-à-dire après avoir vécu des expériences traumatisantes avec des fascistes comme Hitler et Mussolini, et au moment même où les États-Unis se sont chargés de la direction d'une communauté internationale qui s'appelait fièrement « le monde libre », Washington toléra la présence au sein de ce « monde libre » de dictatures brutales, civiles ou militaires, par exemple en Espagne, au Portugal, en Turquie, en Grèce, en Iran, à Taïwan, en Indonésie, aux Philippines, en Argentine et au Chili. En fait, la plupart de ces dictatures ne seraient pas parvenues à se maintenir au pouvoir sans le soutien actif des États-Unis et de leurs

experts en contre-révolution.<sup>16</sup>

Les cas de l'Italie fasciste et de l'Allemagne nazie durant les années trente nous intéressent ici tout particulièrement. Triste constat : ces dictatures recueillirent bien plus de sympathie et d'admiration aux USA que ce que l'on pense généralement, non seulement durant cette décennie mais jusqu'à la déclaration de guerre de Hitler aux États-Unis, c'est-à-dire fin 1941. Ce n'est pas un secret que beaucoup d'Américains d'origine allemande ou italienne adoraient le *Führer* et le *Duce*. Moins connu, cependant, est le fait que le fascisme captiva tout particulièrement les catholiques américains et — ce qui est beaucoup plus important — les Américains de la classe dirigeante.

Les millions de catholiques américains — la plupart d'origine irlandaise, polonaise et italienne — furent sans aucun doute influencés par l'exemple donné par Rome. Déjà dans les années vingt, le Vatican soutenait avec enthousiasme le régime fasciste de Mussolini. L'accession au pouvoir du *Duce* ne résulta pas de la fameuse « marche sur Rome » — en réalité un coup monté — mais bien du soutien actif du Pape, du roi, de l'armée, des grands propriétaires terriens ainsi que des autres piliers du pouvoir italien. Ces derniers essayaient de supprimer un mouvement révolutionnaire, qui menaçait de transformer l'Italie et de mettre fin à leurs privilèges, par l'installation d'une dictature fasciste. En outre, le 29 juillet 1933, environ six mois après l'arrivée au pouvoir de Hitler, le Vatican conclut un Concordat avec l'Allemagne nazie, ce qui démontra de nouveau son attitude très favorable envers le fascisme. Ce Concordat fut signé à l'initiative du Cardinal Eugenio Pacelli, ancien nonce apostolique en Allemagne, qui allait devenir Pape sous le nom de Pie XII. Ce Concordat représentait la première victoire diplomatique majeure de Hitler, et son régime se voyait ainsi légitimé aux yeux des catholiques allemands. De leur côté, les catholiques américains le perçurent, à juste raison, comme une sorte de *nihil obstat* à l'égard du national-socialisme. En outre, de nombreux prélats américains influents emboîtèrent le pas au Vatican et proclamèrent leur sympathie pour Mussolini et pour Hitler. On peut citer les exemples de Georges Mundelein, évêque de Chicago, et de Francis Spellman, évêque auxiliaire de Boston, qui devint par la suite archevêque de New York. Si les catholiques américains manifestaient une certaine sympathie envers les dictatures fascistes, c'était évidemment parce que les élites de l'église, aux États-Unis ainsi qu'à Rome, aimaient et soutenaient le fascisme. (Nous en apprendrons les raisons dans le prochain chapitre.) Plus important sans doute, les élites sociales, économiques et politiques aux États-Unis se révélaient également être des admirateurs de Mussolini et de Hitler.<sup>17</sup>

Comme leurs homologues en Allemagne, les Américains riches et conservateurs furent, dans un premier temps, méfiants envers Hitler, un parvenu plébéien dont l'idéologie s'appelait le national-socialisme, dont le parti s'identifiait comme un parti *ouvrier*, et dont le discours évoquait des changements *révolutionnaires*. Cependant, et encore une fois à l'instar de leurs collègues allemands, les élites américaines comprirent rapidement que la version teutonne du fascisme prêchée par Hitler, comme toutes les autres versions du fascisme, n'était en rien révolutionnaire, mais plutôt réactionnaire, et donc potentiellement fort utile pour la réalisation de leurs propres objectifs. En outre, après que le soutien massif, tant financier que politique, de « *l'establishment* » allemand eut rendu possible l'accession de Hitler au pouvoir, les élites américaines et internationales constatèrent avec satisfaction que derrière une fausse façade « révolutionnaire », le *Führer* menait une politique extrêmement conservatrice dans les domaines sociaux et économiques. La prétendue « révolution » nazie ne contrariait en rien les intérêts et les privilèges socio-économiques des élites allemandes ; quant à la perte — ou, plus exactement, la cession — du pouvoir politique, elle fut largement compensée par l'élimination par Hitler des syndicats ouvriers et de tous les partis de gauche. La majorité des entreprises américaines avaient durement souffert pendant les années trente, c'est-à-dire pendant la grave crise économique entrée dans l'histoire américaine sous le nom de Grande Dépression. Les difficultés économiques d'alors furent souvent attribuées à la prétendue avidité des syndicats ; aux noirs, accusés de prendre les emplois des travailleurs blancs ; ou à la prétendue « convoitise » des juifs. Les Américains qui pensaient ainsi considéraient Hitler comme un des leurs, lui qui rejetait également la responsabilité, dans son cas pour les maux de l'Allemagne, sur des boucs émissaires. Ils l'admiraient donc comme un homme clairvoyant, comme un politicien qui osait dire la vérité, comme un dirigeant qui n'hésitait pas à prendre les mesures rigoureuses requises par la situation. Les hommes d'affaires américains, en particulier, furent fort impressionnés par deux grandes réussites de Hitler. Premièrement, après son accession au pouvoir, il procéda immédiatement à l'élimination des partis socialiste et communiste et à la dissolution des syndicats ouvriers. Deuxièmement, durant les années suivantes, il sortit l'Allemagne du marasme de la Grande Dépression par des méthodes certes peu orthodoxes mais apparemment fort efficaces, telles la construction d'autoroutes et autres ouvrages publics, et, surtout, un programme de réarmement à grande échelle.

Le dictateur nazi et ses idées fascistes étaient particulièrement prisés et admirés par les propriétaires, les gestionnaires et les actionnaires de ces entreprises américaines qui avaient, durant les années vingt, investi de larges capitaux en Allemagne en acquérant ou en créant des firmes, ou en s'engageant dans des partenariats stratégiques avec des intérêts allemands. Leurs filiales ou partenaires en Allemagne, telles l'unité d'embouteillage de Coca-Cola à Essen, l'usine d'automobiles Opel à Russelsheim — appartenant entièrement à General Motors

—, l'usine Ford à Cologne, l'implantation d'IBM à Berlin, ou l'infâme partenaire de la Standard Oil, IG Farben, prospérèrent sous le régime hitlérien, celui-là même qui avait éliminé les syndicats. La politique de réarmement des nazis apporta un flux de commandes grâce auquel on pouvait en outre conclure toutes sortes de contrats juteux via les services de dirigeants vénaux tels qu'Hermann Goering, de banquiers peu scrupuleux comme le célèbre Hjalmar Schacht et de certaines grandes institutions financières en Allemagne ainsi qu'en Suisse.<sup>18</sup>

Ainsi, les ventes de la filiale allemande de Coca-Cola augmentèrent de 243 000 à 4,5 millions de caisses entre 1934 et 1939. Ce succès était dû en grande partie au fait que, comme le directeur national Max Keith — émule moustachu et grand admirateur de Hitler — l'expliquait, les boissons sucrées contenant de la caféine se révélèrent une alternative intéressante à la bière pour désaltérer les ouvriers allemands appelés à « travailler plus [et] plus vite ». Dans le Troisième Reich hitlérien, les ouvriers « n'étaient rien de plus que des serfs, privés non seulement du droit de grève mais également du droit de changer d'emploi », alors que « leurs salaires étaient maintenus à de bas niveaux », comme l'écrit Mark Pendergrast. Ceci, conjointement à l'augmentation du volume des ventes, favorisa considérablement la rentabilité de l'investissement allemand de Coca-Cola, tout comme celle des autres filiales américaines en Allemagne.<sup>19</sup>

À cette époque, la filiale allemande de Ford afficha également de très bons résultats. La Ford-Werke, qui avait enregistré de lourdes pertes au début des années trente, vit ses profits annuels croître de manière spectaculaire sous les auspices du régime de Hitler, en passant d'un pitoyable niveau de 63 000 RM (Reichsmarks) en 1935 au niveau respectable de 1 287 800 RM en 1939. Ce succès découla non seulement des commandes résultant de la politique de réarmement, mais aussi de l'élimination des syndicats et des partis ouvriers, ce qui permit de diminuer les coûts de la main-d'œuvre, de 15 % du chiffre d'affaires en 1933 à seulement 11 % en 1938. En ce qui concerne le capital total de la Ford-Werke, celui-ci gonfla entre 1933 et 1939 de 25,8 à 60,4 millions de RM. L'usine Opel de General Motors réussit encore mieux durant le Troisième Reich. La part d'Opel dans le marché allemand de l'automobile passa de 35 % en 1933 à plus de 50 % en 1935, et la filiale allemande de General Motors, qui avait subi des pertes au début des années trente, devint extrêmement rentable grâce au boom économique généré par le programme hitlérien de réarmement. Des gains de 35 millions de RM — l'équivalent de presque 14 millions de dollars de l'époque — furent ainsi enregistrés en 1938. En 1939, à la veille de la guerre, le président de General Motors, Alfred P. Sloan, justifia publiquement la poursuite des affaires en Allemagne hitlérienne en épinglant les bénéfices importants enregistrés par les opérations de GM dans le Troisième Reich. Cette même année, les entreprises GM et Ford contrôlaient ensemble 70 % du marché automobile allemand, et ils étaient prêts à fournir à l'armée allemande tout le matériel nécessaire pour faire la guerre.<sup>20</sup>

Une autre entreprise américaine connut un énorme essor au cours du Troisième Reich. Ce fut IBM. Dehomag, sa filiale allemande, fournit au gouvernement allemand la technologie des cartes perforées, ancêtre de l'ordinateur actuel, technologie requise pour l'automatisation de la production du pays, et dont les applications s'étendaient du bon fonctionnement des chemins de fer à l'identification des juifs en vue de la confiscation de leurs biens et, finalement, à leur extermination. Edwin Black a exposé de manière détaillée, documents à l'appui, cette douloureuse histoire dans son livre *IBM et l'Holocauste*. La seule chose qui comptait pour IBM était que l'entreprise gagne de l'argent en Allemagne, beaucoup d'argent. Déjà en 1933, l'année de l'accession de Hitler au pouvoir, Dehomag enregistra un profit de 1 million de dollars, et durant les premières années du régime hitlérien, la filiale allemande versait quelques 4,5 millions de dollars de dividendes à IBM aux États-Unis. Vers la fin de 1938, donc toujours en pleine dépression, « la valeur nette [de Dehomag] avait carrément doublé, ayant augmenté de 7,7 millions de RM d'investissements en 1934 à 14 millions », écrit Black, en ajoutant que « les bénéfices annuels étaient d'environ 2,3 millions de RM, soit 16 % de bénéfice sur investissements nets ». En 1939, les bénéfices affichèrent une nouvelle augmentation spectaculaire pour atteindre plus de 4 millions de RM. Si le président et fondateur d'IBM, Thomas Watson, tout comme de nombreux autres hommes d'affaires américains ayant investi en Allemagne, admirait et appréciait Hitler, ce n'était pas à cause du charme irrésistible ni du prétendu « charisme » du *Führer*, comme on le suggère souvent, mais tout simplement parce qu'on pouvait faire des affaires avec Hitler.<sup>21</sup>

Beaucoup d'entreprises américaines avaient commencé à investir en Allemagne durant les années vingt, alors que ce pays était encore une démocratie parlementaire connue sous le nom de République de Weimar. Cependant, le volume des investissements américains augmenta de manière considérable après l'accession de Hitler au pouvoir en 1933, qui transforma la République démocratique de Weimar en une dictature fasciste : le Troisième Reich. Une des raisons de cet accroissement des investissements américains réside dans le fait que les profits générés sur le sol allemand par les entreprises étrangères ne pouvaient plus être rapatriés, du moins en théorie. En réalité, cet embargo pouvait être contourné par de nombreux stratagèmes comme la facturation aux filiales allemandes de royalties ou de toutes sortes de frais, comme nous le verrons plus loin. En tout état de cause, cette restriction signifiait que les profits étaient réinvestis en grande partie en Allemagne même, dans la modernisation d'unités de production existantes, dans la construction ou encore l'achat de nouvelles usines, dans

l'achat de bons d'État du Reich et dans l'acquisition de propriétés immobilières. IBM, par exemple, réinvestit ses considérables profits dans la construction d'une nouvelle usine à Berlin-Lichterfelde, dans une expansion de ses installations de Sindelfingen, dans les environs de Stuttgart, dans la création de nombreux bureaux sur tout le territoire allemand et dans l'achat de biens immobiliers, par exemple à Berlin.<sup>22</sup> Les activités des entreprises américaines en Allemagne continuèrent ainsi à se développer sous Hitler et, à la veille de Pearl Harbor, la valeur totale des participations américaines en Allemagne hitlérienne était estimée à 475 millions de dollars.

Un groupe restreint d'environ 20 grandes entreprises américaines bénéficia d'une implantation en Allemagne durant les années trente. Cette élite comprenait Ford, GM, la Standard Oil du New Jersey (comme le dit Charles Higham : « le principal joyau de l'Empire Rockefeller », connue aujourd'hui sous le nom d'Exxon), Du Pont, Union Carbide, Westinghouse, General Electric, Goodrich, Singer, Eastman Kodak, Coca-Cola, IBM et, *last but not least*, ITT. De grandes entreprises américaines avaient en outre également investi des centaines de millions de dollars en Italie fasciste. De fait, un nombre considérable de cabinets d'avocats, de sociétés d'investissements et de banques furent activement impliqués — et avec de grands profits — dans cette offensive du capital américain dans les pays fascistes. Parmi ceux-ci figuraient le célèbre cabinet d'avocats new-yorkais Sullivan & Cromwell et les banques J.P. Morgan, Dillon, Read & Company, ainsi que l'Union Bank de New York. Il est à noter que l'Union Bank fut étroitement liée à l'empire financier et industriel de Thyssen, le magnat allemand de l'acier, qui avait fourni une grande partie du soutien financier sans lequel Hitler n'aurait pu accéder au pouvoir. Cette banque fut dirigée par Prescott Bush, grand-père du président George W. Bush senior. On dit de Prescott Bush qu'il fut également un ardent supporter de Hitler. Il lui envoya de l'argent via Thyssen et, en retour, put réaliser en Allemagne nazie des affaires qui lui rapportèrent d'énormes profits avec lesquels il lança son fils, George, dans les affaires pétrolières.<sup>23</sup>

Le trust géant Du Pont, parent financier de General Motors, avait fait de grands investissements dans l'industrie d'armement de l'Allemagne. Il fournit clandestinement des armes et des munitions à l'Allemagne via les Pays-Bas et fut peut-être l'entreprise américaine à profiter le plus de la politique d'agression et de réarmement de Hitler. Rien d'étonnant, dès lors, que le président de Du Pont appréciait beaucoup Hitler et finançait généreusement les nazis. ITT fut une autre grande entreprise américaine qui entretint des relations intimes avec le régime nazi. Son fondateur et président, Sosthenes Behn, ne cacha jamais sa sympathie pour Hitler. (ITT gardera sa prédilection pour des dictateurs fascistes bien après la mort de Behn ; ses connexions avec le régime de Pinochet au Chili sont bien connues.) Torkild Rieber, le grand patron du géant du pétrole, Texaco, fut un autre industriel américain à admirer Hitler et à compter Goering parmi ses amis intimes. Sous sa présidence, Texaco fit d'excellentes affaires avec l'Allemagne nazie. En outre, il aida également le fasciste Franco à gagner la guerre civile espagnole en lui fournissant notamment du pétrole, ce qui contrevenait d'ailleurs aux lois américaines de neutralité. Un membre des services secrets allemands décrivit Rieber comme « absolument pro-allemand » et comme « un admirateur sincère du *Führer* ». <sup>24</sup>

Il y eut, bien sûr, des limites à l'enthousiasme des hommes d'affaires américains pour Hitler et son régime nazi. Par exemple, en tant que grands champions de la liberté d'entreprise, ils étaient naturellement opposés à la réglementation rigoureuse des activités industrielles, y compris des filiales américaines en Allemagne, édictée par les nazis ; réglementation illustrée notamment par les restrictions imposées au rapatriement des bénéficiaires. Ils étaient tout aussi contrariés par la préférence occasionnelle affichée par les nazis envers les entreprises allemandes plutôt qu'aux filiales américaines. Mais il ne s'agissait là que de contrariétés mineures face au mérite suprême de Hitler aux yeux de pratiquement tous les chefs d'entreprises américains : grâce à l'essor économique allemand, engendré par la politique de réarmement, leurs filiales allemandes accumulèrent des richesses inimaginables aux États-Unis, toujours en pleine dépression. De plus, en Allemagne nazie, ils n'étaient pas entravés par la présence de syndicats ouvriers, comme c'était le cas chez eux. Une grève dans une succursale américaine en Allemagne provoquait la réaction immédiate et musclée de la Gestapo et conduisait à des arrestations et à des renvois, comme ce fut le cas à l'usine Opel de Russelsheim en juin 1936. Comme Otto Jensen, instituteur thurinois et membre de la résistance anti-fasciste, l'écrivit après la guerre : les dirigeants d'entreprises allemandes étaient ravis que « la crainte des camps de concentration ait rendu les travailleurs aussi dociles que des chiens de compagnie ». On peut comprendre l'enthousiasme avec lequel William Knudsen, président de General Motors, décrivit l'Allemagne, après y avoir effectué un voyage en 1933, comme « le miracle du vingtième siècle », ainsi que le fait que de nombreux autres représentants de l'élite du pouvoir des États-Unis chantèrent les louanges de Hitler et de son régime. Certains d'entre eux commencèrent même à rêver, publiquement ou en secret, à l'avènement d'un tel messie nazi de leur côté de l'Atlantique. Du Pont et bien d'autres entreprises financèrent en tout cas des organisations fascistes américaines telle que la Black Legion.<sup>25</sup> La haine raciale propagée par Hitler ne choquait guère les sensibilités américaines dans les années vingt et trente comme elle le ferait aujourd'hui. Malgré l'abolition de l'esclavage, les noirs continuaient à être considérés, et à être traités, comme des êtres inférieurs, et le racisme n'était en aucune manière stigmatisé mais demeurait socialement acceptable. Durant les années vingt et trente, les lynchages étaient des pratiques courantes dans les États du sud, et des propositions visant à limiter ces usages furent à plusieurs occasions repoussées par le

Congrès. Une ségrégation stricte entre noirs et blancs était d'application, pas seulement dans les États du sud mais également à Washington ; elle perdura même jusqu'après la Deuxième Guerre mondiale. Durant la guerre, dans les États du sud, les noirs étaient contraints d'occuper les sièges arrière dans les bus et dans les théâtres, parfois même derrière des prisonniers de guerre allemands. L'armée américaine elle-même était touchée par ce racisme. Dans ses hôpitaux, les plasmas étaient soumis à une ségrégation stricte entre sang « noir » et « blanc ». Un grand nombre de généraux — y compris Eisenhower, Marshall et Patton — étaient aussi convaincus de la supériorité de la race blanche que les nazis. Après la guerre, les vétérans noirs qui s'étaient mariés avec des femmes blanches, ou les vétérans blancs revenus avec des femmes d'origine asiatique, ne pouvaient pas s'établir dans les nombreux États qui continuaient à appliquer des lois contre les mariages mixtes et le métissage. Quant aux théories eugéniques qui, en Allemagne nazie, conduisirent à toutes sortes d'expérimentations d'«hygiène raciale» sur les êtres humains, y compris la stérilisation et l'euthanasie, elles rencontrèrent un écho favorable aux États-Unis durant les années trente où, par exemple, les lois d'immigration discriminaient les personnes d'origine « non-nordique ». Comme l'écrit le célèbre historien américain, Stephen Ambrose, c'est une ironie de l'histoire que « nous ayons fait la plus grande guerre [de notre histoire] contre le plus grand raciste du monde avec une armée sujette à la ségrégation raciale et en conservant chez nous, par loi ou par tradition, un système de séparation raciste ».<sup>26</sup>

La haine de Hitler et de ses acolytes fascistes pour les juifs ne causait guère de problèmes aux États-Unis. L'antisémitisme était plutôt en vogue dans les années vingt et trente, non seulement en Allemagne, mais dans bien d'autres pays, y compris aux États-Unis. L'élite du monde des affaires américain, en particulier, était contaminée par le virus de l'antisémitisme. Il était d'usage, par exemple, de ne pas admettre les juifs dans les hôtels chics et dans les clubs afin que les membres de cette élite se sentissent chez eux. Beaucoup de magnats de l'industrie ne cachaient pas leurs opinions antisémites; l'antisémite américain le plus connu était d'ailleurs Henry Ford. Déjà dans les années vingt, ce patriarche du monde des affaires américain avait publié un livre virulent contre les juifs, *Le juif international*, qui fut traduit en plusieurs langues. Hitler dévora l'édition allemande et reconnaitra plus tard que cet ouvrage lui avait fourni inspiration et encouragements. *Le Führer* avait une photo de Ford dans son bureau et, en 1938, il fit épingle sur la poitrine du magnat américain, par le consul allemand à Détroit, la plus haute décoration que l'Allemagne puisse offrir à un étranger. Ford finança également la campagne pro-nazie menée tambour battant au travers des États-Unis par le fameux aviateur Charles Lindbergh. Irénée Du Pont était un autre magnat américain ouvertement antisémite bien que la famille Du Pont fut elle-même d'ascendance juive. L'antisémitisme des industriels américains ressemblait fortement à celui de Hitler, dont les idées sur le judaïsme étaient étroitement entrelacées avec ses idées sur le marxisme, comme l'a souligné Arno J. Mayer dans son livre *Why Did the Heavens not Darken ?* Hitler se proclamait « socialiste », mais son socialisme était supposé être « national », c'est-à-dire un socialisme réservé exclusivement aux Allemands de race pure. Quant au vrai socialisme, inspiré par l'œuvre de Karl Marx et qui prêchait la solidarité de la classe ouvrière internationale, Hitler le haïssait comme une idéologie « juive » visant à détruire la race allemande ainsi que tous les autres « aryens ». Hitler détestait comme invention « juive » toutes les formes de marxisme, mais surtout le bolchevisme, et il dénonçait l'Union soviétique comme le berceau du socialisme international et donc « juif ». Dans les années trente, l'antisémitisme des grands industriels américains allait également de pair avec l'anti-marxisme, l'anti-socialisme et l'anti-communisme en particulier. Dans ses émissions radiodiffusées quotidiennes, l'antisémite notoire Charles E. Coughlin, prêtre catholique du Michigan, mettait toujours le judaïsme sur le même pied que le bolchevisme, tout comme le faisait Hitler. Quant aux hommes d'affaires américains, la plupart d'entre eux détestaient profondément la politique du *New Deal* du président Roosevelt et la considéraient comme une interférence « socialiste » dans l'économie américaine. Les antisémites conclurent qu'il s'agissait d'un complot juif et ils dénigrèrent ouvertement le *New Deal*, « le nouveau contrat », comme le *Jew Deal*, « le contrat juif ». De la même façon, le président était considéré comme un cryptocommuniste et donc un agent des juifs, un crypto-juif, régulièrement surnommé « Rosenfeld ». Chez Henry Ford aussi, l'antisémitisme allait de pair avec l'anti-marxisme et l'anti-communisme. Dans un livre sur Ford, l'auteur Upton Sinclair, son contemporain, esquisse ainsi le mouvement antisémite et fasciste que le grand industriel souhaitait pour son pays : « L'objectif [de ce mouvement] serait l'élimination des "Rouges" et la préservation des intérêts des propriétaires du pays, de chasser le bolchevik [Roosevelt !] de la Maison Blanche et tous ses professeurs gauchistes de leurs postes dans le gouvernement... et de rendre toute évocation du communisme ou tout appel à la grève, un crime punissable de la peine de mort. »

Donc, en général, les industriels américains ne méprisaient ni le nazisme, ni le fascisme pour leur antisémitisme, bien au contraire : ils sympathisaient avec les fascistes, et Hitler en particulier, en raison de leur antisémitisme.

Dirigés, directement ou indirectement, par de tels hommes, les États-Unis n'étaient pas prêts à se lancer dans une croisade en Europe pour lutter contre l'antisémitisme hitlérien. D'ailleurs, même si le gouvernement des États-Unis exprimait de temps à autre son déplaisir face à certains aspects de la politique antisémite de Hitler, il n'octroya que très peu de visas d'immigration aux réfugiés juifs provenant d'Allemagne.

Au printemps 1939, le paquebot *Saint-Louis*, rempli de réfugiés juifs allemands, se vit refuser la permission de débarquer ses passagers aux États-Unis ou même à Cuba, alors toujours sous protectorat américain. Le bateau fut contraint de rebrousser chemin vers l'Allemagne mais reçut, au tout dernier moment, l'autorisation de se diriger vers Anvers ; ses passagers trouvèrent asile en Belgique, aux Pays-Bas, en France et au Royaume-Uni. Pendant la guerre, Washington ne se souciait pas, ou très peu, du sort des juifs en Allemagne, même s'il y avait des indices irréfutables prouvant qu'un génocide systématique était en cours d'exécution. Et, en 1945, au moment de la conquête de l'Allemagne par les Américains et de la capitulation allemande, un grand nombre de survivants du génocide furent maintenus par les autorités américaines dans les camps de concentration où ils furent systématiquement négligés, et même maltraités. Cette situation déplorable ne changea qu'après que le président Truman eût été forcé de reconnaître en septembre 1946 qu'« apparemment, nous traitons les juifs de la même manière que les nazis, à l'exception près que nous ne les tuons pas », et ordonna à Eisenhower d'intervenir. Ce ne fut que quelques années après la fin de la guerre que les juifs commencèrent à être traités avec quelque respect aux États-Unis, plus particulièrement après que le nouvel État d'Israël — initialement considéré comme une sorte de projet socialiste malvenu en raison de ses kibboutzim — se révéla être un allié particulièrement utile dans le guépier du Moyen-Orient.<sup>27</sup>

Il faut mentionner que la vague de sympathie dont Hitler bénéficiait au sein des élites américaines ne s'estompa pas après le déclenchement de son attaque de la Pologne, le 1<sup>er</sup> septembre 1939, ou après que sa machine de guerre eut envahi les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg et la France. Ainsi, quand un délégué commercial allemand organisa un dîner à l'hôtel new-yorkais Waldorf-Astoria, le 26 juin 1940, pour célébrer les victoires allemandes en Europe de l'Ouest, plusieurs grands industriels américains figuraient parmi les convives, comme James Mooney, un des hauts dirigeants de General Motors. En reconnaissance des services rendus au régime nazi par la filiale allemande de GM, Mooney s'était déjà vu décerner le même type de décoration qu'Henry Ford avait reçue du *Führer*. (Un autre magnat américain reçut une médaille de Hitler lors d'une visite en Allemagne en 1937 : le patron d'IBM, Thomas Watson.) Cinq jours plus tard, les victoires allemandes furent à nouveau fêtées à New York, cette fois avec un dîner organisé par Rieber, le patron profasciste de Texaco. Parmi les représentants du monde industriel qui honoraient la soirée de leur présence : James Mooney, déjà cité, ainsi qu'Edsel Ford, fils d' Henry Ford.

Durant ce même été — l'apogée de la carrière de Hitler —, Rieber procura une généreuse aide logistique et morale à un émissaire allemand qui visitait les États-Unis, encore neutres, pour y mener une campagne de propagande en faveur du Troisième Reich.<sup>28</sup>

Ce ne fut pas sans raison que les constructeurs d'automobiles, rois du pétrole et autres magnats américains furent associés au triomphe de Hitler. En effet, sans les camions, chars, avions et autres matériels fournis par les filiales allemandes de Ford et de GM, sans les grandes quantités de matières premières stratégiques, notamment le caoutchouc, l'huile de moteur, le gazole et autres carburants acheminés par Texaco et la Standard Oil via des ports espagnols, les forces armées allemandes, tant terrestres qu'aériennes, n'auraient sans doute pas battu aussi facilement leurs adversaires en 1939 et 1940. Albert Speer, l'architecte de Hitler et ministre de l'armement durant la guerre, déclarera plus tard que, sans certaines formes de carburant synthétique, fournies par des entreprises américaines, Hitler « n'aurait jamais songé à envahir la Pologne ». L'historien américain Bradford Snell partage cette opinion ; en évoquant le rôle controversé joué par les banques suisses durant la guerre, il a souligné que « les nazis auraient pu attaquer la Pologne et la Russie sans le soutien des banques suisses, mais pas sans l'aide de General Motors ». Les succès militaires de Hitler étaient basés sur une nouvelle stratégie, la « guerre-éclair » (*Blitzkrieg*), qui consistait en des attaques rapides et synchronisées, par air et sur terre. Or, sans le support américain décrit plus haut et sans la technologie la plus avancée de communication et d'information fournie par ITT et IBM, Hitler n'aurait pu que rêver de « guerres-éclair ».<sup>29</sup>

Évidemment, tous les Américains n'admiraient pas Hitler. Comme ce fut le cas dans d'autres pays, y compris en Allemagne, les opinions sur Hitler, et sur le fascisme en général, étaient divisées. Aux États-Unis, un très grand nombre de personnes détestaient le dictateur allemand, de nombreux citoyens approuvaient certaines facettes de Hitler et en détestaient d'autres et, comme aujourd'hui, la plupart des Américains n'étaient peu ou pas du tout intéressés par les affaires des autres pays ou par les relations internationales et n'avaient donc pas d'opinion particulière sur Hitler ni sur les autres fascistes. En outre, leurs opinions concernant Hitler fluctuaient avec les hauts et les bas de sa carrière. Par exemple, après son attaque de la Pologne, le prestige de Hitler diminua considérablement aux États-Unis, particulièrement dans des villes comme Chicago, où beaucoup de gens sont fiers de leur origine polonaise. Toutefois, ce qui est important, c'est que Hitler et son national-socialisme, et le fascisme en général, jouissaient d'une sympathie réellement disproportionnée au sein de l'élite du pouvoir aux États-Unis.

### Chapitre 3 — Les États-Unis et le péril rouge

L'élite du pouvoir aux États-Unis n'appréciait pas le fascisme pour la seule raison qu'il favorisait les affaires. Pour les élites américaines, le fascisme apparaissait aussi comme une option bien moins détestable que le communisme ou, pour reprendre une expression à la mode à l'époque, le bolchevisme ; pour les milieux d'affaires américains, celui-ci représentait un danger bien plus grand que le fascisme. Qui plus est, le fascisme semblait fournir une réponse efficace à ce qui était appelé le « péril rouge ». En Europe, les élites socio-économiques partageaient cette position. Elles aussi se rapprochèrent du fascisme dans l'espoir de vaincre le bolchevisme. En fin de compte, les attitudes face au fascisme, tant en Europe qu'aux États-Unis, ne peuvent se comprendre sans se référer aux positions vis-à-vis du communisme.

Lorsqu'en 1917, les nouvelles de la révolution russe parvinrent de l'autre côté de l'Atlantique, l'opinion publique américaine se polarisa. Assez naturellement, les élites politiques et socio-économiques, c'est-à-dire ceux qui profitaient du système capitaliste, rejetèrent de toutes leurs forces un mouvement qui proclamait son ambition de renverser le capitalisme, non seulement en Russie mais dans le monde entier.<sup>30</sup> D'autre part, parmi les classes sociales américaines inférieures et moyennes, un enthousiasme considérable se manifesta pour un mouvement révolutionnaire qui proclamait son intention de remplacer le système capitaliste par une alternative basée sur l'égalité sociale et économique. Ainsi, les bolcheviks recueillirent-ils beaucoup de sympathie au sein du mouvement ouvrier américain, assez radical à l'époque, et, en particulier, parmi les membres du syndicat révolutionnaire de l'Internationale des Travailleurs du Monde (ITM) ainsi que parmi des socialistes et des anarchistes américains, encore très nombreux à l'époque. Des pacifistes, des intellectuels et d'autres représentants des classes moyennes réagirent également positivement à l'annonce de la révolution communiste en Russie. Un exemple célèbre est celui du journaliste John Reed qui chercha par ses reportages sur la situation en Russie et son livre à succès, *Dix Jours qui ébranlèrent le monde*, à rallier l'opinion publique à Lénine et à ses camarades bolcheviques.<sup>31</sup>

Les « Rouges », tels Reed et les membres de l'ITM, constituaient une véritable épine dans le pied du gouvernement et de « l'establishment » américains qui détestaient le bolchevisme et craignaient que celui-ci ne suscite en Amérique un mouvement révolutionnaire similaire ou, pour le moins, une demande de changements radicaux ; une même crainte obsédait également l'élite au pouvoir des pays européens. Les partisans et les sympathisants des bolcheviks furent donc persécutés sans merci. L'ITM, bastion syndical des « Rouges », fut détruite. Avec le concours de la presse, le gouvernement américain lança une campagne destinée à convaincre l'opinion publique des dangers du « bolchevisme athée ». Cette campagne entra dans l'histoire sous le nom de *Red Scare*, « la grande peur des Rouges ». Les feux de cette *Red Scare* étaient particulièrement attisés par Randolph Hearst, un grand baron de la presse dont Orson Welles s'inspira pour son célèbre film *Citizen Kane*. En 1919-1920, A. Mitchell Palmer, un individu raciste et antidémocratique, procureur général du gouvernement soi-disant idéaliste et démocratique du président Wilson, orchestra la persécution et la déportation de milliers de communistes et de radicaux avérés ou supposés lors des tristement célèbres « raids Palmer ». En outre, des troupes américaines se joignirent aux contingents britanniques, français et autres qui furent envoyés en Russie en 1918-1920 pour soutenir les « Blancs », partisans du Tsar, dans leur combat sans merci contre les « Rouges », les bolcheviks.<sup>32</sup> Edgar Hoover, un assistant particulièrement ambitieux de Palmer, était complètement obsédé par la « peur des Rouges ». Durant sa longue carrière de directeur du FBI, il fut toujours plus actif dans la chasse aux communistes, réels ou imaginaires, que dans la lutte contre les gangsters tels Al Capone. Dans un travail sur l'histoire du FBI rédigé par W. Turner, Hoover est décrit comme le « Dieu le Père de la théologie anti-communiste » et comme un homme qui cherchait des communistes « sous chaque lit ». Un demi-siècle après l'apparition du « péril rouge », Hoover persista dans sa chasse aux communistes tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des États-Unis. Dans les années 1970, par exemple, le FBI conservait un volumineux dossier sur le Premier ministre canadien, Pierre Trudeau, suspecté par Hoover d'être un crypto-communiste.<sup>33</sup>

En réprimant les communistes de l'intérieur et en intervenant militairement en Russie, le gouvernement américain participa, avec vigueur, à la lutte contre le péril rouge. Les survivants de la répression wilsonienne se retranchèrent dans un nouveau Parti Communiste bien organisé. Les communistes conservèrent une sympathie et une influence non négligeables au sein de la classe ouvrière américaine, et ils se révélèrent des activistes plus que dynamiques dans les milieux syndicaux. La crainte d'une révolution bolchevique ne s'estompait donc pas. Elle resurgit même à la faveur du fameux krach boursier de Wall Street, en 1929, qui marqua le début d'une crise économique mondiale que les Américains appelèrent la Grande Dépression. Cette crise entraîna un chômage et une misère noire sans précédent. La Grande Dépression mit en évidence les carences du capitalisme américain et international. Cette situation contrastait avec celle du nouvel État des bolcheviks où, sous la houlette de Staline, l'industrialisation se poursuivait à un rythme soutenu et où il n'y avait ni crise économique, ni chômage de masse. Tout au contraire, durant les années trente, l'Union soviétique connut une véritable révolution industrielle. Un historien américain, John H. Backer, a même comparé ce développement fulgurant de l'économie soviétique au boom économique en Allemagne occidentale après la Deuxième Guerre mondiale, qui fut célébré comme un

« miracle économique ». Dans un premier temps, d'importants sacrifices furent demandés à la population soviétique. Or, selon Robert W. Thurston, le niveau de vie du peuple soviétique augmenta « lentement mais sûrement » après 1933, et « des progrès tangibles furent réalisés en direction d'un bien-être général », cela au moment même où aux États-Unis la situation d'un grand nombre d'Américains devenait de plus en plus désespérée. Dès lors, il n'est guère étonnant que des ouvriers américains, des chômeurs et beaucoup d'intellectuels et d'artistes aient montré un intérêt soutenu pour le socialisme et pour le modèle communiste. Un jeune écrivain américain, Malcolm Cowley, se fit l'écho de ces sentiments : « Pendant toute la décennie des années trente, l'Union soviétique fut une seconde patrie pour des millions de gens, y compris dans notre pays. C'était le pays dans lequel hommes et femmes se sacrifiaient pour créer une nouvelle civilisation, pas seulement pour la Russie mais pour le monde entier. Pour les radicaux de l'Ouest, l'URSS incarnait non pas tant une nation, mais bien un idéal, une foi et un espoir international de salut. »<sup>34</sup>

Ce n'est pas sans raison que les années trente sont souvent désignées aux États-Unis comme la « décennie rouge ». C'était évidemment une vision romantique de l'Union soviétique qui servait de modèle pour toutes sortes de projets anti-capitalistes aux États-Unis et dans d'autres pays. En effet, en URSS, l'industrialisation extrêmement rapide et l'édification du socialisme se firent à la faveur d'une discipline draconienne, d'un prix très élevé tant sur le plan humain qu'écologique. Par contre, l'existence même de l'Union soviétique et, dans une plus large mesure, la possibilité d'un éventuel succès du projet bolchevique, étaient perçues comme une réelle menace par les élites socio-économiques et politiques américaines. L'URSS, quelles que fussent ses imperfections, offrait aux travailleurs, aux chômeurs et aux intellectuels américains le modèle d'une société non-capitaliste. Si, déjà dans les années trente, certains milieux aux États-Unis considéraient l'Union soviétique comme une menace, ce n'était certainement pas à cause de sa puissance militaire, écrit l'auteur américain James R. Millar. Et il précise : « Si [l'Union soviétique] était considérée comme une menace, il s'agissait d'une menace idéologique. On avait peur que les travailleurs, et surtout que les chômeurs, ne perçoivent la Russie bolchevique comme une alternative préférable au capitalisme. »<sup>35</sup>

En général, durant les années trente, les élites américaines s'inquiétaient bien davantage du bolchevisme que du nazisme et du fascisme, car en dépit de leurs discours « révolutionnaires », ces mouvements d'extrême droite ne cherchaient pas à renverser le système capitaliste, et, en outre, ils étaient aisément « conciliables avec les valeurs emblématiques américaines, à savoir liberté et individualisme ». <sup>36</sup> Les élites américaines considéraient que le bolchevisme était dangereux alors que le fascisme — y compris le nazisme hitlérien — ne l'était pas. De plus, le fascisme offrait une solution au problème posé par le péril rouge. Mussolini et Hitler étaient des anti-bolcheviks avérés, qui avaient entrepris dans leur propre pays, dès leur arrivée au pouvoir, non seulement l'élimination politique mais aussi physique des communistes, ainsi d'ailleurs que des dirigeants socialistes et syndicaux. Leur façon d'éliminer la menace communiste et d'émasculer le mouvement ouvrier forçait l'admiration des élites, non seulement aux États-Unis, mais également en Grande-Bretagne, en France et dans tous les autres pays où celles-ci se sentaient menacées par le péril rouge, ou gênées par la pression du monde ouvrier. Ce furent d'ailleurs ces mêmes préoccupations qui conduisirent les élites traditionnelles d'Italie et d'Allemagne à soutenir Mussolini et Hitler et à permettre leur accession au pouvoir. De plus, Hitler ne cachait pas son intention d'anéantir tôt ou tard la patrie des communistes, non pas tant pour donner à l'Allemagne un prétendu « espace vital », mais pour rayer une fois pour toutes du globe l'État qui servait de source d'inspiration aux « Rouges » du monde entier. Hitler considérait le bolchevisme comme une conspiration juive, et cet anti-bolchevisme était un leitmotiv de *Mein Kampf*. Il voyait dans la destruction de l'Union soviétique la grande mission de sa vie, dont il avait été investi par la Providence ; comme l'écrit l'historien allemand Bern Martin, « la conviction fondamentale de Hitler, le devoir qu'il s'est imposé dès son entrée en politique, consistait en la destruction du Bolchevisme ».<sup>37</sup>

Durant les années trente, Hitler se concentra sur le rétablissement de la formidable puissance militaire que l'Allemagne avait perdue suite à sa défaite dans la Première Guerre mondiale. Ainsi, il prenait progressivement l'allure d'un Siegfried, non seulement avide, mais aussi capable de couper la tête au dragon du communisme international, l'Union soviétique. Partout dans le monde « occidental », des hommes d'État, des chefs d'entreprises, des barons de la presse et d'autres personnalités influentes encourageaient, ouvertement ou discrètement, le *Führer* allemand à réaliser sa grande ambition anti-soviétique.<sup>38</sup> Aux États-Unis, l'Allemagne nazie était admirée en tant qu'« assurance » ou « forteresse » contre le communisme, et des personnalités telles que Herbert Hoover, prédécesseur de Roosevelt à la Maison Blanche, encourageaient Hitler à utiliser la puissance militaire allemande pour détruire l'Union soviétique. Hitler n'était que trop conscient du fait qu'il incarnait « le grand chevalier blanc » des anti-communistes et il profita de cette situation pour violer, en toute impunité, les termes du Traité de Versailles. Ayant d'abord remilitarisé l'Allemagne en violation des engagements internationaux, il parvint ensuite à annexer l'Autriche et la Tchécoslovaquie, pays dont les ressources matérielles et humaines pouvaient être utiles à la réalisation de ses ambitions à l'Est. Hitler estima qu'en vertu des services inestimables qu'attendaient de lui les dirigeants français, britanniques et américains dans la lutte anti-soviétique, ceux-ci ne lui reprocheraient pas ces quelques pillages. Les événements lui donnèrent raison.



Ce fut surtout en Europe que les élites sociales et politiques attendirent de Hitler de grandes prestations anti-soviétiques. En Grande-Bretagne, par exemple, les ambitions orientales de Hitler bénéficièrent très tôt du soutien de nombreuses personnalités respectables et influentes, telles Lloyd George, Lord Halifax, Lord Astor et son cercle d'amis, le fameux « Cliveden Set », Norman Montagu, gouverneur de la Banque d'Angleterre, et même de certains membres de la famille royale. Le Duc de Windsor, qui occupa brièvement le trône sous le nom d'Edouard VIII, et son épouse américaine, Wallis Simpson, se rendirent même à Berchtesgaden pour y prendre le thé avec Hitler afin d'y encourager ses ambitions d'attaquer l'URSS. Bien plus tard, en 1966, le Duc de Windsor l'avoua : « (Hitler) me fit comprendre que la Russie communiste était le seul ennemi et que la Grande-Bretagne ainsi que tout le reste de l'Europe avaient intérêt à encourager une marche allemande vers l'Est pour y détruire le communisme une fois pour toutes... Je croyais que nous pourrions être des spectateurs tandis que les nazis et les communistes se feraient la guerre. » Il est évident que, comme la plupart des autres dirigeants européens, le Duc de Windsor souhaitait le triomphe des nazis dans cette lutte titanesque.<sup>39</sup>

Ainsi naquit la fameuse politique « d'apaisement », sujet d'une brillante étude publiée par deux historiens canadiens, Clément Leibowitz et Alvin Finkel. La quintessence de cette politique se résume de la manière suivante : la Grande-Bretagne et la France ignorèrent les propositions de Staline en vue d'une coopération internationale contre Hitler et cherchèrent, par toutes sortes de contorsions diplomatiques et de concessions spectaculaires, à stimuler les ambitions anti-soviétiques de Hitler et d'en faciliter la réalisation. Cette politique atteignit son apogée avec les accords de Munich, par lesquels la Tchécoslovaquie fut offerte à Hitler comme une sorte de tremplin pour son attaque en direction de Moscou. Mais les exigences de Hitler excédèrent ce que Français et Britanniques étaient prêts à concéder, et cela conduisit à la crise polonaise de l'été 1939. Staline, qui comprenait les vrais objectifs de la politique d'apaisement, profita de cette crise pour négocier un accord avec le dictateur allemand ; grâce à cet accord, il gagna non seulement du temps mais également un véritable « glacis » (au sens militaire du terme : un espace stratégique étendu) en Europe de l'Est, sans lequel l'URSS n'aurait sans nul doute pas pu survivre à l'attaque nazie de 1941. Hitler, de son côté, était prêt à conclure un accord avec son ennemi juré, car il se sentait trahi par les architectes de l'apaisement à Londres et à Paris, qui lui avaient refusé un autre cadeau territorial : la Pologne. La politique d'apaisement de la Grande-Bretagne et de la France se révéla ainsi un échec cuisant, d'abord parce que l'URSS ne disparut pas de la carte du monde, et ensuite parce qu'après une « guerre-éclair » en Pologne, l'Allemagne nazie se retourna contre ceux qui avaient espéré l'utiliser pour anéantir le berceau du communisme. Les « ironies de l'histoire » peuvent être extrêmement cruelles.<sup>40</sup>

Lorsqu'il est fait mention de l'échec de la politique d'« apaisement » dans l'historiographie américaine, le doigt est généralement pointé vers Londres et Paris. En effet, des hommes d'État britanniques et français tels que Chamberlain et Daladier furent les principaux architectes de cette politique. En ce qui concerne la politique étrangère américaine, on ne peut pas dire qu'elle cherchait à apaiser Hitler de manière semblable, et ceci pour différentes raisons. D'une part, l'idée même d'une croisade allemande contre la patrie du communisme agréait davantage les Anglais et les Français parce que ces deux pays en espéraient un double bénéfice. Non seulement, les armées hitlériennes auraient débarrassé le monde du communisme, mais, en outre, une percée teutonne dans l'Est aurait aussi éliminé la menace du revanchisme allemand vers l'Europe de l'Ouest. De l'autre côté de l'Atlantique, cette crainte du revanchisme allemand était minime en comparaison avec la volonté de voir détruire l'Union soviétique. Londres et Paris ayant beaucoup plus à y gagner, Washington pouvait laisser la tâche déshonorante de la politique d'« apaisement » aux collègues européens. Dès lors, lorsque cette politique échoua misérablement, les dirigeants américains purent facilement s'en laver les mains. De plus, Washington ne poursuivait pas une politique cohérente d'apaisement parce qu'au sein de l'élite du pouvoir, certaines fractions commençaient à s'intéresser au développement de bonnes relations avec l'Union soviétique. Durant les années trente, le développement très rapide de l'économie bolchevique engendra une demande que l'industrie américaine aurait été très heureuse de satisfaire pour compenser le déficit de la demande domestique. Tandis que certaines entreprises américaines misaient comme avant sur leurs connexions allemandes, d'autres entrevirent dans le développement des exportations vers l'Union soviétique une stratégie alternative. Il en découla des désaccords sur la politique à suivre. Alors qu'une majorité continuait à favoriser une politique germanophile, pro-fasciste et anti-communiste, à l'exemple de la politique dite d'« apaisement », une minorité se faisait chantre d'une politique de normalisation des relations avec l'Union soviétique et d'une politique moins conciliante envers l'Allemagne nazie.<sup>41</sup>

Le président Roosevelt manifesta pendant une courte période sa préférence pour la seconde option. Peu après son élection en novembre 1933, les États-Unis avaient établi des relations diplomatiques avec l'Union soviétique dont l'existence n'avait, jusque là, pas été reconnue par Washington. Cependant, le courant pro-allemand et pro-fasciste était solidement ancré au sein du Département d'État. Le ministère des Affaires étrangères était en effet dominé par des diplomates et des fonctionnaires anti-bolcheviques, dont un grand nombre étaient proches des entreprises ayant des investissements en Allemagne.

Ceux-ci s'efforcèrent de promouvoir une politique pro-allemande et anti-soviétique alignée et calquée sur celle

de l' « apaisement ».<sup>42</sup> Cette politique bénéficiait en plus d'un soutien non négligeable dans l'opinion publique américaine. Un grand nombre d'Américains n'avaient que peu de respect pour le Traité de Versailles, qui n'avait jamais été officiellement ratifié par leur gouvernement, et ils montraient donc une certaine compréhension, voire une réelle sympathie, pour certaines revendications territoriales de Hitler.<sup>43</sup> Cela permet de comprendre pourquoi, nonobstant certaines hésitations personnelles, le président Roosevelt autorisa son gouvernement à suivre l'exemple franco-britannique concernant la politique d' « apaisement ». À partir de ce moment, les agressions de Hitler furent soit ignorées, soit justifiées après coup, voire éventuellement ratifiées par Washington. L'annexion de l'Autriche, par exemple, fut acceptée par les diplomates et les dirigeants américains comme un développement naturel et inévitable, sans conséquence pour leur pays. La politique d' « apaisement » conduite par Paris et Londres était désormais soutenue discrètement par Washington, et les concessions franco-britanniques faites à Hitler reçurent le blanc-seing de Roosevelt. Comme l'écrit l'historien américain Gabriel Kolko, la politique américaine « se rangea, d'abord discrètement et puis ouvertement, derrière la politique britannique et française de l'apaisement ». Après la conclusion des Accords de Munich, par lesquels la Tchécoslovaquie fut sacrifiée à Hitler, Roosevelt crut même opportun de louer ouvertement Chamberlain, le grand protagoniste de la politique d' « apaisement ».<sup>44</sup>

A la fin de l'été 1939, cette politique implosa suite à la crise polonaise. Officiellement morte, son fantôme continua cependant à hanter les allées du pouvoir des deux côtés de l'Atlantique. Les partisans de l' « apaisement », notamment Chamberlain, restèrent au pouvoir tant à Londres qu'à Paris, et ils continuèrent clandestinement à poursuivre les objectifs de cette politique pourtant discréditée. L'opinion publique les avait forcés à déclarer la guerre à l'Allemagne nazie mais ce qui suivit n'était qu'une « guerre bidon », comme disaient les Britanniques. Les Français reconnaissaient également qu'il ne s'agissait pas d'une vraie guerre et, ils exprimaient leur scepticisme en l'appelant la « drôle de guerre ». Les Allemands se moquaient ouvertement du fait que leurs ennemis occidentaux faisaient une « guerre assise », c'est-à-dire qu'ils restaient passivement « assis » tandis que la *Wehrmacht* écrasait la Pologne.

Londres et Paris continuèrent à espérer que Hitler se tourne vers l'Union soviétique, et ils se préparèrent même à l'assister le cas échéant. Durant l'hiver 1939-1940, les gouvernements et les états-majors français et britanniques élaborèrent toutes sortes de stratégies, non dans le but d'attaquer l'Allemagne, pays avec lequel ils étaient officiellement en guerre, mais pour attaquer l'Union soviétique, telle, par exemple, ce projet d'offensive visant les champs pétrolifères de Bakou.<sup>45</sup>

Aux États-Unis, de nombreuses personnalités continuaient d'espérer que Hitler se mette d'accord avec la Grande-Bretagne et la France afin de pouvoir enfin se concentrer sur l'Union soviétique. Après la victoire allemande en Pologne, par exemple, Hugh R. Wilson, ambassadeur américain à Berlin, exprima l'espoir de voir Britanniques et Français résoudre leur conflit inopportun avec l'Allemagne, de manière à permettre à Hitler d'anéantir le projet bolchevique en Union soviétique, et cela pour le bien de toute la « civilisation occidentale ». Quelques mois plus tard, le 4 mars 1940, James D. Mooney, un des vice-présidents de General Motors, rendit visite à Hitler en qualité d'émissaire officieux du président Roosevelt. A cette occasion, il plaida pour la paix en Europe occidentale tout en laissant entendre « que les Américains comprenaient la position allemande concernant la question de son espace vital » ; en d'autres mots, qu'ils ne s'opposaient pas à ses revendications territoriales en Europe de l'Est. L'idée selon laquelle il fallait laisser les mains libres à l'Allemagne en Europe de l'Est était aussi défendue à Londres par le collègue de Wilson, Joseph P. Kennedy, le père du futur président, John Fitzgerald Kennedy. De leur côté, les grands médias américains s'évertuèrent à convaincre la population que le danger posé par le communisme international était de loin supérieur à celui posé par les versions allemande et italienne du fascisme. Ceux qui dénonçaient le fascisme comme la principale menace étaient considérés comme des dupes de Moscou. Ce n'est que bien plus tard, pendant la guerre, que l'anti-fascisme gagna en popularité. Mais les anti-fascistes d'avant-guerre — par exemple les courageux membres de la Brigade Lincoln qui se battirent contre Franco durant la guerre civile en Espagne — commirent l'erreur, du moins aux yeux des élites américaines, d'être des « anti-fascistes avant l'heure ».<sup>46</sup>

Ainsi, malgré l'agression fasciste en Europe, on assista, en 1939, aux États-Unis, à l'orchestration d'une nouvelle campagne anti-communiste et anti-soviétique, similaire à la *Red Scare* des années vingt, connue sous le nom de « petite peur des Rouges » ou *Little Red Scare*. A cette occasion, le président Roosevelt lui-même crut bon de se proclamer militant anti-communiste. Il faut dire que l'Union soviétique apporta de l'eau au moulin de cette nouvelle peur des « Rouges » en attaquant la Finlande, suite au refus de celle-ci d'accepter une offre soviétique d'échange de territoires. Les modifications du tracé de frontières qui allaient résulter de cette « guerre d'hiver » de 1939-1940 permirent aux Soviétiques de renforcer leurs défenses autour de Leningrad, qui abritait une très importante industrie de guerre, y compris la production de blindés. Lorsque la guerre éclata en 1941, ce renforcement se révéla un facteur décisif qui permit à la ville de résister, bien que de justesse, à un siège qui dura plus de huit cents jours. Cette guerre peu glorieuse contre la Finlande coûta cher à la patrie du bolchevisme, en terme de prestige et de sympathie au plan international.<sup>47</sup>

## Chapitre 4 — La guerre en Europe et les intérêts économiques américains

Aux États-Unis, en 1939-1940, les opinions sur la guerre étaient contradictoires, tant au sein de l'élite du pouvoir qu'au sein du grand public. L'élite demeurait davantage anti-communiste qu'anti-fasciste, et un noyau important de pro-fascistes influents gardait l'espoir que, tôt ou tard, Hitler comblerait leurs plus profonds espoirs et se tournerait enfin contre l'Union soviétique. Ces Américains-là étaient donc prêts à sacrifier l'Europe de l'Ouest sur l'autel de l'anti-communisme et de l'anti-soviétisme, tout comme Paris et Londres avaient auparavant sacrifié l'Europe de l'Est. De bruyants sympathisants de Hitler, comme Henry Ford et Charles Lindbergh, donnaient le ton au sein du mouvement *America First*, qui s'opposait à toute intervention dans le conflit européen. Au Congrès, une majorité « isolationniste » résistait à toute tentative d'engager les États-Unis dans la guerre en Europe. Les « interventionnistes », opposés aux « isolationnistes », prônaient un engagement américain aux côtés de la Grande-Bretagne, seul pays ennemi de Hitler subsistant en Europe. Les « interventionnistes » étaient motivés par des facteurs tels que les importantes relations économiques, culturelles, ethniques, intellectuelles et purement sentimentales avec la Grande-Bretagne, ainsi que par une inquiétude sincère concernant le sort de la démocratie en Europe et la crainte que les États-Unis eux-mêmes ne devinssent un jour les victimes d'une agression nazie.<sup>48</sup>

Le gouvernement américain était également divisé. L'idée d'une intervention aux côtés de la Grande-Bretagne était activement soutenue par le président Roosevelt, mais restait lettre morte du fait de la position dominante des isolationnistes au Congrès. Le gouvernement américain ne jugea donc pas opportun de rappeler son ambassadeur à Berlin, et des relations diplomatiques normales furent maintenues avec le régime collaborateur du maréchal Pétain à Vichy. C'est d'ailleurs Vichy qui finira, comme nous le verrons plus tard, par rompre ses relations diplomatiques avec les États-Unis, en novembre 1942, suite au débarquement des troupes britannico-américaines en Afrique du Nord.<sup>49</sup>

Or, la guerre en Europe ouvrait de nouvelles perspectives particulièrement intéressantes pour l'industrie américaine, plongée depuis plus d'une décennie dans une profonde crise économique. Les causes de la Grande Dépression, qui ravagea non seulement les États-Unis, mais l'ensemble des pays industrialisés, à l'exception notable de l'Union soviétique, résidaient dans le rapide développement du système capitaliste. La productivité avait atteint des niveaux tellement élevés que l'offre de produits commençait à dépasser la demande. La surproduction chronique engendra une diminution des prix et des profits. Les stocks invendus augmentèrent et les entreprises licencièrent des travailleurs ou mirent tout simplement la clé sous le paillason, augmentant ainsi le chômage. La réduction du pouvoir d'achat qui en résulta précipita celle de la demande de biens de consommation, aggravant du même coup le problème crucial de la surproduction. Contrairement à ce qui est souvent suggéré, le tristement célèbre krach de Wall Street à l'automne 1929 ne provoqua pas la Grande Dépression mais révéla seulement l'amplitude dévastatrice de ces tendances structurelles : la valeur des titres boursiers plongea dès qu'il devint évident qu'il n'existait désormais plus de perspective de croissance industrielle soutenue et donc de futures hausses de profits et d'augmentations de la valeur des investissements. En 1932, les Américains élirent comme président le candidat du parti Démocrate, Franklin Delano Roosevelt. Ce dernier avait laissé entendre que l'État serait amené à intervenir pour combattre la crise économique alors que son rival, le Républicain Herbert Hoover, restait fidèle à sa foi dans les principes libéraux du « laisser faire », prônés par Adam Smith, principes qui s'opposaient rigoureusement à l'intervention de l'État dans la vie économique. Le nouveau gouvernement, dirigé par Roosevelt, combattit la crise en recourant à de nouvelles initiatives de l'État, y compris des projets géants de travaux publics tels que la construction de barrages dans la vallée du Tennessee. Ces mesures devaient stimuler la consommation de biens par le biais de la création d'emplois. Or, les dépenses énormes générées par cette politique — dénigrée d'ailleurs par les champions du « laisser faire » comme étant une expérimentation socialiste néfaste — menaçaient de faire grimper la dette nationale à un niveau jamais atteint auparavant. Cette politique économique peu orthodoxe, et plutôt inflationniste, ne différait que fort peu de la politique de construction d'autoroutes et de réarmement avec laquelle Hitler combattait la crise économique en Allemagne. Elle contribua à inspirer une nouvelle théorie économique, associée au nom de l'économiste britannique John Maynard Keynes.<sup>50</sup> Cependant, Roosevelt ne parvint pas à sortir les États-Unis du marasme de la Grande Dépression avec cette politique économique d'un nouveau genre devenue célèbre sous le nom de *New Deal*.

Le conflit en Europe offrait des perspectives très intéressantes pour l'économie américaine. Comme pendant la Première Guerre mondiale, on pouvait s'attendre à ce que les nations belligérantes aient besoin de toutes sortes d'armements et de matériel, du moins si la guerre devait, une nouvelle fois, se révéler longue. Si l'industrie américaine pouvait fournir ce matériel, cela permettrait de résoudre la crise économique et le chômage. Or, quelles étaient les nations belligérantes les plus susceptibles de devenir des clientes de l'Oncle Sam ? Quels étaient les pays qui présentaient des marchés potentiels pour les exportations américaines ? Au début de la Première Guerre mondiale, les États-Unis avaient entretenu d'importantes relations commerciales avec les pays de l'Entente, et surtout avec la Grande-Bretagne. Entre 1914 et 1916, la valeur totale des exportations

américaines vers la Grande-Bretagne et la France avait augmenté de manière spectaculaire, passant de 824 millions à 3,3 milliards de dollars. Dans le même temps, le volume des exportations américaines vers l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie avait diminué, pour ne plus représenter qu'environ 1 million de dollars. Ces statistiques ne reflétaient pas une sympathie des États-Unis envers les pays de l'Entente, mais plutôt le fait que le blocus naval britannique empêchait la livraison à l'Allemagne des matériaux dont son industrie de guerre avait tant besoin.<sup>51</sup>

Au début de la Deuxième Guerre mondiale, la législation américaine connue sous le nom de « *Cash and Carry* » ne permettait aux pays belligérants d'acheter de la marchandise aux États-Unis que moyennant un paiement au comptant (*cash*) et qu'à condition qu'ils en assurent eux-mêmes le transport jusqu'à leur destination (*carry*). Comme la marine britannique contrôlait toujours le trafic transatlantique, cela signifiait que les Allemands étaient incapables d'acquérir du matériel de guerre aux États-Unis. Après la campagne en Europe de l'Ouest, la Grande-Bretagne se révéla donc, en 1940, le seul marché viable pour l'industrie américaine, tout comme cela avait été le cas lors de la Première Guerre mondiale.

Au début de la Deuxième Guerre mondiale, la Grande-Bretagne devait, en vertu du régime *Cash and Carry*, payer comptant ses achats américains. Les États-Unis avaient tiré un enseignement de la Grande Guerre, au cours de laquelle l'Angleterre avait pu leur acheter des équipements à crédit. En 1917, l'année noire de l'Entente, lorsque la France et la Grande-Bretagne semblaient sur le point de perdre la guerre, les États-Unis furent en quelque sorte contraints d'intervenir militairement pour prévenir la chute de leur client et débiteur. Il est donc compréhensible qu'au début de la Deuxième Guerre mondiale, les États-Unis, encore neutres, aient décidé d'être plus prudents, en insistant sur des paiements comptants. Toutefois, lorsque les Britanniques, tellement pressurés, commencèrent à souffrir d'une pénurie de liquidités, les dirigeants américains ne purent guère envisager l'idée de mettre un terme à leur commerce si lucratif avec la Grande-Bretagne. Malgré ses hauts tarifs douaniers, la Grande-Bretagne avait absorbé plus de 40 % des exportations américaines d'avant-guerre, et les États-Unis n'étaient pas prêts à perdre un partenaire aussi important, d'autant plus que les commandes britanniques engendrées par la guerre pouvaient aider l'économie américaine à sortir du marasme. Même exsangue en termes de réserves de devises, la Grande-Bretagne disposait toujours d'un crédit considérable, en tant qu'empire se targuant d'un énorme capital géopolitique sous forme de ses territoires d'outre-mer. En septembre 1940, en échange de quelques vieux destroyers américains offerts à la Royal Navy, les États-Unis obtinrent un certain nombre de bases navales dans les Caraïbes et à Terre-Neuve.

Le président Roosevelt persuada finalement le Congrès d'accorder de meilleures conditions de paiement à la Grande-Bretagne, sous la forme d'un système de crédits qui reçut le nom ambigu de « prêt-bail ». Cette appellation créa l'illusion d'un accord réciproque et purement commercial entre les deux pays. Officiellement introduit en mars 1941, le « prêt-bail » accordait des crédits illimités à la Grande-Bretagne pour l'achat d'armes et de munitions et tout autres produits américains dont elle avait un besoin urgent. La valeur des exportations américaines vers la Grande-Bretagne augmenta alors de manière spectaculaire, passant de 505 millions de dollars en 1939 à 1 milliard en 1940, à 1,6 milliard en 1941, à 2,5 milliards en 1942, à 4,5 milliards en 1943 pour atteindre environ 5,2 milliards en 1944. Pour le monde des affaires américain, le « prêt-bail » se révéla un rêve devenu réalité, car il ouvrait un marché énorme pour ses exportations et il inaugurait ainsi une nouvelle ère de profits élevés. Les profits générés par les affaires avec la Grande-Bretagne furent d'ailleurs fort gonflés par toutes sortes de pratiques frauduleuses de la part des fournisseurs américains, tels que des prix beaucoup plus hauts qu'aux États-Unis, des facturations doubles, des demandes de paiement pour des livraisons à d'autres pays, etc.<sup>52</sup>

Les marchandises livrées en vertu du « prêt-bail » étaient accompagnées d'un engagement important de la part des Britanniques, appelé « la considération ». Londres s'engageait à démanteler, dans l'après-guerre, le système protectionniste des tarifications douanières connues sous le nom de « la préférence impériale ». Bien que ce système n'ait pas empêché les exportations américaines vers la Grande-Bretagne et ses dominions, celui-ci les avait cependant gênées et donc limitées. Comme l'ont écrit deux historiens américains, Justus D. Doenecke et John E. Wilz, le prêt-bail :

« n'était pas aussi généreux qu'on l'a longtemps cru... Les fournitures n'étaient en rien des cadeaux désintéressés ; en effet, bien que retardé, un paiement fut exigé à la fin... Le règlement final ne devait pas nécessairement s'effectuer en espèces ou en livraisons dans le sens inverse. [Il était prévu] que les tarifs douaniers de la « préférence impériale » soient abolis de manière à permettre, dans le futur, aux produits américains d'entrer plus facilement dans les nombreux marchés qui avaient été jusque-là dominés par l'Angleterre. » À l'avenir, grâce au prêt-bail, les exportations américaines en Grande-Bretagne ne se heurteraient plus à une économie relativement fermée, mais profiteraient du régime dit de la « porte ouverte ». Cette ouverture du marché anglais, et ensuite de tous les marchés du monde, aux produits américains offrait la possibilité de résoudre la crise économique existant aux États-Unis. Le développement du commerce international devait donc éliminer graduellement le problème crucial de l'insuffisance de la demande.<sup>53</sup>

Le système du prêt-bail était un remède keynésien classique contre la crise économique des années trente : l'État actionnait la pompe économique par le biais de gigantesques commandes à grande échelle dans le cadre du prêt-bail et finançait principalement ce système en empruntant le capital nécessaire. Conséquemment au prêt-bail — et aussi à l'augmentation, désormais rapide, des dépenses militaires de l'Amérique elle-même — le déficit du gouvernement fédéral américain allait s'accroître considérablement durant la guerre, passant de 3 milliards de dollars en 1939 à plus ou moins 5 milliards en 1941, 20 milliards en 1942 et 45 milliards en 1945. Mais Washington espérait que les profits importants générés par le réveil économique allaient finalement entraîner une hausse des rentrées fiscales suffisante pour combler son endettement. Tout cela n'était que de la pure théorie, de la théorie keynésienne. En réalité, le système se résumait à ceci : l'État américain utilisait ses revenus fiscaux pour payer les factures faramineuses présentées par les grandes entreprises américaines qui monopolisaient en quelque sorte la production de guerre et les transactions réalisées sous le régime du « prêt-bail ». Ces factures étaient donc pour la plupart acquittées par le biais de taxes directes et indirectes qui — en raison de la loi régressive sur les revenus d'octobre 1942, connue sous le nom de « taxe de la victoire » — allaient être payées bien davantage par les citoyens ordinaires que par les Américains nantis et par les grandes entreprises. D'énormes profits privés furent ainsi financés par les travailleurs américains. Comme l'a fait remarquer l'historien américain Sean Dennis Cashman, « le fardeau financier de la guerre fut impitoyablement placé sur les épaules des membres les plus pauvres de la société ».<sup>54</sup> La Grande-Bretagne bénéficia également du régime du « prêt-bail », au moins dans le court terme, car les importations d'armes et autres équipements lui permirent de continuer la guerre contre Hitler après l'effondrement de la France et, quelques années plus tard, de sortir victorieuse de cette épreuve. Dans le long terme toutefois, la Grande-Bretagne paya le prix de son statut de grande puissance mondiale, tant sur le plan politique qu'économique. Le prêt-bail se révéla être l'instrument qui permit initialement aux États-Unis de pénétrer le marché anglais et, finalement, de dominer économiquement la Grande-Bretagne et son Empire. Le « prêt-bail » conduisit irrévocablement à un partenariat américano-britannique, économique et politique, très étroit mais, en même temps, extrêmement déséquilibré, dans lequel la Grande-Bretagne était destinée à jouer le rôle de partenaire de second rang, le rôle de fidèle vassal des États-Unis en Europe. Cet état de fait était déjà une réalité bien avant la fin de la Deuxième Guerre mondiale et reste une réalité aujourd'hui encore, comme le démontre clairement la vassalité de Tony Blair envers George W. Bush. Quelques dirigeants alliés de l'époque, comme Camille Gutt, le ministre des Finances du gouvernement belge en exil, comprirent que le but du prêt-bail était de permettre aux États-Unis, dans l'après-guerre, d'imposer aux autres pays les conditions commerciales et économiques de leurs relations bilatérales, et qu'il en résulterait une dépendance grandissante vis-à-vis de l'Amérique. Dès lors, il était sage d'utiliser avec parcimonie les crédits octroyés par le prêt-bail. À l'encontre des Britanniques, les Belges bénéficiaient de l'avantage de pouvoir financer leurs achats aux États-Unis par les importantes ressources minérales de leur colonie du Congo, tels le cuivre, le cobalt et, surtout, l'uranium, qui sera utilisé par les Américains pour construire leur bombe atomique.<sup>55</sup> La guerre qui avait éclaté en Europe ouvrait un marché sans précédent pour le monde des affaires américain. Beaucoup de chefs d'entreprise et d'hommes d'affaires qui se lancèrent dans le commerce lucratif avec la Grande-Bretagne avaient, sans aucun doute, bien plus de sympathie pour Hitler que pour Churchill, et plus de sympathie pour le fascisme que pour la démocratie. Toutefois, les relations commerciales britannico-américaines commencèrent à influencer sur les sentiments des hommes d'affaires américains, même parmi les plus rétifs. Comme l'industrie américaine se concentrait de plus en plus sur ce commerce profitable avec la Grande-Bretagne, celle-ci recueillait de plus en plus de sympathie aux États-Unis. Inversement, la cause de l'Allemagne nazie trouvait de moins en moins de soutien aux États-Unis, même parmi les hommes d'affaires qui étaient, peu de temps auparavant, bien disposés vis-à-vis de Hitler, mais qui faisaient désormais fortune dans le commerce grandissant avec les Britanniques. Il y avait aussi d'autres raisons, purement économiques, qui expliquaient le déclin du soutien à l'Allemagne nazie dans les rangs de l'élite du pouvoir aux États-Unis. Comme l'ont souligné les historiens Peter N. Carroll et David W. Noble dans une esquisse consacrée à Roosevelt et ses conseillers, les élites industrielles et politiques américaines étaient unanimement convaincues que le « commerce extérieur était essentiel pour la prospérité de l'Amérique » et elles revendiquaient donc des « portes ouvertes » pour leurs exportations. Or, il devenait de plus en plus évident que dans leurs préparatifs guerriers, les nazis cherchaient à atteindre l'autarcie, à réduire les importations, et à transformer l'Allemagne en une de ces « économies fermées » si décriées par les hommes d'affaires américains. Leurs exportations vers l'Allemagne diminuèrent durant les années trente, d'abord lentement, puis plus rapidement, au fur et à mesure que l'organisation autarcique de l'Allemagne se concrétisait. Entre 1933 et 1938, le volume des exportations américaines vers l'Allemagne plongea de 8,4 % à 3,4 %. En 1938, leur valeur était estimée à seulement 406 millions de dollars contre 2 milliards de dollars dix ans auparavant. Pour les entreprises américaines implantées en Allemagne, cette tendance n'était pas dramatique, mais elle troublait fortement les industriels moins privilégiés, ainsi que les hommes politiques convaincus que la prospérité américaine dépendait du commerce extérieur.<sup>56</sup>

Le succès de la politique commerciale agressive de Berlin en Amérique latine irritait encore davantage les industriels et les hommes politiques américains, y compris ceux qui, jusque-là, avaient tenu Hitler en estime. Depuis la proclamation de la Doctrine Monroe au début du XIX<sup>e</sup> siècle, les Américains considéraient l'Amérique

du Sud comme leur chasse gardée sur le plan économique et commercial. Or, durant les années trente, la part de l'Allemagne dans le volume des importations de pays tels que le Brésil, le Chili et le Mexique crût rapidement aux dépens, et donc au mécontentement, de leurs concurrents américains, jusque-là maîtres absolus des marchés latinos. L'historien américain Patrick J. Hearden écrit : « L'offensive commerciale des nazis en Amérique latine continuait à gagner du terrain aux dépens des États-Unis. La part de l'Allemagne dans l'ensemble des importations latino-américaines augmenta de 9,5 % en 1929 à 16,2 % en 1938, tandis que les chiffres pour les États-Unis baissaient de 38,5 à 33,9 %. Le Département d'État était troublé. Selon une note officielle datée de mai 1938 : "la compétition est chaque jour plus forte ; de plus en plus d'exportateurs américains font part de leur mécontentement." » Selon un rapport que l'ambassadeur allemand au Mexique envoya à Berlin en 1938, l'Allemagne nazie était sur le point de devenir pour les États-Unis le « concurrent le plus dérangeant » sur le plan commercial.<sup>57</sup>

Du point de vue américain, le problème soulevé par la « fermeture » de l'économie allemande devint d'une acuité croissante au cours des années 1938, 1939 et 1940. Cela découla d'abord de la politique d'« apaisement », ensuite des victoires de la *Wehrmacht*, facteurs qui permirent aux nazis d'asseoir leur hégémonie économique sur la plus grande partie de l'Europe de l'Est ainsi que sur la France, les Pays-Bas et la Belgique. De ce fait, ce n'était plus seulement l'Allemagne mais l'ensemble de la *Grossraum-wirtschaft*, ce « grand espace économique » allemand sur le continent européen, qui fermait ses portes aux exportations américaines. Comme nous le verrons plus loin, certaines entreprises américaines possédant des filiales en Allemagne surent profiter discrètement de cette évolution ; mais pour la plupart des dirigeants industriels et politiques américains, cela était ressenti comme une giflle supplémentaire de la part des nazis, que nombre d'entre eux avaient tant admirés peu de temps auparavant.

C'est dans ce contexte, qu'au tournant des années 1940 et 1941, les occasions alléchantes de commerce avec la Grande-Bretagne, ainsi que les opportunités offertes par le « prêt-bail » en vue de la création de « portes ouvertes », firent leur apparition. Rien d'étonnant donc, qu'à la faveur de la guerre en Europe, les sympathies du monde des affaires américain se soient sensiblement détournées de l'Allemagne vers la Grande-Bretagne et que les médias aient cessé de louer Hitler. Dès lors, l'opinion publique américaine épousa petit à petit la cause britannique plutôt que la cause allemande.

En affaires, la faillite d'un client important peut être extrêmement dommageable pour un fournisseur. Par conséquent, les États-Unis ne pouvaient pas se permettre de voir la Grande-Bretagne perdre la guerre. Les intérêts de l'industrie américaine ne requéraient cependant pas que la Grande-Bretagne gagnât la guerre, alternative qui semblait en tout état de cause être hors de question après la défaite française. Le scénario le plus avantageux pour le monde des affaires américain consistait en un conflit européen qui se prolongerait le plus longtemps possible, afin que les grandes entreprises américaines puissent continuer à fournir indéfiniment le partenaire britannique. Selon David Lanier Lewis, biographe d'Henry Ford, ce dernier « exprima l'espoir que ni les Alliés ni les puissances de l'Axe ne gagnent la guerre » et il suggéra même, à un certain moment, que les États-Unis approvisionnent aussi bien les Alliés que les puissances de l'Axe avec « les outils qui leur permettraient de continuer le combat jusqu'à ce que les deux s'effondrent ». Henry Ford agit comme il prêchait, il s'arrangea pour que ses usines aux États-Unis et à l'étranger fournissent du matériel de guerre aussi bien aux Allemands qu'aux Britanniques. Le PDG d'IBM, Thomas Watson, autre magnat de l'industrie américaine qui avait investi des sommes importantes en Allemagne, se montrait aussi indifférent à la perspective d'une guerre à l'infini qu'à celle d'une domination permanente de l'Allemagne nazie sur le continent européen. Edwin Black écrit : « comme un grand nombre, Watson s'attendait à ce que les États-Unis restent en dehors de la guerre », que l'Allemagne demeure maîtresse de l'Europe et qu'IBM, déjà bien établi dans le Troisième Reich via sa filiale Dehomag, en bénéficie en régnant sur l'informatique. Watson n'était nullement troublé par la perspective d'une Europe sous domination nazie. Au contraire, il était impatient de fournir au « grand frère » (allusion à Big Brother) les outils technologiques nécessaires à leurs plans et de voir IBM récolter des profits immenses en contrepartie.<sup>58</sup> Dans cette optique, il est facile de comprendre pourquoi les dirigeants américains soutenaient de plus en plus la Grande-Bretagne mais n'avaient aucune intention de devenir des belligérants actifs. Suite de la défaite française et à l'évacuation de Dunkerque, la situation parut un temps critique pour les Britanniques. Cependant, après l'été 1940 et l'épique « Bataille d'Angleterre » brillamment gagnée par la Royal Air Force, il était clair que la tenace petite Albion ne mettrait pas les pouces, tout au moins aussi longtemps que les États-Unis continueraient à lui fournir le matériel nécessaire à la poursuite de la guerre. La guerre en Europe pourrait donc perdurer. Que dans le même temps, les nazis restent les maîtres du continent européen et soient libres d'y imposer leur « ordre nouveau », ne gênait pas particulièrement Washington. Les États-Unis ne désiraient nullement s'impliquer activement dans le conflit. A l'occasion des élections présidentielles de l'automne 1940, Roosevelt affirma au peuple américain que, durant son nouveau mandat présidentiel, « nos boys ne seront pas envoyés dans une guerre à l'étranger ». Durant l'automne 1941, une série d'incidents entre des sous-marins allemands et des destroyers américains escortant des navires à destination de la Grande-Bretagne conduisirent à une détérioration supplémentaire des relations américano-allemandes. Or, même cette crise, appelée la « guerre navale non-déclarée », ne contribua pas à activer l'implication des États-Unis dans la guerre en Europe. L'élite du

pouvoir aux États-Unis n'était pas intéressée par une croisade contre l'Allemagne nazie. Inversement, l'Allemagne *nazie*, qui avait attaqué l'Union soviétique en juin 1941, n'avait aucun intérêt à déclarer la guerre aux États-Unis. Finalement, les USA allaient entrer en guerre en décembre 1941. Cependant, comme l'a souligné Stephen Ambrose, les États-Unis ne sont pas vraiment « entrés en guerre », dans la mesure où « entrer » dénote une action positive ; les États-Unis, précise-t-il, furent « entraînés dans la guerre, et ceci malgré, plutôt qu'à cause, des actions du président des États-Unis » et, on pourrait ajouter, malgré les souhaits de l'élite du pouvoir qu'il représentait.<sup>59</sup>

## Chapitre 5 — Les États-Unis en guerre contre le Japon et l'Allemagne

Si Hitler avait attaqué l'Union soviétique — la patrie honnie du communisme — dix ans, cinq ans ou même une seule année plus tôt, il aurait sans aucun doute été félicité à haute voix par les médias américains. Or, en 1941, cela ne fut pas le cas parce que de plus en plus d'Américains soutenaient la Grande-Bretagne. Cela s'appliquait aussi à l'élite du pouvoir, initialement favorable au fascisme, mais désormais très consciente du fait que les livraisons à la Grande-Bretagne, ennemie de Hitler, dans le cadre du « prêt-bail » étaient non seulement profitables pour leurs affaires mais également à l'origine du renouveau économique de leur pays. Au sein des élites américaines, les Soviétiques ne jouissaient guère de vraie sympathie, mais on appréciait fortement qu'un nouvel ennemi des Allemands soulage les Britanniques. Plus longtemps les Soviétiques pourraient résister aux Allemands, mieux cela arrangerait les Britanniques. Néanmoins, un grand nombre d'Américains restaient farouchement anti-soviétiques et se réjouissaient à l'avance de la destruction, apparemment inévitable, du berceau du communisme. En effet, les Américains étaient persuadés que les Soviétiques, comme les Polonais et les Français avant eux, seraient incapables de résister longtemps à l'offensive de la *Wehrmacht*. Même ceux qui ne manifestaient pas la même aversion à l'encontre du nouvel allié soviétique de la Grande-Bretagne — parmi lesquels le président Roosevelt — partageaient cette vision pessimiste.

Aux États-Unis, à l'instar des autres pays occidentaux, on avait dès le début prédit que le projet bolchevique en Union soviétique était voué à l'échec. On s'attendait donc, tant à Washington qu'à Londres, à ce que l'URSS ne pût opposer beaucoup de résistance à la machine de guerre allemande qui, suite à ses exploits de 1939-1940, jouissait d'une réputation d'invincibilité. Le maréchal Sir John Dill, chef de l'état-major impérial, déclara sans ambages que l'armée allemande allait découper l'Armée Rouge « comme un fil chaud dans du beurre », et les experts militaires américains étaient du même avis. Ceux-ci estimaient que les Soviétiques résisteraient seulement quatre à six semaines. La correspondance entre le président Roosevelt et son ami Félix Frankfurter révèle qu'à Washington, on était persuadé à ce moment-là que Hitler « écraserait la Russie comme un œuf ». Le président Roosevelt s'avérait toutefois un peu plus optimiste ; il émettait l'avis que les Soviétiques seraient peut-être en mesure de survivre à l'offensive nazie jusqu'en octobre 1941.<sup>60</sup>

Aux États-Unis, on attendait peu de l'Union soviétique, si ce n'était de servir d'appoint temporaire aux Britanniques. Dès lors, les demandes pressantes de Staline pour des livraisons américaines ne suscitèrent pas de réponses immédiates. (Aux USA, on n'a pas l'habitude d'accorder du crédit à un client suspecté d'être sur le point de faire faillite.) L'ambassadeur des États-Unis en URSS, Laurence Steinhardt, avait exprimé avec force son opposition à tout envoi d'aide, arguant que, vu la défaite inévitable des Soviétiques, cette aide tomberait dans les mains allemandes. Les Soviétiques furent obligés de payer comptant les premières livraisons d'armes en provenance des États-Unis. En fait, l'aide américaine à l'Union soviétique durant l'année 1941 demeura insignifiante ou encore, comme le souligne l'historien allemand Bernd Martin, « purement fictive ». S'attendant à une victoire allemande, Washington projetait la création d'un régime non-communiste dans les territoires soviétiques qui échapperaient éventuellement à l'occupation allemande, comme par exemple la Sibérie. Un message fut donc envoyé à l'émigré Kerenski, dont le gouvernement avait été renversé par les bolcheviks en 1917, pour qu'il se prépare à cette fin. Toutefois, au courant de l'automne 1941, l'Armée Rouge se révéla un adversaire redoutable pour la *Wehrmacht*, et il devint clair que le conflit sur le front Est n'allait pas se conclure par une autre « victoire-éclair » de l'Allemagne. L'Union soviétique se révélait un allié continental particulièrement utile pour la Grande-Bretagne. La résistance farouche des Soviétiques ne bénéficiait pas seulement aux Britanniques, mais également à leurs partenaires américains en affaires. Cela se reflétait à la bourse de New York : les cours grimperent au fur et à mesure du ralentissement de l'avance allemande mais plongèrent à nouveau dès que, au vu de quelques nouvelles victoires de la *Wehrmacht*, Hitler déclara que la guerre sur le front Est était quasiment gagnée. Toutefois, l'entrée triomphale de l'armée allemande dans Moscou n'eut jamais lieu. L'Union soviétique fut le premier pays à stopper la machine de guerre hitlérienne et, le 5 décembre 1941, l'Armée Rouge lançait une contre-attaque. L'échec de la « guerre-éclair » hitlérienne sur le front Est constitua le tournant décisif de la guerre, même si ce fut loin d'être l'opinion générale à l'époque.<sup>61</sup>

Les nouvelles en provenance de l'Est étaient dûment enregistrées à Washington et, sans aucun doute, aussi aux sièges sociaux des grandes entreprises. Les Allemands allaient être occupés sur le front Est pendant quelques

temps encore. Cela signifiait que le partenaire britannique des États-Unis, qui avait survécu aux adversités de 1940, mais non sans difficultés, pourrait poursuivre la guerre indéfiniment sans qu'une intervention américaine soit nécessaire. L'Union soviétique se révélait donc fort utile en contribuant considérablement à la survie militaire et économique la Grande-Bretagne, le client le plus important des États-Unis. Il était clair que l'industrie américaine allait grandement en bénéficier. La situation devint même encore plus intéressante pour les grandes entreprises américaines lorsqu'il apparut qu'elles pourraient désormais faire aussi des affaires lucratives avec l'Union soviétique. En novembre 1941, Washington accepta d'octroyer des crédits à Moscou et conclut un accord de prêt-bail avec l'URSS. De ce fait, les États-Unis devenaient le partenaire d'un État qui avait toujours été abhorré par Washington et par l'élite américaine. Un exemple symptomatique de cette nouvelle situation fut l'accueil réservé à Maxime Litvinov, le nouvel ambassadeur soviétique, lorsqu'il arriva à Washington, en décembre 1941, pour y présenter ses lettres de créance. Comme l'observa le journaliste David Brinkley, Litvinov, contrairement à son prédécesseur, fut littéralement fêté par l'élite sociale qui « considérait désormais la Russie comme une alliée, comme l'ennemie de l'ennemi, et donc comme une nation amie ». <sup>62</sup>

Au sein de l'élite américaine au pouvoir, il n'était plus de mise d'exprimer son admiration pour Hitler, même si, en attaquant l'URSS, le dictateur allemand avait fait exactement ce que les cercles dirigeants des États-Unis avaient si longtemps attendu de lui. Un triomphe nazi sur les Soviétiques n'était plus souhaité parce que cela se serait traduit par une mauvaise opération économique. Une telle victoire hitlérienne aurait en effet asséché l'abondante source de bénéfices que générait le « prêt-bail ». Une victoire allemande sur l'URSS aurait été désastreuse pour la seule chose vraiment importante aux yeux des hommes d'affaires, une chose infiniment plus importante que n'importe quelle considération idéologique : les profits. Les élites américaines arboraient maintenant la casquette de l'anti-fascisme, mais elles restaient des anti-communistes acharnées dans leur cœur. En ce qui concerne la lutte titanesque qui se déroulait sur l'immense front Est, ces élites ne souhaitaient aucune victoire décisive de l'un ou l'autre des deux adversaires et préféraient plutôt les voir s'enliser le plus longtemps possible dans une guerre qui les épuiserait tous les deux. L'espoir d'un conflit prolongé entre Berlin et Moscou se reflétait dans nombre d'articles de journaux et dans la fameuse remarque faite par le sénateur Harry S. Truman, le 24 juin 1941, donc deux jours à peine après le lancement de l'opération Barbarossa, l'offensive nazie contre la Russie : « Si nous voyons l'Allemagne gagner, nous devrions aider la Russie et, si la Russie est en train de gagner, nous devrions aider l'Allemagne, pour que le plus grand nombre possible périsse des deux côtés. »

Le 5 décembre 1941, deux jours avant l'attaque sur Pearl Harbor qui, comme l'écrivent les historiens américains Clayton R. Koppes et Gregory D. Black, « plaça les Américains dans le même bateau anti-fasciste déjà occupé par des Britanniques et les Russes », une caricature dans un journal du groupe Hearst, le *Chicago Tribune*, suggérait qu'il eût été idéal pour la « civilisation » que ces « deux dangereuses bêtes », les nazis et les Soviétiques, « se détruisent l'une l'autre ». Si ce scénario avait pu, d'une manière ou d'une autre, se concrétiser, les USA, avec la Grande-Bretagne à ses côtés, auraient été en mesure de créer un nouvel ordre en Europe. A la fin de 1941, il semblait en effet qu'un tel scénario pût se réaliser. <sup>63</sup>

Sur les plans militaire et politique, la situation était favorable aux États-Unis et, du point de vue économique, les grandes entreprises américaines profitaient de la guerre sur le front Est et du marché qui s'était ouvert avec le nouveau partenaire dans le cadre de l'accord de prêt-bail. Les États-Unis — ainsi que le Canada et la Grande-Bretagne — allaient beaucoup moins approvisionner l'URSS avec des armes qu'avec des *Studebaker* et autres camions, jeeps, vêtements et nourriture en conserves. Le « prêt-bail » permettait également l'espoir, jusque-là impensable, de ramener, après la guerre, la gigantesque Union soviétique dans la sphère d'influence économique américaine, un thème que nous aborderons plus tard.

On a parfois sous-entendu que l'Union soviétique ne survécut à l'attaque des nazis que moyennant l'aide américaine du « prêt-bail ». Or, pour de nombreuses raisons, cela est fort douteux. Ainsi, l'aide matérielle américaine ne devint significative qu'en 1942, c'est-à-dire bien longtemps après que les Soviétiques eurent, seuls, mis fin à l'avance de la *Wehrmacht* et eurent lancé leur première contre-offensive. De nombreux généraux allemands, réalisant que leur « guerre-éclair » contre les Soviétiques n'avait pas produit la fulgurante victoire attendue, savaient déjà à ce moment qu'ils ne pourraient plus gagner la guerre à l'Est. Par ailleurs, l'aide américaine n'a jamais représenté plus de 4 à 5 % de la production de guerre totale de l'URSS, bien qu'il faille reconnaître qu'un tel apport marginal puisse théoriquement s'avérer crucial dans une situation critique. Enfin, les Soviétiques produisirent eux-mêmes la grande majorité de leurs armes légères et lourdes — comme le célèbre char T-34, probablement le meilleur char produit durant la Deuxième Guerre mondiale — qui permirent leur succès contre la *Wehrmacht*. D'autre part, l'aide américaine à l'URSS résultant du « prêt-bail », tant médiatisée, fut grandement neutralisée par l'assistance officieuse, discrète mais très importante, offerte par les grandes entreprises américaines aux ennemis allemands de l'URSS. En 1940 et 1941, l'industrie américaine profita principalement du commerce avec la Grande-Bretagne, mais cela n'empêcha pas les trusts pétroliers américains de faire également des affaires, secrètes mais fort profitables, avec l'Allemagne nazie. D'énormes quantités de pétrole furent ainsi livrées à l'Allemagne via des pays neutres tels que l'Espagne, fait dont la Maison Blanche



était d'ailleurs informée. La part américaine dans les importations allemandes d'huile pour moteurs, un produit pétrolier d'importance vitale, augmenta rapidement, de 44 % en juillet 1941 à non moins de 94 % en septembre 1941. Les chars allemands n'auraient jamais pu atteindre la banlieue de Moscou sans les produits pétroliers fournis par les trusts américains. En fait, selon Tobias Jersak, un historien allemand expert dans la question des livraisons américaines de pétrole à l'Allemagne nazie, ni l'attaque allemande contre l'Union soviétique ni les autres grandes opérations militaires de l'Allemagne en 1940 et 1941 n'auraient été possibles sans les produits pétroliers provenant des États-Unis.<sup>64</sup> Grâce à la guerre en Europe, les États-Unis sortaient du cauchemar de la Grande Dépression. La Grande-Bretagne et l'URSS étaient désormais des clients assurés pour les produits d'exportation américains. Mais d'autres régions du monde représentaient des marchés potentiels ou regorgeaient de matières premières bon marché, telles que le caoutchouc et le pétrole, dont l'industrie américaine en pleine expansion avait de plus en plus besoin. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle déjà, les États-Unis avaient logiquement soutenu leurs intérêts dans ce domaine en étendant leur influence économique, et quelques fois même politique, sur les continents et sur les mers. Cette politique agressive, dirigée par des présidents comme Théodore Roosevelt, avait placé sous contrôle américain, au prix de considérables bains de sang, certaines anciennes colonies espagnoles, telles Porto Rico, Cuba et les Philippines, ainsi que d'autres territoires, comme les îles hawaïennes. De cette façon, les États-Unis n'avaient pas seulement renforcé leur influence en Amérique latine et dans les Caraïbes, mais s'étaient également établis comme une puissance majeure dans l'océan Pacifique et même en Extrême-Orient. Cela n'empêchait toutefois pas les États-Unis, eux-mêmes ancienne colonie britannique, de se présenter partout comme ennemis du colonialisme, champions de la liberté et avocats des nations opprimées. Comme l'a fait remarquer, non sans sarcasme, l'historien américain William Appleman Williams, la différence entre les « impérialismes » européen et américain se résume à : « nous [les Américains] avons masqué notre vérité impériale avec la rhétorique de la liberté. » De cette expansion impérialiste des États-Unis, les plus grands profiteurs ont été les grandes entreprises du pays. Par exemple, le succès de l'entreprise Dole, reine de l'ananas en boîtes, n'aurait pas été possible sans l'appropriation des terres et l'exploitation du travail forcé des Hawaïens autochtones, qui représentent aujourd'hui une minorité négligeable sur leurs îles.<sup>65</sup> Les territoires situés au-delà de l'océan Pacifique jouèrent un rôle d'une importance croissante pour l'économie américaine : soit en tant que marchés pour les exportations américaines, soit comme sources de matières premières et de main-d'œuvre bon marché. Or, durant les années trente, les États-Unis y étaient confrontés à la concurrence d'une puissance rivale agressive, qui cherchait à concrétiser ses propres ambitions impérialistes en Chine et en Asie du Sud, régions riches en matières premières comme le pétrole et le caoutchouc. Ce rival, c'était le Japon, le pays du Soleil Levant, qui n'hésitait pas non plus à utiliser la violence pour se construire une sphère d'influence. Ce qui dérangeait les États-Unis, ce n'était pas le fait que les Japonais considéraient et traitaient leurs voisins chinois et coréens comme des sous-hommes, mais qu'ils érigeaient dans cette partie du monde leur propre « économie fermée », ne laissant aucune « porte ouverte » à la concurrence américaine. Lorsque les Américains protestèrent contre cet état de fait, Tokyo offrit d'appliquer à la Chine le principe des relations commerciales non-discriminatoires... à condition que les Américains fassent de même dans leur sphère d'influence en Amérique latine. Or, Washington désirait l'ouverture dans les sphères d'influence des autres puissances impérialistes, mais non dans la sienne. L'offre japonaise fut donc rejetée.<sup>66</sup>

A cette époque, les États-Unis cherchaient à contrecarrer leur rival en Asie avec des méthodes que les Japonais percevaient comme singulièrement provocatrices. Dès l'été 1941, les États-Unis, en collaboration avec leurs alliés britanniques et néerlandais en Extrême-Orient, imposèrent de sévères sanctions économiques au Japon, imposant même un embargo sur des produits vitaux tels que le pétrole. Tokyo réagit en se préparant pour une guerre qui assurerait au Japon le contrôle de la colonie néerlandaise d'Indonésie, riche en pétrole, aussi bien que sur le reste de l'Asie du Sud-Est. Finalement, le gouvernement japonais en eut assez, lorsque, le 26 novembre 1941, il reçut de Washington une « note en dix points » considérée comme totalement inacceptable. Elle exigeait en effet le retrait japonais de la Chine. Le gouvernement américain et l'état-major des forces armées américaines étaient bien conscients du risque de guerre mais, d'une manière ou d'une autre, ils se firent surprendre, le dimanche 7 décembre 1941, par l'attaque japonaise sur la base navale de Pearl Harbor près d'Honolulu. Le peuple américain fut d'autant plus choqué par cet acte qu'il ignorait qu'il avait été provoqué, du moins d'une certaine façon, par son propre gouvernement. En tous cas, les États-Unis se trouvaient maintenant en guerre contre leur rival transpacifique, lequel avait conclu une alliance non contraignante avec l'Allemagne nazie.

Un certain nombre d'historiens révisionnistes ont attiré l'attention sur le fait, non contestable mais dérangeant, et généralement ignoré, que les États-Unis ne déclarèrent pas la guerre au Japon en rétorsion de son agression unilatérale contre la Chine et des horribles crimes qui y furent commis, mais bien en réponse à une attaque sur une possession impériale des États-Unis. Howard Zinn observe sèchement que :

« Ce ne furent pas les actes d'oppression à l'encontre des Juifs qui entraînèrent les États-Unis dans la Deuxième Guerre mondiale... Ce qui entraîna les États-Unis dans la guerre fut l'attaque japonaise sur la base navale de Pearl Harbor... Ce fut une attaque japonaise sur un des maillons de l'Empire américain dans le Pacifique qui fut décisif. »

Noam Chomsky, quant à lui, souligne que Oahu, l'île sur laquelle Pearl Harbor est situé, avait été prise aux Hawaïens un demi-siècle auparavant « par des moyens violents et des ruses ». <sup>67</sup>

Puisqu'il ne s'agissait pas d'une croisade contre l'injustice et la dictature, mais plutôt de la poursuite d'intérêts propres, Washington n'estima pas nécessaire de déclarer la guerre à l'Allemagne nazie, même si ses relations avec Berlin s'étaient détériorées depuis quelques temps. Comme nous l'avons vu, les choses évoluaient très bien pour les États-Unis en Europe, et ne nécessitaient pas leur intervention militaire. De plus, il semblait que les États-Unis allaient avoir assez de fil à retordre avec le seul Japon comme ennemi. Or, Hitler en personne déclara la guerre aux États-Unis le 7 décembre 1941, quatre jours après Pearl Harbor. Le dictateur allemand était probablement motivé par l'espoir que ce geste de solidarité envers le Japon, tout à fait inutile dans le contexte des accords liant Berlin et Tokyo, inciterait son allié d'Extrême-Orient à répondre en déclarant la guerre à l'ennemi de l'Allemagne, l'Union soviétique. Cela aurait entraîné les Soviétiques dans la situation extrêmement périlleuse d'une guerre sur deux fronts. Une telle aide japonaise aurait été particulièrement bienvenue à Berlin. En effet, quelques jours auparavant, le 5 décembre 1941, les Soviétiques avaient lancé la contre-offensive qui marqua l'échec de la « guerre-éclair » par laquelle l'Allemagne devait vaincre l'URSS. Sans doute, Hitler croyait-il pouvoir exorciser le spectre d'une défaite à l'Est, déjà prophétisée par ses propres généraux, en appelant au secours une sorte de *deus ex-machina* japonais sur la frontière vulnérable de l'Union soviétique, en Sibérie. Selon l'historien allemand Hans W. Gatzke, le *Führer* était convaincu que « si l'Allemagne ne rejoignait pas le Japon [dans la guerre contre les États-Unis], cela éliminerait tout espoir d'une aide japonaise dans la lutte de l'Allemagne contre l'Union soviétique ». Mais le Japon ne fit pas cette erreur. Tokyo détestait l'Union soviétique mais, tout comme elle, le pays du Soleil Levant ne pouvait s'offrir le luxe d'une guerre sur deux fronts. Le gouvernement impérial préféra donc tout miser sur une « stratégie méridionale », dans l'espoir d'emporter ce grand prix qu'était l'Asie du Sud-Est, plutôt que de s'aventurer dans les territoires inhospitaliers de la Sibérie. Les hostilités entre le Japon et l'Union soviétique ne débiteront qu'après la défaite de l'Allemagne nazie. Toutefois, comme conséquence de la déclaration inappropriée de guerre de la part de Hitler, assortie d'une déclaration de guerre italienne tout aussi frivole, les États-Unis étaient devenus un participant actif dans la guerre en Europe, aux côtés des Britanniques et des Soviétiques. Jusque-là, cette guerre avait été une guerre européenne ; maintenant, elle devenait une guerre mondiale. <sup>68</sup>

## Chapitre 6 — Lutte de classes sur le front intérieur américain

Si la guerre en Europe avait été fructueuse pour l'industrie américaine, la guerre mondiale se révéla génératrice de bénéfices exceptionnels. Elle engendra un boom économique qui entraîna non seulement une diminution du chômage, mais aussi une hausse des profits. Le nombre total des chômeurs aux États-Unis tomba de plus de 8 millions en 1940 à 5,5 millions en 1941, 2,6 millions en 1942, 1 million en 1943 et 670 000 en 1944. Ce qui signifie que le chômage diminua, d'à peu près 15 % de la population active en 1940, à 1,2 % en 1944. L'armée, à elle seule, absorba des millions d'hommes et de femmes : près de 16 millions d'Américains rejoignirent les forces armées durant la guerre. Le marché du travail s'inversa même : une pénurie de travailleurs toucha des secteurs importants comme celui de la construction aérienne. Dès lors, un nombre croissant de femmes furent mobilisées pour travailler dans les usines. En conséquence de cette pénurie, les ouvriers bénéficièrent de nombreuses offres d'emploi, de salaires plus élevés et d'une prospérité sans précédent, même si le coût de la vie augmentait. Aucune solution intérieure n'avait mis fin à la Grande Dépression ; le cauchemar des « sales années trente » ne prit fin qu'à la faveur d'un conflit à l'étranger. Comme l'a écrit l'auteur américain Studs Terkel, « la guerre agit comme un alchimiste qui changea les temps difficiles en temps favorables ». <sup>69</sup>

Les Américains ordinaires prospéraient mais ceux qui profitaient le plus du boom généré par la guerre étaient les grands entrepreneurs et les grandes entreprises, auxquels la guerre permettait d'accumuler des richesses sans précédent. Comme l'écrit Stuart D. Brandes, l'auteur d'un livre sur l'histoire des bénéfices de guerre aux États-Unis, « durant quatre années de guerre, 1942-1945, 2 230 des plus importantes firmes américaines affichaient des bénéfices de 14,4 milliards de dollars après impôts - une augmentation de 41 % [en comparaison avec les années d'avant-guerre 1936-39] ». Il ajoute que « des mesures généreuses concernant l'imposition des bénéfices » conduisaient en outre « à une sous-estimation de ces bénéfices d'environ 20 % ». Des taux d'imposition relativement bas permirent en effet de maximaliser le boom des profits généré principalement par une « énorme augmentation des ventes durant la guerre », augmentation elle-même générée par les programmes gouvernementaux de défense militaire, combinés à l'absence de restrictions gouvernementales sur les bénéfices excessifs et/ou de contrôles effectifs des prix. Comme l'expliqua Henry Stimson, ministre de la Guerre de Roosevelt : « Si un pays capitaliste veut faire la guerre, les milieux d'affaires doivent en profiter ou ils ne coopéreront pas. »

Toutefois, alors que, selon certaines estimations, les profits nets (après impôts) augmentèrent en général de plus de 70 % durant les années de guerre, ce fut essentiellement un nombre restreint de très grandes entreprises —

cette élite du monde des affaires qu'on appelle *Big Business* aux USA — qui profita le plus de ce boom. Une soixantaine d'entreprises bénéficièrent à elles seules de 75 % des commandes militaires et autres en provenance du gouvernement. Non sans surprise, les plus grandes entreprises se révélèrent être les « gloutons de guerre », comme Brandes les appelle, c'est-à-dire les fournisseurs qui jouissent d'un accès privilégié aux carnets de commande des dépenses publiques militaires. La société IBM fut l'une des entreprises qui sut profiter de cette aubaine sans précédent. Comme l'écrit Edwin Black :

« La guerre avait toujours été bénéfique pour IBM. Les guerres faites par l'Amérique produisaient toujours des revenus sans pareil. Endéans les 90 jours après Pearl Harbor, Watson [le président d'IBM] pouvait informer les médias qu'IBM avait signé pour plus de 150 millions de dollars en contrats de fourniture de munitions et autres produits militaires. Pendant la guerre, l'ensemble des ventes et des locations d'IBM triplait en passant approximativement de 46 millions de dollars en 1940 à 140 millions en 1945. »<sup>70</sup>

Les entreprises, et surtout les grandes, bénéficièrent aussi du fait que, durant la guerre, l'État finança de nouvelles technologies et de nouvelles usines ; il subsidia fort généreusement les investissements privés et dépensa en outre plus de 17 milliards de dollars dans plus de 2 000 projets publics se rapportant à des objectifs militaires. Les entreprises du secteur privé purent louer des installations de production, propriétés de l'État, moyennant un loyer très modeste ; une fois la guerre finie, elles pourront les racheter au gouvernement pour des sommes représentant, comme l'écrit Brandes, « entre la moitié et le tiers des coûts réels ». Des millions de dollars furent ainsi empochés, principalement par les très grandes entreprises « qui regorgeaient de liquidités dépassant leur besoin », ce qui conduisit le sénateur Harry S. Truman à dénoncer cette pratique comme étant une « forme légale de réaliser des bénéfices excessifs ». Dans un commentaire sur cette orgie de privatisations — parce que c'est bien de privatisations qu'il s'agissait —, le journaliste David Brinkley note que cela se résumait à « une remarquable manne céleste, dont les champions de la "liberté d'entreprise" n'aiment pas parler ». En effet, ces derniers préfèrent ignorer tout ce qui va à l'encontre de leur mythe primordial, à savoir qu'en Amérique, la richesse est, pratiquement sans exception, générée par le secteur privé.<sup>71</sup>

Le monde des affaires américain gagna beaucoup d'argent durant la guerre, mais il en profita aussi de bien d'autres manières. Par exemple, l'application de la législation antitrust, qui avait restreint la liberté d'entreprise, fut pratiquement abandonnée. Ce fut aussi durant la guerre que des représentants du monde des affaires allèrent occuper d'importantes fonctions gouvernementales à Washington. Comme l'a écrit un spécialiste américain de l'histoire économique, il se produisit une « montée en force de l'influence des milieux d'affaires sur le gouvernement », et « des personnalités de Wall Street » ainsi qu'une « cohorte d'hommes d'affaires » acquirent une influence grandissante dans la bureaucratie gouvernementale, surtout dans les départements des Affaires étrangères et de la Défense. Un partenariat très étroit se développa ainsi entre les niveaux supérieurs du gouvernement fédéral, parfois appelé *big government*, et cette élite des très grandes et très puissantes entreprises qu'on appelle *big business*. Ce dernier continuera à en profiter, longtemps après la fin victorieuse de la guerre.<sup>72</sup>

L'État américain finança son effort de guerre par le biais de taxations (environ 45 %) mais surtout par celui de prêts (environ 55 %). Les bons du trésor émis par Washington, qui rapportaient des intérêts relativement élevés, constituaient une forme d'investissement particulièrement prisée par les banques, les compagnies d'assurances et les gros rentiers. Les actionnaires et les directeurs des grandes entreprises furent parmi les principaux acheteurs de ces bons ; ils faisaient fortune grâce aux commandes gouvernementales et le gouvernement leur offrait, en outre, une façon fort lucrative d'investir leurs gains. Durant la guerre, l'État fonctionna donc comme le Mécène des riches Américains, lesquels, pourtant, sont fondamentalement d'ardents adeptes de la religion du « laisser faire » et de farouches ennemis de toute forme d'intervention étatique dans l'économie. Quoi qu'il en soit, il ne fait aucun doute que les Américains riches et puissants devinrent encore plus riches et plus puissants grâce à la manière dont le gouvernement des États-Unis avait choisi de conduire l'effort de guerre. C. Wright Mills observe qu'en général, « le développement du secteur industriel privé aux États-Unis » a été largement financé par les multiples manifestations de la magnanimité de la trésorerie publique ; or, ce sont en particulier « les guerres qui ont fourni beaucoup d'occasions au secteur privé de s'approprier de l'argent et du pouvoir ». Concernant la Deuxième Guerre mondiale, Mills poursuit : « cette guerre éclipsa totalement la largesse que l'État avait jusque là étalée envers le secteur privé » dans ce sens que « les clefs de l'économie nationale furent offertes aux grandes entreprises privées ».<sup>73</sup> Or, du point de vue du monde des affaires américain, la situation presque utopique engendrée par la guerre dévoilait toutefois quelques imperfections. Avec la fin du chômage et l'apparition d'une certaine pénurie de main-d'œuvre, l'avantage changea de camp et passa des employeurs aux employés dans cette lutte incessante qui, dans le marché « libre » de la main-d'œuvre, détermine le prix de revient de celle-ci, c'est-à-dire le niveau des salaires et les conditions de travail. Vraisemblablement pour la première fois dans l'histoire, les ouvriers américains jouirent d'un avantage dans les négociations avec leurs patrons et, comme l'historien britannique Arthur Marwick l'a noté, ils en profitèrent pour demander des salaires plus élevés ainsi que de meilleures conditions de travail. Cela, les ouvriers ne le revendiquèrent pas individuellement en se présentant, casquette à la main, devant le patron, mais collectivement, c'est-à-dire en introduisant des demandes au nom de

l'ensemble des ouvriers d'une même entreprise, d'un même secteur industriel ou d'un même syndicat par le biais de « négociations collectives ». Durant la crise des *dirty thirties*, les travailleurs avaient pris conscience des avantages de la solidarité et de l'organisation, et, durant la guerre, ils rejoignirent en masse les syndicats qui avaient pour but de défendre leurs intérêts. Les rangs des syndicats gonflèrent, de plus ou moins 9 millions de membres en 1939, à environ 15 millions en 1945. Aux États-Unis, le monde des affaires avait, il y a longtemps déjà, produit son élite, son *big business*. Maintenant, le monde du travail était en train de produire une élite syndicale, un *big labour*. Désormais, celui-ci devint un acteur important dont on devait tenir compte, non seulement dans les conseils d'administration des grandes entreprises américaines, mais également dans les « couloirs du pouvoir » à Washington, même jusqu'à la Maison Blanche où, auparavant, on n'avait prêté l'oreille qu'à la voix du monde des affaires et, en particulier, à celle du *big business*. Les employeurs américains n'étaient pas enthousiastes à l'idée de devoir renoncer à une partie, même mineure, de leurs profits de guerre à cause des négociations collectives sur les salaires. Or, les ouvriers n'hésitèrent pas à soutenir leurs demandes en brandissant l'arme déjà bien rodée de la grève, qui se révéla particulièrement efficace à cette époque. Fidèle à sa tradition, l'État américain intervint dans ces conflits en prenant des mesures favorisant le parti des employeurs. Peu de temps après l'attaque sur Pearl Harbor, le gouvernement de Roosevelt parvint à obtenir des grands syndicats conservateurs, comme l'*American Fédération of Labor* (AFL), une *no strike pledge*, c'est-à-dire une promesse de ne pas faire la grève pendant la durée de la guerre. Quant au Congrès, il vota en 1943 une mesure favorable au monde des affaires, la loi *Smith-Connally*, qui interdisait certaines formes d'actions syndicales. Mais rien de tout cela ne put endiguer la vague des grèves qui déferla sur les États-Unis durant la guerre. Howard Zinn en offre quelques détails :

« Malgré une ambiance étouffante de patriotisme et de dévouement total pour gagner la guerre, malgré la promesse de l'AFL et de la CIO de ne pas recourir à la grève, un grand nombre d'ouvriers américains étaient frustrés par le blocage des salaires, alors que les profits [réalisés par leurs employeurs] augmentaient spectaculairement, et ils décidèrent de la faire. Durant la guerre, il y eut 14 000 grèves, impliquant 6 770 000 ouvriers, plus que dans toute autre période comparable de l'histoire des États-Unis. Dans la seule année 1944, un million de travailleurs se mit en grève dans les mines, les aciéries et les industries de l'automobile et du matériel de transport. »

Les grévistes les plus ardents furent les mineurs, réunis dans le syndicat *United Mine Workers*, dont John L. Lewis était le dirigeant notoire. Un grand nombre de ces grèves furent des « grèves sauvages », c'est-à-dire des arrêts de travail non autorisés par les syndicats. La combativité des travailleurs était telle que les employeurs ainsi que l'État américain durent hisser le drapeau blanc et accorder des hausses de salaires dans tout le pays. En conséquence, le salaire hebdomadaire moyen augmenta de manière spectaculaire durant la guerre, d'environ 23 dollars en 1939, à plus de 44 dollars en 1945. Ce qui correspondait à une hausse d'un peu plus de 90 %, alors que l'inflation atteignait seulement 25 % pendant la même période ; il s'agissait donc bien d'une hausse considérable des salaires réels.<sup>74</sup>

Une lutte de classes féroce entre le capital et le travail a donc fait rage aux États-Unis durant la guerre. Cette lutte constitue une facette importante de l'histoire des États-Unis dans ce conflit mondial. Cette lutte de classes ne se résumait pas en un conflit bien défini, en un conflit manichéen opposant le « bon » au « mal », comme dans la guerre entre Américains d'un côté et Japonais et Allemands de l'autre ; il s'agissait plutôt d'une sorte de guerre civile entre Américains, dont aucun vainqueur évident n'émergera et à laquelle aucun armistice ne mettra jamais fin. Nul ne s'étonnera donc qu'Hollywood ne consacra jamais aucun film à ce conflit dramatique et fort douloureux et, de plus, jamais résolu, et qu'aux États-Unis aucun monument ne commémore les acteurs de ce conflit social. Nul ne s'étonnera non plus du fait que les livres d'histoire américains sur la Deuxième Guerre mondiale préfèrent se limiter à l'évocation de batailles purement militaires menées de l'autre côté de l'Atlantique et du Pacifique.

Dans cette lutte de classes qui faisait rage sur le front intérieur durant les années quarante, l'élite du pouvoir aux États-Unis apprit une leçon capitale, à savoir, que les « actions collectives » telles que grèves et manifestations constituaient une des armes les plus efficaces entre les mains des ouvriers. C'est précisément pour cette raison que le cinéma hollywoodien insinue si souvent que les problèmes ne sont jamais mieux résolus que par les exploits héroïques réalisés par des *individus*, de préférence lourdement armés, du type Rambo ou autre Schwarzenegger — exploits qui font ressortir les prétendues apathie et impuissance des masses. Ce n'est pas une coïncidence si ce qu'on appelle les « films d'action » sont toujours centrés sur l'action individuelle, et (presque) jamais sur l'action collective. De cette manière, Hollywood discrédite, auprès de ceux-là mêmes qui pourraient en bénéficier, les actions collectives qui causèrent tant de maux de tête aux membres de l'élite du pouvoir des États-Unis durant la Deuxième Guerre mondiale. Sur le plan intellectuel aussi, une offensive fut lancée contre l'« action collective ». Dans un livre, publié en 1965 par les prestigieuses Presses universitaires de Harvard, l'économiste Mancur Olson, évoquant spécifiquement la montée en puissance des syndicats et le succès des grèves durant la Deuxième Guerre mondiale, associait l'« action collective » à la violence et à la contrainte.

Aujourd'hui encore, ce livre fait autorité dans les universités américaines (et canadiennes).<sup>75</sup>

Après Pearl Harbor, les États-Unis se trouvèrent en guerre avec le Japon, un pays lointain et méconnu, et avec l'Allemagne nazie, un pays à propos duquel des gens influents avaient dit tant de choses positives peu de temps auparavant. Inversement, les États-Unis étaient désormais officiellement l'allié non seulement de la Grande-Bretagne mais également de l'Union soviétique, État dépeint jusque-là comme paria. On comprend aisément que le peuple américain avait besoin d'éclaircissements. Ceux-ci ne tardèrent pas à être fournis sous la forme d'une campagne de propagande manichéenne destinée à expliquer, en un « noir et blanc » familier, pourquoi et comment la nouvelle situation était parfaitement logique.

En ce temps-là, les affiches constituaient encore un moyen important de propagande. Durant les années vingt et trente, et plus particulièrement pendant les campagnes anti-communistes de la *Red Scare*. et de la petite *Red Scare*, leur cible préférée avait, bien sûr, été les bolcheviks.

Maintenant, elles montraient des Japonais à l'allure sadique ainsi que d'arrogants officiers nazis avec monocle. Une explication utile accompagnait ces caricatures : « Voici l'ennemi ! » De toute évidence, les concepteurs étaient avides de corriger les erreurs du passé, lorsqu'ils avaient dépeint les bolcheviks comme l'ennemi public numéro un. Dans son effort d'instruire le peuple américain sur le véritable visage de l'ennemi, le gouvernement américain persuada aussi le célèbre cinéaste Frank Capra de produire une série de documentaires intitulée *Pourquoi nous nous battons* ; ces documentaires décrivaient les nazis comme des « criminels vicieux et diaboliques », déterminés à asservir tous les peuples libres et à détruire la religion. Le premier de la série, *Fraude à la guerre*, était décrit dans le dossier de presse comme étant « le plus grand film de gangsters jamais tourné..., plus horrible que tous les films d'horreur déjà vus ». Hollywood suivit l'exemple et chercha à éclairer les Américains sur la véritable nature du fascisme par le biais de films tel que *The Hitler Gang*, qui dépeignait également les nazis comme une bande de gangsters sans scrupule, et à ridiculiser le fascisme au moyen de dessins animés comme *The Ducktators*, dans lequel le personnage principal, clairement inspiré par Donald Duck, était un canard despotique nommé *Hitler Duck*. Les héros de bandes dessinées américaines telles que *Captain America*, *Superman* et *Wonder Woman* venaient appuyer cette campagne de propagande en déjouant les plans des agents et des espions nazis. Ainsi naquit l'image stéréotypée du nazi, présenté comme un horrible gangster de caricature. Cette image a survécu jusqu'à aujourd'hui dans les productions hollywoodiennes du genre Indiana Jones. Or, cette campagne de propagande simpliste ne contribua en rien à une meilleure compréhension du phénomène social complexe qu'était le fascisme européen en général, et le nazisme allemand en particulier.<sup>76</sup>

Les Soviétiques furent l'objet d'une métamorphose tout aussi remarquable, en passant de bolcheviks « sans-dieu » à d'héroïques patriotes « russes ». Hollywood, qui n'avait manifesté que peu d'intérêt et encore moins de sympathie pour l'Union soviétique avant la guerre, donna le ton — de toute évidence à la suite d'un signal donné par Washington — avec des films pro-soviétiques tels que *Mission à Moscou*, *L'étoile du Nord* et *La Chanson de Russie*. Les magazines populaires américains comme *Life*, le *Saturday Evening Post* et le *Reader's Digest*, qui avaient auparavant diffusé avec enthousiasme de la propagande anti-communiste et anti-soviétique et qui le feront à nouveau après la guerre, « entamèrent un tournant à 180 degrés », comme l'écrivent les historiens Clayton R. Koppes et Gregory D. Black, et publièrent des articles pro-soviétiques de leur cru. Les habitants du lointain « paradis des travailleurs », jusque-là décrits comme des spécimens résolument sinistres, étaient désormais présentés comme des gens braves, diligents, modestes et décents qui, comme le prétendait *Life* en 1943, « ressemblent aux Américains, s'habillent comme les Américains et pensent comme les Américains ». On insinua aussi que les Soviétiques n'attendaient que la fin de la guerre pour embrasser le capitalisme et la démocratie. Staline devint même la coqueluche des magazines américains qui, pour ainsi dire, l'adoptèrent dans la grande famille américaine sous le nom d' « Oncle Joseph ». Des photos flatteuses de Staline furent publiées en couverture des magazines et, en 1943, *Time* le prodama « l'homme de l'année ». Le public américain devait aussi, sans doute, être positivement impressionné par des articles selon lesquels Staline adorait les cigarettes américaines, telles les *Camel*, les *Chesterfield* et les *Lucky Strike*. Aux États-Unis, dans les années trente, réputées « rouges », c'étaient les communistes et un grand nombre de radicaux et de progressistes qui avaient chanté les louanges d'une Union soviétique romancée. Au début des années quarante, même Hollywood et les médias romançaient l'Union soviétique et en faisaient l'éloge.<sup>77</sup> Cette situation ne durera pas longtemps, tout changera de nouveau avec la fin de la guerre.

C'est de cette façon qu'on parvint à enthousiasmer le peuple américain pour la nouvelle politique de Washington vis-à-vis de l'URSS, nouvelle politique qui apportait des avantages considérables à l'industrie américaine. Cela ne signifiait pas que l'élite du pouvoir ne haïssait plus l'État soviétique et le communisme. Cela signifiait seulement, qu'à ce moment précis, une mise en sourdine temporaire de la rhétorique anti-communiste servait ses intérêts. Un phénomène analogue se déroula d'ailleurs en Union soviétique, où le slogan anti-capitaliste de la révolution mondiale disparut du discours officiel et où, en mai 1943, Staline démantela le Komintern, l' « Internationale » communiste qui, sous la direction de Moscou, était censée organiser des révolutions prolétariennes partout dans le monde. Cette nouvelle fut accueillie dans les médias américains comme étant une

« preuve de la volonté des Soviétiques de jouer au football avec nous si nous voulons jouer au football avec eux ». <sup>78</sup>

La nouvelle propagande sur le régime soviétique que Washington administra au peuple américain eut d'importantes conséquences pour la lutte de classes aux États-Unis mêmes. Désormais, les ouvriers américains s'intéressèrent encore plus au grand projet socialiste lancé en 1917. C'est ainsi qu'ils apprirent, par exemple, qu'il n'y avait pas de chômage en URSS, et que leurs homologues soviétiques, bien que gagnant des salaires beaucoup moins élevés qu'aux USA, bénéficiaient d'un coût de vie largement plus bas, d'une éducation gratuite, de congés payés et d'autres avantages sociaux. Un nombre croissant d'Américains — et certainement pas uniquement des ouvriers — se mirent alors à penser qu'il était plus que temps d'introduire dans leur propre pays un système tout aussi généreux de plein-emploi et de sécurité sociale au profit des citoyens ordinaires. Après tout, à quoi servait cette guerre qu'ils étaient en train d'aider à gagner, sinon à ouvrir le chemin vers un *New Deal* social au lieu d'aboutir au retour de la misère des années trente ? Confrontée à de telles espérances populaires, l'élite du pouvoir avait de quoi s'inquiéter. Le monde des affaires estima qu'il avait déjà fait suffisamment de concessions aux travailleurs en augmentant fortement leurs salaires, et il n'était pas du tout heureux à l'idée de devoir financer des réformes sociales. Au fur et à mesure que la fin de la guerre approchait, il devenait évident pour l'élite qu'il fallait faire quelque chose pour empêcher les États-Unis — berceau de la liberté d'entreprise — non pas de subir une révolution de style bolchevique, car cela n'appartenait pas au domaine des possibilités, mais bien de devenir une sorte d'état-providence. <sup>79</sup>

## Chapitre 7 — Un deuxième front pour Staline ou un troisième front dans les airs ?

Au printemps 1942, la *Wehrmacht* lançait une nouvelle offensive sur le front Est. Les Soviétiques avaient résisté de justesse à l'attaque nazie de 1941, et l'Armée Rouge continuait à se battre le dos au mur. Si un soutien logistique était désormais envoyé par les États-Unis et la Grande-Bretagne, ce que Staline voulait le plus de ses alliés, c'était une véritable aide militaire. Il demanda alors à Churchill et à Roosevelt d'ouvrir un deuxième front en Europe de l'Ouest. Un débarquement anglo-américain en Europe de l'Ouest — en France, en Belgique ou en Hollande — aurait forcé les Allemands à dégarnir le front Est et, par conséquent, aurait offert aux Soviétiques le soulagement dont ils avaient tant besoin.

Aux États-Unis et en Grande-Bretagne, les dirigeants politiques et militaires étaient divisés sur les possibilités et les mérites d'un deuxième front. D'un point de vue militaire, il aurait été possible, dès le courant de l'été 1942, de débarquer un nombre considérable de troupes en France, ou ailleurs en Europe de l'Ouest. Les Britanniques s'étaient suffisamment remis des attaques de 1940 et un nombre important de troupes américaines et canadiennes les avait entre-temps rejoints. Des falaises de Douvres aux montagnes d'Ecosse, des dizaines de milliers d'Américains et de Canadiens attendaient impatiemment l'ordre, qui devait leur être donné tôt ou tard, de partir pour le continent européen afin d'y affronter les troupes allemandes. <sup>80</sup>

D'aucuns disaient alors — et prétendent toujours aujourd'hui — qu'en 1942, les Anglo-Américains n'étaient pas encore prêts à déclencher une opération majeure en France. Ils soutenaient qu'il fallait d'abord gagner la guerre navale contre les sous-marins allemands afin de protéger les indispensables transports transatlantiques de troupes. Cependant, ces transports entre les États-Unis et la Grande-Bretagne s'effectuaient avec succès, et, à l'automne de la même année, les Alliés se montrèrent capables de débarquer des forces importantes en Afrique du Nord. De surcroît, le bluff des nazis sur la force de l'armée allemande en France ne pouvait cacher la réalité qu'en Europe de l'Ouest, elle ne disposait que d'un nombre relativement réduit de troupes, d'une qualité d'ailleurs fort inférieure à leurs forces sur le front Est. Sur la côte atlantique, Hitler disposait de 59 divisions, généralement considérées comme étant de second rang, alors que pas moins de 260 divisions se battaient sur le front Est. Selon un historien britannique, Andrew Davies, l'Armée Rouge était opposée, « la plupart du temps, aux quatre cinquièmes et jamais à moins des trois quarts » de l'armée allemande. En 1942, les troupes allemandes n'étaient pas encore aussi fortement établies sur la côte française qu'en juin 1944, au moment du débarquement de Normandie. L'ordre de construire les fortifications du fameux « Mur de l'Atlantique » ne fut donné par Hitler qu'en août 1942, et cette construction durera de l'automne 1942 jusqu'au printemps 1944. <sup>81</sup> De nombreux responsables militaires britanniques et américains, y compris le chef d'état-major américain George Marshall ainsi que le général Eisenhower, étaient conscients de cet état de choses et se faisaient les avocats d'un débarquement précoce en France. Dans un premier temps, ce projet bénéficia aussi du soutien du président des États-Unis. Roosevelt avait promis à Churchill que les Américains donneraient la priorité à la guerre contre l'Allemagne et régleraient les comptes du Japon plus tard ; cette décision était connue sous le principe de l'« Allemagne d'abord ». Roosevelt était impatient d'en découdre immédiatement avec l'Allemagne, et cela impliquait l'ouverture d'un deuxième front. Les dirigeants américains étaient probablement aussi préoccupés par l'éventualité que, sans l'ouverture de ce deuxième front, les Soviétiques ne résistent pas à la pression nazie. Un autre facteur jouait peut-être également un rôle dans les calculs américains : l'idée qu'une assistance militaire

immédiate aux Soviétiques puisse, plus tard, rendre inutiles des concessions politiques à Moscou. En tous cas, en mai 1942, Roosevelt promit au ministre soviétique des Affaires étrangères, Molotov, que les Américains ouvriraient un deuxième front avant la fin de l'année.<sup>82</sup>

Or, en dépit du principe de l'« Allemagne d'abord », Washington ne résistait pas à la tentation d'engager une grande quantité d'hommes et de matériel dans la guerre du Pacifique, où les intérêts américains étaient davantage en jeu qu'en Europe. Dès lors, l'ouverture précipitée d'un deuxième front en France paraissait quelque peu imprudente. Et puis, il fallait compter sur le poids considérable de l'opinion personnelle du Premier ministre britannique, Winston Churchill, opposant acharné à l'ouverture d'un deuxième front ; il craignait peut-être, comme quelques historiens l'ont suggéré, qu'un débarquement en France n'engendre à nouveau des batailles meurtrières semblables à celles dont le Nord de la France avait été le témoin pendant la Première Guerre mondiale. Il est fort probable aussi que Churchill caressait l'idée que Hitler et Staline s'infligent mutuellement de lourdes pertes sur le front Est et que plus longtemps cela durerait, meilleurs seraient les bénéfices pour Washington et Londres. Truman et d'autres Américains influents partageaient d'ailleurs cette opinion.

Avec ses trois années d'expérience de la guerre, Churchill exerçait beaucoup d'influence sur Roosevelt, nouveau venu dans le conflit en Europe. Cela explique sans doute en partie que l'opinion du dirigeant britannique finit par prévaloir et que les plans d'ouverture d'un deuxième front en 1942 furent discrètement abandonnés. Persuadé par Churchill de ne pas se précipiter dans un deuxième front, Roosevelt découvrit que ce nouveau champ d'action, ou plutôt d'inaction, ouvrait des perspectives apaisantes. Le président et ses conseillers prirent conscience que battre l'Allemagne nécessiterait d'énormes sacrifices que le peuple américain ne consentirait pas avec plaisir. Et même si elle pouvait conduire à la victoire finale, une telle lutte coûterait très cher en vies humaines. N'était-il donc pas plus sage d'attendre, au moins pour un temps, et de laisser les Soviétiques en découdre seuls avec les nazis ? Si l'Armée Rouge fournissait la chair à canon nécessaire pour battre les Allemands, les Alliés pouvaient minimiser leurs pertes. Mieux encore, ils pouvaient économiser leurs énergies, et même se renforcer, afin d'intervenir de manière décisive au bon moment, c'est-à-dire lorsque l'ennemi nazi et l'allié soviétique seraient épuisés. Avec la Grande-Bretagne à ses côtés, les États-Unis auraient alors toutes les chances de jouer un rôle décisif dans la coalition des vainqueurs et d'agir en arbitre suprême lors du partage des bénéfices résultant d'une victoire prétendument commune.<sup>83</sup>

Washington et Londres étaient conscients du fait que cette stratégie attentiste impliquait certains risques. Au printemps 1942, les Allemands avaient lancé une nouvelle offensive sur le front Est, et la possibilité d'un effondrement soudain de l'allié soviétique, bien que peu probable, ne pouvait pas être totalement exclue. Dans le but de prévenir un tel scénario — une éventualité qui aurait conduit les alliés occidentaux à se trouver seuls face au Goliath allemand —, de plus en plus de matériel était maintenant envoyé en URSS. En guise d'assurance additionnelle, un plan d'urgence — nom de code : *sledgehammer* — fut préparé. Il prévoyait un débarquement expéditif en Europe de l'Ouest au cas où un affaiblissement des Soviétiques nécessiterait l'ouverture d'un deuxième front pour les sauver *in extremis*. Le scénario inverse, à savoir un effondrement soudain de l'Allemagne sur le front Est, était également envisagé, du moins en théorie. Mais en 1942, cela semblait si peu probable qu'aucun plan ne fut préparé pour faire face à cette éventualité. Moins d'une année plus tard, après la bataille de Stalingrad, c'est précisément ce scénario-là qui préoccupera Londres et Washington. Ce n'est qu'à ce moment qu'on commença enfin, en toute hâte, à élaborer des plans pour une traversée de la Manche et l'ouverture d'un deuxième front.<sup>84</sup>

Les Américains et les Britanniques ne pouvaient naturellement pas divulguer les véritables raisons pour lesquelles ils ne souhaitaient pas ouvrir un deuxième front. Ils prétendaient donc que leurs forces combinées n'étaient pas encore prêtes pour une telle entreprise. Or, Staline, qui savait que les défenses allemandes en Europe de l'Ouest étaient faibles, continuait à presser Londres et Washington d'effectuer un débarquement en France. Churchill était aussi confronté à d'importantes pressions intérieures, surtout de la part des syndicats, dont les membres compatissaient au sort des Soviétiques. Les dirigeants américains et britanniques se trouvaient ainsi sous forte pression lorsque, soudain, se produisit une tragédie qui semblait démontrer de manière indiscutable qu'ils n'étaient pas encore en état d'ouvrir un deuxième front. Le 19 août 1942, quelques milliers de soldats envoyés d'Angleterre tentèrent de débarquer à Dieppe. Ils y furent taillés en pièces par les Allemands. Ce n'était pas surprenant car Dieppe était une des positions allemandes les plus fortes sur la côte atlantique française. Tous ceux qui y arrivent par la mer se rendent immédiatement compte que ce port, entouré de hautes et raides falaises, a dû constituer un piège mortel pour les assaillants. Aux yeux d'un reporter allemand qui assista au carnage, le débarquement apparaissait comme « une opération qui violait toutes les règles de la logique militaire et de la stratégie ». Quant aux autorités militaires et politiques qui étaient responsables de cette opération, elles ne fournirent jamais rien de plus que des explications contradictoires et peu convaincantes. Cet épisode sanglant est parfois dépeint comme étant tout simplement une triste erreur stratégique ; plus souvent, il est ardemment justifié comme constituant une sorte de répétition générale du débarquement de Normandie de juin 1944. Nous sommes supposés croire que d'importants renseignements militaires furent recueillis grâce à l'opération de Dieppe, par

exemple, que les défenses allemandes étaient particulièrement fortes dans les ports et leurs alentours. Or, de telles informations allaient de soi, et auraient en tout cas pu aisément être obtenues au moyen de reconnaissances aériennes. A posteriori, on peut également s'interroger sur la pertinence d'informations glanées en 1942 en vue d'une opération menée en 1944, surtout en sachant que, dans l'intervalle, les fortifications du « Mur de l'Atlantique » furent érigées. Si l'opération de Dieppe de 1942 représentait vraiment une « répétition générale », pourquoi le vrai débarquement n'eut lieu que deux ans plus tard, en 1944 ?

Jusqu'à ce jour, la tragédie de Dieppe demeure enveloppée d'un voile de propagande et de désinformation qui laisse entrevoir une autre possibilité : cette opération, y compris son échec sanglant, peut s'expliquer comme étant une façon très efficace de réduire au silence ceux qui réclamaient à cor et à cri l'ouverture d'un deuxième front. Bien qu'aucune preuve documentée ne soit aujourd'hui disponible pour supporter une telle hypothèse, celle-ci expliquerait pourquoi « les moutons » qui furent conduits au massacre à Dieppe n'étaient ni des Britanniques ni des Américains, mais bien des Canadiens. Ceux-ci constituaient en effet une chair à canon parfaite pour ce genre d'entreprise, leurs dirigeants n'appartenant pas au petit club exclusif du haut commandement américano-britannique qui avait organisé l'opération et qui, évidemment, aurait été peu disposé à sacrifier ses propres troupes.<sup>85</sup>

Les Soviétiques finirent par obtenir leur deuxième front, mais seulement lorsque celui-ci servira les intérêts des Américains et des Britanniques. Durant l'été 1942, les Américains restèrent concentrés sur leur guerre contre les Japonais où ils enregistrèrent d'importantes victoires comme celles des îles Midway et Guadalcanal. Cependant, les États-Unis et leur allié britannique disposaient de ressources suffisantes en hommes et en matériel pour entreprendre une action contre l'Allemagne nazie. C'est en 1942 que les forces aériennes américaines et britanniques, la *United States Army Air Force* (USAAF) et la *Royal Air Force* (RAF), ouvrirent ce qui fut appelé le « troisième front » en bombardant des villes et d'autres cibles en Allemagne. Les objectifs de ce programme de « bombardements stratégiques » étaient de paralyser l'industrie allemande, de démoraliser la population et de préparer le terrain pour la victoire finale. L'architecte de cette stratégie était Arthur Harris, le commandant du « programme des bombardements » de la RAF, un homme qui exerça une considérable influence sur Churchill. Quant aux commandants des forces aériennes américaines, ils étaient déjà convaincus du potentiel des bombardements stratégiques dans les années trente, lorsqu'ils avaient entrepris le développement des fameux grands bombardiers quadrimoteurs B-17, surnommés les « forteresses volantes ». Bien après la guerre, les Américains continueront à croire — comme les récentes actions en Irak, en Serbie et en Afghanistan l'ont montré — que les guerres peuvent être gagnées par des bombardements aériens. Pourtant, les résultats des bombardements stratégiques durant la Deuxième Guerre mondiale ne furent pas très impressionnants.

Ce programme a nécessité l'investissement de moyens disproportionnés en hommes et en matériel, investissement dont il est permis de croire qu'il aurait sans doute été plus efficacement utilisé dans d'autres buts, par exemple, pour l'ouverture d'un deuxième front en Europe de l'Ouest. De plus, les forces aériennes américaines et britanniques enregistrèrent de très lourdes pertes en avions et en équipages. Les Américains, à eux seuls, perdirent 40 000 hommes et 6 000 avions. Pour le seul mois de juillet 1943, l'aviation américaine, qui bombardait l'Allemagne de plein jour, perdit une centaine d'appareils et un millier de membres d'équipage. La situation s'améliora à la fin de 1943 avec l'introduction de chasseurs à grand rayon d'action, tels que les P-51 Mustang, capables d'escorter les lourds et lents géants jusqu'au cœur de l'Allemagne. Bien que la propagande alliée glorifia ces raids spectaculaires, et que certains exploits des bombardiers de la USAAF et de la RAF inspirèrent plus tard de grands films tels *Dambusters* et *Memphis Belle*, les bombardements ne rapportèrent en réalité pas les résultats escomptés. C'est ce qu'une minutieuse étude officielle, la *Stratégie Bombing Survey* de 1946, reconnut après la guerre. En général, les bombardements stratégiques étaient peu précis, même si les Américains parlaient de « bombardement précis », et ils ne contrecarrèrent en rien la progression constante de la production industrielle allemande, qui culmina à la fin de 1944. En ce qui concerne la population civile allemande, 300 000 personnes furent victimes des bombardements alliés durant la guerre. De ce fait, les bombardements engendrèrent chez les Allemands une haine profonde des Alliés. Loin de les démoraliser, cela renforça leur détermination à se battre jusqu'à la « victoire finale » que Hitler et Goebbels continuaient à évoquer de manière convaincante.<sup>86</sup>

Les hommes et le matériel non utilisés pour le deuxième front furent donc, pour ainsi dire, gaspillés dans le programme des « bombardements stratégiques ». Et au fur et à mesure que les Américains et les Britanniques investissaient d'importantes ressources militaires dans les plans de Harris, l'ouverture d'un deuxième front se faisait de plus en plus difficile. Cependant, en novembre 1942, les Américains firent débarquer des forces considérables en Afrique du Nord. Non sans difficulté, ces troupes parvinrent à enlever les possessions coloniales françaises sous tutelle de Vichy. Ensuite, en coopération avec des forces britanniques progressant depuis l'Égypte, elles éliminèrent ce qui restait de l'armée allemande d'Afrique du Nord, le fameux *Afrikakorps* de Rommel.

L'opération *Torch*, nom de code du débarquement en Afrique du Nord, offrait d'indéniables bénéfices. Elle



renforçait considérablement les positions britanniques, d'une grande importance stratégique, à Gibraltar, en Egypte avec le Canal de Suez et au Moyen-Orient riche en pétrole. C'est sans doute pour cette raison que Churchill avait été le grand champion de l'opération *Torch* et d'une « stratégie méditerranéenne », grande alternative au deuxième front en Europe occidentale. Un autre avantage de cette opération résidait dans le fait que les Alliés menaçaient désormais directement l'Italie, le faible sous-fifre de l'Allemagne, où ils débarqueront pendant l'été 1943. Churchill croyait fermement qu'il était plus sensé d'attaquer le monstre nazi dans son « bas-ventre mou » en Méditerranée, plutôt que via un deuxième front en France. Cependant, l'étroite péninsule italienne montagneuse se révéla un obstacle majeur, facilement défendu — après la chute de Mussolini — par un nombre relativement réduit de troupes allemandes. La route vers Berlin (et/ou vers Vienne) via l'Italie apparaîtra comme une interminable *via dolorosa*. Le débarquement en Afrique du Nord n'apporta donc guère de résultats probants, si ce n'est la sauvegarde des intérêts britanniques dans cette région et dans le Moyen-Orient voisin. De plus, *Torch* comportait d'autres désavantages.

Maintenant que les Américains et les Britanniques avaient dévoilé leur stratégie, les Allemands savaient que, du moins pour le moment, il n'y aurait pas de deuxième front en France, ou ailleurs en Europe de l'Ouest. Par conséquent, ils pouvaient se permettre de transférer davantage de troupes d'Europe de l'Ouest vers le front Est. La situation militaire des Soviétiques ne s'améliora donc pas du tout suite à l'opération *Torch*. Staline en fut extrêmement déçu. Il conclut des événements de la fin 1942 que, dans la lutte sans merci contre l'Allemagne nazie, il ne pouvait compter que sur sa propre force militaire, donc sur l'Armée Rouge, et qu'il ne devait pas avoir trop confiance en ses alliés. Quant aux Britanniques et aux Américains, il est fort douteux que la décision de ne pas ouvrir un deuxième front leur apporta un quelconque avantage significatif. Les sacrifices d'un débarquement en France n'étaient pas évités, mais simplement reportés de 1942 à 1944. De plus, s'ils avaient ouvert, en 1942, un deuxième front en France, au lieu d'investir tant de ressources militaires dans les bombardements stratégiques et dans une campagne en Afrique du Nord, leurs troupes auraient pu avancer nettement plus loin en Allemagne et en Europe de l'Est qu'elles ne le firent en 1944 et en 1945. Finalement, les Américains et les Britanniques auraient ainsi pu occuper Berlin et, qui sait, peut-être même avancer jusqu'à Varsovie. Cela leur aurait rapporté les avantages qu'ils cherchaient sur les Soviétiques en décidant de ne pas ouvrir de deuxième front. Mais ce deuxième front ne devint une réalité ni en 1942, ni d'ailleurs en 1943.<sup>87</sup>

## Chapitre 8 — L'Union soviétique de Staline : un allié mal-aimé mais indispensable

Peu après que les Américains, suite à leur débarquement en Afrique du Nord, eurent dévoilé leurs cartes, non seulement aux Allemands mais également aux Soviétiques, la situation militaire changea complètement de l'autre côté du « théâtre européen ». Sur le lointain front Est, autour et à l'intérieur de la ville de Stalingrad, une armée allemande de plus de 300 000 hommes fut défaite par l'Armée Rouge après une longue bataille meurtrière. L'échec de la « guerre-éclair » de Hitler en Union soviétique, en décembre 1941, avait vraiment été le tournant de la guerre. Mais, jusqu'à la fin de 1942, tout paraissait encore possible. C'est sur les rives de la Volga, dans les faubourgs d'une ville rebaptisée du nom du leader soviétique, que la défaite spectaculaire de l'armée allemande révéla au monde que le Reich hitlérien avait reçu un coup vraisemblablement fatal. Durant l'été 1943, un deuxième succès majeur des Soviétiques, près de la ville de Koursk, infligea une fois de plus de lourdes pertes à la *Wehrmacht* ; il apparut alors clairement que ce n'était plus qu'une question de temps avant la débâcle totale de l'Allemagne.<sup>88</sup>

Stalingrad constitua un tournant tout aussi crucial dans les relations entre les Alliés. La conception idéale qu'avait Churchill de ce qu'il appelait la « grande alliance », c'est-à-dire la coalition anti-hitlérienne, a été décrite par l'historien britannique Fraser J. Harbutt comme « une combinaison britannico-américaine solide et dominante envers une Union soviétique en position d'infériorité ». Jusqu'à l'hiver 1942-1943, la réalité correspondait grosso modo à cette image. En effet, Staline avait jusque-là joué le rôle d'un mendiant qui réclame constamment la faveur de l'ouverture d'un deuxième front auprès de ses riches alliés. Londres et Washington dominaient la coalition dans le sens où ils n'étaient pas directement menacés par les nazis et où ils disposaient d'immenses ressources en hommes et en matériel ; en ce temps-là, les Britanniques et les Américains pouvaient encore espérer intervenir au moment propice sur le continent européen, tel un *deus ex machina*, afin d'imposer leur volonté aussi bien aux Soviétiques épuisés qu'aux Allemands battus. Or, après Stalingrad, la situation se révéla radicalement différente. L'Armée Rouge, qui avait cessé de se battre le dos au mur, enregistrait d'excellents progrès, même sans l'avantage que lui aurait procuré un deuxième front, et marchait lentement mais sûrement sur Berlin. Au sein de la « grande coalition », Staline ne pouvait plus être dominé ; par rapport à Roosevelt et à Churchill, il se présentait désormais comme un partenaire équivalent que l'on devait traiter avec respect.<sup>89</sup>

D'un point de vue strictement militaire, Stalingrad fut aussi une aubaine pour les alliés occidentaux, car cette défaite avait considérablement affaibli la machine de guerre des nazis. Les Américains et les Britanniques étaient néanmoins profondément perturbés par le changement de rapport de forces à l'intérieur de la coalition anti-

hitlérienne et par ses implications dans les arrangements d'après-guerre qui suivraient la défaite, désormais inévitable, de l'Allemagne. La Maison Blanche était inondée de mises en garde émanant de chefs militaires, des services secrets, d'hommes d'État retraités et de certains leaders alliés comme Wladyslaw Sikorski, premier ministre du gouvernement polonais en exil et commandant des forces polonaises ; ceux-ci prophétisaient une occupation de l'Allemagne par l'Armée Rouge et une expansion soviétique « peut-être aussi loin à l'Ouest que le Rhin et peut-être au-delà », comme W.C. Bullitt, ancien ambassadeur des États-Unis en URSS, le formula dans un mémorandum destiné à Roosevelt. De grandes inquiétudes se manifestèrent également à Londres. Avant la guerre, Churchill avait craint que les manœuvres des partisans de l'apaisement tels Chamberlain, ayant pour objectif de faciliter la destruction de l'URSS par Hitler, puissent mal tourner et provoquer un effet contraire : une expansion du communisme soviétique vers l'Europe occidentale. Aujourd'hui, il devait envisager l'idée que les Soviétiques puissent gagner la guerre sans l'aide de leurs alliés et finir par dominer l'Allemagne et le reste du continent européen.<sup>90</sup>

On n'en était pas encore là. L'Armée Rouge était encore bien éloignée de la capitale allemande. De plus, comme l'historien britannique Clive Ponting l'a formulé, les Soviétiques continuaient à affronter « la masse prépondérante » de l'armée allemande sur le front Est, alors que les alliés occidentaux n'avaient devant eux jamais plus de 10 % des forces totales de la *Wehrmacht*. L'Allemagne perdit sur le front Est pas moins de 10 millions d'hommes sur un total de 13,5 millions, tués, blessés ou faits prisonniers durant toute la guerre ; l'Armée Rouge à elle seule sera responsable de la perte de 90 % des soldats allemands tués. Les alliés occidentaux étaient donc bien conscients que les Soviétiques n'étaient pas au bout de leur peine et qu'il pouvait encore se passer toutes sortes de choses en Europe de l'Ouest. En débarquant dans le nord de la France ou en Belgique, les Américains et les Britanniques pouvaient encore espérer atteindre Berlin avant l'Armée Rouge. L'ouverture d'un deuxième front devenait de plus en plus intéressante pour les alliés occidentaux. Or, parce que les Britanniques et les Américains avaient opté pour une « stratégie méridionale », leur matériel de débarquement se trouvait toujours en Méditerranée et, par conséquent, l'ouverture d'un deuxième front en Europe de l'Ouest était impensable pour 1943.<sup>91</sup>

Après Stalingrad, les Alliés étaient confrontés à trois scénarios possibles. Le pire consistait en une victoire des Soviétiques sur les Allemands, ce qui en aurait fait « les maîtres de l'Europe », comme l'avait prophétisé William C. Bullitt en janvier 1943, alors que l'importance de la victoire de Stalingrad commençait à apparaître. À l'inverse, même le scénario le plus optimiste n'était guère plaisant pour Washington et Londres. En effet, même si les Américains et les Britanniques parvenaient à envahir l'Allemagne via l'Italie ou la France et parvenaient à gagner la guerre aux côtés des Soviétiques, il était certain que Staline jouirait d'une influence considérable dans la réorganisation de l'Allemagne et du reste de l'Europe à la fin de la guerre. La perspective de devoir partager avec le Kremlin la tutelle sur l'Europe de l'après-guerre apparaissait d'autant plus pénible que, peu de temps auparavant, il semblait encore vraisemblable que les Britanniques et les Américains puissent imposer leur volonté non seulement aux Allemands mais également aux Soviétiques.<sup>92</sup>

Ces deux premiers scénarios inquiétaient fortement les dirigeants occidentaux. De plus, ils étaient tourmentés à l'idée d'un troisième scénario post-Stalingrad peu enthousiasmant : la possibilité de voir Staline conclure un nouvel accord avec Hitler. Warren F. Kimball, un expert américain de l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale, l'explique :

« Un cauchemar permanent pour Roosevelt et Churchill durant toute la guerre était la possibilité d'un accord entre Soviétiques et Allemands. Tout au long de la guerre, et particulièrement après la victoire de l'Armée Rouge à Stalingrad, les services de renseignements américains avaient exprimé leur inquiétude sur la possibilité que, une fois les Allemands repoussés hors d'URSS, il [Staline] veuille minimiser les pertes et rechercherait un arrangement favorable, abandonnant les alliés occidentaux dans la guerre contre Hitler. Ce souci ne quitta jamais Roosevelt. »

Roosevelt et Churchill étaient conscients qu'une répétition du pacte germano-soviétique de 1939 n'était pas inconcevable car, tant pour les Soviétiques que pour les nazis, la poursuite du bain de sang sur le front Est était loin d'être attractive. De plus, après Stalingrad, un accord entre Soviétiques et nazis aurait certainement impliqué des concessions majeures à l'Union soviétique. En comparaison avec un tel accord, potentiellement fort avantageux pour lui, Staline pouvait-il entrevoir un quelconque intérêt à continuer la guerre aux côtés des Américains et des Britanniques, alliés pour lesquels il avait jusque-là tiré les marrons du feu. D'autant plus que ces alliés lui avaient refusé la faveur de l'ouverture d'un deuxième front ? Un nouveau pacte de non-agression entre les nazis et les Soviétiques aurait mis un terme à la guerre sur le front Est et aurait permis aux nazis de lancer la puissance militaire considérable qu'il leur restait contre les Américains et les Britanniques. Cela aurait été une véritable calamité pour Londres et Washington. Il y avait d'ailleurs un précédent historique à ce type de scénario : le traité de paix germano-soviétique de Brest-Litovsk du début de 1918. Cet accord avait permis aux Allemands de lancer une offensive majeure sur le front Ouest, offensive par laquelle ils faillirent arracher la victoire à la fin de la Première Guerre mondiale.<sup>93</sup>

Staline ne se préoccupait nullement des inquiétudes de Londres et de Washington. Au contraire, celles-ci lui permettaient d'accentuer la pression sur ses alliés occidentaux, d'obtenir davantage d'assistance matérielle de leur part et de les rendre mieux disposés à approuver les objectifs de guerre de l'Union soviétique. Au fur et à mesure que l'inquiétude de Roosevelt et de Churchill grandissait, l'assurance de Staline augmentait au sein de la coalition. De manière à encore renforcer sa position, il a peut-être même fait courir la rumeur de négociations entre des représentants nazis et soviétiques en Suède, pays neutre. Cependant, il est raisonnable de penser que Staline n'a jamais eu l'intention d'abandonner ses alliés britannique et américain. En 1941, il avait fait l'expérience, de façon fort traumatisante, du manque de fiabilité de Hitler, avec lequel il avait conclu un accord deux ans auparavant. De surcroît, le comportement barbare des nazis dans la guerre à l'Est n'avait révélé que trop clairement les véritables intentions de Hitler envers l'URSS ; dès lors, les chances d'un nouveau pacte entre Berlin et Moscou étaient quasiment inexistantes. Staline devait aussi s'interroger sur les bénéfices à long terme, pour l'Union soviétique, d'un nouvel accord avec Hitler. Un tel accord ne conduirait-il pas les Britanniques et les Américains, après une éventuelle victoire sur l'Allemagne, à exiger des rétributions à l'Union soviétique ? Inversement, Hitler, après une victoire hypothétique à l'Ouest, ne voudrait-il pas à nouveau venir chercher de « l'espace vital » à l'Est ? Dans ce contexte, il est compréhensible que certaines propositions de paix, lancées de manière officieuse par les Allemands, ne reçurent aucune réponse de Moscou.<sup>94</sup> En tous cas, comme l'Armée Rouge continuait à se battre féroce contre la *Wehrmacht* après Stalingrad et Kursk, Washington et Londres percurent graduellement, à leur grand soulagement, que Staline n'abandonnerait pas ses alliés occidentaux en cours de route.

Dans ce contexte, on peut comprendre la proposition faite par Roosevelt à l'occasion de la Conférence de Casablanca du 14 au 25 janvier 1943 — donc vers la fin de la bataille de Stalingrad — qui demandait que tous les alliés s'engagent à ne jamais négocier séparément avec les nazis et à n'accepter qu'une reddition inconditionnelle de leur ennemi commun. Staline avait alors décliné l'invitation d'assister à la conférence dans le port marocain, ce qui sans doute avait intensifié les inquiétudes des Américains et des Britanniques quant à ses intentions. Les alliés occidentaux furent donc grandement soulagés d'apprendre le ralliement du dirigeant soviétique à la formule de reddition inconditionnelle. Toutefois, Roosevelt resta tracassé par le spectre d'un nouveau pacte entre Moscou et Berlin jusqu'à l'automne 1943. En ce qui concerne la formule de reddition inconditionnelle, certains historiens ont suggéré après la guerre que cette demande avait été peu sage, car elle leur paraissait avoir contribué à prolonger la résistance allemande. De plus, lorsqu'au printemps 1945, les Allemands seront prêts à se rendre, l'application des termes de la déclaration de Casablanca se révélera, comme nous le verrons plus loin, difficile à mettre en application.<sup>95</sup>

Un nouveau pacte entre Staline et Hitler ne fut donc jamais conclu. Or, Américains et Britanniques s'inquiétaient de plus en plus au sujet des récompenses que Moscou serait amenée à revendiquer, après la guerre, pour la contribution soviétique à la victoire sur le fascisme. Staline nourrissait certaines attentes que ses alliés pourraient difficilement lui refuser, même s'ils étaient réticents à le reconnaître officiellement. Il ne faisait aucun doute, par exemple, que les frontières occidentales de l'Union soviétique devaient être modifiées. Les intentions soviétiques concernant ce point avaient déjà été clairement exprimées durant l'été 1941 au secrétaire britannique aux Affaires étrangères, Anthony Eden. À la suite de la guerre civile et de l'intervention des puissances étrangères, au début des années vingt, la jeune Union soviétique avait perdu de larges territoires au profit des nouveaux États baltes et du nouvel État polonais. La frontière avec la Pologne se trouvait bien loin à l'est de la « ligne Curzon », ligne définie comme étant la meilleure frontière aux points de vue linguistique et ethnique entre la Pologne et l'URSS. La frontière occidentale de l'Union soviétique devrait donc inévitablement être déplacée vers l'ouest après la guerre, au grand dam de la Pologne et des États baltes. Toutefois, la Pologne pourrait recevoir en compensation les territoires allemands situés à l'est des rivières Oder et Neisse. Un tel arrangement ne peut sans doute pas être qualifié d'équitable, mais il était parfaitement rationnel dans le cadre des principes punitifs qui avaient été implacablement mis en œuvre par tous les vainqueurs après la Première Guerre mondiale, par exemple à Brest-Litovsk et à Versailles. Staline affirmait aussi clairement qu'il ne tolérerait plus, dans les pays voisins de l'Union soviétique, des régimes anti-soviétiques tels que ceux qui y avaient été au pouvoir avant la guerre. C'était un autre objectif de guerre soviétique auquel les Alliés occidentaux ne pouvaient guère s'opposer.<sup>96</sup>

Les objectifs soviétiques n'étaient pas plus déraisonnables ou extravagants que ceux des alliés occidentaux eux-mêmes qui voulaient récupérer tôt ou tard leurs possessions impériales perdues telles les dépendances britanniques de Hong Kong et Singapour, la colonie française d'Indochine, les Indes néerlandaises (aujourd'hui l'Indonésie) et, dans le cas des États-Unis, les Philippines. (Lorsqu'il fut chassé des Philippines par les Japonais, le général américain Mac Arthur déclara qu'il reviendrait et cet audacieux « Je reviendrai ! » fut célébré aux États-Unis et le rendit instantanément célèbre ; apparemment, personne ne se demanda jamais si le peuple philippin souhaitait le retour de ses maîtres américains.) Les Britanniques et les Américains eurent plus de mal à accepter pour les Soviétiques les privilèges territoriaux qu'ils considéraient parfaitement légitimes pour eux-mêmes et pour les autres puissances coloniales alliées occidentales. Pourtant, les privilèges coloniaux ainsi

réclamés contrevenaient clairement, non seulement aux principes fondamentaux des démocraties occidentales, mais également à l'esprit sinon à la lettre de la si célèbre Charte de l'Atlantique ; aucune attention n'était apportée à l'opinion des millions de sujets coloniaux, et l'idée même d'organiser des élections dans ces dépendances ne fut jamais prise en considération.

Si les Américains et les Britanniques décidèrent qu'ils ne pouvaient pas se permettre de récuser les objectifs de Staline, ce ne fut pas tant parce qu'ils les approuvaient que parce qu'ils étaient conscients qu'une victoire contre l'Allemagne nazie et le Japon — condition *sine qua non* à la récupération de leurs propres possessions coloniales — allait demander davantage de sacrifices aux Soviétiques, à moins de verser beaucoup de sang américain. Dans ce contexte, il est utile de mentionner que durant la Deuxième Guerre mondiale, pour chaque soldat américain tué, 53 soldats soviétiques donnèrent leur vie. Alors que 600 000 soldats britanniques et américains au total furent tués sur tous les fronts, y compris dans la guerre contre le Japon, plus de 13 millions de soldats soviétiques furent tués sur le front Est; la ville de Leningrad, à elle seule, enregistra plus de pertes en vie humaines que les États-Unis et la Grande-Bretagne ensemble durant toute la Deuxième Guerre mondiale. L'accord de Staline pour la poursuite des sacrifices soviétiques méritait bien la peine d'oublier, du moins pour quelques temps, les intérêts des Polonais et des Baltes. On peut donc dire que le territoire polonais et la souveraineté des pays baltes ne furent pas sacrifiés sur l'autel des ambitions soviétiques, comme il était coutume de le dire durant la Guerre Froide, mais sur l'autel des intérêts américains et britanniques.<sup>97</sup>

Un dernier facteur aide à comprendre l'attitude des alliés occidentaux quant aux revendications territoriales de l'Union soviétique : il était prévu qu'à la fin de la guerre, les territoires en question soient occupés par l'Armée Rouge. Tout effort ayant pour but de modifier ce fait accompli était donc d'avance certain d'échouer. Pour toutes ces raisons, ni Londres ni Washington ne pouvaient refuser les aspirations territoriales des Soviétiques, quelle qu'eût été leur volonté de le faire.

Les Britanniques avaient déjà, explicitement ou implicitement, reconnu certaines aspirations soviétiques en 1941 et en 1942, par exemple dans le traité anglo-soviétique du 26 mars 1942. Le Président Roosevelt manifesta, dans une certaine mesure, sa compréhension de l'optique soviétique et emboîta le pas aux Britanniques. Toutefois, pour se protéger d'un éventuel retour de flammes potentiellement néfaste sur le plan de la politique intérieure, par exemple de la part des Américains d'origine polonaise, Roosevelt exprima quelques objections et manœuvra de manière à postposer tout arrangement définitif jusqu'après la fin des hostilités, c'est-à-dire jusqu'à ce que les alliés occidentaux puissent se passer des Soviétiques et soient donc en mesure de les contrarier. En tout cas, quasiment toutes les revendications soviétiques furent acceptées lors de la rencontre des « Trois grands » qui eut lieu à Téhéran du 28 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 1943 et au cours de laquelle Roosevelt et Staline firent montre d'une bonne entente.<sup>98</sup>

Un autre problème subsistait : que devait-il se passer avec l'Allemagne et avec les pays libérés ? Sur un certain nombre de points, l'unanimité régna. Premièrement, le régime nazi allait être effacé et ses protagonistes ainsi que leurs suppôts allaient être traduits et jugés devant un tribunal pour crimes de guerre. Dans les pays libérés, un traitement similaire serait infligé à tous les nazis, fascistes et collaborateurs. Deuxièmement, tout comme après la Première Guerre mondiale, la facture pour les dommages de guerre serait présentée à l'Allemagne. Quelles sortes de régimes allaient être installés dans l'Allemagne défaite et dans les pays européens libérés ? Il est clair que les opinions américaines et britanniques différaient grandement de celles des Soviétiques. Les Alliés se limitaient donc sagement à des déclarations pieuses et vagues, similaires à celles de la Charte de l'Atlantique, sur lesquelles tout le monde pouvait s'entendre. Par exemple, les Alliés étaient tous d'accord de permettre aux populations des pays libérés, ainsi que l'Allemagne, de restaurer des formes « démocratiques » de gouvernement sous supervision alliée. Pour Roosevelt, la démocratie signifiait une démocratie de type américaine ; pour Churchill, ce terme évoquait les traditions démocratiques britanniques ; pour Staline, la démocratie se résumait au modèle bolchevique d'une démocratie pour et par les ouvriers, paysans et soldats, modèle qui sera plus tard connu en Europe de l'Est sous le terme de « démocratie populaire ». Tout le monde était conscient de ces différences, mais personne n'était prêt à aborder ce thème sensible, car cela aurait compromis la coopération interalliée dont la victoire finale dépendait.

A Téhéran, Roosevelt, déjà soulagé qu'aucun nouvel accord entre Hitler et Staline n'ait vu le jour, trouva que les revendications soviétiques exprimées par Staline étaient fondamentalement raisonnables et modérées. De plus, il était ravi que le leader soviétique accède à une importante demande américaine. Staline promit en effet de déclarer la guerre à l'ennemi des Américains en Extrême-Orient, le Japon, peu de temps après la défaite de l'Allemagne. Roosevelt fut comblé. Or, lorsqu'au printemps 1945, après la défaite des nazis, Staline se prépara à remplir sa promesse, le successeur de Roosevelt à la Maison Blanche se montra nettement moins enthousiaste de partager la gloire — et les bénéfices — de la victoire contre le Japon, comme nous le verrons plus loin.<sup>99</sup>

## Chapitre 9 — La libération de l'Italie, un précédent fatidique

L'avenir des frontières et des régimes politiques des pays libérés, de l'Allemagne et du reste de l'Europe devait, en théorie, être déterminé par les accords conclus entre les Alliés, notamment à Téhéran. D'autre part, beaucoup allait dépendre de la manière dont la guerre allait évoluer sur le plan militaire et, plus spécifiquement, de deux facteurs. Premièrement, les succès et les échecs militaires respectifs des alliés occidentaux et de l'Armée Rouge dans la phase finale de la guerre pouvaient créer certaines situations de faits accomplis, et pourraient donc influencer tant sur l'interprétation des accords signés précédemment que sur les détails des accords futurs. Un second facteur important résidait dans les particularités concrètes de chaque libération, c'est-à-dire la manière dont les Alliés se conduiraient dans les pays libérés et en Allemagne, créant ainsi des précédents potentiellement importants. Pour les alliés occidentaux, il devenait primordial d'égaliser les performances de l'Armée Rouge dans la phase finale de la guerre, de libérer autant de territoires européens que possible, et enfin d'arriver à Berlin avant les Soviétiques. Or, à cause de leur débarquement en Afrique du Nord en 1942, les Américains et les Britanniques n'avaient d'autres choix que de continuer dans la voie de leur stratégie méditerranéenne, du moins pour le moment. L'étape suivante dans cette stratégie consistait à effectuer le saut d'Afrique du Nord en Sicile et au Sud de l'Italie, ce qui se produisit pendant l'été 1943. D'autre part, fin 1943, les alliés se préparaient enfin à ouvrir un deuxième front en France, bien que cela n'eût rien à voir avec un quelconque désir de rendre service à Staline. Les Soviétiques bénéficieraient inévitablement d'une telle opération qui forcerait enfin la *Wehrmacht* à transférer des forces considérables du front Est en Europe de l'Ouest. Mais depuis Stalingrad, les Soviétiques n'étaient plus aussi impatients qu'auparavant de recevoir cette aide. C'est pour les alliés occidentaux eux-mêmes qu'un deuxième front en Europe de l'Ouest s'avérait de plus en plus vital. Ceux-ci avaient pris conscience des dangers de la voie méditerranéenne. Ils risquaient d'atteindre Berlin beaucoup trop tard et les Soviétiques pourraient s'emparer de la ville sans aide occidentale, et donc récolter le grand prestige et la plus grande part des fruits de la victoire sur l'ennemi nazi commun. Seul un débarquement en Europe de l'Ouest, qui contrairement à l'Italie ne comportait aucune barrière montagneuse la séparant de l'Allemagne, permettrait aux armées britannique et américaine d'espérer rivaliser avec l'Union soviétique dans la course non déclarée vers Berlin et, peut-être, de gagner la guerre. C'est ainsi que dans un mémorandum, destiné à Roosevelt et à d'autres dirigeants alliés, un général de l'armée de l'air américaine, Henry Arnold, prévint au printemps 1943 qu'un deuxième front devait être ouvert prochainement, sinon « nous serons encore en train de discuter [un débarquement de l'autre côté de la Manche] lorsque les Russes feront irruption dans Berlin ». Or, il fallait encore un délai considérable avant que le matériel nécessaire pour un débarquement pût être transféré en Angleterre depuis le théâtre méditerranéen. Les Alliés ne seront prêts à franchir la Manche qu'au printemps 1944 dans une opération qui entrerait dans l'histoire sous le nom de code *Overlord*.<sup>100</sup>

Entre-temps, les alliés occidentaux voulaient tirer parti de leur présence dans la zone méditerranéenne. Alors que l'Armée Rouge se battait toujours sur son propre territoire, les Américains et les Britanniques avaient l'occasion de mettre un pays ennemi, l'Italie de Mussolini, hors de combat. C'était une occasion précieuse de s'approprier le prestige d'être les premiers à terrasser un régime fasciste ; c'était aussi une occasion unique de se charger de la lourde responsabilité de restaurer la démocratie dans un pays européen, et pas n'importe lequel, et de dévoiler au monde — et à Staline — de quelle façon les nébuleux accords interalliés allaient être appliqués. Mais cela ne se passa pas exactement comme ils l'avaient espéré.

Sur le plan militaire, la campagne d'Italie ne fut guère un succès. Après que les Italiens eurent jeté l'éponge, un petit nombre de troupes allemandes parvint à établir une résistance très efficace : l'espoir d'avancer de l'Italie vers Berlin disparaissait. Outre cet échec militaire, les Alliés cafouillèrent aussi sur le plan politique. Leur comportement après la libération de l'Italie engendra une tension supplémentaire dans les relations avec le partenaire soviétique et créa un précédent qui viendra hanter Washington et Londres lorsque Staline s'en inspirera en imposant sa volonté aux pays d'Europe de l'Est libérés par l'Armée Rouge.

Le régime brutal et corrompu de Mussolini était foncièrement détesté par une majorité d'Italiens, et ceux-ci accueillirent sa chute avec soulagement et enthousiasme. Leurs libérateurs, les Britanniques et les Américains, avaient maintenant l'occasion de les aider à remplacer le régime fasciste du *Duce* par un gouvernement démocratique. Un important mouvement de résistance anti-fasciste avait été actif en Italie tant sur le plan militaire que politique. Ce mouvement jouissait d'un large soutien dans la population et il revendiquait un rôle prédominant dans la reconstruction du pays. Or, les Alliés refusèrent de coopérer avec ce front anti-fasciste : il était trop à gauche à leur goût, et pas uniquement parce que les communistes y jouaient un rôle important. Il était évident qu'une majorité écrasante des anti-fascistes italiens voulaient des réformes radicales sur le plan social, économique et politique, y compris l'abolition de la monarchie. Or Churchill, en particulier, était obsédé par le spectre de telles réformes radicales, réformes qui, aux yeux de cet homme d'État conservateur, équivalaient à une « bolchevisation » de l'Italie. Ni les projets et les souhaits des Italiens eux-mêmes, ni les aspirations et les mérites de leur mouvement anti-fasciste, ne pesaient dans la balance. En lieu et place, un accord fut conclu avec des officiers et des hommes politiques qui représentaient les fractions de l'élite traditionnelle du pouvoir italien,

telles la monarchie, l'armée, les propriétaires terriens, les banquiers, les industriels et le Vatican. Les Alliés n'étaient pas gênés par le fait que c'était précisément cette élite qui avait rendu possible l'avènement de Mussolini en 1922, et qui avait énormément profité de son régime. Les partisans italiens furent donc militairement désarmés et politiquement neutralisés sauf, bien sûr, derrière les lignes allemandes, dans le Nord de l'Italie où ils allaient constituer jusqu'à la fin de la guerre une force avec laquelle il fallait compter. Le Maréchal Badoglio, ancien collaborateur de Mussolini, fut autorisé à devenir le premier chef de gouvernement de l'Italie post-fasciste. Dans la partie libérée de l'Italie, le nouveau régime ressemblait beaucoup au précédent et était, par conséquent, généralement identifié comme *fascismo senza Mussolini*, « fascisme sans Mussolini ». <sup>101</sup>

En Italie en général, et particulièrement en Sicile, les Américains collaborèrent intimement avec la mafia, qu'ils considéraient comme un « bastion anti-communiste ». Parmi les protagonistes de cette « Opération Mafia », se trouvaient le célèbre gangster new-yorkais Lucky Luciano et, non sans ironie, J. Edgar Hoover du FBI. Cette initiative sicilienne instaura une coopération peu glorieuse mais étroite entre les services secrets américains et le milieu international du crime organisé, surtout dans le domaine du trafic de stupéfiants. La CIA utilisera, durant de nombreuses décennies, l'argent généré par cette collaboration pour financer des activités contre-révolutionnaires dans le monde entier. Parmi celles-ci, les tentatives d'assassinat de Fidel Castro, planifiées en collusion avec la mafia, et la guerre secrète contre les Sandinistes au Nicaragua. Ces opérations clandestines violaient la loi américaine et ne pouvaient donc bénéficier de fonds approuvés par le Congrès. <sup>102</sup>

Les Britanniques et les Américains n'autorisèrent aucune participation du partenaire soviétique dans le rétablissement démocratique en Italie. Ils ne le consultèrent même pratiquement pas. Moscou méritait pourtant de dire son mot dans le débat italien, car des troupes italiennes avaient combattu aux côtés des Allemands sur le Front Est. De surcroît, les accords interalliés, assez vagues il est vrai, prévoyaient la création de « conseils de contrôle alliés » qui devaient, en principe, permettre aux trois alliés de guider conjointement les pays libérés sur la voie de la restauration de la démocratie. Ce principe noble, mais théorique, fut mis en œuvre pour la première fois en Italie. Les Britanniques et les Américains créèrent bien un « conseil de contrôle allié », avec la présence d'un représentant soviétique, mais les Soviétiques n'eurent, en réalité, aucune voix au chapitre. Les Américains et les Britanniques considéraient clairement que l'Italie faisait partie exclusivement de leur sphère d'influence et, comme l'historien américain Warren F. Kimball l'observe sèchement, « excluaient les Soviétiques de tout rôle significatif dans l'occupation de l'Italie ». Ce fut donc ainsi qu'on élimina le fascisme et qu'on rétablit la démocratie dans le premier pays libéré par les puissances alliées. <sup>103</sup>

Il ne fait aucun doute que Staline observa avec un grand intérêt les développements de la situation italienne. Il n'approuvait sûrement pas la manière dont les alliés occidentaux avaient mis sur le côté, non seulement les communistes italiens et autres anti-fascistes de gauche, mais aussi l'allié soviétique. Toutefois, Staline ne voulait pas risquer une querelle avec ses alliés à propos d'une Italie si éloignée. Il se résigna donc au fait accompli. A la consternation des communistes italiens, il reconnut même officiellement le régime de Badoglio en mars 1944. Non sans raison, Staline envisagea les événements d'Italie comme un précédent qui démontrait par la pratique de quelle manière les accords interalliés allaient être mis en œuvre. Comme l'écrit Kolko : « Les Russes acceptèrent la "formule" [italienne] avec peu d'enthousiasme, mais notèrent soigneusement l'arrangement en tant que référence future, et le considèrent comme un précédent. » <sup>104</sup> Plus tard, en 1944 et en 1945, lorsque l'Armée Rouge libérera les pays d'Europe de l'Est, Staline procédera de la même manière et il attendra des Américains et des Britanniques qu'ils se résignent à leur tour. Mais les alliés occidentaux se plaindront amèrement lorsque les Soviétiques imposeront leur volonté en Europe de l'Est, en y éradiquant le fascisme et en y rétablissant la démocratie à leur façon. Les Américains et les Britanniques oublièrent un peu légèrement qu'ils avaient eux-mêmes donné l'exemple en Italie, en 1943, et qu'ils avaient continué à faire de même dans les autres pays libérés d'Europe de l'Ouest. Aussi bien dans la partie occidentale qu'orientale de l'Europe, les libérateurs construisirent partout un système politique, économique et social de leur choix. Ce faisant, ils ne se préoccupèrent guère de l'opinion des populations libérées ou des intérêts de leurs alliés. Selon Milovan Djilas, un ancien haut fonctionnaire communiste et chroniqueur politique yougoslave, Staline formula le principe qui fut, à l'origine, mis en œuvre par les Britanniques et les Américains :

« Cette guerre n'est comme nulle autre guerre du passé. Quand on occupe un territoire, on introduit son propre système social. Tout le monde introduit son propre système dans les zones contrôlées par sa propre armée. Il n'y a simplement pas d'autres manières. » <sup>105</sup>

Au XVI<sup>e</sup> siècle, en Europe, durant les temps troublés de la Réforme et de la Contre-réforme catholique, les rois et les princes avaient imposé leur propre religion à leurs sujets, une pratique particulièrement anti-démocratique qui devint célèbre en tant que principe du *cuius regio eius religio*. Au moment de la libération de l'Europe, entre 1943 et 1945, un principe analogue et tout aussi anti-démocratique voulut que chaque pays libéré dut adopter le système politique, économique et social de son libérateur.

Au début de 1944, la situation militaire des alliés occidentaux en Italie était loin d'être idéale. Les Allemands

opposaient une résistance très efficace, et les longs combats meurtriers autour de Monte Cassino, entre Rome et Naples, rappelaient les terribles batailles de la Première Guerre mondiale. Comme il était désormais évident que Berlin ne pouvait plus être atteint avant l'Armée Rouge, les préparations pour l'opération *Overlord*, c'est-à-dire le débarquement sur les côtes atlantiques françaises, s'accéléchèrent. L'urgence de cette tâche augmentait au fur et à mesure que l'Armée Rouge avançait sur le front Est. Au printemps 1944, elle se trouvait sur le point de libérer la Hongrie et la Roumanie. Comme l'écrivent deux historiens américains, Peter N. Carroll et David W. Noble :

« Lorsque les troupes russes commencèrent à repousser les Allemands, il devint impératif, du point de vue stratégique, pour les Américains et les Anglais de débarquer des troupes en France et d'envahir l'Allemagne afin d'empêcher que la majeure partie de ce pays ne tombe aux mains des communistes. »

Les Américains et les Britanniques étaient hantés par le cauchemar d'un effondrement de l'Allemagne avant même qu'ils n'eussent ouvert un deuxième front en France. Dans ce cas, les Soviétiques auraient pu occuper toute l'Allemagne, et même libérer l'Europe de l'Ouest. Ce qui leur aurait permis d'y faire ce qui leur plaisait, exactement comme les Britanniques et les Américains l'avaient fait en Italie. Comme l'écrit l'historien américain Mark A. Stoler, « la possibilité d'une victoire complète des Russes sur l'Allemagne avant que les forces américaines n'aient débarqué sur le continent constituait un cauchemar » pour Washington et, bien sûr, pour Londres, mais ce scénario devait être envisagé. Les alliés occidentaux préparèrent donc des plans d'urgence qui prévoyaient un débarquement rapide sur les côtes françaises, suivi de l'utilisation de troupes aéroportées, dans le but d'occuper un maximum de territoire en Europe de l'Ouest et en Allemagne avant l'arrivée des Soviétiques. Cette opération fut baptisée du nom de code *Rankin*, et des troupes furent maintenues en attente pour l'opération *Rankin* au moins trois mois après le débarquement en Normandie.<sup>106</sup>

## Chapitre 10 — Le long été 1944

L'opération *Overlord*, le débarquement des alliés occidentaux en France, attendu depuis si longtemps, devint une réalité le 6 juin 1944 sur les plages de Normandie. Cette opération particulièrement spectaculaire fut célébrée par Hollywood dès les années soixante avec le film à succès *Le jour le plus long*, et elle fut commémorée en grandes pompes en 1994, un demi-siècle après les faits, suggérant que durant toute la Deuxième Guerre mondiale, aucun autre événement n'avait été plus dramatique ou plus important. Et les commémorations de 1994 furent répétées, avec encore plus de fastes, en 2004, à l'occasion du soixantième anniversaire du débarquement. Toutefois, le fait que l'opération *Overlord* avait surtout permis aux Américains et aux Britanniques de rivaliser avec les Soviétiques dans la course non déclarée vers Berlin fut passé sous silence dans les nombreux discours qui ponctuèrent les cérémonies commémoratives.

Dans un premier temps, les opérations ne se déroulèrent pas sans problèmes pour les alliés occidentaux. Le débarquement même se déroula de manière satisfaisante et une tête de pont relativement étendue fut établie sur les plages. Les Allemands réussirent néanmoins à l'endiguer quelques temps. Cependant, au cours des premiers jours du mois d'août 1944, la résistance allemande en Normandie s'effondra soudainement après de durs combats dans le secteur Falaise-Caen. Par la suite, les Américains, les Britanniques et les Canadiens furent à même d'avancer beaucoup plus vite que les plans les plus optimistes n'avaient osé le prévoir. Le 25 août, Paris était libéré. Quelques jours plus tard, les chars britanniques entraient en Belgique. Bruxelles recouvra la liberté et Anvers tomba quasiment sans dommage aux mains des libérateurs. Ces succès inattendus semblaient ouvrir la possibilité pour les Américains et les Britanniques de finir la guerre avant la fin de l'année en poussant rapidement jusqu'au cœur de l'Allemagne, selon la formule élaborée dans le plan *Rankin*. Dans ce cas de figure, les Américains et les Britanniques auraient eu de meilleures cartes en mains dans la partie de poker qu'il allait falloir jouer avec les Soviétiques.

C'est ainsi que fut lancée l'opération *Market Garden*, la spectaculaire tentative américano-britannique pour franchir les grands fleuves hollandais, y compris le Rhin à Arnhem près de la frontière allemande. Le but de cette opération était d'ouvrir la voie vers le centre industriel de la Ruhr, et de là vers Berlin. L'opération se solda par un échec retentissant. Du même coup, le rêve éphémère d'une rapide offensive finale en Europe de l'Ouest s'envola en fumée.

Entre-temps, sur le front Est, l'Armée Rouge ne s'était pas reposée sur ses lauriers. Le 22 juin 1944, peu de temps après le débarquement en Normandie, les Soviétiques lancèrent l'opération *Bagrion* qui empêcha les Allemands de transférer des troupes de l'Est vers la France pour y affronter les Américains et les Britanniques. Le Général Eisenhower reconnut lui-même, par après, que cette opération avait été une condition *sine qua non* du succès de l'opération *Overlord*. Une fois encore, la *Wehrmacht* fut malmenée par l'Armée Rouge, et les Soviétiques réussirent une avancée de plus de 600 kilomètres.<sup>107</sup>

Afin d'empêcher les Soviétiques d'agir unilatéralement dans ces pays ou, en d'autres mots, afin d'empêcher les

Soviétiques d'y faire ce que les alliés occidentaux avaient fait en Italie, Churchill rendit visite à Staline à Moscou au cours de l'automne 1944. Avec l'accord de Roosevelt, il fit au dirigeant soviétique une proposition visant à régler l'influence respective des Soviétiques et des alliés occidentaux dans chacun des pays libérés dans les Balkans. Les alliés occidentaux — et plus spécialement les Britanniques qui croyaient avoir un intérêt particulier dans cette partie de l'Europe — furent particulièrement satisfaits. Staline accepta la proposition qui conduisit à un accord, approuvé officiellement en octobre 1944. Les Américains et les Britanniques durent concéder à l'URSS une influence prépondérante en Roumanie, en Bulgarie et en Hongrie, mais la Grande-Bretagne obtint 50 % d'influence en Yougoslavie et pas moins de 90 % d'influence en Grèce. Ce que les populations de ces pays pouvaient penser de cet arrangement ne jouait aucun rôle, ni pour Staline, considéré à l'Ouest comme un dictateur, ni pour Churchill, pourtant considéré à l'inverse comme l'un des plus grands champions de la démocratie du vingtième siècle. Quant à Roosevelt, il approuva l'accord. Beaucoup de possibilités restaient cependant ouvertes car, en dépit des pourcentages bien précis d'influence respective, la manière dont cet accord allait se concrétiser demeurait totalement obscure.<sup>108</sup>

En Grèce, un pays clé de la Méditerranée, les Britanniques opérèrent comme ils l'avaient fait en Italie, mais de manière beaucoup plus impitoyable. La résistance antifasciste grecque jouissait d'un large soutien populaire, mais était jugée trop à gauche au goût de Londres. Elle fut donc mise sur le côté par les Britanniques qui installèrent un régime autoritaire de droite, composé d'ex-collaborateurs et d'éléments fascistes, en d'autres termes, des homologues grecs de Badoglio. Staline n'était certainement pas heureux du fait que les communistes représentent les cibles principales de la répression anglaise dans la Grèce nouvellement libérée. Mais il ne fit rien pour aider ses camarades hellènes : il observa scrupuleusement l'accord qu'il avait conclu avec Churchill. Après cela, Staline se sentit tout à fait libre de poursuivre les intérêts soviétiques de manière énergique à l'intérieur de sa propre sphère d'influence. Staline procéda cependant avec une grande prudence dans ces pays. Ce ne fut que plus tard qu'il installa des régimes communistes dans leurs capitales. A la fin de l'été 1944, ce fut le tour de la France et de la Belgique d'être libérées. Les Américains et leur partenaire britannique avaient maintenant l'opportunité de participer au choix du type de régime politique et socio-économique qui allait émerger dans ces pays. Naturellement, leur attention se concentra sur la France, un pays qui, à peine quelques années auparavant, avait encore fait figure de puissance économique et politique majeure, donc un pays au même rang que les États-Unis et la Grande-Bretagne. Or, la situation en France était extrêmement complexe. A Vichy, le Maréchal Pétain présidait un régime à la fois conservateur et collaborationniste. Ce régime se considérait, et était considéré par de nombreux Français, comme le gouvernement légitime du pays. A Londres, d'autre part, un certain Charles de Gaulle, également un conservateur, fulminait autant contre Vichy que contre les Allemands. Dans ses allocutions, il parlait avec éloquence de la renaissance de la France. En France occupée, différents groupes de résistants étaient actifs. Le Front de la Résistance, un large mouvement dans lequel les communistes occupaient une place importante, bien que non prépondérante, était déterminé à empêcher qu'après la guerre, l'horloge ne soit tout simplement remise à l'heure d'avant-guerre. Contrairement à Pétain et à de Gaulle, la base ainsi que les dirigeants de la Résistance rêvaient de réformes sociales et économiques plus ou moins radicales, précisées en mars 1944 dans la « Charte de la Résistance ». Quasiment tous les membres de la Résistance détestaient Pétain et un grand nombre d'entre eux trouvaient de Gaulle non seulement trop autoritaire du point de vue politique mais aussi trop conservateur du point de vue social. La personnalité de de Gaulle ne dominait donc pas la Résistance et, parmi les résistants en France même, les gaullistes restèrent une minorité jusqu'à la fin de la guerre. Comme l'écrit Kolko : « Bien que des chiffres précis n'existent pas, les groupes de résistants ayant adopté l'idéologie gaulliste restèrent toujours une petite minorité en France même, et ils étaient à peine présents dans de nombreux endroits clés ».<sup>109</sup>

Malgré cela, de Gaulle jouissait d'une influence considérable sur la Résistance, principalement en raison de ses contacts avec la Grande-Bretagne qui contrôlait les approvisionnements en armes des patriotes français. Churchill espérait utiliser de Gaulle pour ses propres objectifs : éliminer, à court terme, l'influence communiste en France, et intégrer, à long terme, la France d'après-guerre, ainsi que les autres pays d'Europe occidentale, dans un bloc qui, sous direction anglaise, serait capable de tenir tête aussi bien aux États-Unis qu'à l'URSS, les deux pays dont Churchill prévoyait — et craignait — l'émergence comme super-puissances.<sup>110</sup>

Les dirigeants américains, y compris le président Roosevelt, comprenaient peu l'imbroglio français. Pas plus qu'ils ne comprenaient le fait que les patriotes français espéraient plus qu'un simple retrait des Allemands et un retour au statu quo politique, économique et social d'avant-guerre. Les autorités américaines s'inquiétaient autant que Churchill des tendances radicales, et particulièrement de l'influence communiste, qui caractérisaient la Résistance, ainsi que des plans socio-économiques relativement tranchés que ce mouvement préparait pour l'avenir. De tels plans jouissaient peut-être d'un support populaire considérable, mais ils ne convenaient pas à la vision conservatrice des « libérateurs ». Fondamentalement, le gouvernement américain, et même Roosevelt, préférait Pétain, non seulement à la Résistance, mais aussi à de Gaulle. Ce dernier était considéré à la Maison Blanche comme insupportable et, non sans raison, comme une créature de Churchill, qui allait favoriser les intérêts britanniques plutôt que ceux des Américains dans la France et l'Europe d'après-guerre.



Washington aurait préféré se débarrasser de de Gaulle, et Roosevelt proposa même à Churchill d'arranger la nomination du général français comme gouverneur de Madagascar. Lors du débarquement en Afrique du Nord française, débarquement qui conduisit Vichy à rompre ses relations diplomatiques avec Washington, les Américains n'informèrent même pas de Gaulle de leurs plans. Ils négocièrent un cessez-le-feu avec François Darlan, le commandant pétainiste en Afrique du Nord, et semblèrent même prêts à le reconnaître chef d'État des colonies françaises libérées. De Gaulle en fut furieux. Il faut dire que, même aux États-Unis, une telle coopération avec un ex-collaborateur provoqua un tollé général dans l'opinion.

Le problème fut facilement résolu : Darlan fut assassiné à Alger, peut-être par des agents gaullistes. Washington ne comprit que peu à peu qu'il n'y aurait aucune place pour le régime collaborateur de Vichy dans la France d'après-guerre. Par conséquent, les Américains finirent par donner, à contrecœur, leur soutien à de Gaulle. Ils avaient pour lui aussi peu de sympathie que de Gaulle en avait pour eux.

Les Américains considéraient, non sans raison, de Gaulle comme un mégalomane arrogant. « Un fanatique français à l'esprit étroit et avec une telle ambition qu'il en paiera le prix », comme l'écrivit, dans son agenda, le secrétaire d'État à la Guerre, Henry L. Stimson, faisant écho à l'opinion personnelle de Roosevelt. Or, de Gaulle présentait deux avantages pour Washington : premièrement, sa réputation n'était pas souillée par la collaboration, comme c'était le cas pour des pétainistes tels que Darlan ; deuxièmement, ses desseins pour la France d'après-guerre ne prévoyaient pas de projets socio-économiques radicaux, voire révolutionnaires, comme ceux évoqués par la Résistance. La première qualité rendait de Gaulle acceptable aux yeux des Français, tandis que la seconde le rendait acceptable aux yeux des Américains et des Britanniques. Comme Stimson le confia à son agenda : « De Gaulle est mauvais, mais ne pas traiter avec lui le serait encore davantage. » En effet, contrairement à la réaction pétainiste, la résistance non gaulliste semblait une menace pour les intérêts américains. Pour Washington, ses plans de réformes sociales et économiques devaient être d'inspiration communiste, et l'éventualité d'une révolution rouge en France inquiétait un grand nombre de dirigeants américains, y compris le président, comme le rapporte Stimson. Les Américains voyaient une autre menace contre leurs intérêts dans l'apparente volonté des communistes et des autres groupes de gauche de cultiver des relations amicales avec l'Union soviétique. À Berne, les services secrets américains qui suivaient ce qui se passait dans les pays européens occupés par les Allemands, envoyaient des signaux urgents. Ils avertissaient que le Comité National de Libération, organe de la Résistance non gaulliste, « étalait une tendance dangereuse à renforcer le sentiment pro-soviétique au sein de la population française ». Comme Kolko l'observe, les Américains avaient besoin de quelqu'un « qui pouvait sauver la France de la gauche », quelqu'un « capable de maîtriser » l'influence communiste au sein de la Résistance. L'insupportable général de Gaulle se révéla être la seule personne qui pouvait et voulait se charger de cette mission. Kolko en conclut : « Si les Américains n'aimaient pas de Gaulle, ils aimeraient encore moins les Bolcheviks. »<sup>111</sup> Ainsi, à partir de l'été 1944, Washington emboîta progressivement le pas à la Grande-Bretagne et aida le général de Gaulle dans son ambition de devenir le dirigeant de la France d'après-guerre. Le 23 octobre de la même année, Washington le reconnut finalement comme le chef légitime du gouvernement français.

Peu après les débarquements en Normandie, de Gaulle fut rapatrié en vue d'être présenté au peuple français comme le héros suprême et le grand chef de la Résistance, et de le faire acclamer comme le dirigeant d'une France libérée et renaissante. Mais en France même, et particulièrement au sein de la Résistance, l'enthousiasme pour cette intronisation orchestrée était bien moindre que le grand public a tendance à le croire aujourd'hui. Des plans alternatifs furent concoctés. A Paris, par exemple, la Résistance prit les armes contre la garnison allemande alors que les Alliés avançaient sur la capitale. Cette initiative allait coûter la vie à de nombreux partisans. Pourquoi ces patriotes n'attendaient-ils pas calmement que les Allemands se soient retirés et que les chars alliés fissent leur entrée dans la capitale ? Pour nombre de Français, il était bien sûr très important qu'ils libérassent eux-mêmes leur capitale, le cœur et le symbole de la nation. De plus, ils voulaient sans doute aussi empêcher que l'ordre infâme, donné par Hitler, de détruire Paris, soit exécuté. Mais ce n'est pas une coïncidence si ce furent précisément les membres les plus radicaux de la Résistance qui prirent les armes. Ils ne savaient que trop bien que l'autoritaire et conservateur général de Gaulle se trouvait dans le sillage des troupes alliées. Et ils se rendaient compte que les Américains et les Britanniques avaient l'intention de le placer au pouvoir, d'éliminer politiquement les leaders de gauche de la Résistance et d'empêcher ainsi leurs projets de réforme pour l'après-guerre. L'aile gauche et radicale de la Résistance avait espéré s'emparer du pouvoir à Paris, créant ainsi un fait accompli que ni les Alliés, ni leur protégé de Gaulle, n'auraient facilement pu contrecarrer.<sup>112</sup>

Des combattants de la Résistance polonaise essayèrent de façon similaire, en août 1944, de libérer Varsovie avant l'arrivée de l'Armée Rouge. Mais le soulèvement de la capitale polonaise fut noyé dans un bain de sang par les nazis. Un facteur déterminant de cet échec résida dans le fait que les Soviétiques ne se portèrent pas à leur secours. Staline savait que, contrairement aux combattants de la Résistance parisienne, les insurgés polonais étaient anti-communistes et anti-soviétiques, et qu'ils nourrissaient des objectifs hostiles aux Soviétiques. Cependant, il est loin d'être établi que l'Armée Rouge aurait pu intervenir avec succès à Varsovie, même si

l'avant-garde de ses troupes avait déjà pris position dans les faubourgs de la ville. Après Stalingrad, la stratégie militaire soviétique reposait sur de gigantesques offensives s'étendant sur un front extrêmement large, de la Mer Baltique à la Mer Noire. De telles offensives, illustrées par l'opération Bagration, entraînaient des gains territoriaux très substantiels et étaient entrecoupées de longues pauses, nécessaires au repos des troupes épuisées et à la consolidation des lignes de ravitaillement, étirées entre le front et les lointains centres de production industrielle dans le fond de l'URSS. Le soulèvement de Varsovie eut lieu lors d'une de ces pauses. Pour l'Armée Rouge, une intervention aurait donc été une entreprise très risquée qui aurait offert à la *Wehrmacht*, toujours dangereuse quoique très affaiblie, l'occasion de déclencher une contre-attaque.<sup>113</sup>

A Paris, les alliés occidentaux furent trop rapides pour les résistants communistes et autres. Les chars Sherman pénétrèrent dans la ville avant que les Allemands en aient été chassés. Une entrée triomphale put donc être organisée pour de Gaulle. Ce spectacle donna l'impression que le général était le sauveur que la France patriotique attendait depuis quatre ans. On dit que le général s'était lui-même assuré que les dirigeants locaux de la Résistance ne puissent déambuler à ses côtés durant sa marche le long des Champs-Élysées, mais soient obligés de le suivre à une distance respectueuse. L'autoritaire général de Gaulle — « un général qui n'avait jamais dirigé une bataille, et un homme politique qui ne s'était jamais présenté à une élection », comme l'a noté l'historien britannique A. J. P. Taylor — fut imposé de cette façon au peuple français par les Américains et les Britanniques. De Gaulle devait par la suite accorder une influence politique mesurée aux communistes et autres mouvements de gauche, et introduire certaines réformes politiques. Mais, sans lui, un gouvernement de gauche beaucoup plus radical aurait pu assumer le pouvoir en France et les réformes envisagées dans la Charte de la Résistance auraient pu devenir une réalité.<sup>114</sup>

Si les alliés occidentaux ne se comportèrent pas en France de manière aussi maladroite qu'en Italie et en Grèce, cela fut dû beaucoup moins à un quelconque tact américano-britannique qu'au fait qu'après la libération de Paris, les communistes français se révélèrent particulièrement dociles. Il est probable que ces derniers agirent ainsi sur instruction de Staline qui ne voulait pas voir ses bonnes relations avec les États-Unis et le Royaume-Uni souffrir des ambitions des communistes français. De toute façon, l'Union soviétique se trouvait de nouveau écartée de toute forme de participation dans les affaires d'un pays nouvellement libéré.<sup>115</sup>

En Belgique, les alliés occidentaux procédèrent de manière similaire. Après le retour du gouvernement belge de son exil à Londres, la situation politique et socio-économique redevint ce qu'elle avait été quatre années auparavant. Les groupes de la Résistance qui avaient envisagé des réformes plus ou moins radicales après la libération, en particulier les communistes, furent contraints de déposer les armes et furent mis politiquement en échec. Étant donné que la Belgique était considérée par Londres comme une partie, certes minuscule mais tout de même importante, de sa future sphère d'influence en Europe, comme une sorte de tête de pont britannique sur le continent, ce furent surtout les Britanniques qui rétablirent l'ordre dans le pays. Avec l'aide dévouée des élites nationales et des partis politiques établis, le désir de changement en Belgique sera rapidement tempéré, voire même neutralisé.<sup>116</sup>

## Chapitre 11 — Les succès de l'Armée Rouge et les accords de Yalta

Les événements de 1943 et 1944 en Italie, en Grèce et en France avaient démontré clairement qu'en Europe de l'Ouest, c'étaient les libérateurs qui décidaient de toutes les questions importantes : la manière dont les fascistes locaux seraient punis ou... épargnés ; la manière dont la démocratie serait restaurée ; le degré de participation qui serait admis, dans la reconstruction de leur propre pays, aux mouvements de résistance anti-fasciste ainsi qu'à la population locale ; et, finalement, quelles réformes politiques, sociales et économiques seraient introduites. Le comportement peu diplomatique des alliés occidentaux donna carte blanche à Staline, du moins implicitement, pour procéder d'une façon similaire dans les pays libérés par l'Armée Rouge. Or, cet équilibre d'influence était loin d'être parfait. Premièrement, les Soviétiques continuèrent à se battre jusqu'à l'été 1944 presque exclusivement sur leur propre territoire. Ce ne fut que durant l'automne de cette même année qu'ils libérèrent des pays voisins tels que la Roumanie et la Bulgarie, des pays qui ne pouvaient guère rivaliser en importance avec l'Italie et la France. Deuxièmement, la formule des sphères d'influence arrêtée par Staline et Churchill offrait aux alliés occidentaux un pourcentage, réduit mais important, d'influence dans les pays d'Europe de l'Est ; il s'agissait là d'un genre de privilège dont les Soviétiques ne jouissaient aucunement en Europe de l'Ouest. En ce qui concerne leur perspective d'influence sur la réorganisation de l'Europe d'après-guerre, la situation des Américains et des Britanniques se révélait donc loin d'être mauvaise à la fin de 1944. Et pourtant, ils avaient des motifs d'inquiétude.

Après l'opération *Market Garden*, il devint évident que la guerre en Europe était loin d'être terminée. Une partie considérable de l'Europe attendait encore sa libération, et l'Allemagne nazie devait encore être conquise. Entre-temps, il était certain que l'entière de la Pologne serait libérée par les Soviétiques ; cette perspective alarmait

un grand nombre de Polonais, tout particulièrement le gouvernement polonais en exil à Londres, conservateur et farouchement anti-soviétique. (Incidentement, ce gouvernement n'était pas constitué de démocrates dévoués, comme on le croit généralement, mais représentait le régime polonais autocratique d'avant-guerre, un régime qui avait été de connivence avec Hitler et qui, à l'occasion des Accords de Munich, avait suivi son exemple en grappillant une partie de la Tchécoslovaquie.) Au début de 1945 déjà, il était quasiment acquis que le prestige d'entrer victorieusement dans Berlin allait être réservé à la seule Armée Rouge, et non aux troupes américaines ou britanniques. L'avance des alliés occidentaux en direction de la capitale allemande, d'abord interrompue aux Pays-Bas, fut aussi sérieusement contrariée par la contre-offensive surprise du maréchal von Rundstedt dans les Ardennes belges en décembre 1944 et janvier 1945. La bataille des Ardennes constitua un sérieux revers pour les Américains. La contre-offensive von Rundstedt se solda finalement par un échec, mais tout danger ne fut écarté que fin janvier 1945.<sup>117</sup>

Une nouvelle fois, les alliés occidentaux avaient dû faire appel au partenaire soviétique. En réponse à une demande urgente des Américains, l'Armée Rouge lançait une offensive majeure en Pologne le 12 janvier 1945, une semaine plus tôt que prévu. Contraint d'affronter cette nouvelle menace à l'Est, la *Wehrmacht* dut retirer des troupes des Ardennes, allégeant considérablement la pression sur les Américains. Or, sur le front Est, les Allemands ne purent arrêter le rouleau compresseur soviétique qui fonçait si rapidement qu'en quelques semaines, il atteignit les rives de l'Oder. Début février 1945, les Soviétiques arrivèrent à Francfort-sur-l'Oder, une ville située à moins de 100 kilomètres de Berlin. Les Américains avaient de bonnes raisons de se montrer reconnaissants envers Moscou suite à la faveur militaire qui leur avait été octroyée. Mais dans la course occulte interalliée vers la capitale allemande, ils n'étaient pas du tout heureux que les Soviétiques aient pris une telle avance. Les alliés occidentaux n'avaient même pas encore atteint les rives du Rhin et se trouvaient encore séparés de Berlin par une distance de plus de 500 kilomètres.<sup>118</sup>

Il était devenu évident, aux yeux des dirigeants américains et britanniques, qu'ils perdraient la course sur Berlin et que l'Armée Rouge allait finir par contrôler la part du lion du territoire allemand. Compte tenu des précédents créés par les libérateurs en Italie et ailleurs, cela voulait dire que les Soviétiques allaient pouvoir imposer leur volonté sur l'Allemagne de l'après-guerre. Si seuls les développements militaires devaient déterminer la suite des événements, la conclusion serait très défavorable aux alliés occidentaux. Inversement, cette conclusion pouvait s'avérer bien différente si l'on parvenait à persuader les Soviétiques de signer des accords dont les termes resteraient intangibles quels que soient les développements militaires ultérieurs. C'est précisément ce que les Américains et les Britanniques espéraient obtenir au cours d'une série de rencontres avec des représentants soviétiques à Londres durant l'automne 1944. Ils proposèrent donc de diviser et de se partager l'Allemagne en trois zones d'occupation plus ou moins égales, dont ni la grandeur ni les limites ne seraient affectées par les positions précises de chaque armée à la fin des hostilités. (Une quatrième zone d'occupation sera attribuée, beaucoup plus tard, aux Français.) Au vu de la situation militaire de l'automne 1944 et des prévisions pour la suite des opérations, il n'était que trop évident que cet arrangement était dans l'intérêt des alliés occidentaux. Toutefois, Staline se déclara d'accord. Pour les Britanniques et les Américains, ce fut un succès d'autant plus retentissant qu'inattendu, un succès qui doit avoir rendu perplexes les pessimistes tels le général MacArthur. Kolko résume ainsi la situation : « En bref, les Russes acceptèrent de ne pas devenir les seuls maîtres de l'Allemagne, bien que tout semblait indiquer que leur victoire militaire imminente le leur aurait permis. »<sup>119</sup>

Un autre bonus surprenant pour les alliés occidentaux fut le fait que les Soviétiques acceptèrent également que Berlin, à l'image du pays tout entier, soit divisée en trois zones d'occupation. En outre, Berlin se trouvait au centre de la zone d'occupation assignée à l'URSS. Le fait qu'un « Berlin Ouest » existe par la suite au cœur de l'Allemagne de l'Est, fut donc le résultat de l'attitude accommodante de Staline envers ses alliés occidentaux durant l'automne 1944 et l'hiver 1944-1945.

On ne peut comprendre les accords de Londres relatifs aux futures zones d'occupation en Allemagne et les accords conclus par les « trois grands » — Roosevelt, Churchill et Staline — à la Conférence de Yalta, entre le 4 et le 11 février 1945, que dans la perspective des problèmes qui préoccupaient les alliés occidentaux à la suite des revers de leurs forces armées et des succès simultanés de l'Armée Rouge en 1944-1945. Il a été souvent dit que, pendant la réunion de Yalta, le rusé Staline réussit à duper ses collègues occidentaux, et surtout le président Roosevelt, qui était déjà très malade à ce moment. Rien n'est plus faux. Premièrement, ce sont les Américains et les Britanniques qui n'avaient rien à perdre, et tout à gagner, à la faveur d'une telle rencontre. L'inverse s'applique aux Soviétiques dont on peut dire qu'ils s'en seraient mieux tirés sans cette conférence. En effet, l'avancée spectaculaire de l'Armée Rouge au cœur de l'Allemagne plaçait chaque jour davantage d'atouts entre les mains de Staline. A la veille de la conférence, le général Joukov se trouvait déjà sur les rives de l'Oder, à un jet de pierre de Berlin. C'est pourquoi ce sont Washington et Londres, et non Moscou, qui voulurent absolument organiser une rencontre des dirigeants alliés. Roosevelt et Churchill acceptèrent donc la condition préalable dictée par Staline : que la conférence se tint en Union soviétique. Les dirigeants américains et britanniques eurent à entreprendre un voyage long et inconfortable, et durent donner aux Soviétiques l'avantage de « jouer à la

maison ». Mais il ne s'agissait là que de petits inconvénients en comparaison des avantages qu'une telle conférence pouvait offrir.

Les accords qui résultèrent de la conférence de Yalta furent effectivement favorables aux alliés occidentaux. Edward Stettinius, le secrétaire d'État de Roosevelt, présent à la conférence, écrira plus tard que « l'Union soviétique faisait plus de concessions [aux alliés occidentaux] que ces derniers en concédaient à l'Union soviétique ». Et dans un livre récent, l'historienne américaine Carolyn Woods Eisenberg insiste sur le fait que la délégation américaine quitta Yalta « dans un esprit de jubilation », convaincue que, grâce à l'attitude raisonnable des Soviétiques, non seulement les Américains, mais l'humanité entière, « avaient gagné la première grande victoire de la paix ». <sup>120</sup> En ce qui concerne l'Allemagne, les accords de Londres furent officiellement confirmés à Yalta par les Trois Grands. La division de l'Allemagne en zones d'occupation était très avantageuse pour les Américano-Britanniques vu la situation militaire sur le terrain. De plus, les Britanniques et les Américains étaient parvenus à s'attribuer la plus grande et la plus riche partie de l'Allemagne, la partie occidentale. À Yalta, on s'accorda sur le principe que l'Allemagne devrait s'acquitter après la guerre de dédommagements, comme cela avait été le cas après la Première Guerre mondiale. Tant Roosevelt que Churchill trouvèrent justifié et raisonnable que la moitié de ces dommages de guerre — une somme estimée alors à 20 milliards de dollars — soit accordée à l'Union soviétique, où les nazis s'étaient conduits de manière particulièrement barbare et dévastatrice. La somme de 10 milliards de dollars, assignée alors à l'URSS, a été jugée trop élevée par quelques auteurs. En réalité, elle était « très modérée », comme l'historien allemand Wilfried Loth l'a récemment écrit. Quelques années après la conférence de Yalta, en 1947, l'ensemble des dommages de guerre subis par l'Union soviétique sera estimé à 128 milliards de dollars. Pour Staline, la question des réparations revêtait une importance primordiale. Il est fort probable qu'il se montra si accommodant vis-à-vis de ses partenaires occidentaux quant au partage de l'Allemagne en zones d'occupation, tant il désirait leur coopération dans le domaine des dommages de guerre. Inversement, afin d'obtenir de Staline la ratification de la division de l'Allemagne en zones d'occupation ainsi que son approbation relative à d'autres arrangements qui leur étaient avantageux, les Américains et les Britanniques accordèrent à leur tour quelques faveurs à Staline. Par exemple, en réponse à la promesse renouvelée de Staline de déclarer la guerre au Japon, Roosevelt concéda que les Soviétiques récupéreraient certains territoires perdus en Extrême-Orient par la Russie tsariste suite à la guerre russo-japonaise de 1904-1905. <sup>121</sup>

Aucune décision définitive sur l'avenir de l'Allemagne ne fut prise à Yalta, même si les Américains et, dans une certaine mesure, les Soviétiques manifestèrent à l'époque de l'intérêt pour le fameux plan du secrétaire aux Finances du cabinet de Roosevelt, Henry Morgenthau. Celui-ci proposait de régler le « problème allemand » par le démantèlement pur et simple de son industrie, et la conversion de l'Allemagne en un État agraire, pauvre et dès lors inoffensif. De toute évidence, on ne se rendait pas bien compte à l'époque, ni à Washington ni à Moscou, qu'il existait des objections majeures, non seulement du point de vue éthique mais également du point de vue pratique, à l'encontre de ce « Plan Morgenthau ». Par exemple, ce plan n'était guère compatible avec l'espérance du paiement d'importantes réparations financières par l'Allemagne, réparations financières qui présupposaient que l'Allemagne atteigne un certain niveau de richesse qui n'avait pas de place dans le scénario de Morgenthau. Les hommes d'affaires américains se rendirent aussi compte qu'il ne serait pas possible de conclure des affaires juteuses avec une Allemagne appauvrie. Certains s'inquiétèrent en outre des implications néfastes du Plan Morgenthau quant au sort d'Opel et d'autres filiales allemandes de grandes entreprises américaines. Ce n'est pas une coïncidence si ce furent précisément les représentants des entreprises ayant d'importants investissements en Allemagne — tels Alfred Sloan, le très influent président du conseil d'administration de General Motors, la maison mère d'Opel — qui s'opposèrent avec le plus d'acharnement au Plan Morgenthau. Ce plan allait donc progressivement et discrètement disparaître de la scène durant les mois qui suivirent la Conférence de Yalta. Morgenthau lui-même, un ami personnel de Roosevelt, sera démis de sa haute fonction gouvernementale par le nouveau Président Truman, le 5 juillet 1945. <sup>122</sup>

Du point de vue des alliés occidentaux, les accords concernant l'Allemagne, formulés parfois de manière assez vague, étaient importants et avantageux. De plus, Staline se montra prêt à discuter de l'avenir des pays d'Europe de l'Est libérés par l'Armée Rouge, notamment la Pologne, alors que les trois leaders alliés n'abordèrent jamais le sort des pays d'Europe occidentale libérés par les Britanniques et les Américains, tels que la France, l'Italie, et la Belgique. Staline ne nourrissait aucune illusion concernant l'Europe de l'Ouest, et il ne voulait pas mettre à mal ses relations avec ses alliés britanniques et américains pour des pays qui se trouvaient loin des frontières de l'Union soviétique, cette « patrie du socialisme » dont, comme on le sait, la survie et la sécurité l'avaient obsédé depuis le début de sa carrière. Or, en ce qui concerne l'Europe de l'Est, et la Pologne en particulier, la situation était radicalement différente. L'Union soviétique était en effet très intéressée par la configuration d'après-guerre des pays limitrophes, dont les gouvernements avaient été précédemment inamicaux, voire tout à fait hostiles envers l'URSS, et dont les territoires formaient la route traditionnelle d'invasion vers Moscou. En ce qui concerne la réorganisation d'après-guerre de la Pologne et des autres pays d'Europe de l'Est, Staline avait de bonnes raisons et, avec la présence de l'Armée Rouge dans ces pays, des moyens effectifs, de réclamer pour

l'Union soviétique au moins le même niveau d'influence que les Américains et les Britanniques s'étaient octroyés en Europe de l'Ouest. On peut supposer que, ayant auparavant laissé carte blanche à ses partenaires occidentaux, Staline estimait que c'était maintenant à leur tour de lui laisser les mains libres en Europe de l'Est.<sup>123</sup>

En dépit de tout cela, Staline se montra prêt à discuter du sort de la Pologne et du reste de l'Europe de l'Est, alors que le sort de l'Europe de l'Ouest n'était pas abordé. En outre, les revendications concrètes des Soviétiques se révélèrent minimes et tout à fait raisonnables, comme Churchill et Roosevelt l'ont admis. La ligne Curzon délimiterait la frontière entre la Pologne et l'Union soviétique (la Pologne recevant en compensation des territoires allemands à l'est de la ligne délimitée par les rivières Oder et Neisse), et aucun régime anti-soviétique ne serait toléré, ni en Pologne, ni dans les autres pays limitrophes de l'URSS. En contrepartie, les Américains et les Britanniques obtinrent de Staline ce qu'ils avaient réclamé concernant les pays d'Europe de l'Est : aucun changement socio-économique d'inspiration communiste, la tenue d'élections libres, et, finalement, un certain degré de participation — harmonisée avec celle de l'URSS, bien sûr — dans les futures affaires de ces pays. Cet arrangement était loin d'être irréaliste et, après la guerre, des variantes seront mises en application de manière satisfaisante en Finlande et en Autriche. Les accords de Yalta n'accordèrent donc pas à l'Union soviétique le monopole de l'influence en Europe de l'Est, c'est-à-dire le genre d'influence exclusive dont les Américains et les Britanniques jouissaient déjà, avec l'approbation silencieuse de Staline, en Europe de l'Ouest. Seule une « influence prépondérante » en Europe de l'Est fut accordée à l'URSS.

Les Accords de Yalta représentèrent donc un succès considérable pour les alliés occidentaux : les Britanniques et les Américains obtinrent beaucoup plus que ce qu'ils espéraient au début de la conférence. L'allégation stipulant que le rusé Staline arracha toutes sortes de concessions à ses collègues occidentaux dans la station balnéaire de Crimée est donc totalement fausse. Il est vrai que, par la suite, les accords de Yalta ne furent pas appliqués convenablement, notamment en ce qui concerne la Pologne et le reste de l'Europe de l'Est. Cela résulta d'une part de la réaction de Staline à la « diplomatie de la bombe atomique » lancée par les États-Unis durant l'été 1945, qui sera analysée ultérieurement, mais aussi de l'attitude anti-soviétique irréconciliable et totalement irréaliste du gouvernement polonais en exil à Londres. Les Polonais de Londres ne voulaient même pas reconnaître la ligne Curzon comme future frontière orientale de leur pays, bien que celle-ci eut été reconnue comme juste et inévitable par Roosevelt et Churchill et acceptée officiellement à Yalta. En raison de l'intransigeance des Polonais de Londres, Staline joua de plus en plus la carte d'un autre gouvernement polonais en exil, communiste et pro-soviétique, les « Polonais de Lublin », ce qui conduisit finalement à l'installation à Varsovie d'un gouvernement exclusivement communiste. Les Américains, comme les Britanniques, protestèrent violemment à ce propos, mais leurs protestations étaient difficilement conciliables avec le fait incontesté qu'après la guerre, eux-mêmes installaient ou soutenaient des régimes dictatoriaux dans de nombreux pays tels que la Grèce, la Turquie et la Chine ; dans ces états-clients dictatoriaux, les Américains n'insistèrent jamais sur la nécessité d'élections libres qu'ils pressaient cependant Staline d'organiser en Pologne et ailleurs en Europe de l'Est.<sup>124</sup>

Staline était réaliste. Lors des Accords de Londres et de la Conférence de Yalta, il se montra accommodant vis-à-vis de Churchill et de Roosevelt pour la seule raison qu'il savait qu'il ne pouvait se permettre d'agir autrement. La guerre au cours de laquelle l'URSS avait si lourdement souffert et avait, de justesse, évité sa destruction totale, n'était pas encore terminée. Au début de 1945, la situation militaire des Soviétiques était bien sûr excellente, mais toutes sortes de choses désagréables pouvaient encore se passer. Ainsi, par exemple, Goebbels poursuivait activement la mise au point de son ultime scénario de sauvetage de l'État nazi : un armistice séparé entre l'Allemagne et les alliés occidentaux, suivi d'une croisade conjointe contre l'Union soviétique bolchevique. Ce plan n'était pas aussi naïf et irréaliste qu'on pourrait le penser. En effet, Goebbels savait parfaitement bien que des cercles dirigeants en Grande-Bretagne, et ailleurs, avaient, peu auparavant, considéré le bolchevisme comme l'ennemi « naturel » et l'Allemagne nazie comme le fer de lance de la grande croisade anti-soviétique. En outre, Goebbels était conscient du fait que, durant la guerre, un nombre important de dirigeants occidentaux trouvait que les Soviétiques étaient des alliés utiles, mais continuait toutefois à détester cet État communiste et demeurait déterminé à l'éliminer tôt ou tard. Pour l'URSS, tout cela signifiait qu'après de longues années d'efforts surhumains et de pertes énormes en vies humaines, au moment même où la victoire semblait à portée de main, l'objectif primordial continuait à être la survie, survie du pays et survie du socialisme. Le dirigeant soviétique s'inquiétait à juste titre du scénario de Goebbels. Dans le camp des alliés occidentaux, beaucoup de personnalités dirigeantes, de généraux aussi bien que d'hommes d'État, trouvaient ce scénario fort attractif. Après la guerre, nombre d'entre eux exprimeront ouvertement des regrets quant au fait que les armées américaines et britanniques n'aient pas continué à marcher vers l'Est, en 1945, et même jusqu'à Moscou. Churchill lui-même flirtait avec l'idée d'une telle initiative, connue sous le nom d'« option allemande ». Staline ne se faisait aucune illusion quant aux vrais sentiments des Occidentaux envers l'Union soviétique. Ses diplomates et ses espions le tenaient bien informé des variations d'opinions à Londres, à Washington et ailleurs. Pour le dirigeant soviétique, qui se souvenait du précédent historique de l'intervention alliée dans la guerre civile russe, la possibilité d'un « renversement des alliances », d'une entreprise conjointe allemande et occidentale contre l'URSS, représentait un vrai cauchemar. Il tenta de l'exorciser en ne donnant pas la moindre excuse à Churchill et à Roosevelt pour

entreprendre quelque chose contre l'Union soviétique. C'est dans cette optique qu'on peut comprendre pourquoi il s'abstint de critiquer leur conduite en Europe de l'Ouest et en Grèce, et pourquoi il se comporta de manière si accommodante à Yalta.<sup>125</sup>

## Chapitre 12 — Dresde : un signal pour l'Oncle Joe

Fin janvier 1945, les alliés occidentaux combattaient toujours dans les Ardennes, et ils n'avaient pas encore franchi le Rhin, ni même atteint ses rives. Au même moment, les Soviétiques se trouvaient à distance de tirs de Berlin. Cette situation embarrassait fortement Roosevelt et Churchill qui, sur le point de partir pour Yalta, ne pouvaient pas imaginer que Staline se montrerait un hôte si complaisant durant la conférence. Suite aux récents succès spectaculaires de l'Armée Rouge, ils s'attendaient probablement à le trouver sûr de lui et peu conciliant. Afin de le rendre plus maniable, les dirigeants britanniques et américains étaient déterminés à lui faire comprendre que leurs prouesses militaires ne devaient pas être sous-estimées, en dépit de récents revers. Si l'Armée Rouge disposait d'une impressionnante infanterie, d'excellents chars et d'une artillerie puissante, les alliés occidentaux disposaient, de leur côté, d'un atout dont les Soviétiques ne possédaient aucun équivalent, un atout qui permettait aux Américains et aux Britanniques d'infliger une frappe dévastatrice, même à très grande distance de leurs propres lignes. Cet atout, c'était leur aviation, la plus impressionnante flotte de bombardiers jamais vue dans le monde. Washington et Londres voulaient s'assurer que Staline se rende bien compte de cela. Afin de lui montrer ce qui pouvait être réalisé par une flotte de Lancaster, de Liberator et de Forteresses Volantes, la RAF et l'USAAF décidèrent de bombarder conjointement la capitale de la Saxe, Dresde. Cette opération avait été prévue pour le 4 février 1945, précisément le jour où la conférence de Yalta devait commencer. Les feux d'artifice de Dresde auraient ainsi donné matière à réfléchir à Staline. En raison de la rigueur des conditions météorologiques, le bombardement dut être remis à la nuit du 13 février.<sup>126</sup> L'ancienne capitale saxonne, la « Florence allemande », fut ensevelie sous plus de 750 000 bombes incendiaires. Comme l'écrit le journaliste et historien britannique Phillip Knightley :

« ... une tornade artificielle dans laquelle l'air est aspiré vers le centre à une vitesse de plus en plus rapide. A Dresde, des vents approchant une vitesse de 160 km à l'heure emportèrent débris et individus dans un bûcher dont la température excédait 1 000 degrés centigrades. Les flammes dévorèrent tout ce qui était organique, tout ce qui pouvait brûler. Les habitants moururent par milliers, grillés, incinérés ou asphyxiés. »

Le chiffre approximatif de 30 000 morts a souvent été mentionné, mais il semble faire référence uniquement aux corps identifiés, une petite fraction du nombre total de victimes qui, selon un rapport secret de la police locale, se situerait quelque part entre 200 000 et un quart de million. Ces statistiques importent finalement peu. Il suffit de savoir qu'à Dresde un grand nombre de personnes moururent d'une mort terrible dans un carnage vraisemblablement insensé.<sup>127</sup>

L'historien américain Michael S. Sherry écrit que, du point de vue militaire et stratégique, Dresde, avec « ses industries de guerre marginales [qui] ne furent même pas visées », était un objectif trop insignifiant pour justifier une entreprise d'une telle envergure. Et en représailles pour les bombardements allemands antérieurs de villes comme Rotterdam et Coventry, l'attaque sur Dresde était d'une ampleur disproportionnée. Pour la destruction de ces villes, terriblement bombardées par la Luftwaffe en 1940, Berlin, Hambourg, Cologne et d'innombrables autres villes allemandes, petites et grandes, avaient déjà chèrement payé en 1942, 1943 et en 1944.<sup>128</sup>

Une explication fréquemment donnée — y compris aux équipages des bombardiers envoyés à Dresde — était que le bombardement de la capitale saxonne avait été décidé pour faciliter l'avance de l'Armée Rouge. Ceci relève complètement du non-sens. Premièrement, jamais une telle assistance n'a été demandée par l'Armée Rouge, ni d'ailleurs proposée par les alliés occidentaux. De toute façon, les Soviétiques n'ont jamais fourni aux alliés des informations précises sur la direction de leurs mouvements de troupes. Deuxièmement, les Américains et les Britanniques estimaient que les Soviétiques avançaient déjà trop vite, beaucoup trop vite, vers Berlin. Même si Staline avait reconnu que Dresde se trouvait dans l'axe de marche de l'Armée Rouge, et même s'il avait demandé une assistance aérienne, les alliés auraient certainement trouvé une excuse pour ne pas la lui offrir telle quelle.<sup>129</sup>

Il existe néanmoins un lien entre les Soviétiques et l'opération de Dresde. Ce bombardement massif se voulait une démonstration de la puissance aérienne des Américains et des Britanniques. Moins de 100 kilomètres séparaient Dresde des lignes de l'Armée Rouge. La nuit, à l'horizon, ses soldats pouvaient donc admirer les flambées de l'enfer de Dresde qui, selon les témoignages, étaient visibles jusqu'à 300 km à la ronde. De plus, les commandants américains et britanniques pensaient que l'Armée Rouge poursuivrait son avancée dans la direction de la « Florence allemande » et que les Soviétiques pourraient donc évaluer *in situ* l'ampleur des dévastations, et en tirer des leçons. Contrairement à ces prévisions, l'Armée Rouge n'entrera dans la ville que le 8 mai 1945.

Le bombardement de Dresde ne fut pas une tragique erreur, il n'était pas insensé : il avait un but. Des années plus tard, un membre canadien d'un équipage qui avait participé au raid leva le voile lorsqu'il fut questionné sur les objectifs de la mission :

« Je pense que ce qui s'est passé, c'est que les Russes avançant très rapidement, les Alliés [occidentaux] décidèrent qu'ils allaient leur montrer qu'outre une armée formidable, ils disposaient également d'une force aérienne formidable. Dès lors, ne soyez pas trop sûrs de vous, amis russes, ou bien nous vous montrerons ce que nous pouvons faire dans les villes russes. C'était une idée de Churchill et d'autres. Il s'agissait d'une atrocité calculée, sans aucun doute ». <sup>130</sup>

Le bombardement semble, en effet, avoir été décidé au plus haut niveau. Dans son autobiographie, le « bombardier Harris » écrit que l'attaque sur Dresde avait été estimée nécessaire par « des gens bien plus importants que moi ». Il est évident que seules des personnalités du calibre de Churchill ont été capables d'imposer leur volonté au tsar des bombardements stratégiques. Il est d'ailleurs connu que le premier ministre britannique avait manifesté un intérêt particulier pour l'opération de Dresde et qu'il la considérait moins comme un moyen pour défaire l'Allemagne que comme un instrument pour intimider Staline. Comme l'écrit l'historien Alexander McKee, « Churchill avait l'intention d'inscrire une leçon dans le ciel nocturne de Dresde » à l'intention des Soviétiques. Un mémorandum interne de la Royal Air Force reflète cette manière de voir les choses. Il reconnaît franchement que le raid n'était pas simplement censé « frapper l'ennemi allemand [mais aussi] montrer aux Russes, une fois arrivés [à Dresde], ce que nos bombardiers peuvent faire ». Les partenaires de Churchill dans la haute hiérarchie américaine, tant politique que militaire, partageaient ce point de vue. Eux aussi étaient fascinés, comme l'écrit McKee, par l'éventualité d' « intimider les communistes [soviétiques] en terrorisant les nazis ». <sup>131</sup>

Dresde fut rayée de la carte du monde afin d'intimider les Soviétiques par une démonstration de l'énorme « force de feu » qui permettait aux bombardiers de la RAF et de l'USAAF de semer la mort et la destruction à des centaines de kilomètres de leurs bases et, donc, si nécessaire, de frapper derrière les lignes de l'Armée Rouge, au cœur même de l'URSS. Le bombardement de Dresde montrait qu'avec leur force aérienne, les alliés occidentaux disposaient d'une arme que l'Armée Rouge, quels qu'aient été sa puissance et ses succès face aux Allemands, ne pouvait égaler et contre laquelle il n'y avait pas de défense efficace. Considéré dans cette perspective et si, comme prévu, Dresde avait été détruite le 4 février, le jour où la conférence de Yalta débutait, le choix de la date du bombardement se comprend aisément. Ceci fut reconnu par le général Davis M. Shlatter, une semaine avant que la Conférence de Yalta ne débute et bien avant que les bombardiers ne décollent pour leur mission apocalyptique sur Dresde :

« Je considère que nos forces aériennes représentent l'atout principal avec lequel nous approcherons la table où le traité de l'après-guerre sera négocié, et que cette opération [le plan d'un bombardement de Dresde et/ou de Berlin] augmentera de manière inestimable la force de cet atout, ou plutôt l'appréciation de leur force, par les Russes. » <sup>132</sup>

Le bombardement de Dresde n'a donc rien à voir avec la guerre contre l'Allemagne nazie, une guerre qui était alors quasiment terminée. La destruction de Dresde fut un signal britannico-américain à Staline, un signal qui coûta la vie à des dizaines, voire à des centaines de milliers de personnes.

Durant la Guerre Froide, il fut souvent suggéré que l'Armée Rouge était prête à occuper l'entièreté de l'Europe à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, et qu'elle l'aurait certainement fait si les Américains et leur partenaire britannique n'avaient pas empêché un tel scénario. Rien ne peut être plus éloigné de la vérité. L'Union soviétique n'avait survécu à l'attaque nazie qu'au prix d'efforts surhumains et d'énormes sacrifices. Selon les estimations les plus récentes, près de 30 millions de soldats et de civils soviétiques, soit approximativement 15 % de la population d'avant-guerre, périrent durant la Deuxième Guerre mondiale, et une importante partie du pays fut totalement détruite. Dans de telles conditions, il aurait été insensé de se lancer dans une nouvelle guerre, de surcroît une guerre de conquête, contre ses anciens alliés dont la seule force aérienne aurait pu infliger dix fois plus de destructions en URSS qu'elle n'en n'avait causées à Dresde.

Staline n'était pas fou. De toute évidence, il était conscient du succès phénoménal pour son pays d'avoir survécu à l'attaque allemande, et d'être sorti d'une guerre épouvantable avec un territoire agrandi, et une influence et un prestige sans précédent. Il comprit fort bien que l'Armée Rouge ne pouvait égaler les forces combinées des Américains et des Britanniques, avec leur puissante armée de l'air et, bientôt, leur bombe nucléaire. Staline en tira la conclusion indubitable qu'il valait bien mieux ne pas les contrarier. Les Américains reconnaissaient eux-mêmes que, militairement, l'Armée Rouge ne constituait pas une réelle menace. Au début 1945, le commandement suprême américain constatait que l'Union soviétique avait un nombre de raisons évidentes pour « éviter un conflit avec la Grande-Bretagne et les États-Unis ». La thèse selon laquelle les Soviétiques étaient sur le point de se ruer sur toute l'Europe en 1945 relève de l'affabulation, une de ces nombreuses affabulations qui font partie de la mythologie luxuriante de l'ère de la Guerre Froide. <sup>133</sup>

## Chapitre 13 — Roosevelt et la ligne conciliante envers Staline

Parmi tous les dirigeants britanniques et américains qui, au début de 1945, cherchaient à intimider Staline par les rumeurs d'un éventuel accord avec l'Allemagne nazie et/ou par des stratagèmes bien plus grossiers, tel le bombardement de Dresde, Churchill était incontestablement le *primus inter pares*. Le président Roosevelt se rangeait à cette politique, mais il manifestait aussi une certaine compréhension pour le point de vue soviétique. Dès 1942, il avait été enclin à répondre positivement à la demande urgente de Staline d'ouvrir un deuxième front en Europe. Se basant sur son expérience de la réunion de Téhéran, le président américain était personnellement convaincu qu'il y avait moyen de discuter raisonnablement avec le dirigeant soviétique. Il appréciait également le rôle crucial que l'Union soviétique jouait dans la lutte titanesque contre le nazisme. Il savait donc très bien que Staline, plus que n'importe quel autre leader allié, aurait le droit, après la victoire commune, de contribuer aux prises de décisions qui détermineraient le destin de l'Allemagne et de l'Europe d'après-guerre.

L'attitude de Roosevelt envers Staline est fréquemment opposée à celle de son successeur, Harry Truman, qui se révéla un champion de la ligne dure, à la Churchill. Cependant, les différences évidentes entre les politiques des deux présidents américains envers l'URSS n'ont pas vraiment été déterminées par leurs personnalités, comme le suggèrent habituellement les livres du genre « les grands hommes font l'histoire ». Les facteurs déterminants résident plutôt dans les changements du cours de la guerre auxquels les décideurs de Washington devaient faire face après la mort de Roosevelt. Ils étaient confrontés à une situation tout à fait nouvelle, comportant des difficultés et des opportunités totalement inédites. Ces nouvelles circonstances produisirent inexorablement une nouvelle orientation de la politique étrangère des États-Unis et, particulièrement, de leurs relations avec l'URSS.

Jusqu'au début de 1945, Roosevelt fut très préoccupé par un problème qui ne tracassera plus du tout son successeur : la guerre avec le Japon. Selon certains historiens, cette guerre avait toujours davantage préoccupé les Américains que le conflit en Europe, même si Washington s'était mis d'accord avec Londres pour que les comptes soient d'abord réglés avec leur ennemi européen, l'Allemagne. Dans cette guerre, menée dans et autour du Pacifique, les États-Unis éprouvèrent de sérieuses difficultés durant les mois qui suivirent l'attaque sur Pearl Harbor. Les Japonais se révélèrent des adversaires particulièrement coriaces, alors que l'essentiel de leur armée était engagé en Chine et n'était donc pas impliqué dans les batailles contre les Américains. Par conséquent, il apparaissait que la guerre contre le Japon serait une guerre très coûteuse, pouvant durer longtemps. Et cette perspective inquiétait considérablement Roosevelt.

Les Américains auraient été extrêmement avantagés si l'Union soviétique avait déclaré la guerre au Japon et avait attaqué l'armée japonaise dans le Nord de la Chine.

En 1942, Roosevelt avait déjà informé Staline qu'il attendait une telle intervention soviétique en compensation de l'aide américaine fournie, dans le cadre du prêt-bail, dans la lutte contre les nazis. Cependant, tout comme le Japon, l'URSS pouvait difficilement s'offrir le luxe d'une guerre sur deux fronts. En décembre 1941, Tokyo ne déclara pas la guerre à l'URSS comme Hitler l'avait espéré. Les Japonais se rendaient compte qu'ils allaient avoir fort à faire avec leur lutte contre les Américains et leurs Alliés — les Australiens notamment — dans l'Océan Pacifique. Staline pouvait tout aussi difficilement se permettre de déclarer la guerre au Japon aussi longtemps que l'Armée Rouge était engagée dans une lutte pour la survie de l'Union soviétique contre la machine de guerre nazie.

Comme mentionné plus haut, Roosevelt était satisfait de la promesse que Staline avait faite à la conférence de Téhéran : l'Union soviétique déclarerait la guerre au Japon au plus tard trois mois après la fin des hostilités en Europe. Toutefois, le président américain était inquiet à l'idée que Staline puisse ne pas tenir sa promesse. C'est surtout pour éviter de lui donner le moindre prétexte de ne pas tenir cette promesse qu'à Yalta, Roosevelt avait été accommodant envers le dirigeant soviétique en lui promettant, par exemple, certains territoires en Extrême-Orient. Staline avait fait un geste réciproque, non seulement en réitérant sa promesse de déclaration de guerre au Japon, mais aussi en ratifiant la division de l'Allemagne en zones d'occupation. L'investissement de Roosevelt dans une politique conciliante envers Staline semblait donc lui rapporter de plantureux dividendes. Cependant, la bonne volonté de Roosevelt envers Staline ne doit pas être surestimée. Les arguments de Churchill en faveur d'une ligne dure jouissaient de l'approbation et du soutien d'un nombre considérable de conseillers de Roosevelt, et son argumentation ne manquait pas d'impressionner le président lui-même. Si Roosevelt préférait utiliser la carotte, il était également prêt à recourir au bâton, ou du moins à sa menace. La participation américaine au bombardement de Dresde, qui aurait pu être conduit par la RAF seule, démontra que Roosevelt n'avait pas d'objections à l'utilisation occasionnelle de stratagèmes d'intimidation, typiques de la ligne dure défendue par Churchill.

Roosevelt mourut le 12 avril 1945 et Harry Truman lui succéda. Ce dernier était un champion obstiné de la ligne dure vis-à-vis de Staline. « Si Truman apporta quelque chose à la Maison Blanche », écrit Michael Parenti, « c'était un besoin urgent de "se montrer dur" envers le Kremlin ». <sup>134</sup> En effet, il ne fallut pas longtemps pour que



le nouveau président se montre ouvertement intractable avec les Soviétiques. Ce changement de ton était principalement déterminé par le fait que le cours de la guerre, et donc les options qu'il ouvrait à la politique étrangère américaine, avaient fondamentalement changé dans les mois qui s'écoulèrent entre la conférence de Yalta et la mort de Roosevelt.

Les alliés occidentaux avaient toujours favorisé le dialogue et la coopération avec Staline tant que l'Armée Rouge marquait des points sur le terrain. Le choix de Roosevelt pour une approche conciliante vis-à-vis des Soviétiques, illustrée par les Accords de Yalta, doit être replacé dans le contexte d'une série de succès militaires importants de l'Armée Rouge et de revers militaires quasiment simultanés pour les troupes britanniques et américaines. Au moment de la conférence de Yalta, le général Joukov se trouvait à moins de 100 kilomètres de Berlin, alors que les Américains pensaient encore les blessures subies lors de la contre-offensive von Rundstedt dans les Ardennes. Toutefois, peu après, l'Armée Rouge ne bougea plus pendant des semaines et, à l'époque de la mort de Roosevelt, les troupes de Joukov se trouvaient toujours sur les rives boueuses de l'Oder.

Entre-temps, un autre changement intervenait sur le front Ouest. Au début du mois de février, les Américains, les Britanniques et les Canadiens avaient lancé une offensive dans les alentours du Rhin qui finit par être traversé, d'abord — le 7 mars — par les Américains à Remagen, près de Coblenz, puis — le 23 mars — par les Britanniques, plus loin au nord, près de Wesel. Ultérieurement, d'excellents progrès furent enregistrés. « Ceci constitue la plus grande virée militaire de l'histoire », exultait le correspondant de guerre Hal Boyle, qui accompagnait l'avant-garde américaine alors qu'elle avançait vers l'est, pratiquement sans rencontrer d'opposition. En effet, sur le front Ouest, la résistance allemande fondait comme neige au soleil, parce que de plus en plus de troupes allemandes étaient transférées vers le front Est. Carolyn Woods Eisenberg observe :

« A la fin du mois de mars, moins de 30 divisions allemandes faisaient face aux Américains et Britanniques, alors que plus de 150 divisions se battaient contre les Soviétiques à l'Est. Cela offrait aux Alliés [occidentaux] la possibilité de traverser l'Allemagne à toute vitesse, ainsi que la chance de terminer la guerre dans une position territoriale beaucoup plus favorable [que prévue avant le début de l'offensive]. Au moment de la mort de Roosevelt, les Américains se trouvaient à la même distance de Berlin que les Soviétiques, qui étaient enfin prêts à reprendre leur avancée. »<sup>135</sup>

Ailleurs également, les Soviétiques n'obtenaient plus de gros gains territoriaux. Peu avant, les occidentaux avaient craint que l'Armée Rouge ne libère aussi le Danemark et, qu'après la guerre, l'Union soviétique domine donc les pays Scandinaves. Or, un tel scénario fut bloqué par une avancée extrêmement rapide de troupes britanniques vers la côte de la mer Baltique, aux environs de Lubeck, une avance rendue possible par l'absence de toute résistance allemande sérieuse. Plus au Sud, les Américains enregistraient de sérieux progrès vers Pilsen et Prague, en Tchécoslovaquie, une autre partie de l'Europe dont, quelques mois plus tôt, les Américains et les Britanniques avaient été convaincus qu'elle était hors de leur portée. Finalement, l'Armée Rouge fut, malgré tout, la première à entrer dans Berlin. Les Soviétiques ouvrirent le feu sur la capitale allemande le 20 avril. Ils encerclèrent la ville le 25 avril, le jour même où leur avant-garde et des troupes américaines se rencontraient, plus loin au sud-ouest, dans la ville de Torgau, située sur l'Elbe. Berlin capitula le 2 mai 1945, mais la prise de la capitale allemande coûta 100 000 hommes à l'Armée Rouge. Ce prix était presque aussi élevé que les pertes américaines sur l'ensemble des champs de batailles européens durant la Deuxième Guerre mondiale.<sup>136</sup>

Vers la fin de la guerre en Europe, la situation stratégique des alliés occidentaux, comparée à celle des Soviétiques, s'était donc considérablement améliorée en deux mois seulement. L'Armée Rouge avait pu investir Berlin, mais les Américains, les Britanniques et leurs alliés canadiens et français avaient conquis une partie bien plus importante de l'Allemagne qu'ils n'auraient osé rêver au temps de Yalta. Dans certaines régions, des troupes américaines avaient poussé à l'est bien au-delà de la ligne de démarcation entre les zones d'occupation ratifiées à Yalta, une ligne de démarcation qui avait pourtant semblé si avantageuse pour les alliés occidentaux. Des avant-gardes de l'armée américaine poussèrent jusqu'à Leipzig, au beau milieu de la zone d'occupation réservée aux Soviétiques. C'est au moment où les troupes américaines et britanniques occupaient la plus importante et la plus grande partie de l'Allemagne et qu'elles pénétraient au cœur de l'Europe Centrale que la ligne conciliante envers Staline cessa d'être en vogue. Churchill et certains dirigeants américains, tels le général Patton, furent tentés de ne pas évacuer ces territoires en faveur des Soviétiques.

Plus tard, les fanatiques de la Guerre Froide regretteront le fait que les vues de ces faucons n'aient pas prévalu. Or, une telle violation des accords de Yalta aurait été contre-productive. Elle aurait sûrement entraîné le refus des Soviétiques d'octroyer un secteur occidental à Berlin, comme prévu également dans les accords de Yalta. C'est en raison de cela que, vers la mi-juin 1945, et après beaucoup de tergiversations, le président Truman donna l'ordre aux troupes américaines de reculer derrière la ligne de démarcation qui, plus tard, constituera la frontière entre l'Allemagne de l'Ouest et l'Allemagne de l'Est.<sup>137</sup>

## Chapitre 14 — Le rêve d'une croisade anti-soviétique avec les Allemands

Les alliés occidentaux furent un certain temps obnubilés par l'éventualité d'un armistice séparé avec l'Allemagne. Une telle démarche offrait la perspective d'une coopération entre les Américano-Britanniques et les Allemands, dans le but de chasser l'Armée Rouge d'Europe de l'Est. Elle laissait même entrevoir la possibilité de détruire l'État soviétique, véritable épine dans le pied du monde capitaliste depuis 1917. Même si elle restait théorique, la possibilité d'un tel « renversement des alliances » était utile pour les Américains et les Britanniques. En effet, cela faisait réfléchir Staline, comme la démonstration de Dresde l'avait fait, et cela maintenait le leader soviétique dans une attitude très accommodante même au plus fort des succès de l'Armée Rouge. L' « option allemande », ainsi nommée, c'est-à-dire la possibilité d'une alliance entre, d'un côté, les alliés occidentaux et, de l'autre, les Allemands, constituait donc un élément important de la ligne dure envers l'URSS, le « bâton » en faveur duquel Américains et Britanniques abandonnaient graduellement la « carotte » durant le printemps 1945. De plus, un tel scénario devint, de façon paradoxale, de plus en plus réaliste durant les derniers jours de la guerre en Europe.

Que ce soit *avec les nazis* que Washington et Londres puissent conclure un marché était tout simplement impensable. D'autre part, le service secret américain, l'OSS (*Office for Strategic Services*, le prédécesseur de la CIA), avait depuis quelques temps déjà songé à la possibilité d'une prise de pouvoir à Berlin par des non-nazis « respectables », des personnalités pouvant être considérées comme des partenaires acceptables par les alliés occidentaux. Cela pouvait intervenir par le biais d'un coup d'état, peut-être même organisé par des généraux de la *Wehrmacht*. Avec de tels interlocuteurs, les Américains pouvaient espérer parler de sujets fort intéressants, tels une capitulation allemande — du moins sur le front Ouest —, l'occupation rapide de territoires allemands par les alliés occidentaux après cette capitulation, la possibilité que la *Wehrmacht* continue à se battre sur le front Est, et, finalement, peut-être, une entreprise commune contre les Soviétiques. Ce n'était pas une coïncidence si l'OSS était intéressé par un tel scénario. Selon l'historien allemand Jürgen Bruhn, ce service secret était :

« d'un point de vue social, une association de grands patrons d'entreprise, de courtiers et d'avocats de Wall Street, de scientifiques, de militaires de haut rang et d'ainsi nommés "spécialistes de la défense". Évidemment, l'OSS représentait les cercles dirigeants des États-Unis... Les gens de l'OSS étaient encore préoccupés par le devoir de vaincre le national-socialisme, mais ils étaient déjà en train de planifier la "liquidation" de l'Union soviétique comme une entité politique ou, au minimum, d'amoindrir son influence dans l'Europe de l'après-guerre ». <sup>138</sup>

La politique de l'OSS était fortement influencée par un groupe d'hommes d'affaires, d'avocats (dont John Foster Dulles, le futur secrétaire d'État) et de politiciens américains, déjà connus pour leur attitude anti-bolchevique et pro-fasciste bien avant le déclenchement de la guerre. Au cours de celle-ci, ils continuèrent à entretenir des contacts étroits, via des pays neutres, avec des Allemands « respectables ». L'OSS avait établi le contact avec des militaires et des personnalités politiques allemands qui constituaient ce qui entra dans l'histoire sous l'appellation d' « opposition » anti-nazie, même si la majorité de ces hommes avait soutenu Hitler avec beaucoup d'enthousiasme au moment de ses triomphes. Les membres de ce groupe hétérogène avaient été nommés les « casseurs » (*breakers*) par Allen Dulles, l'agent de l'OSS en Suisse. Allen Dulles était le frère de John Poster Dulles et avait été son partenaire au sein du cabinet d'avocats new-yorkais Sullivan & Cromwell dans les années trente. Pendant la guerre, il abandonna soudainement cet emploi fort lucratif pour s'installer en Suisse comme agent de l'OSS. Nous verrons plus tard comment et pourquoi, dans ce pays neutre, il développa soigneusement ses contacts allemands, y compris parmi des hommes d'affaires qui avaient été des clients importants de Sullivan & Cromwell. Après la guerre, Allen Dulles poursuivra sa carrière d'espion et deviendra même chef de la CIA. Il en démissionnera après le fiasco de la Baie des Cochons. Un certain nombre des « casseurs » avaient cultivé de grands espoirs dans leur propre version de l' « option allemande » américaine. Leur scénario prévoyait le remplacement du régime nazi par une junte militaire, suivi par la conclusion d'un accord anti-soviétique avec les alliés occidentaux. Ils espéraient ainsi mettre à l'abri, au profit de l'Allemagne, la plus grande part possible des gains territoriaux remportés par Hitler en Europe de l'Est. Or, les contacts entre l'OSS et les « casseurs » n'avaient pas encore produit de résultats concrets, et les chances d'un tel accord américano-allemand semblaient quasiment nulles après l'élimination par les nazis de la plupart des dirigeants de l'opposition, suite à l'échec de l'attentat contre Hitler, le 20 juin 1944. <sup>139</sup>

Après le suicide de Hitler, le 30 avril 1945, une nouvelle et sans doute dernière chance de trouver des partenaires respectables en Allemagne se présenta aux alliés occidentaux. Des nazis tels le patron des SS, Heinrich Himmler, proposèrent également leurs services mais ils n'avaient aucune chance de passer le critère fondamental de respectabilité. D'autre part, les généraux de la *Wehrmacht* jouissaient, à tort ou à raison, d'une réputation d'intégrité auprès des alliés occidentaux. Il s'agissait en général de « Junkers », c'est-à-dire de membres de l'aristocratie traditionnelle prussienne, comme von Rundstedt. Ces « Junkers » pouvaient précisément fournir le genre de partenaires allemands que les alliés occidentaux recherchaient : des hommes apparemment respectables et, en plus, conservateurs, anti-communistes et anti-soviétiques. Avec ces Badoglio prussiens, la conclusion d'un

armistice séparé et, même, le lancement d'une croisade commune contre l'Armée Rouge auraient donc pu être possibles. En tout cas, la dénommée « Option Junker » devint soudainement une proposition réaliste pour la politique américaine dans les derniers jours de la guerre en Europe, lorsque le successeur de Hitler se révéla ne pas être un autre nazi fanatique, mais un homme portant l'uniforme et d'apparence respectable : l'amiral Dönitz. Il n'est pas impossible qu'Hitler ait voulu rendre possible un tel scénario et ait donc choisi pour successeur, non pas un de ses substituts nazis, mais plutôt cet amiral.

En fin de compte, une alliance entre les Américains et les Britanniques d'une part et les Allemands de l'autre, prologue d'une éventuelle croisade commune contre les Soviétiques, ne vit jamais le jour. Néanmoins, l'intérêt porté par Washington et Londres pour une telle entreprise ne relevait certainement pas de la seule théorie. En effet, des préparations sur le terrain furent entreprises, « juste au cas où »... Par exemple, nombre d'unités allemandes capturées ne furent pas désarmées et furent secrètement tenues prêtes pour un possible emploi contre l'Armée Rouge. Churchill qui, non sans raison, avait une grande estime pour les qualités de combattants des soldats allemands, donna un ordre à cet effet au maréchal Montgomery durant les derniers jours de la guerre, comme il le reconnaîtra ouvertement en novembre 1954. Churchill s'arrangea pour que les troupes de la *Wehrmacht* qui s'étaient rendues dans le nord-ouest de l'Allemagne et en Norvège gardent leur uniforme et même leurs armes, et restent sous le commandement de leurs propres officiers, car il songeait à la possibilité de les utiliser contre les Soviétiques. Aux Pays-Bas, des unités allemandes qui s'étaient rendues aux Canadiens furent même autorisées à utiliser leurs armes pour fusiller deux de leurs déserteurs le 13 mai 1945. Des généraux allemands faits prisonniers, tel Kesselring en Italie, reçurent la permission des Américains de rester à la tête de leurs troupes et de se déplacer librement parmi leurs soldats. Un même traitement fut réservé au successeur de Hitler dans le secteur britannique. L'amiral Dönitz avait déclaré dans une allocution radiodiffusée à l'occasion de son entrée en fonction, qu'à l'avenir, l'Allemagne voulait se battre uniquement « contre le bolchevisme ». Il se considérait clairement comme un partenaire allemand potentiel des alliés occidentaux contre les Soviétiques. Les Britanniques — avec leur penchant pour les hommes de la Marine — pensaient probablement voir en l'amiral Dönitz, le dirigeant allemand respectable avec lequel des arrangements anti-soviétiques pouvaient être envisagés. En tous cas, le successeur de Hitler et ses collègues furent dans un premier temps traités avec des gants blancs par les Britanniques. Dönitz et ses acolytes ne furent mis aux arrêts que le 23 mai 1945, deux semaines après la capitulation allemande, et seulement après que le général Eisenhower eut donné un ordre spécifique à ce sujet.<sup>140</sup>

Des officiers allemands faits prisonniers étaient contraints de rédiger des rapports détaillés sur les leçons qu'ils avaient apprises sur le front Est concernant la conduite de la guerre contre l'URSS, des rapports aux intitulés tels que *Les batailles dans les forêts et les marais russes* et *La conduite de la guerre dans les territoires de l'extrême Nord*. Si le commandement américain se révélait particulièrement fasciné par les informations contenues dans ces rapports c'est qu'il envisageait tout simplement une nouvelle version de *l'Opération Barbarossa*, l'attaque de Hitler sur l'URSS. De manière à éviter un même fiasco, les Américains étaient déterminés à s'appuyer sur tous les avantages possibles. Ils recoururent à l'engagement d'espions nazis (tels Reinhard Gehlen) et de membres haut gradés de la SS. Les services secrets américains espéraient partager le savoir-faire de ceux-ci dans la conduite de la guerre contre l'Union soviétique et être mis en contact avec les agents nazis restés derrière les lignes de l'Armée Rouge. Un nombre considérable de criminels de guerre notoires (tels Mengele et Barbie) furent placés sous protection américaine. Après avoir été interrogés, ils reçurent des faux papiers et furent envoyés poursuivre une nouvelle vie en sécurité en Amérique du Nord ou en Amérique du Sud.<sup>141</sup> L'« exfiltration » américaine de toutes sortes de criminels de guerre ne bénéficia pas seulement à des Allemands, mais aussi à des Croates, des Ukrainiens et d'autres. Dans la plupart des cas, elle se fit via l'Italie, avec la coopération active du Vatican qui avait sympathisé avec les puissances fascistes avant et durant la guerre. Le Pape Pie XII avait fermé les yeux, et gardé le silence, sur les horribles crimes des nazis allemands et de leurs collaborateurs dans les pays occupés. On dit parfois qu'il avait ses raisons. Mais on se demande pourquoi, au printemps 1945, il se révéla si désireux de les aider à échapper à un châtement qu'ils avaient pourtant amplement mérité.

La croisade américano-allemande envisagée contre l'URSS soulevait tout de même un problème épineux : il est extrêmement douteux qu'à cette époque, l'opinion publique américaine et celle des pays libérés en Europe aient toléré une telle entreprise anti-soviétique avec les Allemands. Le précédent historique de l'intervention anti-bolchevique durant la guerre civile russe, directement après la Première Guerre mondiale, devait être pris en considération : cette opération dut être abandonnée en raison d'un flagrant manque de soutien populaire dans tous les pays occidentaux. De plus, depuis fin 1941, tant le gouvernement américain que les médias avaient convaincu le peuple que l'ennemi n'était pas les Soviétiques mais bien les nazis, et on leur avait répété mille fois que les soldats de l'Armée Rouge se battaient héroïquement, au coude à coude avec les GI's et leurs camarades britanniques, pour la justice et la liberté. Il est vrai que bientôt, aux États-Unis, un signal muet serait donné pour un lavage de cerveau collectif réintroduisant l'image contraire, c'est-à-dire celle d'avant 1941, dans laquelle les Soviétiques et non les Allemands étaient présentés comme les méchants. Mais, au printemps 1945, l'allié soviétique jouissait encore de beaucoup de prestige parmi le peuple américain et parmi les soldats américains

stationnés en Europe. Un sondage mené par *Gallup* en mars 1945 révélait ainsi que 55 % des Américains voulaient que leur pays conserve l'URSS comme allié après la guerre.<sup>142</sup> En ce qui concerne les soldats américains, y compris les GI's en Europe qui auraient dû être utilisés dans une croisade contre les Soviétiques, ils éprouvaient, presque sans exception, un mélange de sympathie, d'admiration et de respect pour leurs camarades de l'Armée Rouge. Évoquant cette époque, un vétéran de guerre américain se fait l'écho de ce sentiment :

« Nous étions conscients que les Russes avaient subi d'énormes pertes sur le front Est, et que c'était vraiment eux qui avaient cassé le dos de l'armée allemande. Nous aurions subi infiniment plus de pertes et de misères s'ils n'avaient pas été là. Nous étions tous bien disposés à leur égard. Je me souviens avoir dit que si nous les rencontrions, je n'aurais pas hésité à les embrasser. Je n'ai entendu aucun propos anti-russe. Je pense que nous étions assez réalistes pour savoir que si nous étions amenés à nous battre contre eux, nous en serions sortis comme les deuxièmes meilleurs... Dans la campagne finale en Bavière, nous étions dans l'armée de Patton. Patton disait que nous devons continuer [vers Moscou]. Pour moi, il s'agissait d'une idée impensable. Les Russes nous auraient massacrés... Je crois que dans les rangs des GI's, personne n'avait envie de se battre contre les Russes. Nous étions assez bien informés par la presse et les actualités du cinéma pour savoir ce qui s'était passé à Stalingrad. »<sup>143</sup>

Les sentiments positifs des GI's envers les Soviétiques étaient assez clairement reflétés dans les résultats des sondages d'opinion auxquels les autorités militaires et politiques semblaient attacher beaucoup d'importance durant le printemps 1945. Washington était parfaitement consciente de l'humeur de la population et de l'armée. À la fin de la guerre, les GI's feront clairement savoir par le biais de pétitions et de manifestations qu'ils n'étaient pas prêts à se laisser embarquer dans une guerre anti-soviétique ou n'importe quelle autre aventure militaire en Europe ou ailleurs. Dans ces conditions, une croisade anti-soviétique conjointe avec les nazis, ou avec quiconque leur succéderait à Berlin, se révéla être un rêve non concrétisable au printemps 1945, quels que fussent les attraits d'une telle aventure aux yeux de certains dirigeants américains et britanniques.<sup>144</sup>

Les alliés occidentaux n'étaient fascinés que par les propositions de capitulation sur le front Ouest, propositions sans cesse renouvelées par les Allemands à la condition que la *Wehrmacht* fût autorisée à poursuivre les combats sur le front Est contre les Soviétiques, lesquels avançaient désormais rapidement vers l'Ouest. Une telle capitulation aurait clairement violé les accords interalliés, mais ses avantages potentiels étaient particulièrement attractifs pour les leaders américains et britanniques. Cette capitulation aurait, par exemple, permis que davantage d'unités de la *Wehrmacht* soient capturées par les Américains et les Britanniques plutôt que par les Soviétiques, et soient dès lors disponibles pour une croisade contre l'Armée Rouge. Un tel scénario représentait un espoir, non seulement pour Dönitz et d'autres commandants allemands, mais également pour un grand nombre d'officiers haut gradés dans les rangs des alliés occidentaux, qui rêvaient tout haut d'une poussée vers Moscou, coudes à coudes avec la *Wehrmacht*. Dans une conversation téléphonique avec le général Joseph T. McNarney, adjoint de Eisenhower, le général Patton aurait fait cette déclaration :

« Nous aurons à nous battre contre eux [les Soviétiques] tôt ou tard... Pourquoi ne pas le faire maintenant, alors que notre armée est encore intacte ? On botterait l'arrière-train de ces sales Russes et on les renverrait en Russie dans les trois mois ! Nous pouvons le faire facilement avec l'aide des troupes allemandes que nous avons à notre disposition, il suffit de les armer et de les emmener avec nous. Ils haïssent ces salauds. En dix jours, je peux mettre en scène assez d'incidents pour causer une guerre contre ces fils de p... De plus, cela aura l'air d'être de leur faute, nous paraîtrions avoir entièrement raison de les attaquer... »

Patton n'était pas le seul Américain haut gradé qui voyait les choses de cette manière. Les historiens américains Russel D. Buhite et William Christopher Hamel insistent sur le fait que beaucoup d'autres dirigeants militaires et politiques « avaient commencé à penser à une guerre préventive [contre l'URSS] en 1945 ». <sup>145</sup>

Du point de vue des alliés occidentaux, l'offre allemande d'une capitulation sur le front Ouest était terriblement tentante, même si une croisade anti-soviétique ne se produisait pas. Tandis que les Soviétiques devraient continuer à se battre pour éliminer les dernières poches de résistance de la *Wehrmacht* ou de la *Waffen-SS*, les Américains et les Britanniques pourraient déjà commencer à se remettre de leurs efforts. Plus les Soviétiques sortiraient affaiblis des hostilités, mieux Washington et Londres se porteraient. Même si Moscou restait un allié, on préférerait un allié faible à un allié fort, car il serait plus facile d'arracher à un faible des concessions au cours des négociations à venir sur des questions délicates telles que la modification des frontières nationales, le problème polonais, les réparations allemandes, et ainsi de suite.

Une capitulation allemande complète ne pouvait être acceptée par les Américains et les Britanniques sans la présence du partenaire soviétique, car elle eut constitué une violation trop flagrante des accords interalliés. Mais, rien n'empêchait les Américains ou les Britanniques d'accepter des capitulations « locales » ou « partielles », à caractère prétendument purement « militaire ». Les Américains n'attendirent pas les derniers jours de la guerre pour entreprendre des pourparlers avec les Allemands concernant des capitulations locales. Déjà en mars 1945, par exemple, des négociations eurent lieu à Berne, en Suisse neutre, entre l'agent local des services secrets

américains, Allen Dulles, et le général SS, et criminel de guerre notoire, Karl Wolff. Ces négociations, autorisées par Washington et connues sous le nom de code d'opération « Lever de Soleil », concernaient une éventuelle capitulation allemande sur le front italien. Les Américains y cherchaient un double avantage qu'ils souhaitaient, de manière fort compréhensible, garder secret vis-à-vis des Soviétiques, et pour lesquels Wolff escomptait, en échange, l'immunité pour ses crimes de guerre. (En tant que commandant d'un *Einsatzgruppe* de la SS en Union soviétique, Wolff était responsable de la mort d'approximativement 300 000 personnes.)

Le double objectif poursuivi par les Américains était, en tout premier lieu, d'organiser la capitulation allemande dans le nord de l'Italie de telle manière qu'elle rende possible l'élimination militaire et politique des partisans communistes avec l'aide des Allemands ; en second lieu, s'assurer qu'une telle capitulation allemande puisse permettre aux armées américano-britanniques d'avancer rapidement dans la direction du nord-est de manière à stopper le progrès des partisans communistes de Tito aux alentours des frontières italiennes (et autrichiennes) de la Yougoslavie.

Les Soviétiques furent finalement informés des négociations de Berne, mais leur demande de participation à ces négociations fut rejetée. Un Staline méfiant protesta avec véhémence, et Roosevelt ne voulut pas risquer une confrontation avec Moscou sur cette question. Comme, de toute manière, on avait déjà commencé à douter de l'utilité des contacts de Dulles, l'opération « Lever de Soleil » avorta rapidement. Toutefois, Dulles et Wolff étaient, entre-temps, devenus de bons amis, et le futur chef de la CIA aidera le général SS à ne pas être trop inquiet pour ses crimes de guerre. Le résultat des négociations de Berne fut que les relations entre les alliés occidentaux et leur partenaire soviétique s'en retrouvaient profondément altérées. Par la suite, les Soviétiques seront particulièrement soupçonneux chaque fois que la question de capitulations locales sera soulevée. Les Américains et les Britanniques se révéleront néanmoins incapables de résister à la tentation de répondre à de telles offres allemandes, et cela dans le dos de leur allié soviétique. Et, plus la fin approchera pour les Allemands, plus les offres de capitulation locales arriveront aux quartiers généraux des Américains et des Britanniques.<sup>146</sup>

Durant les premiers jours de mai 1945, un commandant américain accepta ainsi une capitulation locale des Allemands sur les rives de l'Elbe. Comme résultat, le gros de la 12<sup>e</sup> Armée du général Wenck, qui avait jusque-là combattu les Soviétiques, put se glisser derrière les lignes américaines. Cette indulgence américaine procura beaucoup de soulagement à leurs ennemis allemands, qui purent ainsi échapper par milliers à la captivité en Union soviétique, mais elle créa des problèmes pour l'allié soviétique, qui dut affronter la résistance déterminée de l'arrière-garde du général Wenck pendant trois journées supplémentaires. La capitulation, ou plutôt le sauvetage, de l'armée de Wenck n'était pas un incident isolé. Selon le général allemand Kurt von Tippelskirch, « des armées allemandes entières eurent ainsi l'opportunité de se glisser au dernier moment derrière les lignes américaines » durant les derniers jours de la guerre. Selon certains rapports, cela concerna des centaines de milliers de soldats allemands, soit approximativement la moitié de toutes les troupes de la *Wehrmacht* se battant sur le front Est.<sup>147</sup>

Il a été dit que les commandants américains qui acceptèrent de telles capitulations locales étaient avant tout motivés par des considérations humanitaires : permettre aux civils allemands d'échapper à la soif de revanche des Soviétiques. Cet argument n'est pas convainquant. Tout d'abord, les conditions des capitulations régionales donnaient généralement la priorité aux militaires, de telle manière que les réfugiés civils étaient souvent incapables de disparaître derrière les lignes américaines. Et s'il est vrai que, durant l'hiver 1944-1945, lors de l'invasion de la Prusse Orientale, des Soviétiques assouvirent leur vengeance sur des civils innocents, la discipline avait entre-temps été restaurée dans l'Armée Rouge.

Finalement, cet humanitarisme américain ne soulagea (peut-être) que des Allemands, c'est-à-dire les ennemis des Américains, tout en causant des pertes inutiles aux Soviétiques, les alliés des Américains. L'auteur allemand d'une étude sur l'affaire de l'Armée de Wenck dévoila que le rôle des Américains dans cette capitulation « était incontestablement incorrect vis-à-vis de l'allié soviétique ».<sup>148</sup> Enfin, s'il est vrai que, grâce aux capitulations locales, des civils innocents purent échapper à toutes sortes de vengeances, de telles capitulations permirent également aux criminels de guerre d'échapper à une punition méritée. Les Mengele et les Barbie ne pouvaient s'attendre à recevoir des Soviétiques un ticket pour l'Amérique du Sud.

Une dernière remarque concerne les centaines de milliers de soldats allemands qui ne réussirent pas à s'échapper à l'Ouest ou qui furent faits prisonniers par les Soviétiques avant cela. Les Soviétiques se rendaient compte que les manœuvres délibérées de capitulations locales avaient, entre autres, pour but de s'approprier autant d'unités allemandes que possible en vue de leur utilisation potentielle dans une entreprise commune des alliés occidentaux et des Allemands contre l'URSS. Déjà à cette époque et, plus tard, notamment lors de la remilitarisation de l'Allemagne de l'Ouest, Moscou dut tenir compte de l'éventualité que certains cercles allemands, militaristes et revanchards, soient tentés d'entreprendre une nouvelle version de l'Opération Barbarossa sous les auspices de l'Ouest.

Nous pouvons comprendre dès lors pourquoi les Soviétiques hésitèrent si longtemps avant de libérer leurs propres prisonniers de guerre allemands, lesquels eussent pu tout aussi bien être utilisés dans une nouvelle croisade anti-soviétique. (Il y avait d'autres raisons pour les garder : en l'absence de réparations allemandes substantielles, le travail des prisonniers de guerre allemands était considéré comme une forme de compensation pour les dommages de guerre en Union soviétique.) Les milliers d'Allemands qui périrent en captivité en URSS, ou qui ne purent rentrer chez eux que bien des années après la fin de la guerre, ont en quelque sorte payé le prix du fait que, durant le printemps 1945, beaucoup de leurs camarades furent autorisés à se réfugier derrière les lignes britannico-américaines.

## Chapitre 15 — La route tortueuse vers la capitulation allemande

Les questions qui furent discutées lors des négociations plus ou moins secrètes entre les Allemands et les Américano-Britanniques concernaient des sujets tels que les capitulations locales ; les manières d'éviter aux unités de la *Wehrmacht* de tomber prisonnières des Soviétiques ; les perspectives d'une entreprise commune contre les Soviétiques ; les stratégies pour éliminer (comme par exemple en Italie) des groupes de résistants radicaux et donc indésirables, avant même l'arrivée sur le terrain des libérateurs britanniques et américains ; etc. De tels contacts violaient clairement l'esprit des accords interalliés, signés lors de la Conférence de Casablanca et qui interdisaient une négociation séparée avec les Allemands.

Une reddition allemande sans conditions, aux États-Unis, à la Grande-Bretagne et à l'Union soviétique, devait finalement être conclue quelque part. Pour des raisons de prestige, les alliés occidentaux préféraient qu'elle ait lieu sur le front Ouest. Les contacts anglo-américains avec les Allemands étaient donc importants, non seulement dans la perspective d'éventuelles redditions locales, mais aussi dans la perspective d'une capitulation générale et sans doute inconditionnelle future ; certains détails importants de celle-ci, comme le lieu de la cérémonie, pourraient ainsi être déterminés à l'avance, en l'absence des Soviétiques.

La Grande Guerre, celle de 1914-1918, s'était terminée par un armistice clair et catégorique : une capitulation allemande sans conditions. Elle entra en vigueur à la onzième heure du onzième jour du onzième mois de 1918. La Deuxième Guerre mondiale, par contre, mettait beaucoup de temps pour se terminer, du moins en Europe, et sa fin était empreinte d'intrigues et de confusion, ce qui explique qu'aujourd'hui encore, le moment et l'endroit précis de la reddition allemande sont sujets à discussion. La Deuxième Guerre mondiale se termina, sur le théâtre européen, par une longue série de redditions allemandes, on pourrait même dire par une véritable orgie de redditions.

En Grande-Bretagne, beaucoup de gens croient fermement, aujourd'hui encore, que la guerre contre l'Allemagne se termina par la capitulation allemande dans le quartier général du maréchal Montgomery, quelque part dans la lande de Luneburg au nord de l'Allemagne. Or, cette cérémonie eut lieu le 4 mai 1945, donc 5 jours avant le cessez-le-feu général en Europe, et la capitulation qui en résulta concernait seulement les troupes allemandes qui avaient jusque là combattu le 21<sup>e</sup> groupe d'armées britanniques et canadiennes, commandé par Montgomery, aux Pays-Bas et dans le nord-ouest de l'Allemagne.<sup>149</sup>

Aux États-Unis, de même qu'en Europe de l'Ouest, Luneburg est considéré, avec raison, comme une capitulation strictement locale, même s'il est reconnu comme une sorte de prélude à la capitulation définitive qui eut lieu le 7 mai 1945, tôt au matin, à Reims, au quartier général du général Eisenhower, commandant suprême des forces alliées sur le front Ouest. Comme cet armistice ne prenait ses effets que le lendemain 8 mai, les cérémonies de commémoration aux États-Unis et en Europe de l'Ouest ont toujours lieu le 8 mai.

Or, même la capitulation de Reims ne constituait pas la capitulation finale. Avec la permission du successeur de Hitler, l'amiral Dönitz, des émissaires allemands étaient venus frapper à la porte d'Eisenhower en vue d'essayer, une fois de plus, de conclure un armistice séparé avec les alliés occidentaux ou, si cela n'était pas possible, de tenter de sauver encore davantage d'unités de la *Wehrmacht* des griffes des Soviétiques, par le biais de redditions « locales » sur le front Ouest. Personnellement, Eisenhower n'était plus disposé à consentir de nouvelles redditions locales, et encore moins à accepter une capitulation allemande négociée avec les seuls alliés occidentaux. Mais, il reconnaissait les avantages potentiels à ce que, d'une manière ou d'une autre, l'essentiel de la *Wehrmacht* tombe sous le contrôle des Anglo-Américains plutôt que sous celui des Soviétiques. Pour Eisenhower, il s'agissait là également d'une chance unique pour pousser les Allemands désespérés à signer dans son propre quartier général un document de capitulation générale et inconditionnelle qui serait en conformité avec les accords interalliés. De tels détails pouvaient évidemment contribuer à accroître le prestige des États-Unis.

Dès lors, un scénario byzantin fut mis en place à Reims. Premièrement, un obscur officier de liaison soviétique, le major-général Ivan Sousloparov, fut mandé de Paris pour sauver les apparences de l'indispensable collégialité

interalliée. Deuxièmement, alors qu'il fut clairement signifié aux Allemands qu'il n'était pas question d'une capitulation séparée sur le front Ouest, une concession leur fut accordée : les conditions de l'armistice ne seraient appliquées qu'après un délai de 45 heures. Ce délai permit à un grand nombre d'unités allemandes une toute dernière possibilité de se rendre aux Américains ou aux Britanniques. Les commandants américains locaux acceptèrent dès lors la reddition de troupes allemandes fuyant de l'Est jusqu'à la prise d'effet de la capitulation allemande. On peut donc estimer que l'accord conclu dans la ville champenoise ne constituait pas à proprement parler une capitulation inconditionnelle.<sup>150</sup>

Le document signé à Reims offrait aux Américains le prestige lié au fait que la capitulation générale allemande ait lieu sur le front Ouest, au quartier général d'Eisenhower. Les Allemands, pour leur part, obtenaient un « report de l'exécution » de près de deux jours, ce qui permit à un nombre incalculable de soldats allemands de se ruer vers l'Ouest et de gagner les lignes anglo-américaines plus hospitalières.<sup>151</sup>

Le texte de la capitulation de Reims ne correspondait donc pas entièrement au scénario de capitulation générale des Allemands, sur lequel tous les alliés — Américains, Britanniques ainsi que Soviétiques — s'étaient auparavant mis d'accord. Des doutes sérieux étaient aussi émis quant à la qualification de Sousloparov à co-signer le document. De plus, il est compréhensible que les Soviétiques aient été mécontents du fait que les Allemands puissent continuer à se battre contre l'Armée Rouge pendant quasi deux jours supplémentaires, alors que, sur le front Ouest, les hostilités avaient pratiquement cessé. Cela créait l'impression que ce qui avait été signé à Reims était en fait une capitulation allemande limitée au front Ouest, donc une démarche qui constituait une flagrante violation des accords interalliés. Afin de désamorcer une situation potentiellement explosive, il fut décidé d'organiser une ultime cérémonie de capitulation. La capitulation allemande signée à Reims se révéla rétroactivement comme étant une sorte de prélude à la capitulation finale, une sorte de reddition purement administrative, même si les Américains et les Européens de l'Ouest continuent à la commémorer comme la véritable fin de la guerre en Europe.<sup>152</sup>

Ce fut à Berlin, au quartier général du Maréchal Joukov, que la capitulation allemande générale et finale fut signée le 8 mai 1945, avec effets le 9 mai, ou — autrement dit — que la capitulation provisoire de Reims fut ratifiée par tous les alliés. Pour l'Allemagne, les signataires, agissant au nom de l'amiral Dönitz, étaient les généraux Keitel, von Friedeburg (déjà présent à Reims) et Stumpf. Puisque Joukov occupait un rang moins élevé dans la hiérarchie militaire qu'Eisenhower, ce dernier disposa d'une parfaite excuse pour ne pas assister à la cérémonie. Il y envoya son adjoint britannique, le maréchal Tedder, ce qui, bien sûr, enleva quelques lustres à la cérémonie de Berlin.<sup>153</sup>

Pour les Soviétiques et la majorité des Européens de l'Est, la Deuxième Guerre mondiale se termina en Europe avec la cérémonie de Berlin du 8 mai 1945, qui entraîna le dépôt des armes le 9 mai. Pour les Américains et pour la plupart des Européens de l'Ouest, la cérémonie essentielle fut, et reste, la capitulation de Reims, signée le 7 mai et rendue effective le 8 mai. Alors que les premiers commémorent la fin de la guerre le 9 mai, les derniers le font le 8 mai. Que ce qui représente l'un des plus grands drames de l'histoire mondiale se soit terminé en Europe de manière aussi confuse et indigne résulte, comme l'écrit Gabriel Kolko, de la manière dont Américains et Britanniques cherchèrent à exploiter la capitulation inévitable des Allemands à leur profit et au détriment des Soviétiques.<sup>154</sup>

La Première Guerre mondiale s'était terminée *de facto* par un armistice, le 11 novembre 1918, et *de jure* avec la signature du Traité de Versailles, le 28 juin 1919. La Deuxième Guerre mondiale se termina par toute une série de capitulations, mais n'aboutit jamais à un traité de paix à la versaillaise, tout au moins en ce qui concerne l'Allemagne. (Des traités de paix ont en effet été conclus avec le Japon, l'Italie, etc.) La raison en est que les puissances victorieuses — les alliés occidentaux, d'une part, et les Soviétiques, d'autre part — furent incapables de s'entendre sur le sort de l'Allemagne. Par conséquent, deux États allemands émergèrent quelques années après la guerre, ce qui excluait pratiquement toute possibilité d'un traité de paix reflétant un accord acceptable pour toutes les parties concernées. Un traité de paix avec l'Allemagne, c'est-à-dire un règlement définitif de toutes les questions restées non résolues après la guerre, telle la question de la frontière orientale de l'Allemagne, ne devint possible qu'après la chute du Mur de Berlin et la réunification des deux Allemagnes. Cet événement rendit possible les négociations « deux plus quatre » de l'été et de l'automne 1990. À l'issue de ces négociations, les deux États allemands parvinrent à réunifier le pays. D'autre part, les quatre puissances victorieuses de la Deuxième Guerre mondiale — les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France et l'Union soviétique — imposèrent leurs conditions d'une telle réunification et arrêtaient le statut du pays nouvellement réunifié, en prenant en compte non seulement leurs propres intérêts, mais aussi les intérêts d'autres pays européens concernés comme, par exemple, la Pologne. Le résultat de ces négociations fut une convention signée à Moscou le 12 septembre 1990 qui, faute de mieux, peut être considérée comme le traité de paix mettant officiellement fin à la Deuxième Guerre mondiale, du moins en ce qui concerne l'Allemagne.<sup>155</sup>

## Chapitre 16 — Les États-Unis entre confiance et inquiétude

Dès le moment où l'Allemagne nazie s'écroula, tout le monde sut que la guerre contre le Japon ne durerait plus longtemps. Aux États-Unis, les pensées se tournaient de plus en plus vers l'après-guerre. Les dirigeants américains voyaient l'avenir avec optimisme et confiance, mais ils avaient également certaines raisons d'être inquiets.

Les États-Unis allaient émerger du conflit mondial en bien meilleur état que tout autre pays. Comme l'écrit un historien de l'économie américaine, Richard B. Du Boff : « lorsque la guerre se termina, les ennemis de l'Amérique étaient terrassés et ses alliés se trouvaient par terre, économiquement épuisés. » L'Allemagne et le Japon étaient vaincus et en ruines, la France n'était guère plus que l'ombre de la « grande nation » d'antan et la Grande-Bretagne, épuisée et pratiquement ruinée, avait troqué son statut de puissance mondiale contre celui de partenaire de second rang dans une alliance américano-britannique étroite mais très asymétrique. À la fin de la guerre, l'Union soviétique, qui avait subi de lourdes pertes, n'avait pas l'allure d'une puissance mondiale ni d'un rival potentiel. Le produit national brut des États-Unis était trois fois supérieur à celui de l'URSS et cinq fois supérieur à celui de la Grande-Bretagne. Les États-Unis avaient relativement peu souffert — à peine plus de 300 000 tués et 1 million de blessés — et avaient à leur disposition non seulement une puissance militaire fantastique mais aussi une capacité industrielle sans égale. En outre, l'Amérique faisait envie au monde entier grâce à ses énormes réserves en dollars et en capital, soit deux tiers de toutes les réserves d'or et trois quarts des capitaux d'investissement au monde.<sup>156</sup>

Les États-Unis étaient les grands vainqueurs et se révélèrent la plus grande puissance mondiale, la seule « super-puissance ». Les Américains dominaient le monde, et ils le savaient. Ils pouvaient voir venir l'avenir avec confiance, sachant que rien ni personne ne pourraient les empêcher de faire ce qu'ils voulaient. Aux États-Unis, on s'attendait généralement à ce que le vingtième siècle soit le « siècle américain », comme Henry Luce, l'éditeur du magazine *Life*, l'avait déjà prophétisé en 1941. Beaucoup d'Américains estimaient que l'humanité ayant échappé à la double menace du fascisme européen et du militarisme japonais grâce à leur pays, celui-ci devait maintenant promouvoir dans le monde entier ses propres idées sur la justice, la liberté et la démocratie. L'écrivain américain et éditeur du magazine *Harpers*, Lewis Lapham, a écrit à ce propos que « les États-Unis avaient hérité du monde », et que les Américains croyaient à l'époque « qu'ils étaient bénis de Dieu ».<sup>157</sup>

Au printemps 1945, les dirigeants américains étaient aussi optimistes que le peuple, mais pas totalement sereins. La crise économique des années trente, essentiellement une crise de surproduction, appartenait désormais au passé. Durant la guerre, l'État avait éliminé le problème clé, la faiblesse de la demande économique. Comme l'écrit Du Boff, les dépenses militaires procurèrent un « puissant stimulus » à l'économie nationale. La part des dépenses militaires dans le PNB passa d'un insignifiant 1,5 % en 1939 à plus ou moins 40 % à la fin de la guerre. De manière à permettre cette progression, la capacité industrielle du pays avait été développée par la construction d'innombrables usines, plus grandes, plus modernes et par conséquent, encore plus productives. La valeur totale de toutes les usines et autres unités de production américaines avait augmenté de 40 milliards de dollars en 1939 à 66 milliards en 1945. C'est ainsi que l'économie américaine devint dangereusement dépendante des dépenses militaires de l'État.<sup>158</sup>

Non sans raisons, on avait peur d'une « douche froide » économique dans l'après-guerre. Avec la fin des hostilités en vue, on se rendait compte que la fontaine prodigue des commandes du Pentagone pouvait brusquement s'assécher. Au moment donc où la capacité industrielle était plus grande que jamais, la demande menaçait de s'effondrer. Inévitablement, d'innombrables usines devraient fermer leurs portes et licencier leurs ouvriers, ceci au moment même où des centaines de milliers de GI's rentreraient chez eux et chercheraient de l'emploi. Le chômage qui en résulterait saperait le pouvoir d'achat des Américains, diminuant encore davantage une demande déjà affaiblie. Kolko écrit à ce propos :

« L'appréhension d'un chômage important dans l'après-guerre était largement partagée, dès 1942, parmi les planificateurs de l'économie ; provenant d'agences et de personnalités privées et publiques, une cascade d'études pessimistes et de discours surgissaient, mettant l'accent sur les problèmes à venir dans l'après-guerre : insuffisance du commerce, insuffisance de l'accès aux matières premières et insuffisance des opportunités d'investissement... »

Paul Samuelson, alors jeune économiste, était l'un des experts hantés par ces sombres présages. Il prédisait qu'après la fin des hostilités, « 5 millions d'Américains perdraient leur emploi ou, du moins, devraient se résigner à travailler beaucoup moins d'heures par suite d'une diminution considérable des dépenses publiques ».<sup>159</sup>

Pour l'élite du pouvoir aux États-Unis, et particulièrement pour les propriétaires et dirigeants des grandes sociétés américaines, la reconversion future de l'économie de guerre aux conditions de la paix menaçait de mettre une fin abrupte au boom de la guerre. Le retour à une économie de paix menaçait, en outre, de les confronter à nouveau, comme dans les « rouges années trente », aux problèmes associés au chômage de masse, y



compris des exigences de changements révolutionnaires. Les États-Unis se trouvaient peut-être au bord d'une crise encore plus traumatisante que la Grande Dépression.<sup>160</sup>

Il existait de nombreux moyens pour empêcher un tel scénario de se produire. Par exemple, le boom économique pouvait être prolongé si l'industrie américaine trouvait les moyens d'assurer des débouchés pour ses produits dans le monde entier, éliminant ainsi la menace d'un effondrement de la demande. Dean Acheson, alors secrétaire d'État adjoint très influent, avait déjà souligné, en novembre 1944, dans un discours devant un comité du Congrès, que les États-Unis « ne peuvent pas atteindre le plein-emploi et la prospérité... sans [accès aux] marchés extérieurs ». La majorité des dirigeants politiques et industriels américains partageaient ce point de vue. Quelques porte-drapeaux de l'élite du pouvoir des États-Unis déclarèrent même dramatiquement que la préservation du système capitaliste aux États-Unis dépendait d'une expansion considérable du commerce extérieur.<sup>161</sup>

Dans les années trente, chaque pays avait cherché à protéger son industrie moribonde aux moyens de tarifs douaniers élevés, et autres mesures protectionnistes. Les États-Unis avaient eux-mêmes augmenté leurs tarifs douaniers d'au moins 50 % en 1930. S'il était possible d'éliminer de telles pratiques après la guerre et si, au lieu de cela, il s'avérait possible de faire accepter largement les principes du libre-échange, alors il serait aussi possible pour l'industrie américaine de faire de merveilleuses affaires partout dans le monde.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, l'Empire britannique avait activement propagé les principes du libre-échange parce que, en tant que puissance industrielle dominante, il était sûr de bénéficier de leur application. C'est exactement pour la même raison que, cent ans plus tard, à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le gouvernement américain prêcha avec passion l'évangile du libre-échange universel. Le libre-échange était, de façon quelque peu simpliste, présenté comme le remède à tous les maux économiques et politiques qui frappaient le monde, comme condition *sine qua non* de la paix entre les nations, alors que le protectionnisme était condamné comme source de conflits, de crises, de guerres.<sup>162</sup>

Les Américains n'attendaient pas la fin de la guerre pour poser les fondations du nouvel ordre économique de libre-échange. L'aide au titre de prêt-bail à la Grande-Bretagne avait été liée à certaines conditions, destinées, dans le long terme, à ouvrir le marché de l'économie relativement fermée de l'Empire britannique aux exportations américaines. Des espoirs similaires étaient investis dans le prêt-bail à l'Union soviétique. Un grand nombre d'autres pays qui se trouvaient, comme la Grande-Bretagne, dans une position économique inconfortable suite à la guerre et qui étaient donc dépendants de l'aide américaine, furent persuadés d'accepter les règles du futur ordre économique mondial. L'historien Howard Zinn écrit à ce sujet :

« Discrètement, derrière les grands titres des batailles et des bombardements, diplomates et hommes d'affaires américains déployaient de grands efforts pour s'assurer que, une fois la guerre terminée, le pouvoir économique des États-Unis serait sans égal dans le monde... La politique de la "porte ouverte", c'est-à-dire : d'un accès égal [aux marchés internationaux], serait appliquée en Asie aussi bien qu'en Europe ». <sup>163</sup>

Le principe de la « porte ouverte » — une nouvelle politique de libre-échange destinée à ouvrir toutes les portes pour les produits et les investissements américains — fut ratifié lors d'une conférence tenue à Bretton Woods, au New Hampshire, durant l'été 1944. Cette conférence, qui réunissait 44 pays, créa les mécanismes institutionnels qui devaient mettre en pratique les principes de la nouvelle politique économique, en particulier le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale. Ces organisations dites « internationales » ont, dès le début, été dominées par les États-Unis, et elles le sont restées. Pour des raisons politico-économiques très similaires, le gouvernement américain poursuivait de manière tout aussi énergique la création de l'Organisation des Nations Unies (ONU) en s'arrangeant pour que son siège soit établi à New York. Mais ceci est une autre histoire.<sup>164</sup>

En ce qui concerne les pays libérés par les États-Unis, Washington attendait d'eux une coopération reconnaissante dans le domaine du libre-échange et la « porte ouverte » pour les investissements américains. Il n'est pas exagéré de dire que les Américains s'assurèrent que seuls des gouvernements qui étaient en faveur de la « porte ouverte » puissent accéder au pouvoir dans ces pays.

La reconstruction de la nation allemande promettait de générer des opportunités d'affaires sans précédents, et l'industrie américaine était déterminée à profiter pleinement de la « ruée vers l'or » qui allait bientôt se produire entre le Rhin et l'Oder. Au XIX<sup>e</sup> siècle, l'ouverture du *Wild West*, ce vaste territoire occidental supposé être « sauvage » et qui se trouvait derrière la « frontière », avait fonctionné comme moteur économique ainsi que comme « soupape de sécurité » sur le plan social. Après la Deuxième Guerre mondiale, il semblait que, pour le bénéfice de l'Amérique, la providence avait créé une nouvelle frontière, cette fois orientale, en Europe et, plus particulièrement, en Allemagne. On s'attendait à ce que cette « frontière » allemande offre aux États-Unis une nouvelle abondance d'opportunités économiques.<sup>165</sup>

De fabuleuses perspectives économiques pouvaient également se présenter grâce à la reconstruction de l'URSS. En ce temps-là, une participation américaine dans cette tâche herculéenne était toujours possible. Comme l'écrivit

l'historien Ralph B. Levering, « la perspective d'un commerce lucratif de grande échelle avec la Russie » faisait déjà saliver les hommes d'affaires américains, y compris, sans doute, plusieurs de ceux qui, peu de temps auparavant, n'avaient pas caché leur haine pour l'État soviétique. On estimait le montant des futures exportations annuelles vers l'Union soviétique entre 1 et 2 milliards de dollars.<sup>166</sup>

Les dirigeants américains étaient déterminés à inonder la planète, non seulement de leurs produits d'exportation mais également de leur conception du monde qui arborait l'oriflamme de la liberté individuelle, de la démocratie, de la libre entreprise et du libre échange, une idéologie qui servait à promouvoir le nouvel ordre économique américain en Europe et ailleurs dans le monde, voire, fait important, aux États-Unis mêmes. Pour les dirigeants américains, il était tout simplement impensable que certaines personnes puissent avoir d'autres idées, tels ces résistants européens qui rêvaient d'un *New Deal* socio-économique radicalement différent de l'impitoyable système capitaliste américain. Si l'élite du pouvoir des États-Unis trouvait détestables les idées sociales-démocrates européennes, le credo le plus répugnant aux yeux de ce type d'Américains était le communisme. Cette idéologie révolutionnaire rejetait le capitalisme *in toto*, et ses adhérents avaient été préoccupés, depuis 1917 et l'Union soviétique, par la construction d'un système socio-économique radicalement différent, exposant ainsi le capitalisme à la compétition non souhaitée d'un « contre-système ».

Durant les années vingt et trente, les élites politiques et industrielles des États-Unis avaient été évidemment anti-communistes et donc bienveillantes envers le fascisme. Or, après Pearl Harbor, les fascistes étaient devenus les ennemis de l'Amérique, alors que l'Union soviétique avait été métamorphosée par les caprices de la guerre en allié de l'Oncle Sam. C'est pour cette unique raison que les sentiments anti-communistes, auparavant si ardents, avaient été mis en veilleuse durant la guerre alors que la majorité des dirigeants religieux, politiques et militaires des États-Unis continuaient à considérer le communisme comme l'ennemi numéro un.

Même après Pearl Harbor, les journalistes catholiques avaient tendance à préférer le fascisme au communisme. Beaucoup de dirigeants américains se lamentaient publiquement du fait que leur pays se trouvait en guerre contre le « faux ennemi », et le sénateur Taft affirmait qu'« une victoire du communisme serait beaucoup plus dangereuse pour les États-Unis qu'une victoire du fascisme ». A l'académie militaire de West Point, qui forme l'élite militaire des États-Unis, une poignée de généraux se plainquirent du fait que leur pays avait commis l'erreur d'entrer en guerre en choisissant le mauvais camp. Ils en blâmèrent le président Roosevelt, en l'appelant « le juif Franklin D. Rosenfeld », presque exactement comme Hitler avait l'habitude de le surnommer. Ils concluaient ainsi : « nous devrions nous battre contre les communistes, pas contre Hitler ».<sup>167</sup>

Tout ceci signifie qu'en pratique les communistes, ou ceux qui passaient pour tels, furent systématiquement harcelés par les autorités américaines pendant la guerre. La chasse aux communistes a toujours été la grande spécialité du FBI de J. Edgar Hoover. Durant la guerre, le FBI se trouva confronté dans ce domaine à une concurrence grandissante du « Comité des Activités anti-Américaines du Congrès » (CAAC). Comme l'écrit Noah Isenberg, un intellectuel américain, « ce fut une des plus grandes ironies de l'histoire américaine » que le FBI et le CAAC s'en prennent spécifiquement à des Allemands qui s'étaient installés aux États-Unis en fuyant la dictature nazie « pour des motifs tant politiques que raciaux », tels Thomas et Heinrich Mann, Erich Maria Remarque ou Bertolt Brecht. Comme le rajoute Isenberg, les agents d'Edgar Hoover, « le protecteur auto-déclaré de la nation contre la menace d'infiltration communiste venant de l'étranger », espionnaient ces réfugiés allemands et les harcelaient régulièrement, non parce qu'ils étaient soupçonnés d'être des agents nazis, mais parce que leur inclination politique était un peu trop à gauche au goût des autorités américaines.<sup>168</sup>

Dans sa célèbre histoire orale de la Deuxième Guerre mondiale, intitulée *The good war*, Studs Terkel cite un membre de la Croix-Rouge américaine qui fait remarquer que, pour les dirigeants américains, l'alliance de guerre avec l'URSS ne fut jamais « un élan venant du cœur ».<sup>169</sup> Pour l'élite du pouvoir des États-Unis, la guerre contre l'Allemagne nazie n'était en effet qu'une anomalie, un interlude non-désiré et imprévu. Elle interrompait temporairement leurs conceptions et leurs plans résolument anti-communistes. Elle ne les empêcherait pas de retourner à ces conceptions et à ces plans dès la fin du conflit avec le « faux ennemi ». La défaite du fascisme en Europe créa ainsi les conditions pour une renaissance de l'anti-communisme en Amérique.

Le communisme était d'autant plus détesté à cette époque qu'il était considéré comme la seule concurrence idéologique à l'idéologie américaine. Le communisme était assimilé au pire ennemi de la démocratie, de la liberté individuelle, de la propriété privée et, qui plus est, de l'espèce de libre-échange international dans lequel l'industrie américaine, et l'élite du pouvoir des États-Unis tout entière, avaient investi de si grands espoirs. Il n'y avait pas de place pour le communisme dans le « meilleur des mondes possibles » qui devait naître dans ce « siècle américain » pour lequel 1945 était supposée être l'année zéro.

## Chapitre 17 — La diplomatie de l'atome et le début de la Guerre Froide

En ce début mai 1945, les puissances victorieuses se trouvaient confrontées au problème complexe et délicat de la réorganisation de l'Europe d'après-guerre. En Europe de l'Ouest, Américains et Britanniques avaient déjà, presque un an auparavant, créé un ordre nouveau. Et Staline avait accepté cette démarche. En Europe de l'Est, le dirigeant soviétique jouissait clairement d'un avantage grâce à la présence de l'Armée Rouge. A cette époque toutefois, les alliés occidentaux pouvaient encore espérer apporter leur contribution à la réorganisation de cette partie de l'Europe. Dans ces pays, Staline avait certes manœuvré en faveur des communistes et de leurs sympathisants, au détriment de tous ceux qui, à tort ou à raison, étaient suspectés d'être anti-soviétiques ou anti-communistes, mais tout restait possible.<sup>170</sup> En Europe de l'Est, les *outsiders* occidentaux pouvaient espérer tirer profit des accords conclus à Yalta et de la formule churchillienne de zones d'influence. Quant à l'Allemagne, les alliés occidentaux jouissaient même d'un léger avantage sur leur collègue du Kremlin car, suite aux accords londoniens ratifiés à Yalta, les Américains et les Britanniques occupaient ensemble la partie la plus étendue et la plus importante de l'Allemagne ainsi que la part du lion de la ville de Berlin.

En Europe de l'Ouest, tout avait déjà été décidé ; en Europe de l'Est, et en Allemagne, tout pouvait encore être discuté. Staline avait de bonnes raisons de se montrer conciliant quant à l'Allemagne et à l'Europe de l'Est. Il était conscient que des demandes irréalistes ou une attitude récalcitrante envers les Américains et les Britanniques impliquaient de gros risques. Comme Dresde l'avait clairement montré, une telle conduite pouvait être catastrophique pour l'Union soviétique. De plus, Staline espérait que sa bonne volonté et sa coopération, alliées à sa promesse de déclaration de guerre au Japon, lui seraient payées en retour sous forme d'une assistance américaine dans la tâche surhumaine de reconstruction de l'Union soviétique.

Motivé par ce mélange de crainte et d'espoir, Staline était prêt à coopérer avec les Américains et les Britanniques. Bien entendu, il escomptait pour l'URSS les bénéfices réservés aux puissances victorieuses. Il prévoyait donc, entre autres, certains gains territoriaux (ou, si l'on veut, une compensation pour les pertes de territoires subies par l'Union soviétique ou par la Russie tsariste qui l'avait précédée) ; de considérables réparations de la part de l'Allemagne ; la reconnaissance de son droit de ne pas avoir à tolérer des régimes anti-soviétiques dans les pays limitrophes ; enfin, revendication non des moindres, le droit de continuer à bâtir une société socialiste. Ses partenaires américains et britanniques n'avaient jamais laissé entendre à Staline que ces revendications leur semblaient déraisonnables. Tout au contraire, la légitimité des buts de guerre soviétiques avait été reconnue à maintes reprises, tant explicitement qu'implicitement, à Téhéran, à Yalta et ailleurs.

Il était possible de traiter avec Staline, mais tout dialogue avec lui nécessitait de la patience et de la compréhension pour le point de vue soviétique, y compris pour le fait que les Soviétiques n'étaient pas prêts à quitter la table de conférence les mains vides. Or, Truman n'avait aucune envie de s'engager dans un tel dialogue. Il n'avait aucun entendement des revendications soviétiques si minimes fussent-elles, et il abhorrait l'idée que l'Union soviétique pût recevoir des réparations en compensation de ses sacrifices et qu'elle pût ainsi recommencer à œuvrer au projet d'une société communiste. Comme beaucoup d'autres dirigeants américains, le président espérait qu'il serait possible d'expulser les Soviétiques d'Allemagne et d'Europe de l'Est sans compensation, et de mettre un terme à leur projet communiste, lequel demeurerait une source d'inspiration pour toutes sortes de radicaux partout dans le monde, y compris aux États-Unis.<sup>171</sup>

À l'instar de Churchill, Truman préférait de loin user du « bâton » que de la « carotte ». Nous avons vu plus tôt que ceci était dû, en grande partie, au fait que la situation militaire des alliés occidentaux s'était considérablement améliorée en mars et avril 1945. Cependant, ce fait constituait un avantage mineur comparé à l'atout potentiellement fantastique dont le président américain espérait bientôt disposer dans sa partie de cartes contre Staline. Le 25 avril 1945, Truman prit connaissance du projet *Manhattan*, le développement de l'arme atomique. Les scientifiques américains travaillaient sur cette nouvelle arme depuis des années et elle était quasiment opérationnelle. La bombe atomique ne pouvait que jouer un rôle important dans le nouveau cours pris par la politique américaine durant le printemps 1945. Truman et ses conseillers étaient dominés par ce que le célèbre historien américain William Appleman Williams a appelé une « vision d'omnipotence ». En effet, ils étaient tout à fait convaincus que la bombe atomique leur permettrait d'imposer leur volonté à l'URSS. La bombe atomique constituait « un marteau », comme disait Truman lui-même, qu'il brandirait au-dessus de la tête de « ces gars au Kremlin ».<sup>172</sup>

La possession de la bombe atomique ouvrait des perspectives favorables aux champions de la ligne dure envers les Soviétiques. Grâce à la bombe, il devait être possible de forcer Staline à retirer l'Armée Rouge d'Allemagne, en dépit des accords passés, et de lui refuser la parole dans les tractations relatives aux arrangements d'après-guerre dans ce pays. Grâce à la bombe, il redevenait réaliste d'installer des régimes pro-occidentaux, voire anti-communistes, en Pologne et ailleurs en Europe de l'Est. Il devenait même imaginable que l'Union soviétique elle-même s'ouvre tant au capital d'investissement américain qu'à l'influence politique et économique américaine, et retourne au sein de l'église universelle capitaliste. L'historien allemand Jost Dülffer écrit : « À l'évidence »,

Truman était convaincu que le monopole de la bombe nucléaire constituerait le « sésame pour la réalisation des idées américaines relatives au nouvel ordre mondial ».<sup>173</sup>

Le monopole de la bombe atomique devait donc permettre à l'Amérique d'imposer sa volonté à l'URSS. Toutefois, au moment de la capitulation allemande en mai 1945, la bombe n'était pas encore opérationnelle, mais Truman savait qu'elle le serait bientôt. Dès lors, celui-ci ne suivit Churchill qui voulait discuter du sort de l'Allemagne et de l'Europe de l'Est avec Staline « avant que les armées de la démocratie ne fondent », c'est-à-dire avant que les troupes américaines ne se retirent d'Europe. Truman accepta finalement la tenue d'une rencontre au sommet entre les Trois Grands à Berlin, mais pas avant l'été, c'est-à-dire lorsque la bombe nucléaire serait prête.

À la conférence de Postdam, qui dura du 17 juillet au 2 août 1945, Truman reçut le message tant attendu lui annonçant que la bombe atomique avait été testée avec succès le 16 juillet à Almagordo, au Nouveau-Mexique. Le président américain se sentit alors assez fort pour prendre l'initiative. Il ne se soucia dès lors plus de présenter des propositions à Staline mais, en lieu et place, il fit un tas de requêtes ; en même temps, il rejeta catégoriquement toutes les propositions qui émanaient du côté soviétique, comme par exemple, celles qui concernaient les réparations allemandes, dont le principe avait déjà été accepté à Yalta. Staline ne montra toutefois aucun signe de faiblesse, pas même lorsque Truman essaya de l'intimider en lui soufflant à l'oreille que l'Amérique avait acquis une nouvelle arme terrifiante. Le sphinx Soviétique, qui avait certainement déjà été informé du projet *Manhattan* par ses espions, écouta dans un silence de plomb. Truman en conclut que seule une démonstration concrète des effets de la bombe atomique pouvait persuader les Soviétiques de plier. Aucun accord sur les questions importantes ne fut donc atteint à Postdam.

Entre-temps, les Japonais continuaient à se battre en Extrême-Orient, même si leur situation était totalement désespérée. En fait, ils étaient prêts à capituler, mais pas de manière inconditionnelle, comme l'exigeaient les Américains. Une telle capitulation pouvait en effet entraîner l'abdication de l'Empereur Hirohito ainsi que la possibilité de le poursuivre pour crimes de guerre ; dans la culture japonaise, une telle démarche aurait équivalu à l'humiliation suprême. Les dirigeants américains en étaient parfaitement conscients. Quelques-uns parmi eux — dont le secrétaire à la Marine, James Forrestal — pensaient, comme l'écrit Alperovitz, « qu'une déclaration réaffirmant aux Japonais que "capitulation inconditionnelle" ne signifiait pas automatiquement abdication de l'Empereur, permettrait probablement de mettre fin à la guerre ». En effet, il aurait dû être possible d'amener les Japonais à capituler en dépit de leur demande d'immunité pour Hirohito. Il y avait eu le précédent de la capitulation allemande de Reims qui, comme nous l'avons vu, n'avait pas été entièrement inconditionnelle non plus. De plus, la condition posée par Tokyo était loin d'être primordiale. Au reste, plus tard, une fois la capitulation inconditionnelle arrachée aux Japonais, les Américains ne se donneront pas la peine de poursuivre Hirohito, et c'est grâce à Washington que ce dernier demeurât Empereur pendant de nombreuses décennies.<sup>174</sup> Pourquoi les Japonais pensaient-ils pouvoir encore s'offrir le luxe d'inclure une condition dans leur offre de capitulation ? La raison était qu'en Chine, l'essentiel de leur armée était encore intact. Ils pouvaient utiliser ces forces pour défendre leur pays et, donc, faire payer aux Américains un prix très élevé pour leur inévitable victoire. Cette stratégie ne pouvait cependant fonctionner que si l'Union soviétique ne s'engageait pas dans la guerre en Extrême-Orient, immobilisant du même coup les forces japonaises en Chine. En d'autres mots, la neutralité soviétique offrait à Tokyo une lueur d'espoir, non pas pour la victoire, mais pour des négociations avec les États-Unis et la possibilité de conditions de capitulation moins défavorables. Dans une certaine mesure, la guerre contre le Japon s'éternisait parce que l'URSS n'y était pas encore impliquée. Or, dès 1943 à Téhéran, Staline avait promis de déclarer la guerre au Japon trois mois après la capitulation de l'Allemagne, et il avait réitéré cet engagement le 17 juillet 1945, à Potsdam. Washington escomptait donc une attaque soviétique sur le Japon au milieu du mois d'août. Les Américains savaient donc très bien que la situation du Japon était désespérée. Truman écrit d'ailleurs dans son agenda : « C'en sera fini avec les Japonais quand les Russes attaqueront ».<sup>175</sup>

Pour terminer la guerre contre le Japon sans sacrifices supplémentaires, Truman disposait d'un nombre suffisant d'options. Il pouvait accepter la condition japonaise, somme toute insignifiante, concernant l'immunité pour leur Empereur. Il pouvait également attendre que l'Armée Rouge attaque les Japonais en Chine, forçant ainsi Tokyo à accepter une capitulation inconditionnelle. Finalement, il pouvait instaurer un blocus naval qui aurait forcé Tokyo à demander la paix, tôt ou tard.<sup>176</sup> Truman et ses conseillers ne retinrent aucune de ces options. Ils décidèrent plutôt d'assommer le Japon avec la bombe atomique. Cette décision fatidique, qui devait coûter la vie à des centaines de milliers de personnes, présentait des avantages considérables pour les Américains. Par exemple, la bombe pouvait forcer les Japonais à capituler avant que les Soviétiques ne s'engagent dans la guerre en Asie. Dans ce cas, il ne serait pas nécessaire de permettre à Moscou de participer aux décisions futures concernant le Japon d'après-guerre, les territoires qui avaient été occupés par le Japon (tels que la Corée et la Mandchourie), l'Extrême-Orient et l'ensemble de la région du Pacifique. De cette manière, les États-Unis jouiraient d'une hégémonie totale dans cette partie du monde, hégémonie qui avait été le véritable but, bien qu'inavoué, de Washington dans le conflit avec le Japon.

Ce dernier point mérite un examen plus précis. Pour les Américains, une intervention soviétique dans la guerre en Extrême-Orient pouvait offrir à Staline le même avantage que leur intervention, relativement tardive, en Europe leur avait rapporté : une place à la table des puissances victorieuses qui allaient imposer leur volonté à l'ennemi battu. C'est cette place qui leur permettait de tracer les nouvelles frontières, de déterminer les structures économiques et sociales et, donc, d'engranger énormément d'avantages et de prestige. Or, Washington ne voulait pas que l'Union soviétique bénéficie de ces privilèges en Extrême-Orient. Les Américains avaient éliminé leur grand rival impérialiste dans cette partie du monde. Ils n'y souhaitaient pas un nouveau rival, encore moins un rival communiste qui pourrait être influent dans beaucoup de pays asiatiques.

Les dirigeants américains pensaient que la réalisation de leur rêve d'une hégémonie absolue en Extrême-Orient ne nécessitait plus que l'élimination de l'URSS de cette partie du monde. Cela leur semblait une pure formalité. Leur déception et leur amertume n'en furent que plus grandes lorsque, après la guerre, les Soviétiques réussirent à conserver une certaine influence en Corée du Nord et lorsque la Chine fut « perdue » au profit des communistes de Mao alors qu'au Vietnam, ancienne Indochine française, un mouvement populaire d'indépendance dirigé par un certain Ho Chi Minh avait des plans incompatibles avec les grandes ambitions asiatiques des États-Unis. Il n'est donc pas étonnant que la guerre ait éclaté en Corée et au Vietnam, et qu'une tension extrême proche du conflit armé soit survenue entre les États-Unis et la Chine « rouge ».

Grâce à la bombe atomique, les États-Unis pouvaient espérer agir en cavalier seul en Extrême-Orient. La bombe atomique offrait un second avantage à Washington. L'expérience de Truman à Potsdam avait persuadé le président américain que seule une démonstration de cette nouvelle arme sur le terrain ferait plier Staline. Une explosion nucléaire au Japon pouvait donc apparaître comme un nouveau signal pour le Kremlin, un signal d'une telle ampleur que celui qui avait été donné à Dresde ne semblerait rien de plus qu'un simple clin d'œil.<sup>177</sup>

Il était inutile que Truman utilise la bombe atomique pour mettre le Japon à genoux. Comme le reconnaît sans ambages le *Rapport des bombardements stratégiques américains*, le Japon aurait capitulé « certainement avant le 31 décembre 1945, même si on n'avait pas utilisé les bombes atomiques, même si la Russie n'était pas entrée en guerre, et même si aucune invasion n'avait été envisagée ou planifiée. »<sup>178</sup> La bombe nucléaire permettait donc aux Américains de forcer Tokyo à capituler sans conditions, de fermer la porte de l'Extrême-Orient aux Soviétiques et, fait non moins important, d'imposer la volonté de Washington au Kremlin concernant les affaires européennes. Hiroshima et Nagasaki furent pulvérisées pour ces raisons-là. Beaucoup d'historiens américains en sont bien conscients. Sean Dennis Cashman écrit :

« Avec le temps, beaucoup d'historiens ont conclu que la bombe avait été utilisée aussi pour des raisons politiques. Vannevar Bush [le chef du bureau américain de recherches et de développements scientifiques] déclara que la bombe "fut aussi employée afin d'éviter de faire des concessions à la Russie à la fin de la guerre". Le secrétaire d'État James F. Byrnes n'a jamais démenti une déclaration qui lui fut attribuée, dans laquelle il déclarait que la bombe avait été utilisée pour démontrer la puissance américaine aux Soviétiques, de manière à les rendre plus dociles en Europe ».<sup>179</sup>

À l'époque, Truman déclara hypocritement que l'objectif des deux bombardements nucléaires était de « ramener les boys à la maison », en d'autres mots, de finir rapidement la guerre sans aucune perte additionnelle du côté américain. Cette explication fut diffusée sans la moindre critique dans les médias américains, et devint un véritable mythe, que la majorité des historiens américains se sont empressés de propager, et qui est encore très répandu aujourd'hui. La bombe atomique fut opérationnelle juste avant que l'Union soviétique ait une chance de s'engager en Extrême-Orient. Pourtant, la dévastation nucléaire d'Hiroshima, le 6 août 1945, survint trop tard pour empêcher les Soviétiques d'entrer en guerre contre le Japon, ce qui ruina, du moins partiellement, le délicat scénario de Truman. Malgré les terribles destructions endurées à Hiroshima, Tokyo n'avait pas encore capitulé lorsque le 8 août 1945 — exactement trois mois après la capitulation allemande à Berlin —, l'URSS déclara la guerre au Japon. Le lendemain, l'Armée Rouge attaqua les troupes japonaises stationnées dans le nord de la Chine, en Mandchourie. Peu de temps auparavant, Washington avait ardemment désiré une intervention soviétique contre le Japon. Lorsque cette intervention se matérialisa durant l'été 1945, Truman et ses conseillers furent loin d'être enchantés que Staline tienne parole. Il devenait donc crucial de mettre un terme à la guerre le plus vite possible, de manière à limiter l'imbroglio politique causé par l'intervention de l'URSS. Tokyo ne réagit pas immédiatement au bombardement d'Hiroshima. Apparemment, le gouvernement japonais ne comprit pas immédiatement ce qui s'était passé à Hiroshima, car beaucoup de raids aériens conventionnels avaient produit des résultats catastrophiques similaires. Par exemple, les bombardements du 9 au 10 mars 1945 sur la capitale japonaise avaient causé plus de victimes que Hiroshima. Les autorités japonaises n'ont pas tout de suite réalisé qu'une telle destruction avait été provoquée par un seul avion et une seule bombe. C'est pourquoi la capitulation inconditionnelle tant désirée par les Américains prit un certain temps. C'est ce qui permit à l'URSS de faire son entrée dans la guerre contre le Japon. Cela rendit Washington extrêmement impatient, et un jour après la déclaration de guerre soviétique du 9 août 1945, une seconde bombe fut lâchée, cette fois sur Nagasaki.

A propos de ce bombardement, dans lequel un grand nombre de Japonais catholiques périrent, un ancien aumônier de l'armée américaine déclara par la suite : « C'est une des raisons pour laquelle je pense qu'ils lâchèrent une seconde bombe. Pour tout accélérer. Pour les faire capituler avant que les Russes n'arrivent. »<sup>180</sup> Néanmoins, il fallut attendre le 14 août, cinq jours plus tard, pour que les Japonais décident de capituler. Entre-temps, l'Armée Rouge progressa, au grand dam de Truman et de ses conseillers.

Ainsi donc, les Américains se trouvaient confrontés, contre toute attente, à un partenaire soviétique en Extrême-Orient. Cela n'empêcha pas Truman de faire prévaloir ses idées. Dès le 15 août 1945, Washington rejeta la demande de Staline d'une zone d'occupation soviétique dans le pays du Soleil Levant. Et lorsque, le 2 septembre 1945, le général Mac Arthur accepta officiellement la capitulation japonaise sur un navire de guerre américain, le *Missouri*, dans la Baie de Tokyo, il y invita des représentants de l'Union soviétique, ainsi que des autres alliés en Extrême-Orient, y compris la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, à titre de simples figurants. Le Japon ne sera pas divisé en zones d'occupation, comme l'Allemagne : il sera occupé dans son entièreté par les seuls Américains. En tant que « vice-roi » américain à Tokyo, le général MacArthur allait s'assurer que, quelles qu'aient pu être les contributions des autres alliés à la victoire sur l'ennemi commun, aucune autre puissance n'aurait voix au chapitre dans les affaires du Japon de l'après-guerre.<sup>181</sup>

Les conquérants américains recréèrent le pays du Soleil Levant selon leurs idées et à leur avantage. En septembre 1951, une Amérique satisfaite signa un traité de paix avec le Japon. Or, l'URSS, dont les intérêts n'avaient jamais été pris en compte, ne co-signa pas ce traité. Les Soviétiques se retirèrent de Chine, mais ils refusèrent d'évacuer certains territoires japonais tels que Sakhaline et les îles Kouriles, qui avaient été occupées par l'Armée Rouge durant les derniers jours de la guerre. Ce refus sera critiqué sans merci par les États-Unis, comme si l'attitude antérieure des Américains n'avait aucune incidence sur cette position. Durant la Guerre Froide, la déclaration de guerre soviétique au Japon sera même présentée comme une lâche attaque contre un pays vaincu !<sup>182</sup>

En Europe, la diplomatie atomique de Truman allait avoir d'autres conséquences tragiques. Le successeur de Roosevelt à la Maison Blanche avait espéré que la démonstration nucléaire obligerait Staline à accepter les demandes américaines concernant l'Allemagne et l'Europe de l'Est. Gar Alperovitz a décrit dans les détails les concessions de Staline concernant la Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie, où il autorisa le pluralisme politique et la tenue d'élections libres. Aux États-Unis, les médias n'hésitèrent pas à mettre ces changements au crédit de « la fermeté de Truman, soutenue par la bombe atomique », comme l'écrivait le *New York Herald Tribune*. Encouragé, Truman émit alors de nouvelles exigences, relatives notamment à la constitution des gouvernements de Sofia et de Bucarest. Il montrait qu'il n'était plus intéressé par un dialogue d'égal à égal sur la base des accords de Yalta et de Potsdam, mais qu'il était déterminé à éliminer toute influence de l'Union soviétique en Europe de l'Est. Cette attitude entraîna un raidissement chez Staline qui installa des gouvernements exclusivement communistes et inconditionnellement pro-soviétiques dans tous les pays occupés par l'Armée Rouge.<sup>183</sup>

Malgré tout, Staline restera indubitablement désireux d'engager un dialogue équitable entre les puissances victorieuses, comme le reflétera son approche raisonnable des accords d'après-guerre concernant la Finlande et l'Autriche. L'Armée Rouge se retirera au moment opportun de ces pays sans laisser de régimes communistes derrière elle.

Ce ne fut pas Staline, mais bien Truman qui, en 1945 (et par après), ne manifesta aucun intérêt pour un dialogue sur pied d'égalité. Fort de l'arme atomique, le président américain pensait qu'il n'avait plus à discuter d'égal à égal avec les « gars du Kremlin ». Gabriel Kolko observe :

« Les dirigeants américains déployaient une éloquence hypocrite, ils insultaient la Russie... Ils refusaient de négocier sérieusement, simplement parce qu'ils étaient sûrs que l'Amérique, maîtresse d'un pouvoir économique et militaire extraordinaire, pourrait en fin de compte définir l'ordre mondial. »<sup>184</sup>

Du point de vue soviétique, la diplomatie américaine de l'atome n'était qu'un chantage nucléaire. Bien qu'intimidé dans un premier temps, Staline refusa finalement de se soumettre à ce chantage. Par conséquent, Truman ne fut jamais capable de récolter les fruits de sa politique nucléaire. Le dirigeant soviétique comprit rapidement que des concessions en Europe de l'Est ne mèneraient à rien d'autre qu'une escalade des demandes américaines et que Washington ne serait satisfait qu'avec un retrait soviétique unilatéral de pays tels la Pologne et la Hongrie, demande tout à fait inacceptable. Cependant, des retraits négociés de pays occupés par l'Armée Rouge furent acceptés par Staline, comme le démontra clairement le cas de la Finlande. Ce pays, qui s'était battu du côté allemand contre l'URSS, ne devint pas un satellite soviétique parce que, comme l'intellectuel finlandais Jussi Hanhimäki l'a souligné, un accord fut négocié par lequel les Soviétiques obtinrent ce qu'ils voulaient : « la sécurité de leur frontière nord-ouest, et une garantie que le pays [la Finlande] ne soit plus jamais utilisé comme base pour une attaque contre l'URSS ». Quant aux Américains, Hanhimäki ajoute : « ceux-ci croyaient que s'ils devenaient trop agressifs en Finlande, ils ne feraient qu'inviter [les Soviétiques à procéder à] l'inclusion de la Finlande dans les rangs des démocraties populaires. » Le cas de la Finlande démontre qu'il n'était pas impossible

de négocier avec Staline. En ce qui concerne la Pologne et le reste de l'Europe de l'Est, le gouvernement de Truman se montra trop agressif et refusa aux Soviétiques la sécurité qu'ils recherchaient. Ce faisant, les Américains « invitèrent » eux-mêmes les Soviétiques à inclure la Pologne dans les rangs des satellites de l'URSS.<sup>185</sup>

Après que les stratèges soviétiques eurent digéré les leçons d'Hiroshima et de Nagasaki, ils refusèrent, tout comme certains analystes à l'Ouest, de croire qu'une guerre puisse être gagnée par la seule voie des airs, même en utilisant des bombes atomiques. Staline en conclut que la meilleure défense contre la menace nucléaire consistait à faire en sorte que l'Armée Rouge restât déployée aussi près que possible des lignes américaines dans les pays libérés ou/et occupés d'Europe Centrale et de l'Est. Dans ces conditions, les bombardiers américains auraient à affronter un très long voyage avant de pouvoir lâcher leurs bombes en Union soviétique ; en outre, en attaquant les lignes de l'Armée Rouge, ils auraient inévitablement mis leurs propres troupes en péril. Le résultat fut que l'Armée Rouge se retrancha le long de la ligne de démarcation entre les zones d'occupation des alliés occidentaux et la leur. En 1944 et en 1945, Staline n'avait instauré que peu ou pas de changements politiques ou socio-économiques dans les pays libérés ou occupés par l'Armée Rouge, y compris la Hongrie, la Roumanie et la zone d'occupation soviétique en Allemagne, et il y avait même toléré certaines activités anti-soviétiques et anti-communistes. (Par exemple, en Roumanie, durant l'été 1945, une agitation anti-soviétique dirigée par le roi Michel et d'autres dirigeants politiques avait été tolérée par Moscou.) Tout cela changea très vite sous la pression de la diplomatie de l'atome américaine. Des régimes communistes et inconditionnellement pro-soviétiques furent installés partout, et la moindre opposition fut désormais sanctionnée. C'est à ce moment seulement, c'est-à-dire à la fin de 1945, qu'un « rideau de fer » descendit entre Stettin, sur la Mer Baltique, et Trieste, sur l'Adriatique. Cette expression fut utilisée pour la première fois par Churchill, le 5 mars 1946, lors d'un discours à Fulton, une ville de l'État natal de Truman. C'était tout à fait approprié car, sans la politique de l'atome lancée par Truman, l'Europe n'aurait probablement jamais été divisée par un rideau de fer.<sup>186</sup>

## Chapitre 18 — Un nouvel ennemi utile

La Guerre Froide débuta lorsque les dirigeants américains crurent qu'avec l'aide de la bombe nucléaire, ils pourraient imposer leur volonté aux Soviétiques. Ils se rendirent vite compte que la diplomatie de l'atome ne porterait pas les fruits escomptés. Toutefois, la Guerre Froide servit avantagement les intérêts de l'élite du pouvoir aux États-Unis. Il n'était guère possible d'expliquer au public américain, et aux Européens de l'Ouest, que le nouveau différend avec les Soviétiques avait été causé par la politique de Washington. Il était beaucoup plus facile de faire porter le chapeau au Kremlin. Peu auparavant, les Soviétiques avaient été dépeints comme d'héroïques alliés dans la croisade contre le nazisme. Le temps était maintenant venu de transformer l'URSS en grand épouvantail du monde libre. Une Union soviétique hostile était désormais beaucoup plus utile qu'une Union soviétique alliée. Premièrement, il serait ainsi possible, en Amérique même, de discréditer en tant que traîtres « non américains », non seulement la poignée de communistes, mais aussi — et ceci était beaucoup plus important — les nombreux Américains qui partageaient des convictions plus ou moins de gauche ou radicales. Deuxièmement, l'existence d'une URSS prétendument hostile pouvait justifier des dépenses titanesques, dites de « défense », qui pourraient servir à maintenir l'économie en plein essor dans l'après-guerre. Ces deux points importants méritent que l'on s'y attarde plus longuement.

Malgré ses imperfections, l'URSS, ou du moins une version idéalisée de celle-ci, avait agi avant guerre comme source d'inspiration et d'espoir, non seulement pour la population relativement réduite de communistes américains, mais aussi pour des dirigeants syndicaux et des citoyens radicaux et progressistes. Ensuite, l'État bolchevique avait triomphé de la terrible épreuve de l'attaque nazie et, après Stalingrad, les performances industrielles et militaires des Soviétiques avaient été spectaculaires. Ces succès semblaient démontrer la viabilité et les mérites du projet bolchevique et accroissaient le prestige et la popularité de l'Union soviétique parmi la population américaine. Et puis, comme nous l'avons rappelé, l'image de l'Union soviétique avait été vantée durant la guerre par le gouvernement américain, les médias et Hollywood. En tout état de cause, les succès soviétiques avaient attiré la sympathie des milieux de gauche et des syndicalistes.

Comme le fameux historien britannique Arthur Marwick, qu'on ne peut suspecter de marxisme, l'a observé, les ouvriers américains développèrent durant la guerre une conscience de classe, au sens marxiste du terme. Cette conscience de classe s'exprima aussi bien en mots qu'en actions. Les travailleurs américains utilisèrent de plus en plus des mots comme « ouvriers » et « classe ouvrière ». Pour l'*establishment* américain, un tel discours sonnait comme le fer de lance, purement sémantique mais tout de même troublant, de la révolution sociale dont l'Union soviétique avait fourni l'inspiration et le modèle.<sup>187</sup> Il y avait d'autres symptômes, plus alarmants encore, d'une conscience militante de classe. Durant la guerre, les travailleurs américains s'étaient massivement affiliés à des syndicats plus ou moins radicaux et, principalement par le biais de grèves, y compris des grèves sauvages, ils avaient obtenu des hausses de salaires. Beaucoup de conservateurs voyaient la main de Moscou dans ces

mouvements, même si les communistes américains, qui craignaient que les grèves n'entravent l'aide américaine à l'URSS, appartenaient sans conteste aux éléments les plus modérés du mouvement syndical. En 1944-1945, avant même que la victoire finale ne fut acquise, une nouvelle vague de grèves sembla indiquer que les syndicats se préparaient à une nouvelle offensive sur le front social intérieur. Mieux que des augmentations de salaires, les ouvriers américains réclamaient désormais des bénéfices sociaux dont leurs homologues bénéficiaient au « paradis des travailleurs » soviétique, comme par exemple des pensions, des assurances-chômage, des assurances-soins de santé, et des congés payés. Un sondage du magazine *Fortune*, réalisé durant la guerre et publié en septembre 1945, démontra clairement que les Américains ordinaires avaient beaucoup d'admiration pour les réalisations de l'Union soviétique, telles que « la redistribution de la richesse, l'égalité, la sécurité économique et... les facilités d'éducation ».<sup>188</sup> À l'image de certains ouvriers, des intellectuels, des dirigeants religieux et politiques, et même des hommes d'affaires commencèrent à approuver et à promouvoir des idées « progressistes ». Ces « libéraux » se prononçaient pour un système national de sécurité sociale, une politique de plein-emploi, le principe de la démocratie industrielle, et un rôle plus actif de l'État dans la vie économique et sociale. Eux aussi étaient inspirés, du moins partiellement, par le modèle idéalisé de l'Union soviétique. Les « libéraux » n'étaient ni des communistes ni des « rouges » mais, aux yeux de certains conservateurs, ils étaient des « compagnons de route » du bolchevisme et de Moscou, des *pinkos* (des « roses »). Comme beaucoup d'intellectuels, les économistes américains les plus prestigieux avaient traditionnellement été des partisans de la liberté d'entreprise. Cependant, pendant la guerre, un certain nombre d'entre eux, y compris Alvin Hansen, changèrent de ton et commencèrent à se faire les avocats de politiques non orthodoxes, telles que la poursuite du plein-emploi.<sup>189</sup>

Après les « sales années trente » et les sacrifices de la guerre, une large partie de la population, aux États-Unis et ailleurs dans le monde occidental, aspirait à une nouvelle aurore sociale. En Grande-Bretagne, cet espoir d'un nouveau « contrat social » fut largement réalisé, même si des dirigeants conservateurs, tels Churchill, y étaient opposés. Ce fut pour cette raison que le peuple britannique profita des élections de l'été 1945 pour remplacer son gouvernement conservateur par un gouvernement dominé par le *Labour*, le parti travailliste, sincèrement réformiste. C'est ainsi qu'un vaste système de sécurité sociale, basé sur le fameux Plan Beveridge et bientôt connu comme le *Welfare State*, c'est-à-dire l'État-providence, vit le jour au Royaume-Uni.<sup>190</sup>

Ce modèle britannique allait inspirer des réformes similaires dans un grand nombre de pays tant en Europe occidentale qu'au Canada et en Australie. Mais pas aux États-Unis. Là, le pouvoir trouva le moyen d'échapper à la pression des réformes sociales : la Guerre Froide. Comme l'a écrit Robert Griffith, les industriels américains, alarmés par ce qu'ils perceurent comme « la tendance vers le socialisme », répondirent par une campagne visant à « défendre le système économique américain », caractérisé par la liberté d'entreprise. La diabolisation de l'Union soviétique s'inscrit dans ce contexte. En faisant passer l'Union soviétique pour l'ennemi national des USA, il fut possible de condamner comme « non américaines » toutes les idées radicales, toutes les demandes syndicales et la plupart des formes de sécurité sociale vaguement associées avec le bolchevisme et l'URSS.<sup>191</sup>

La diabolisation de l'Union soviétique était également utile parce que l'URSS incarnait l'approche étatiste, la planification centralisée, en bref l'intervention de l'État dans la vie économique. Durant les années trente, l'Amérique avait déjà fait l'expérience du planning et de l'intervention étatique avec le *New Deal* de Roosevelt. Durant les années quarante, les gigantesques efforts de guerre, tant militaires qu'industriels, avaient été coordonnés de cette manière avec succès. Les « libéraux » américains comptaient sur un État « activiste » pour réaliser leurs espoirs dans le domaine économique et social du pays. L'élite du pouvoir des États-Unis craignait donc, non sans raison, qu'après la guerre, les privilèges de la liberté d'entreprise — c'est-à-dire les privilèges des hommes d'affaires et des entreprises — soient encore plus érodés par l'intervention étatique et le centralisme planificateur ou, en d'autres termes, par l'émergence d'une « économie dirigée ». La diabolisation de l'Union soviétique rendait possible la condamnation de toute forme d'étatisme économique comme étant « communiste » ou du moins « non américaine » et, à l'inverse, de défendre la « liberté d'entreprise » comme étant un droit inné pour tous les Américains, *l'American way of life* que seuls des traîtres pouvaient critiquer.<sup>192</sup>

Une campagne anti-communiste et anti-soviétique fut lancée aux États-Unis avant que le dernier coup de feu de la guerre eût été tiré. Cette campagne est entrée dans l'histoire sous le nom de « maccarthysme » du fait que le sénateur Joseph McCarthy joua dans cette inquisition le rôle de Torquemada. Les nobles idéaux de liberté de conscience et de liberté d'expression, auxquels les États-Unis sont, en théorie, si attachés, et les principes louables de la Charte de l'Atlantique, pour lesquels ces mêmes États-Unis avaient soi-disant fait la guerre, furent mille fois violés durant cette chasse aux sorcières. Les foudres de McCarthy n'étaient pas seulement dirigées contre la poignée de communistes américains, mais aussi contre tous les éléments de gauche, radicaux, progressistes, socialement engagés ou même seulement légèrement non conformistes, tant dans le monde syndical que dans le monde culturel et intellectuel.<sup>193</sup>

Ce n'est qu'à la suite de l'écroulement de l'Union soviétique, que les travailleurs durent accepter, pratiquement partout dans le « monde libre », la suppression des bénéfices sociaux qu'ils avaient considérés comme acquis



durant l'ère de la Guerre Froide. L'ordre socio-économique capitaliste existant ne devait plus faire face à un challenger. Désormais, il n'était plus nécessaire de déployer des efforts pour s'assurer la loyauté de la population par le biais de hauts salaires ou d'un niveau de services sociaux élevé<sup>194</sup>. Comme l'écrit Michael Parenti, « la pression d'être en compétition avec un système économique alternatif limitait les possibilités qu'avaient les dirigeants politico-économiques de maltraiter leurs populations ouvrières ». Une fois la disparition de l'Union soviétique, ajoute Parenti, ces mêmes dirigeants estimèrent que le temps était venu pour :

« ... lever toutes les barrières et flanquer un coup à la classe des employés. La compétition pour leurs cœurs et leurs esprits était finie. Il n'y avait plus de système alternatif, plus aucune autre place où ils puissent aller. Le grand capital marqua une victoire totale et était désormais en mesure de faire comme il voulait, à l'intérieur comme à l'extérieur... Il n'y aurait plus de concessions. »<sup>195</sup>

Pendant la guerre, c'est comme alliée que l'Union soviétique avait été utile aux États-Unis. Après la guerre, c'est comme ennemis que les Soviétiques furent utiles aux Américains. En effet, les énormes sommes qui allaient être dépensées pour la « défense » ne pouvaient se justifier qu'à la condition que les États-Unis soient menacés par un ennemi puissant et dangereux. Plus le nouveau « péril rouge » était exagéré, plus il devenait facile de persuader le Congrès de dépenser un maximum de fonds au bénéfice du Pentagone, qui utiliserait cet argent pour commander des bombes, des avions et des chars sans cesse plus modernes. Ce scénario a été appelé « keynésianisme militaire », ou *warfare state*, par référence à *welfare state*. Les principaux bénéficiaires du *warfare state* furent naturellement les grandes entreprises.

Le *warfare state* se résuma, et se résume toujours, à un système où « subsides publics = profits privés ». Pendant la guerre, l'industrie de l'armement était devenue le moteur de l'économie américaine. Après guerre, l'économie américaine continua à dégénérer en une économie de guerre. En d'autres termes, elle devint de plus en plus dépendante des commandes du Pentagone. Par conséquent, aux États-Unis, le pouvoir allait se concentrer de plus en plus entre les mains de généraux, bureaucrates et dirigeants de l'industrie militaire, formant le fameux « complexe militaro-industriel » que même le président Eisenhower critiqua, un peu tard cependant.<sup>196</sup>

Plus d'un demi-siècle après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le *warfare state* continue de rouler à toute vapeur, si nécessaire avec l'aide de nouveaux ennemis tels Saddam Hussein, et de crises telles les guerres du Golfe, le conflit du Kosovo de 1999 et les attaques terroristes du 11 septembre 2001. Le budget du Pentagone s'élevait en 2002 à la somme ahurissante de 350 milliards de dollars. Le Pentagone et la Maison Blanche prévoient un budget militaire d'environ 450 milliards de dollars pour 2007.<sup>197</sup>

En 1996, les dépenses militaires américaines s'élevaient déjà à 265 milliards de dollars. Et lorsqu'on y inclut les dépenses militaires non officielles, tels les intérêts sur les bons d'État qui avaient financé les dépenses militaires du passé, le coût du *warfare state* pour 1996 s'élevait en réalité à 494 milliards de dollars, soit 1,33 milliard de dollars par jour. Tout comme durant la Deuxième Guerre mondiale et la Guerre Froide, les dépenses militaires constituent aujourd'hui une source de profits incroyablement élevée pour les grandes entreprises, et servent donc à remplir les poches de leurs riches dirigeants et actionnaires. De plus, ces dépenses continuent à être financées de manière prédominante via des prêts, et les intérêts sur ces prêts sont payés principalement aux individus et aux entreprises américains qui peuvent se permettre d'acheter de tels bons d'État. Par conséquent, la dette publique américaine, qui s'était déjà considérablement accrue durant la Deuxième Guerre mondiale, n'a cessé de croître après 1945 et après la fin de la Guerre Froide en 1990. Toutefois, dans les médias et les études universitaires, cette évolution n'est généralement pas mise à charge du catastrophique *warfare state* mais bien sur le dos des prétendument « impayables » services sociaux. Les économistes, tels le célèbre Paul Samuelson, auteur de manuels universitaires lus par des millions d'étudiants, sont d'avis que la défense est l'un des « biens publics » dont les coûts doivent inévitablement être supportés par tous les citoyens qui en bénéficient. Or, ils ne dévoilent jamais le fait que les profits du *warfare state* sont commodément privatisés au grand avantage des grandes entreprises et des riches Américains, alors que les coûts sont impitoyablement *socialisés* au détriment des Américains ordinaires.<sup>198</sup>

La Guerre Froide fut un phénomène historique très complexe, causé par une multitude de facteurs, dont certains remontent à la Révolution russe de 1917. La Guerre Froide permit au moteur industriel américain de continuer à fonctionner à toute vapeur après la fin des hostilités avec l'Allemagne et le Japon, au grand bénéfice des entreprises américaines. De surcroît, le nouveau conflit rendit un autre service aux dirigeants des États-Unis. La Guerre Froide contraignit l'Union soviétique — qui n'avait jamais disposé des richesses accumulées par les États-Unis et qui avait été presque ruinée par la guerre — à investir la plus grande part de sa richesse nationale dans l'industrie de guerre, dans une tentative désespérée de suivre les États-Unis dans une course aux armements qui s'accélérait de manière constante.<sup>199</sup>

## Chapitre 19 — La collaboration industrielle et la prétendue « dénazification » de l'Allemagne (1)

Dès le printemps 1945, les Américains purent régler leurs comptes avec le nazisme. Cet épisode est entré dans l'histoire sous le terme de « dénazification ». Cependant, ce serait une grave erreur de croire que cela impliqua un effort substantiel en vue d'éradiquer tous les vestiges du nazisme. Il n'était pas dans l'intérêt de l'élite du pouvoir aux États-Unis de révéler la vraie nature du nazisme et du fascisme, doctrines politiquement et socialement réactionnaires, dont l'avènement avait été rendu possible par les politiques et les intrigues menées par des éléments conservateurs issus de la banque, de l'industrie, de la grande propriété foncière, de l'armée et — pas seulement en Italie mais aussi en Allemagne — de la haute direction de l'Église catholique. Dans d'autres pays, ces mêmes élites conservatrices avaient sympathisé avec les fascistes, de leur propre pays comme de l'étranger. Les fascistes défendaient l'ordre socio-économique établi et étaient les ennemis mortels des syndicats ouvriers, des socialistes et des communistes ; ils étaient, comme disaient les hommes d'affaires américains, « bons pour les affaires ». Lorsque, finalement, les nazis et les fascistes s'avèrent être des criminels, leurs respectables maîtres conservateurs éprouvèrent le besoin de se distancer de leur création à la manière du D<sup>r</sup> Frankenstein. Cela signifiait qu'il fallait détourner l'attention du public de la vraie nature du fascisme. C'est pour cette raison que la prétendue « théorie de gangster » du national-socialisme (et du fascisme) fut développée et propagée aux États-Unis. Hitler et Mussolini étaient désormais dépeints de manière caricaturale comme des canailles avides de sang, arrivées de nulle part sur la scène, et opérant exclusivement pour leur propre compte. Les fascistes étaient représentés comme des gangsters sadiques, des aventuriers sanguinaires dont l'arrivée au pouvoir en Allemagne résultait d'un tragique mais mystérieux caprice de l'histoire. Vue de cette façon, la tâche de dénazification était simple. Elle consistait à amener les chefs de cette bande criminelle devant un tribunal, pour y être condamnés à des peines susceptibles de décourager leurs émules potentiels.<sup>200</sup> Il s'ensuivit une série de procès, illustrés de la façon la plus spectaculaire par les célèbres procès de Nuremberg, qui se terminèrent par la condamnation d'un nombre de nazis de hauts rangs à des peines sévères, y compris la peine de mort. Toutefois, les personnalités conservatrices qui avaient rendu le nazisme possible, et les hommes d'affaires qui avaient collaboré avec les nazis et profité de leurs crimes, s'en tirèrent — au désespoir de beaucoup — avec des peines mineures et même, dans certains cas, des acquittements. Schacht, le banquier de Hitler, fut ainsi acquitté, de même que von Papen, un des politiciens conservateurs qui avaient rendu possible la prétendue « prise du pouvoir » par Hitler.<sup>201</sup> Les limites de la dénazification apparurent clairement lorsqu'il fut question de punir les banques et les grandes entreprises allemandes dont les propriétaires, les dirigeants et les principaux actionnaires avaient soutenu Hitler bien avant 1933 et qui avaient largement profité de son programme de réarmement et de sa guerre de conquêtes. Dans beaucoup de cas, ils avaient également tiré parti d'une collaboration étroite avec les nazis et, plus particulièrement, avec la sinistre organisation SS d'Himmler. Par exemple, beaucoup de grandes entreprises allemandes avaient installé des usines et des laboratoires à proximité des camps de concentration et d'extermination, y compris à Auschwitz. En contrepartie d'une modeste contribution financière à la SS, ces firmes furent autorisées à utiliser les prisonniers de ces camps comme esclaves et, dans certains cas, comme cobayes humains pour des expérimentations de vivisection. Après la guerre, ces entreprises furent très peu tourmentées par les autorités américaines d'occupation ; au contraire, elles furent vigoureusement défendues par les Américains contre tous ceux — anti-fascistes allemands, survivants des camps, organisations juives, Soviétiques, etc. — qui considéraient ces hommes d'affaires comme des criminels de guerre au même titre que les nazis. Dans la série de procès qui suivit ceux de Nuremberg, délibérément organisés par les seuls Américains, et décrits plus tard de manière irrévérencieuse par le procureur américain comme des « mesures symboliques », les industriels et les banquiers allemands ayant eu des relations privilégiées avec les nazis furent traités avec des gants. Dans beaucoup de cas, ils furent simplement acquittés. Tous ceux qui furent condamnés, à des peines généralement légères, profitèrent dans les trois ans qui suivirent d'une amnistie offerte, généreusement, par les autorités américaines d'occupation. En réalité, l'élite du monde des affaires allemand, qui avait soutenu Hitler et qui avait profité de son régime, reçut de la part de l'Oncle Sam une sorte d'« amnistie *de facto* », comme l'a appelée l'historien américain Christopher Simpson.

Beaucoup d'entreprises allemandes qui avaient activement collaboré avec les nazis continuent aujourd'hui à réaliser de plantureux bénéfices grâce aux Américains. IG Farben, une grande entreprise allemande, en est un bon exemple. Après avoir soutenu Hitler avec beaucoup de dévotion, elle avait encaissé de grosses sommes de la SS pour la livraison, effectuée par sa filiale Degesch, du Zyklon-B utilisé dans les chambres à gaz. IG-Farben fut bien poursuivie par les Américains devant un tribunal, mais les dirigeants de l'entreprise s'en tirèrent avec des peines qui furent qualifiées par le procureur américain Josiah DuBois comme « suffisamment légères pour faire plaisir à un voleur de poules ». L'immense cartel fut ensuite fragmenté en quelques entreprises de moindre envergure, mais de manière tellement superficielle que l'essentiel — les relations de propriété et le pouvoir économique de l'entreprise — fut préservé. De manière bien commode, les dirigeants de IG-Farben furent autorisés à effectuer eux-mêmes cette « décartellisation » purement administrative ; ils reçurent l'aide experte de banquiers et d'économistes tels Josef Abs et Ludwig Erhard, qui avaient diligemment travaillé pour le régime

nazi. Les plus importantes de ces prétendues « nouvelles » entreprises — Bayer, Hoechst et BASF — continuent encore aujourd'hui à générer des profits pour le compte d'actionnaires anonymes qui, avant 1945, empochèrent des dividendes de IG-Farben.<sup>202</sup> Parmi les autres entreprises allemandes qui collaborèrent aussi activement avec la SS, figurent AEG, Siemens, Daimler-Benz et BMW, en d'autres termes, la crème de la crème de l'industrie allemande d'aujourd'hui. Ce ne fut donc pas sans raison qu'un bon nombre d'Allemands exprimèrent leur désaveu pour cette sorte de dénazification, mise en œuvre par les Américains, et qui permit aux « gros poissons » d'échapper facilement au filet.<sup>203</sup>

Le remarquable film à succès, *La liste de Schindler*, est sans doute basé sur des faits réels mais, d'une certaine manière, il viole la vérité historique en créant l'impression que la collaboration entre les hommes d'affaires allemands et la SS était non seulement extraordinaire — l'initiative d'un individu — mais qu'en outre, elle contribua à sauver des vies. En réalité, la SS collabora systématiquement avec d'innombrables entreprises allemandes, petites et grandes, et cette collaboration coûta la vie à des milliers de personnes qui servaient d'esclaves ou de cobayes. Il est peu probable qu'Hollywood puisse jamais produire un film sur les vraies relations entre la SS et les grandes entreprises allemandes, parmi lesquelles figuraient des partenaires et des filiales de grandes entreprises américaines.

Ce sont en premier lieu les États-Unis qui, après la guerre, s'approprièrent les avancées techniques et scientifiques accomplies par de nombreuses entreprises allemandes durant la guerre et dues, entre autres, à leur sinistre collaboration avec la SS. À partir du printemps 1945, les Américains confisquèrent brevets, plans, projets et autres savoirs, de manière à les rendre disponibles pour leurs entreprises. Il s'est agi d'un véritable « pillage intellectuel » ou, comme un officiel du bureau des services techniques du département américain du commerce, John C. Green, préféra l'appeler, de « réparations intellectuelles ».<sup>204</sup> Un grand nombre de médecins ayant travaillé dans les camps de concentration et impliqués dans des recherches sur des cobayes humains, ainsi que d'autres scientifiques et experts, furent transférés aussi rapidement que possible aux États-Unis. Cette opération fut d'abord entreprise sous le nom de code de *Overcast* et, plus tard, de *Paperclip*.

Ils travaillèrent pour le Pentagone ou pour d'autres institutions et entreprises américaines, publiques ou privées. Washington s'intéressa par exemple à la technologie allemande des fusées, une discipline qui se trouvait être la spécialité d'un ancien SS, Werner von Braun. C'est ainsi que beaucoup de nazis purent mener une vie longue et paisible dans le pays qui prétendait être entré en guerre par répugnance du nazisme.<sup>205</sup>

Les autorités américaines ont aussi fait preuve d'une grande compréhension pour le fait que, durant le Troisième Reich, les élites industrielles allemandes avaient été guidées par la « routine des affaires ». Les dirigeants américains considéraient les grandes entreprises allemandes comme des partenaires indispensables à la construction d'une nouvelle Allemagne, une Allemagne dans laquelle les principes de la propriété privée et de la liberté d'entreprise seraient sacro-saints, tout comme aux États-Unis. Les antécédents nazis des dirigeants de ces entreprises furent donc passés sous silence. Tous ceux qui réclamèrent les têtes des financiers de Hitler, des dirigeants de IG-Farben et des producteurs d'armes Krupp et autres, furent dénoncés comme des ennemis de la liberté d'entreprise, comme des « communistes ».<sup>206</sup>

La magnanimité des Américains résultait également des liens intimes et profitables que les grandes et influentes entreprises américaines avaient entretenus, et continuaient d'entretenir, avec de nombreuses firmes allemandes. Durant les années vingt, beaucoup d'entreprises américaines avaient fondé des filiales, avaient racheté des firmes ou étaient entrées dans des partenariats stratégiques avec des sociétés allemandes. Elles avaient fait des affaires lucratives en Allemagne, même durant les sombres années de la Dépression. Après le déclenchement de la guerre, et même après Pearl Harbor, ces relations d'affaires avec l'Allemagne s'étaient, d'une manière ou d'une autre, maintenues.<sup>207</sup>

La filiale de Coca-Cola à Essen, par exemple, prospéra durant la guerre. Ses ventes et ses opérations d'embouteillage se multiplièrent alors que l'entreprise suivait la victorieuse *Wehrmacht* dans les pays occupés. Lorsqu'il se révéla impossible, après Pearl Harbor, d'importer des États-Unis le sirop pour le Coca-Cola, l'entreprise poursuivit ses affaires avec une nouvelle boisson sucrée, baptisée Fanta, dont près de 3 millions de caisses furent vendues pour la seule année 1943. Et cette liaison entre Coca-Cola et le régime nazi peut paraître plutôt inoffensive en comparaison des activités de filiales allemandes d'entreprises telles qu'IBM, ITT, Ford, et General Motors.<sup>208</sup>

Selon Edwin Black, le savoir-faire d'IBM permit aux nazis et à leur machine de guerre d'« être à niveau, rapide et efficace ». IBM continuera ses opérations en Allemagne nazie après Pearl Harbor « en utilisant ses filiales européennes comme façades ». L'entreprise encaissa de cette manière des millions de dollars.<sup>209</sup>

Durant les années trente, ITT, géré par le pro-fasciste Sosthenes Behn, avait acquis un quart des actions du constructeur d'avions Focke-Wulf ; durant la guerre, cette firme américaine fut par conséquent impliquée, au moins indirectement, dans la construction d'avions qui abattirent des centaines d'appareils alliés. (Un composé

important du carburant nécessaire aux avions du type Focke-Wulf, ainsi qu'à d'autres avions de combat allemands, était la tétraline synthétique. Celle-ci était produite par Ethyl GmbH, filiale commune d'un trio formé par la Standard Oil, IG-Farben, le partenaire allemand de la Standard Oil, et General Motors). Jusqu'aux derniers jours de la guerre, les filiales d'ITT fournirent les forces armées allemandes en avions de combat et autre matériel de guerre.

Charles Higham écrit à ce sujet :

« Après Pearl Harbor, l'armée, la marine et l'armée de l'air allemandes s'engagèrent avec ITT pour la construction de tableaux de bord, de téléphones, de systèmes d'alarme, de systèmes de détection aérienne, d'équipements de radars et de détonateurs pour l'artillerie... De plus, ITT fournit des pièces pour les missiles [V-1 et V-2] qui s'abattirent sur Londres, des cellules de sélénium pour les redresseurs à sec, des équipements de radios à hautes fréquences, des ensembles de communications de campagne. Sans la fourniture de ces équipements cruciaux, il aurait été impossible pour les forces aériennes allemandes d'être à l'origine de tant de pertes dans les rangs américains ou britanniques, et pour l'armée allemande de se battre avec une telle efficacité contre les Alliés, de bombarder l'Angleterre ou d'attaquer des bâtiments de guerre alliés en pleine mer ».

Sans les équipements sophistiqués fournis par ITT, les Allemands n'auraient sans doute pas été en mesure d'imposer, dans les premiers mois de la guerre, leur stratégie de « guerre-éclair » qui exigeait un haut degré de synchronisation entre attaques aériennes et terrestres. Après Pearl Harbor, ITT fournit à l'Allemagne des systèmes de communications encore plus sophistiqués, au détriment même des Américains puisque cela permit aux nazis de déchiffrer leur code diplomatique.<sup>210</sup>

Durant la guerre, Ford construisit d'innombrables camions mais aussi des moteurs et toutes sortes de pièces détachées pour la *Wehrmacht*. Ford les produisit non seulement dans son usine de Cologne, la Ford-Werke, mais également dans ses filiales dans les pays occupés, comme la France, la Belgique, les Pays-Bas et le Danemark, ainsi qu'en Finlande, en Italie et dans d'autres pays alliés avec l'Allemagne nazie. Les filiales allemandes de General Motors furent entièrement reconverties en unités de production de guerre après les accords des 19 et 20 septembre 1939 entre, d'une part, Hitler et Goering, qui était non seulement patron de la *Luftwaffe* mais aussi à l'époque empereur économique de l'Allemagne, et Mooney, le directeur de GM, responsable des filiales allemandes. L'usine Opel de Brandenburg changea ses activités pour produire des camions pour la *Wehrmacht*, tandis que celle de Russelsheim travailla désormais principalement pour la *Luftwaffe*, en assemblant des avions tels le JU-88, cheval de bataille de la flotte de bombardiers allemande. On estime qu'ensemble, General Motor et Ford, contribuèrent, à un certain moment, pour près de la moitié de la production allemande totale de chars. Incidemment, les chars allemands étaient généralement de meilleure qualité que ceux produits aux États-Unis.<sup>211</sup>

Les experts estiment que les innovations technologiques de Ford et de GM bénéficièrent principalement à leurs usines en Allemagne nazie plutôt qu'à celles aux États-Unis ou en Grande-Bretagne, qui produisaient pour l'effort de guerre allié. Ce ne fut pas sans raison qu'à l'époque, les filiales allemandes des entreprises américaines furent félicitées comme étant des « pionnières du développement technologique », par les planificateurs du ministère de l'Économie du Reich et par les autres autorités nazies impliquées dans l'effort de guerre nazi.<sup>212</sup>

Peu de personnes savent que GM, ITT, Ford et d'autres énormes entreprises américaines fonctionnèrent durant la guerre en quelque sorte comme un « arsenal du nazisme ». Ce qu'elles ont naturellement toujours passé sous silence.<sup>213</sup> De plus, même la poignée de spécialistes qui en est informée, incline à penser que ces filiales furent confisquées par les nazis à la suite de Pearl Harbor pour ne revenir sous contrôle américain qu'après la guerre. Ce ne fut pas le cas. Un expert allemand, Hans Helms, écrit de manière catégorique que « pas une seule fois, durant leur régime de terreur, les nazis n'entreprirent la moindre tentative pour changer les statuts de propriété de Ford ou d'Opel ». Même durant la guerre, Ford garda ses 52 % d'actions de la Ford-Werke de Cologne, et General Motors resta le seul propriétaire d'Opel. Les propriétaires et les managers américains maintinrent un niveau de contrôle parfois considérable sur leurs filiales en Allemagne, même après la déclaration de guerre allemande aux États-Unis. Tout porte à croire que les sièges des grandes entreprises américaines et leurs filiales en Allemagne restèrent en contact, soit indirectement, via des filiales en Suisse neutre, soit via des moyens modernes de communications. Ces derniers étaient fournis par ITT, en collaboration avec Transradio, une entreprise commune d'ITT, RCA — une autre entreprise américaine — et les entreprises allemandes Siemens et Telefunken. Edsel Ford, le fils d'Henri Ford, fut ainsi en mesure de continuer à intervenir personnellement dans la gestion de la Ford-Werke à Cologne et des usines Ford en France occupée. En ce qui concerne IBM, Edwin Black écrit que, durant la guerre, son responsable pour l'Europe, le Hollandais Jurriaan W. Schotte, était en fait attaché au siège d'IBM à New York, d'où « il continua à maintenir régulièrement des communications avec les filiales d'IBM sur les territoires contrôlés par l'Allemagne nazie, par exemple la Hollande et la Belgique ». IBM, poursuit Black, pouvait également « contrôler les événements, et exercer de l'autorité, en Europe [occupée] via ses filiales en pays neutres » et tout spécialement via sa filiale suisse à Genève dont le directeur, un ressortissant suisse, « voyageait librement vers l'Allemagne, les territoires occupés et les pays neutres ». Finalement, à l'instar

d'autres grandes entreprises américaines, IBM put également compter sur les diplomates américains en poste dans les pays occupés ou neutres pour faire parvenir leurs messages via le courrier diplomatique. Black conclut que, « malgré les illusions d'une non-implication, IBM [à New York] continua à jouer un rôle central dans la gestion journalière de ses filiales [en Allemagne et partout ailleurs en Europe]... Ce fut la routine des affaires, tout au long de la guerre ».<sup>214</sup>

Les nazis permirent généreusement aux propriétaires américains de conserver leurs filiales en Allemagne, et ils leur permirent même de conserver un certain contrôle sur leur administration. De plus, le degré d'intervention des nazis dans les affaires d'Opel et de la Ford-Werke, par exemple, resta minime. Après la déclaration de guerre de l'Allemagne aux États-Unis, les membres américains du personnel disparurent de la scène, mais les dirigeants allemands — forts de la confiance de leurs patrons aux États-Unis — conservèrent généralement leurs fonctions d'autorité, continuèrent à gérer les filiales et sauvegardèrent les intérêts de leurs dirigeants (et des actionnaires) aux États-Unis. Dans le cas d'Opel, le siège de GM aux États-Unis maintint quasiment un contrôle absolu sur les dirigeants à Russelsheim. C'est du moins l'opinion de l'historien américain Bradford Snell, qui s'était déjà intéressé à ce sujet dans les années septante, mais dont le résultat des recherches avait été contesté par GM. Cependant, une étude récente d'une chercheuse allemande, Anita Kugler, confirme la véracité des allégations de Snell, tout en apportant une vision plus détaillée et plus nuancée. Après la déclaration de guerre de l'Allemagne aux États-Unis, écrit-elle, les nazis ne gênèrent d'abord pas les dirigeants d'Opel. Ce ne fut que le 25 novembre 1942, soit près d'un an après Pearl Harbor, que Berlin nomma un « fidéicommissaire des biens ennemis », mais la signification de cette nomination était purement symbolique. Les nazis voulaient simplement donner une image allemande à une entreprise qui était à 100 % la propriété de General Motors et qui devait le rester durant toute la guerre. Kugler fournit des détails :

« Contrairement à la légende répandue par Opel et General Motors, la mise sous curatelle ne se résuma pas à une répression dictatoriale par des nazis anti-américains... Le fidéicommissaire n'était en rien un intrus autoritaire mais, au contraire, quelqu'un qui avait été sélectionné en 1935, par les Américains eux-mêmes, comme membre du comité de direction, et qui avait été nommé par eux à une position élevée de direction... De plus, tant *de facto* que *de jure*, il était soumis aux décisions du comité de direction... Il n'avait même pas le rang de directeur général ».<sup>215</sup>

À Ford-Werke, un certain Robert Schmidt, ardent nazi, servit comme directeur général durant la guerre. Tant les autorités de Berlin que les directeurs de Ford aux États-Unis furent satisfaits de ses performances. Des messages d'approbation et de félicitations, signés par Edsel Ford, lui étaient régulièrement envoyés depuis le siège de Ford à Dearborn dans le Michigan. Les nazis furent également extrêmement heureux du travail de Schmidt. Ils le décorèrent même du titre pompeux mais néanmoins prestigieux de « chef dans le domaine de l'économie militaire ». Même lorsque, bien des mois après Pearl Harbor, un fidéicommissaire fut nommé pour l'usine Ford de Cologne, Schmidt conserva ses prérogatives et sa liberté d'action. Après la guerre, Schmidt choisit de disparaître de la scène pour un temps, en raison de sa dévotion envers le national-socialisme et de sa collaboration zélée avec la SS. Mais, dès 1950, il réoccupa un poste de direction à Ford-Werke, où il devait rester jusqu'à sa mort en 1962.<sup>216</sup>

La perspective d'avoir un fidéicommissaire nazi dans leurs filiales ne fut pas vraiment mal ressentie par les entreprises mères aux États-Unis. Les propriétaires américains avaient toutes les raisons de croire que leurs propriétés seraient aussi bien traitées en Allemagne qu'elles l'avaient été durant la Première Guerre mondiale, de la même façon qu'étaient traités les investissements allemands aux États-Unis. Comme Edwin Black le souligne, les investisseurs des deux côtés pouvaient s'attendre à ce que leurs propriétés en territoire ennemi « soient sauvegardées et gérées correctement, afin d'être restituées intactes dès la fin de la guerre », alors que les profits — bien que temporairement bloqués — seraient libérés à la fin des hostilités. Tout comme les Américains, les nazis souscrivirent aux règles écrites et non-écrites du capitalisme international. Il ne faisait aucun doute, comme l'écrit Black, « que les fidéicommissaires nazis allaient gérer les filiales [ennemies] avec diligence », et que « leur argent [c'est-à-dire, les profits] attendrait [les propriétaires américains] après la fin de la guerre ». De plus, comme Black le souligne, le fait d'avoir un fidéicommissaire comportait un avantage considérable, à savoir, « la plausible réfutation » : la possibilité de réfuter la responsabilité pour quoi que ce soit qui pourrait se dérouler dans le processus d'accumulation de profits durant le Troisième Reich. Ceci constitua un avantage important, car dans ce processus il se passa des choses fort désagréables, comme nous le verrons bientôt.<sup>217</sup>

En ce qui concerne IBM, l'expérience de cette entreprise américaine avec les fidéicommissaires nazis n'eut rien de traumatisant. Selon Black, « ils protégèrent avec zèle les capitaux, ils développèrent la productivité et ils augmentèrent les profits ». Il n'est dès lors pas étonnant que Herman B. Fellingner, le fidéicommissaire de Dehomag, fut maintenu à un poste de direction après la capitulation allemande.<sup>218</sup>

Les nazis étaient bien moins intéressés par l'identité des dirigeants que par la production. Après l'échec de leur stratégie de guerre-éclair en Union soviétique, ils avaient besoin d'un nombre sans cesse croissant d'avions et de

camions, produits en masse, par exemple, par la Ford-Werke. Depuis que Henry Ford avait introduit la chaîne de montage et autres techniques « fordistes », les entreprises américaines avaient été les fers de lance dans la production industrielle de masse, et leurs filiales en Allemagne, y compris la filiale Opel de GM, ne faisaient pas exception à cette règle. Les planificateurs nazis tels Goering et Speer le savaient, et ils comprirent bien que des changements radicaux dans la direction d'Opel ne pourraient que ralentir la production à Brandebourg et à Russelsheim. C'est ainsi que les quotas de production fixés par Berlin furent même régulièrement dépassés. Les autorités nazies en furent ravies et décernèrent à l'usine Opel le titre honorifique d' « entreprise de guerre exemplaire ». <sup>219</sup> Pour les managers et les propriétaires américains de GM et de Ford, peu importait qui était nommé pour servir de dirigeant dans leurs filiales en Allemagne, quels produits sortaient de leurs chaînes de montage, et si les activités de leurs filiales allemandes contribuaient à faire durer la guerre. Ce qui comptait pour eux-mêmes et pour leurs actionnaires, en dernière analyse, ce n'était que les profits. Trop peu de gens savent que les filiales allemandes des grandes entreprises américaines réalisèrent de plantureux bénéfices durant la guerre, et que ceux-ci ne furent pas empochés par les nazis. En ce qui concerne Ford-Werke, nous avons des chiffres précis. Les profits de la filiale allemande de Dearborn augmentèrent de 1,2 million de Reichsmark en 1939 à 1,7 million en 1940, 1,8 million en 1941, 2 millions en 1942 et 2,1 millions en 1943. <sup>220</sup> Les filiales de Ford en France occupée, en Hollande et en Belgique, où la grande entreprise américaine contribua également à l'effort de guerre nazi, étaient tout aussi performantes du point de vue de la rentabilité. Ford-France, par exemple, qui n'était pas une entreprise florissante avant guerre, devint très rentable après 1940 grâce à sa collaboration inconditionnelle avec les Allemands. En 1941, l'entreprise enregistra des bénéfices de 58 millions de francs, un résultat que Edsel Ford applaudit chaleureusement. <sup>221</sup>

Concernant les profits enregistrés par Opel, aucun détail n'est disponible, mais il est de notoriété publique que la filiale allemande de GM fit également d'excellentes affaires. Selon Anita Kugler, peu d'autres entreprises allemandes eurent des recettes comme Opel durant la guerre. Les profits d'Opel s'envolèrent au point que le ministère nazi de l'économie en interdit la divulgation. Ceci fut décidé afin d'éviter de choquer la population allemande, qui était de plus en plus contrainte à se serrer la ceinture et qui se rendait probablement compte que les profits de cette filiale américaine n'allaient pas enrichir des compatriotes allemands. <sup>222</sup>

En ce qui concerne IBM, Black écrit que les bénéfices de sa filiale allemande « gonflèrent » durant la guerre. Dehomag enregistra déjà une augmentation record de ses bénéfices en 1939 et, au fur et à mesure que la guerre évolua, ses richesses « augmentèrent à un rythme encore plus rapide... particulièrement suite aux conquêtes nazies de la Pologne, de la Belgique et de la France », à tel point que la valeur de la filiale d'IBM dans le Troisième Reich « était quotidiennement multipliée ». Comme dans le cas de Ford, les profits d'IBM en France occupée augmentèrent principalement en raison des affaires générées par une collaboration zélée avec les autorités allemandes d'occupation, et il devint vite nécessaire de construire de nouvelles usines. Par dessus tout, si l'on suit Black, IBM prospéra en Allemagne et dans les territoires occupés grâce à la vente, aux nazis, de la technologie nécessaire pour identifier, déporter, réunir dans les ghettos, mettre en esclavage et finalement exterminer des millions de juifs européens, en d'autres termes, pour organiser le génocide. <sup>223</sup>

Ce qui est advenu des profits réalisés par les filiales américaines en Allemagne durant la guerre n'est pas clair, mais quelques bribes d'informations ont néanmoins été mises à jour. Déjà avant la guerre, durant les années trente, les entreprises américaines avaient développé un certain nombre de stratégies pour détourner l'embargo nazi sur le rapatriement des capitaux. Le siège principal d'IBM à New York, par exemple, avait pris l'habitude de facturer à Dehomag des royalties qui étaient prétendument dues à la maison mère pour le remboursement de prêts et pour d'autres frais ou dépenses. Cette pratique, ainsi que d'autres transactions, minimisait les bénéfices réalisés en Allemagne et fonctionnait aussi comme stratégie d'évasion fiscale. Il est peu probable qu'IBM ait été la seule maison mère d'importance aux États-Unis à avoir développé de telles manipulations comptables. En fait, il s'agit de l'ancêtre du transfert de fonds et autres astuces largement utilisées par les multinationales pour échapper aux taxes et pour maximaliser les profits. <sup>224</sup>

L'embargo sur le rapatriement des profits pouvait aussi être contourné en les réinvestissant en Allemagne nazie. Mais après 1939, cette option ne fut plus permise, du moins en théorie. Néanmoins, beaucoup de filiales américaines réussirent à augmenter leur capital de cette manière. Opel, par exemple, racheta une fonderie à Leipzig en 1942. Il restait naturellement toujours possible d'investir dans l'amélioration et la modernisation de l'infrastructure des filiales mêmes. C'est ce qui se passa chez Opel. En ce qui concerne Ford-Werke, son capital augmenta, entre 1939 et 1945, de 60,4 à 68,8 millions de Reichsmarks, et on a évalué que la valeur totale de l'entreprise pouvait avoir plus que doublé durant la guerre. Il existait également des possibilités d'expansion dans les pays occupés d'Europe. La filiale de Ford en France utilisa ses profits pour construire, en 1941, une unité de production de chars à Oran, en Algérie. On rapporte que cette usine a fourni l'*Afrikakorps* de Rommel en matériel lourd nécessaire pour son avancée sur El Alamein. Comme Ford-Werke, à Cologne, a maintenu des contacts étroits avec Ford-France, il n'est pas impossible que l'entreprise d'Algérie fut en partie financée avec les profits réalisés par Ford en Allemagne nazie. <sup>225</sup> Il est probable qu'une partie des profits réalisés dans le Troisième

Reich fut transférée aux États-Unis, via la Suisse neutre, par exemple, où beaucoup d'entreprises américaines maintinrent des bureaux. Ces bureaux servirent d'intermédiaires entre les sièges aux États-Unis et les filiales en pays occupés ou neutres et furent impliqués dans « l'écoulement des profits ». Pour le rapatriement des profits, les entreprises purent également compter sur les services expérimentés des branches parisiennes de certaines banques américaines telles la *Chase Manhattan* et *J.P. Morgan*, ainsi que sur des banques suisses. La *Chase Manhattan* faisait partie de l'empire des Rockefeller, tout comme la Standard Oil, le partenaire américain de IG Farben. Sa branche parisienne resta ouverte durant toute la guerre et profita copieusement de son étroite collaboration avec les autorités allemandes. Du côté suisse, quelques institutions financières furent impliquées dans la gestion de l'or volé par les nazis à leurs victimes juives. La Banque des Règlements Internationaux (BRI) joua un rôle important dans cette affaire. Cette banque soi-disant « internationale » avait été fondée en 1930, dans le cadre du Plan Young, en vue de faciliter les paiements des réparations allemandes après la Première Guerre mondiale. Des banquiers américains et allemands, tel Schacht, dominèrent la BRI depuis le début et collaborèrent harmonieusement, même après Pearl Harbor. Durant la guerre, Paul Hechler, un Allemand, de surcroît membre du parti nazi, occupait la fonction de directeur de la BRI tandis qu'un Américain, Thomas H. McKittrick, occupait celle de président. McKittrick était un ami proche de l'ambassadeur américain à Berne et de l'agent de l'OSS en Suisse, Allen Dulles. Avant la guerre, Allen Dulles et son frère, John Foster Dulles, avaient travaillé ensemble dans le cabinet d'avocats new-yorkais Sullivan & Cromwell. Leur grande spécialité fut la gestion des avoirs américains en Allemagne. Les deux frères entretenaient d'excellentes relations avec les propriétaires et les hauts dirigeants des grandes entreprises américaines et avec des banquiers et des hommes d'affaires en Allemagne. Après le déclenchement de la guerre, John Poster devint l'avocat conseil de la BRI à New York, alors qu'Allen échangeait sa carrière lucrative d'avocat contre un poste gouvernemental ; il rejoignit l'OSS et fut envoyé en Suisse où il noua des relations d'amitié avec McKittrick. Il est largement connu que la BRI manipula, durant la guerre, d'énormes sommes d'argent et d'or provenant de l'Allemagne nazie. Est-il déraisonnable de suspecter que ces transferts aient pu aussi impliquer des profits réalisés par des filiales américaines, en d'autres termes, de l'argent appartenant aux clients ou associés des omniprésents frères Dulles ? Il n'est guère surprenant que les entreprises et les banques concernées aient toujours observé la plus grande discrétion sur ces transactions. Néanmoins, quelques détails furent mis à jour après guerre. Le trust DuPont reçut 520 000 dollars en revenus sur ses investissements et brevets en France occupée. Le siège de Ford à Dearborn réussit également à empocher des profits de sa filiale, la Ford-Werke de Cologne. Le quartier général de Dearborn a reconnu officiellement avoir reçu, après la guerre, la somme relativement modeste de 60 000 dollars de dividendes réalisés en Allemagne ; cet argent fut utilisé pour racheter les actions de Ford-Werke détenues par IG Farben, qui se trouvait en voie de décartellisation. Ici, tout comme dans le cas de DuPont, il n'est pas déraisonnable de penser qu'il ne s'agit là que de la partie émergente de l'iceberg.

## **Chapitre 20 — La collaboration industrielle et la prétendue « dénazification » de l'Allemagne (2)**

Les restructurations, impliquant qu'un nombre d'employés sans cesse réduit travaillent de plus en plus dur afin de garantir des profits toujours plus élevés pour les employeurs, démontrent clairement que les bénéfices ne dépendent pas seulement de prix élevés et de matières premières bon marché, mais également, et peut-être même principalement, d'un bas niveau des salaires.<sup>226</sup>

Dans ce domaine, les experts en restructuration pourraient tirer profit de l'expérience des filiales allemandes des entreprises américaines durant la Deuxième Guerre mondiale. Bien avant la guerre, les firmes allemandes avaient pu profiter de la grande faveur que les nazis leur avaient faite : l'élimination des syndicats. Cette mesure avait décapité le mouvement ouvrier allemand et avait transformé les travailleurs en une *Gefolgschaft*, c'est-à-dire une masse impuissante, mise à la disposition des employeurs de façon inconditionnelle. Ceci reflétait le *Führerprinzip*, le principe nazi selon lequel le chef (*Führer*) jouissait d'une autorité absolue dans chaque organisation, tant dans le secteur privé que dans le secteur public. Dans ces conditions, il n'est guère surprenant que, sous le nazisme, les salaires réels en Allemagne déclinèrent rapidement tandis qu'en corrélation les profits augmentèrent.

Pendant la guerre, les travailleurs allemands servirent de chair à canon. Cela était censé n'être qu'un inconvénient temporaire pour les employeurs, parce que le concept de guerre-éclair postulait une guerre de courte durée, suivie par une victoire totale. Or, l'échec de la guerre-éclair en Union soviétique en décembre 1941 empêcha des millions d'hommes de réintégrer le secteur de la main-d'œuvre en Allemagne. Cette pénurie de main-d'œuvre aurait dû mener, selon la loi économique de l'offre et de la demande, à une augmentation des salaires, et donc à une diminution des profits. Ce scénario fut contrecarré par les nazis. Dès le début de la guerre, le 4 septembre 1939, ils promulguèrent un moratoire sur les prix et les salaires. En pratique, les prix continuèrent à augmenter, tandis que les salaires s'érodèrent et les heures de travail s'allongèrent progressivement. Cela toucha également la

main-d'œuvre des filiales allemandes des entreprises américaines. Dès mai 1940, par exemple, les ouvriers d'Opel durent travailler 60 heures par semaine pour des salaires moins élevés. Malgré les protestations des travailleurs qui parlaient de « vol salarial », la semaine de travail à Russelsheim fut progressivement allongée. À la fin 1942, les employés travaillaient 66 heures par semaine.<sup>227</sup>

Afin de combattre la pénurie de main-d'œuvre, les nazis recoururent à des travailleurs étrangers qui furent souvent contraints de travailler dans les conditions les plus inhumaines. Avec des centaines de milliers de prisonniers de guerre soviétiques, d'autres prisonniers de guerre ainsi que des prisonniers issus des camps de concentration, ces travailleurs étrangers constituèrent une gigantesque réserve de travailleurs forcés, moyennant une modeste rémunération payée à la SS. De plus, la SS se chargeait de maintenir, d'une main de fer, la discipline et l'ordre nécessaires. Les coûts de main-d'œuvre chutèrent vertigineusement. La technologie qui permettait de répertorier ces millions de travailleurs étrangers fut fournie par l'omniprésente filiale d'IBM, Dehomag.<sup>228</sup>

Les filiales allemandes des entreprises américaines firent également grand usage de ces travailleurs forcés. Par exemple, la *Yale and Town Manufacturing Company*, basée à Velbert en Rhénanie, eut recours à « l'aide d'ouvriers venant d'Europe de l'Est » pour réaliser des « profits considérables ». On rapporte que Coca-Cola a également bénéficié de travailleurs étrangers et de prisonniers de guerre mis au travail dans ses usines Fanta.<sup>229</sup> Cependant, les exemples les plus spectaculaires de l'utilisation de travailleurs forcés sont fournis par Ford et General Motors. En ce qui concerne Ford-Werke, on dit qu'à partir de 1942, cette entreprise recourut « avec zèle, agressivité et succès » à l'embauche de travailleurs étrangers et de prisonniers de guerre originaires d'Union soviétique, de France, de Belgique et d'autres pays occupés, apparemment à la pleine connaissance de son siège américain. Karola Fings, une chercheuse allemande qui a étudié minutieusement les activités de Ford-Werke durant la guerre, écrit :

« [Ford] fit de merveilleuses affaires avec les nazis. Car l'accélération de la production durant la guerre ouvrit des opportunités totalement neuves pour réduire le coût des salaires. Un moratoire sur les augmentations de salaires prit effet à Ford-Werke dès 1941. Or, les marges de bénéfices les plus importantes étaient réalisées grâce au recours aux dénommés *Ostarbeiter* [les travailleurs forcés de l'Europe de l'Est]. »

Les milliers de travailleurs forcés mis au travail chez Ford-Werke travaillaient chaque jour pendant 12 heures, sauf le dimanche, et sans aucun salaire.

Contrairement à Ford-Werke, Opel n'embaucha jamais de prisonniers des camps de concentration, du moins pas dans ses principales usines de Russelsheim et de Brandenburg. La filiale allemande de GM avait cependant un appétit insatiable pour d'autres catégories de travailleurs forcés, tels les prisonniers de guerre. Durant l'été 1940, des prisonniers de guerre furent déjà mis au travail dans l'usine de Russelsheim ; il s'agissait de Français. Ils furent rejoints par un grand nombre de Soviétiques, qui furent particulièrement maltraités. Des ouvriers déportés, pour la plupart d'Europe de l'Est mais aussi d'Europe de l'Ouest, furent également mis au travail chez Opel. Comme l'écrit Anita Kugler, l'utilisation des travailleurs-esclaves chez Opel, particulièrement lorsqu'il s'agissait de Russes, s'accompagnait d'une « exploitation maximale, du pire des traitements et... de la peine capitale même suite à des infractions mineures ». La Gestapo s'occupait de la supervision des ouvriers étrangers.<sup>230</sup>

Durant la guerre, les entreprises américaines montrèrent un certain talent pour gagner de l'argent en faisant des affaires tant avec l'ennemi qu'avec les Alliés. Cependant, les chroniques plus ou moins officielles de ces grandes entreprises, ainsi que les biographies d'Henry Ford et des autres géants de l'industrie américaine, gardent généralement un silence discret sur ce sujet. Quant aux médias américains, ils se concentrent plutôt sur les histoires croustillantes des banques suisses, qui ont gardé dans leurs coffres l'or que les nazis avaient confisqué à leurs victimes juives, et sur les entreprises allemandes telles que Volkswagen, qui ont profité du travail forcé durant la guerre. Mais ces mêmes médias ne disent presque jamais rien au sujet des relations entre les grandes entreprises américaines et les nazis. La liberté de la presse semble s'arrêter dès que les journaux, les magazines ou les stations de télévision risquent de perdre des revenus publicitaires en vexant des firmes comme Coca-Cola et Ford. Une autocensure similaire peut être observée dans l'univers académique. Un expert américain de l'histoire du Troisième Reich et la Deuxième Guerre mondiale, que nous ne nommerons pas, a réussi à publier un livre de plus de 1 000 pages sur la guerre sans y mentionner une seule fois Ford-Werke, ou Ford en général, ou encore General Motors et sa filiale Opel. Ceci est fort compréhensible si on tient compte du fait que cet expert a fait carrière dans une grande université du Michigan, où la santé financière de telles institutions dépend largement du mécénat des grands constructeurs d'automobiles implantés à Détroit, Dearborn et ailleurs dans cet État.

Aux États-Unis, les maisons mères des filiales allemandes ne rencontrèrent quasiment aucun problème suite aux activités de leurs implantations en Allemagne nazie. Évidemment, ces entreprises maintinrent la plus grande discrétion sur cet aspect de leurs activités. Par conséquent, la majorité des Américains n'eurent aucune idée de ce qui avait été entrepris par le capital américain à Cologne, à Russelsheim, et ailleurs en Allemagne. Ces



entreprises s'efforcèrent au contraire de convaincre l'opinion publique américaine de leur patriotisme. Ainsi, par exemple, les Américains moyens n'ont jamais pensé que GM, qui finançait et distribuait des affiches anti-allemandes en Amérique, était en même temps impliqué, sur les rives lointaines du Rhin, dans des activités qui s'apparentaient à une sorte de trahison.<sup>231</sup>

Washington était bien mieux informé que le citoyen américain moyen, mais le gouvernement fédéral suivit la règle non écrite qui stipulait que « ce qui est bien pour GM est bien pour les États-Unis », et ferma les yeux sur le fait que les entreprises américaines accumulèrent de gros profits via leurs investissements dans (ou via leurs relations commerciales avec) le Troisième Reich. Il faut préciser, en passant, que le gouvernement de Roosevelt comptait un nombre considérable d'anciens dirigeants de GM parmi ses hauts fonctionnaires, comme, par exemple, William S. Knudsen, un ami de Goering dans les années trente et président de General Motors jusqu'en 1940. Une semaine après Pearl Harbor, le président Roosevelt adopta discrètement une mesure permettant aux entreprises américaines, moyennant une autorisation spéciale, d'avoir des relations d'affaires avec les pays ennemis ou avec des pays neutres, amis des pays ennemis. Cet ordre exécutif contrevenait évidemment aux lois, prétendument très strictes, contre toutes formes de « relations commerciales avec l'ennemi » et contraste fortement avec la manière dont des lois similaires sont appliquées aujourd'hui encore, par exemple en ce qui concerne Cuba : les citoyens américains ne peuvent même pas faire entrer aux États-Unis des cigares de La Havane achetés au Canada.<sup>232</sup>

Washington comptait également sur la collaboration active des grandes entreprises nationales pour gagner la guerre. Comme l'a écrit Charles Higham, le gouvernement de Roosevelt « devait faire bon ménage avec les grandes compagnies pétrolières afin de garantir la victoire finale ». Par conséquent, les fonctionnaires gouvernementaux ne pouvaient se permettre de soulever des questions embarrassantes ; pire, ils fermèrent les yeux sur la conduite anti-patriotique des investisseurs américains à l'étranger. Dans le seul but « de satisfaire l'opinion publique », continue Higham, une poursuite légale, purement symbolique, fut lancée en 1942 contre la Standard Oil, la mieux connue des entreprises qui violaient les lois contre « le commerce avec l'ennemi ». La Standard Oil attira alors l'attention sur le fait qu'elle « fournissait un grand pourcentage des produits pétroliers dont avaient besoin l'armée, la marine et les forces aériennes et aidait ainsi les États-Unis à gagner la guerre ». L'entreprise du groupe Rockefeller accepta finalement de payer une amende mineure « pour avoir trahi l'Amérique », mais fut autorisée à poursuivre ses activités commerciales lucratives avec les ennemis des États-Unis. Une enquête similaire fut lancée quant aux activités d'IBM, mais elle avorta parce que, à l'instar de l'Allemagne, les États-Unis éprouvaient un besoin urgent de la technologie de cette entreprise.<sup>233</sup>

L'Oncle Sam agita donc brièvement son doigt dans la direction de Standard Oil et d'IBM, mais la grande majorité des entreprises américaines engagées dans de lucratives affaires avec Hitler ne fut jamais inquiétée. Les relations de Sosthenes Behn avec l'Allemagne nazie, par exemple, étaient bien connues à Washington, mais le grand chef d'ITT ne rencontra jamais aucune difficulté à cause de cela. Charles Higham explique :

« Malgré le fait que toutes les sections des services secrets américains surveillaient Behn à chaque tournant... et savaient en général exactement ce qu'il allait faire, rien ne fut jamais entrepris pour le stopper. Alors que la fin de la guerre approchait, les quelques critiques modérées qui avaient été exprimées au sein du gouvernement américain, furent rapidement passées sous silence en vue d'un futur arrangement avec l'Allemagne et en vue de l'affrontement de l'Union soviétique ».

Behn entretenait des relations intimes avec les dirigeants militaires américains, et il parvint même à recevoir la plus grande décoration civile américaine, la « Médaille du Mérite », pour les services prétendument inestimables qu'il avait rendus à l'armée américaine. Sa sépulture se trouve au prestigieux Cimetière d'Arlington, à Washington, non loin de la tombe de John F. Kennedy et tout près de celles de milliers de soldats américains qui perdirent leurs vies dans la guerre contre ses amis nazis.<sup>234</sup>

Aux États-Unis, les grandes entreprises n'éprouvèrent donc aucune difficulté sérieuse en raison des services qu'elles rendaient à l'ennemi. De plus, il semble que les états-majors des alliés occidentaux aient décidé d'épargner, autant que possible, les filiales allemandes des entreprises américaines. Alors que le centre historique de Cologne fut la cible de plusieurs raids aériens et fut entièrement détruit, la grande usine Ford, située dans la périphérie de la ville, avait la réputation d'être l'endroit le plus sûr durant les attaques aériennes. Ford-Werke ne subit que très peu de dégâts et l'infrastructure de l'usine resta intacte. La filiale de Ford à Cologne pourra relancer ses opérations presque immédiatement après la fin des hostilités : le premier camion de l'après-guerre sortit des chaînes de montage le 8 mai 1945, le jour de la capitulation allemande. Selon Hans G. Helms, un expert allemand, Bernard Baruch, un conseiller de haut rang du président Roosevelt, avait donné l'ordre de ne pas bombarder certaines usines en Allemagne ou de ne les bombarder que légèrement. On ne s'étonnera pas si les usines des filiales allemandes des entreprises américaines tombèrent dans cette catégorie. En ce qui concerne Ford-Werke, Helms insiste catégoriquement sur le fait que « celle-ci ne pouvait pas être bombardée et, par conséquent, elle ne fut pas bombardée ». L'entreprise Bayer à Leverkusen, qui était associée à la Standard Oil via

IG-Farben, fut également épargnée. Pour Helms, cette usine produisait certains types de médicaments contre les maladies tropicales dont l'armée américaine avait besoin dans le Pacifique, et qui lui furent fournis par les Allemands via la Suisse et le Portugal. Si l'usine Opel de Russelsheim fut, quant à elle, lourdement bombardée le 20 juillet et les 25-26 août 1944, les dégâts furent limités. La production put continuer à plein régime jusqu'à l'arrivée des GI's à Russelsheim, le 25 mars 1945. Les implantations allemandes d'IBM sortirent également des vicissitudes de la guerre avec remarquablement peu de dégâts. Edwin Black écrit que, parmi les tous premiers GI's à pénétrer dans l'usine de Dehomag à Sindelfingen, il y avait quelques anciens employés d'IBM. Ils constatèrent que tout était « intact à 100 % » et « en très bonne condition », et que « chaque outil, chaque machine était en parfait état de marche ». Excités, ils rapportèrent à Thomas Watson en personne que « l'usine entière était intacte, épargnée, pour des raisons inconnues, par nos aviateurs ». Watson, qui jouissait d'un accès privilégié à tous les centres du pouvoir à Washington, y compris à la Maison Blanche, en connaissait indubitablement les raisons. L'usine d'IBM à Berlin, par contre, avait été détruite lors des nombreux raids aériens sur la capitale allemande mais, comme l'écrit Black, pas avant que « la plupart des unités aient été transférées vers différents endroits dans le Sud de l'Allemagne ». <sup>235</sup> Après guerre, GM et les autres grandes entreprises américaines qui avaient fait des affaires avec l'Allemagne restèrent non seulement impunies, mais reçurent même des compensations pour les dommages subis par leurs filiales allemandes suite aux raids britannico-américains. A titre d'indemnisation, GM reçut ainsi du gouvernement américain 33 millions de dollars, et ITT 27 millions, en partie sous forme de crédits d'impôts. Ford-Werke avait subi relativement peu de dommages durant la guerre et reçut cependant du régime nazi lui-même plus de 100 000 dollars de compensation ; entre-temps, l'usine de Ford en France avait obtenu du régime de Vichy une indemnisation de 38 millions de francs. Ford introduisit tout de même à Washington une demande d'indemnisation de 7 millions de dollars pour dommages subis, mais elle ne reçut finalement qu'un peu plus de 500 000 dollars. Ces compensations, quels que fussent leurs montants, représentent un exemple surprenant de la générosité du Département du Trésor, surtout quand on sait que ces grandes entreprises avaient déjà bénéficié d'exemptions fiscales en guise de compensations pour leurs pertes présumées en Allemagne. Par exemple, GM avait déclaré en 1941 l'entière perte de ses investissements dans Opel comme perte, obtenant ainsi une réduction d'impôts de 22,7 millions de dollars. Théoriquement, cela voulait dire que le gouvernement avait le droit de confisquer les avoirs d'Opel. Or, après la guerre, en 1948, GM fut gracieusement autorisée à récupérer sa filiale allemande moyennant un paiement au fisc de 1,8 million de dollars, presque 21 millions de moins que la réduction d'impôts dont la firme avait profité en 1941. Ford réussit un exploit similaire : en 1943, Dearborn déclara la perte de Ford-Werke, estimée à approximativement 8 millions de dollars, mais réussira à récupérer officiellement en 1954 sa filiale allemande « à un juste prix » de... seulement 557 000 dollars. Incidemment, la « perte » juridique de leurs investissements en Allemagne avait aussi permis aux propriétaires et dirigeants des entreprises américaines de nier toute responsabilité pour les activités de leurs filiales allemandes. <sup>236</sup> Si les autorités américaines avaient décidé, après la guerre, de mener la vie dure aux entreprises allemandes qui avaient collaboré si intimement avec les nazis, certains détails déplaisants auraient été dévoilés. Le public américain aurait alors appris que les entreprises américaines avaient collaboré étroitement avec les nazis, que des entreprises telles que Ford et GM avaient fait des affaires extraordinaires, non seulement en fournissant des armes aux forces américaines mais également à la *Wehrmacht*, et qu'en commerçant avec l'ennemi, ces mêmes entreprises s'étaient rendues coupables d'une forme de trahison. Une experte américaine sur la politique des États-Unis envers l'Allemagne à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, Carolyn Woods Eisenberg, écrit que l'une des raisons pour lesquelles les autorités d'occupation américaines en Allemagne hésitèrent à enquêter sur les relations entre les grandes entreprises allemandes et les nazis résidait dans le fait que « la conduite des cartels allemands ne pouvait pas être aisément dissociée des activités douteuses de certaines entreprises américaines ». La poursuite judiciaire d'entreprises allemandes telles IG Farben aurait conduit à des confiscations et à des nationalisations, comme ce fut le cas en France pour Renault. Dans ce cas, les maisons mères ou les partenaires américains auraient subi d'importantes pertes. <sup>237</sup>

Les grandes entreprises américaines ayant une relation avec l'Allemagne appartenaient à cette élite du monde des affaires qui, durant la guerre, avait appris à multiplier sa richesse, son influence et son pouvoir. Après la guerre, cette élite jouit d'une influence démesurée sur la manière dont les autorités américaines traitèrent l'Allemagne vaincue. Les autorités d'occupation américaines comptaient parmi elles un grand nombre de représentants influents d'entreprises telles GM et ITT. Selon Carolyn Woods Eisenberg, la plupart de ces hommes

« [avaient été nommés] à cause de leur expérience dans les relations avec des sociétés allemandes, ou bien parce que leurs propres entreprises avaient déjà réalisé des affaires en Allemagne avant la guerre. Ainsi, il s'agissait de personnes... venant de General Motors... et de ATT [filiale de ITT]. Le directeur [William Draper, un ami de Thomas Watson de IBM]... venait de Dillon, Read & Company, une grande institution financière qui avait réalisé d'importants investissements en Allemagne dès les années vingt [...] Un grand nombre de ces gens avait des relations personnelles avec l'une ou l'autre grande firme allemande [...] »

Non seulement, les entreprises américaines empêchèrent la révélation de leurs propres activités en Allemagne, mais elles évitèrent également des difficultés sérieuses pour leurs filiales ou partenaires allemands. Un petit

nombre de nazis, tel Sauckel, le marchand d'esclaves qui avait fourni à l'industrie allemande une multitude de travailleurs étrangers, finit à la potence, non sans l'avoir mérité. Les dirigeants des entreprises allemandes et des filiales américaines en Allemagne, qui avaient profité du travail forcé, ne furent guère inquiétés.<sup>238</sup>

Les Américains procédèrent de la même façon au Japon. Un certain nombre de criminels de guerre furent condamnés à des peines bien méritées, mais trop de militaristes furent traités avec un excès de clémence, surtout l'empereur Hirohito. Les dirigeants américains et les autorités d'occupation éprouvaient effectivement plus de sympathie pour les élites conservatrices du pays, même si elles avaient déclenché la guerre, que pour les éléments antifascistes et démocratiques qui avaient des projets progressistes pour un nouveau Japon. Les Américains voyaient dans le premier groupe des hommes d'affaires sérieux et respectables, avec qui on pouvait collaborer — de manière mutuellement avantageuse — afin d'ancrer au Japon un système capitaliste solide, ainsi que des politiciens fiables brandissant des lettres de créance anticomunistes immaculées. Le second groupe leur semblait être composé de syndicalistes avides, de dangereux révolutionnaires gauchistes et de sympathisants potentiels de Moscou. Par conséquent, sous les auspices du « proconsul » américain au Japon, le général MacArthur, les purges furent vite terminées et les structures autoritaires traditionnelles du pays rétablies, bien que recouvertes d'un fin vernis démocratique. Les syndicats furent neutralisés, et les démocrates et les antifascistes japonais n'eurent pas voix au chapitre dans la reconstruction d'après-guerre de leur pays. Non seulement, Hirohito ne fut pas poursuivi par les Américains, mais il ne fut même pas sommé de témoigner lors des procès au cours desquels ses plus proches collaborateurs furent accusés de crimes de guerre. Comme l'écrit Noam Chomsky, en disculpant le monarque japonais, Washington révéla clairement qu'au Japon les Américains ne toléreraient pas d'authentiques expériences démocratiques mais étaient plutôt déterminés à restaurer l'ordre traditionnel conservateur.<sup>239</sup>

## Chapitre 21 — Les États-Unis, l'Union soviétique et le destin de l'Allemagne dans l'après-guerre

On a souvent présenté une image simpliste de la situation en Europe à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. On a suggéré que les Américains ne voulaient rien d'autre que se retirer de l'autre côté de l'Atlantique. On a laissé entendre que ce scénario ne pouvait se concrétiser parce que les Soviétiques auraient sans doute profité du retrait des Américains pour se rendre maître de l'ensemble du vieux continent.

Le thème des rôles respectifs des Soviétiques et des Américains en Europe après 1945 semble dépasser le cadre d'une étude centrée sur la Deuxième Guerre mondiale. Cependant, cela vaut la peine de s'attarder un instant sur la question du destin de l'Allemagne durant l'après-guerre. À la fin du conflit mondial, des comptes devaient être réglés avec le pays qui avait commencé la guerre. Ceci se révéla être une tâche particulièrement compliquée et épineuse. Les événements importants qui se déroulèrent entre le rives de l'Oder et du Rhin durant les mois et les années qui suivirent la fin des hostilités, et dans lesquels les Américains et les Soviétiques furent si intimement impliqués, méritent non seulement, mais requièrent même, d'être présentés et expliqués brièvement dans cette étude. La politique d'après-guerre des Soviétiques visait à (re)créer un État allemand unifié pour la simple raison qu'ils pouvaient espérer beaucoup plus de bénéfices d'un tel consensus que d'une division de l'Allemagne. L'Union soviétique, en tant que nation co-victorieuse, attendait de l'Allemagne vaincue deux concessions importantes, concessions qui n'avaient rien de déraisonnable et dont le principe avait déjà été approuvé par les partenaires anglo-américains à la conférence de Yalta : premièrement, des réparations considérables et, deuxièmement, la sécurité vis-à-vis d'une Allemagne d'après-guerre potentiellement revancharde. Ces indemnités et cette sécurité étaient cruciales pour l'URSS. La politique soviétique pour l'après-guerre dépendait donc, dans une large mesure, de l'existence d'un État allemand unifié et suffisamment prospère pour dégorger d'importantes réparations. Or, un tel État allemand serait inévitablement relativement puissant, et il faudrait la solidarité de tous les alliés, non seulement pour le contraindre à respecter ses obligations mais aussi pour empêcher qu'il ne devienne un jour une menace pour l'URSS. La configuration du nouvel État allemand ne présentait guère un problème du point de vue des Soviétiques. Ceux-ci ne s'attendaient certainement pas à ce que l'Allemagne devienne un État communiste : ils étaient conscients que la poursuite d'une telle option provoquerait sans aucun doute un conflit avec les alliés américano-britanniques. Les Soviétiques s'attendaient plutôt à une nouvelle version de la République de Weimar, c'est-à-dire une démocratie de type occidental qui serait acceptable pour Washington et pour Londres. Les Soviétiques avaient donc à l'esprit une Allemagne unifiée et démocratique pour l'après-guerre parce que cette option était pour eux la plus avantageuse. Ceci explique le fait que les Soviétiques s'opposèrent depuis le début à la division de l'Allemagne et continuèrent à s'y opposer jusqu'aux années 1950.<sup>240</sup>

Les plans soviétiques relatifs à l'Allemagne étaient donc loin d'être déraisonnables, et leurs dispositions avaient déjà été approuvées par les alliés occidentaux à Yalta et ailleurs. Ce sont les Américains qui les récuserent. Après la défaite de l'Allemagne, ils considérèrent la situation dans une perspective tout à fait nouvelle. Ils ne

pouvaient tirer avantage d'un État allemand unifié que s'ils contrôlaient cette Allemagne, à la fois sur les plans économique et politique. Dès qu'il devint évident que cet objectif ne pouvait être atteint, Washington prit conscience qu'il était plus profitable de préserver la division de l'Allemagne en zones d'occupation, bien que cette division fût en principe d'une durée limitée.<sup>241</sup>

La politique américaine envers l'Allemagne était surtout dictée par des facteurs économiques. Afin d'éviter une nouvelle crise économique aux États-Unis, Washington cherchait à ouvrir les marchés mondiaux aux produits de son industrie. Le principe de la « porte ouverte » devait donc être la règle, sinon partout dans le monde, du moins dans les pays qui, après la guerre, semblaient susceptibles d'être intégrés dans la zone d'influence américaine. Les dirigeants des États-Unis étaient, en particulier, déterminés à ce que l'Allemagne devienne un marché pour les produits américains. Incidemment, après la guerre, les dirigeants de l'industrie américaine parcouraient le monde non seulement à la recherche de nouveaux marchés pour leurs produits, mais également à la recherche de nouvelles possibilités d'investir les énormes profits qu'ils avaient réalisés durant la guerre. A ce moment, pour les investisseurs américains, l'Allemagne faisait figure de terre promise, d'Eldorado teuton regorgeant de capitaux à accumuler.<sup>242</sup>

Un tel projet était difficilement conciliable avec les plans soviétiques. Se basant sur les accords passés à Yalta, ceux-ci s'attendaient à ce que le potentiel économique de l'Allemagne soit prioritairement destiné à servir leurs intérêts propres sous la forme de dommages de guerre, car c'était leur pays, l'URSS, qui avait le plus contribué à la victoire finale et le plus souffert de l'agression nazie. Truman se révéla beaucoup plus attentif aux souhaits de l'industrie américaine qu'aux revendications soviétiques, quelle que soit leur légitimité. Si l'Allemagne était forcée de rétrocéder des dédommagements importants aux Soviétiques, les exportateurs et les investisseurs américains ne pourraient tirer autant de profits qu'ils l'espéraient de la reconstruction de l'Allemagne. Pire, ils pourraient même perdre l'entièreté, ou tout du moins une partie, de leurs investissements en Allemagne. A Russelsheim, par exemple, les dirigeants d'Opel craignirent longtemps que leur entreprise fût obligée de participer financièrement au programme de réparations. Et IBM, qui avait énormément profité, sous le régime nazi, de son identité allemande fictive sous le nom de Dehomag, redoutait que sa filiale soit à présent considérée comme propriété ennemie et soit, par conséquent, utilisée à des fins de réparations. Comme l'écrivit Edwin Black, « IBM voulait absolument être exclue des réparations », et s'employa donc à faire en sorte que sa filiale soit « écartée de la sphère de culpabilité » au lieu de « devenir un candidat pour les réparations ». Les lobbyistes des grandes entreprises américaines se mirent au travail pour empêcher que les filiales américaines en Allemagne soient incluses dans un quelconque projet d'indemnités. De plus, comme on n'avait plus besoin de l'URSS en tant qu'allié indispensable, les anti-communistes proclamèrent leur répulsion à l'idée que la richesse de l'Allemagne de l'après-guerre puisse profiter, pour une période indéterminée, au régime communiste en Union soviétique.<sup>243</sup>

L'idée de réparations allemandes au profit de l'Union soviétique troublait Washington pour d'autres raisons encore. Comme nous l'avons vu, les filiales allemandes des entreprises américaines étaient sorties quasiment intactes de la guerre, et la production pouvait être rapidement relancée. Les entreprises américaines détenaient alors en Allemagne des investissements plus élevés que jamais, et pouvaient espérer tirer des profits sans précédent de la reconstruction du pays. Or, dans le cadre d'un projet de réparations, ces gains potentiels allaient sans doute servir à payer l'énorme dette allemande vis-à-vis de l'Union soviétique. La mise en œuvre d'un programme de réparations impliquait que les capitaux américains amassés en Allemagne servent, pendant une période indéfinie, à financer la construction d'une société socialiste en URSS, plutôt qu'à produire des dividendes au profit des actionnaires aux États-Unis.<sup>244</sup> Les projets soviétiques relatifs à l'Allemagne, bien que légitimes et modérés, étaient donc totalement inacceptables pour l'Oncle Sam.

Les Soviétiques se retranchèrent dans leur propre zone d'occupation mais ils continuaient à œuvrer sur le plan diplomatique pour la réunification de l'Allemagne, leur solution préférée au problème allemand. De son côté, Washington préférait le statu quo, c'est-à-dire la division de l'Allemagne le long de la ligne de démarcation fixée à Yalta. Cette division octroyait aux Américains — et à leurs alliés britanniques et français — le contrôle sur la plus grande partie de l'Allemagne, y inclus les grands ports de la Mer du Nord, les régions industrialisées de la Ruhr et de la Sarre, la région prospère de la Rhénanie et le Texas allemand, la Bavière. Incidemment, la plupart des filiales des entreprises américaines étaient situées dans cette partie de l'Allemagne, qui constituera plus tard la République Fédérale d'Allemagne.<sup>245</sup>

Le privilège de contrôler le cœur économique de l'Allemagne, d'être capable d'y faire des affaires et d'y interdire l'accès aux Soviétiques valait bien le prix relativement peu élevé que les États-Unis devaient payer : donner toute liberté aux Soviétiques, du moins pour le moment, de faire ce qu'ils voulaient dans leur propre zone d'occupation comme, par exemple, y prélever des indemnités à titre de dommages de guerre. Ce prix était en effet fort raisonnable dans la mesure où la zone soviétique — qui deviendra la République Démocratique Allemande — n'avait pas seulement beaucoup plus souffert de la guerre mais se révéla aussi être nettement moins grande, moins riche, moins peuplée et moins développée économiquement que la zone occidentale. Une partie

considérable de ce qui avait été, avant la guerre, la partie orientale de l'Allemagne, c'est-à-dire la zone située à l'est des rivières Oder et Neisse, fut cédée, comme précédemment approuvé, à la Pologne, de manière à compenser ce pays pour les pertes de territoires au profit de l'Union soviétique à l'est de la ligne Curzon.<sup>246</sup> Incidemment, les Américains occupèrent durant les dernières semaines des hostilités une partie considérable de la zone soviétique, à savoir la Thuringe et la majeure partie de la Saxe. Lorsqu'ils s'en retirèrent à la fin de juin 1945, ils emportèrent avec eux plus de 10 000 wagons de chemin de fer remplis du matériel le plus moderne, ainsi que des brevets, des projets, etc., de l'entreprise Carl Zeiss à Iéna et des filiales locales d'autres grandes entreprises telles Siemens, Telefunken, BMW, Krupp, Junkers et IG-Farben. Ce butin de guerre incluait également le matériel démantelé de l'usine de construction des V-2 nazis dans le village thuringien de Nordhausen. Ce ne furent pas seulement les fusées, mais également des documents techniques d'une valeur estimée entre 400 et 500 millions de dollars qui furent saisis. Environ 1 200 experts allemands, spécialistes des fusées, y inclus le célèbre Wernher von Braun, furent capturés. Finalement, les Américains emportèrent également avec eux une quantité importante d'or ; il s'agissait d'une partie, relativement modeste, de l'« or de la mort des Juifs », l'or volé aux juifs et que les SS furent incapables de transférer en Suisse à la fin de la guerre. Ces transferts d'or, de technologie et de capitaux augmentèrent encore l'asymétrie, déjà considérable, existant entre les zones orientale et occidentale de l'Allemagne.

Plus nuisible encore pour l'économie locale fut le fait que les Américains kidnappèrent des milliers de managers, d'ingénieurs, d'experts et de scientifiques de haut niveau — les cerveaux de l'Allemagne de l'Est — de leurs usines, universités et maisons en Saxe et en Thuringe, soit pour les mettre au travail à leur profit dans la zone occidentale, soit tout simplement pour les neutraliser. Dans une étude récente, un historien allemand décrit la saignée américaine de la zone soviétique comme « une déportation forcée » et comme un genre de « kidnapping ». Il compare même cette action, incontestablement peu honnête, avec les infâmes opérations « nuit et brouillard » au cours desquelles des opposants au régime nazi furent déportés dans les camps de concentration. En tous cas, on peut difficilement nier que cette transfusion de capitaux et de ressources humaines fut extrêmement avantageuse pour les Américains et pour l'Allemagne de l'Ouest et, inversement, extrêmement désavantageuse pour l'Allemagne de l'Est.<sup>247</sup>

En abandonnant la partie la plus petite et la plus pauvre de l'Allemagne aux Soviétiques, les Américains s'offrirent une liberté d'action complète dans la partie la plus grande et la plus prospère du pays. Mais, il y avait encore d'autres raisons pour lesquelles une division de l'Allemagne était avantageuse pour Washington. Le nazisme, comme le fascisme en général, avait été un mouvement d'extrême droite, un mouvement qui n'avait pas seulement témoigné du respect pour l'ordre socio-économique capitaliste mais qui avait également rendu d'incalculables services au capital en éliminant les syndicats ouvriers ainsi que les socialistes, les communistes et toutes les autres forces de gauche. C'est pour ces raisons que les grandes entreprises telles que IG-Farben, Thyssen, Krupp, etc., avaient généreusement financé les nazis depuis (presque) le début, et s'y étaient associées après leur arrivée au pouvoir. Elles avaient profité de ses initiatives, telles l'expropriation de la population juive, le réarmement et l'agression internationale. Le philosophe Mark Horkheimer a dit un jour de manière concise et piquante qu'il est impossible de parler de fascisme sans évoquer aussi le capitalisme, parce que, *in fine*, le fascisme est une forme de capitalisme, une des manifestations du capitalisme. En 1945, tant en Allemagne que dans le reste de l'Europe, pratiquement tout le monde se rendait compte de cette connexion entre fascisme et capitalisme, de la place du fascisme au sein même du système capitaliste. En d'autres mots, comme Edwin Black l'a écrit dans son étude sur le rôle de l'Allemagne dans le génocide, « le monde savait que la collusion du monde des affaires [avait été] la clé de voûte de la terreur hitlérienne ». Cette vérité fondamentale ne s'estompera que plus tard, quand le fascisme commencera à être présenté, à l'américaine, comme ayant émergé d'un vide socio-économique, comme l'œuvre personnelle de certains individus malfaisants, criminels, dictatoriaux tels Hitler, arrivés sur la scène historique, pour ainsi dire, de nulle part. La fameuse biographie de Hitler, écrite par Alan Bullock et publiée en 1952, contribua énormément au processus de transfert d'une compréhension de type collective du fascisme en faveur de ce qui a été appelé la « théorie du gangster » du nazisme, et du fascisme en général. Ce livre inspira d'innombrables autres biographies psychologiques et études psycho-historiques sur ces singulières personnalités qui sont présentées comme ayant conçu seules le fascisme. Par la suite, même lorsque des études sur le nazisme tentèrent d'aborder le contexte historique de l'avènement au pouvoir de Hitler, elles négligèrent généralement le rôle important joué par le monde des affaires allemand, en faveur de facteurs tels que de prétendues excentricités de l'histoire de l'Allemagne, les termes injustes du traité de Versailles et, évidemment, le prétendu enthousiasme du peuple allemand pour le nazisme.<sup>248</sup>

Après la défaite du nazisme allemand et la faillite du fascisme européen, la mentalité européenne fut, et resta quelques années, radicalement anti-fasciste et, en même temps, plus ou moins anti-capitaliste. Presque partout en Europe, des associations populaires, telles que les comités anti-fascistes allemands, se développèrent spontanément et acquirent une influence politique considérable. Les syndicats ouvriers et les partis de gauche connurent un renouveau remarquable, particulièrement en Allemagne, et cela se refléta dans les résultats d'élections régionales, comme celles qui eurent lieu dans la zone d'occupation britannique et dans la région de

Hesse. Les partis de gauche et les syndicats jouirent d'un large soutien populaire lorsqu'ils dénoncèrent les banquiers et les industriels allemands pour avoir soutenu les nazis et avoir collaboré avec le régime hitlérien, et lorsqu'ils proposèrent des réformes anti-capitalistes plus ou moins radicales, telles que la nationalisation de certaines entreprises et de certains secteurs industriels. Même l'Union Chrétienne-Démocrate (CDU) conservatrice, qui se révélera plus tard comme la grande championne allemande de la libre entreprise à l'américaine, fut contrainte de rallier le climat anticapitaliste. Dans son programme de Ahlen, début 1947, la CDU critiqua le système capitaliste et proposa un nouvel ordre économique et social. Ces plans de réforme étaient en contradiction avec l'idéologie des élites américaines sur l'inviolabilité de la propriété privée et de la libre entreprise.<sup>249</sup>

Les autorités américaines étaient également mécontentes de l'émergence, dans les usines allemandes, de « conseils d'entreprise » démocratiquement élus, qui revendiquaient une participation dans la gestion. Pire encore, les ouvriers élirent fréquemment des communistes dans ces conseils. Cela se passa même dans les plus importantes filiales allemandes des entreprises américaines, comme Ford-Werke et Opel. Les communistes joueront un rôle important dans le conseil d'entreprise d'Opel jusqu'en 1948, année où General Motors reprendra officiellement la gestion de son implantation allemande et supprimera immédiatement ce conseil. Pour les autorités américaines, ces conseils rappelaient, à leur façon, les conseils de travailleurs de la révolution communiste avortée en Allemagne, à la fin de la Première Guerre mondiale.

Ainsi, Louis A. Wiesner, un spécialiste des affaires ouvrières au Département d'État, prévint ses supérieurs que « des conseils d'entreprise allemands furent après la dernière guerre [à savoir : la Première Guerre mondiale] les organes d'un changement révolutionnaire embryonnaire », et qu'ils servaient « inutilement à évoquer les traditions révolutionnaires des ouvriers allemands ». Les conseils d'entreprise inquiétaient donc clairement tous ceux qui craignaient que la Deuxième Guerre mondiale ne débouchât sur une révolution sociale, exactement comme la guerre franco-prussienne de 1870-1871 et la Première Guerre mondiale avaient engendré la Commune et la Révolution d'Octobre.<sup>250</sup>

Au grand dam des leaders américains, les projets radicaux de nationalisation et les conseils d'entreprise rencontrèrent non seulement la sympathie et le soutien des autorités d'occupation soviétiques mais aussi, du moins temporairement, une certaine compréhension de la part des Britanniques. Depuis les élections législatives de juillet 1945, la politique de ces derniers était, en effet, façonnée par le *Labour*. Le gouvernement travailliste à Londres n'avait donc pas d'objections de principe contre des réformes socio-économiques. Lui-même avait l'intention d'introduire en Grande-Bretagne les réformes sociales de l'État-providence et un programme ambitieux de nationalisations. Les Britanniques étaient donc prêts à entreprendre, à l'intérieur de leur zone d'occupation, qui incluait l'importante région industrielle de la Ruhr, un programme de nationalisations en coopération avec les syndicats ouvriers, le Parti Social-Démocrate (SPD), parti frère du Labour, et d'autres forces de gauche. Les États-Unis pouvaient donc difficilement empêcher la gauche d'introduire des réformes susceptibles d'être soutenues par les « rouges » soviétiques et les « roses » britanniques. Même les filiales allemandes des entreprises américaines risquaient d'être l'objet de nationalisations.<sup>251</sup>

Le maintien de la division « temporaire » de l'Allemagne offrait aux États-Unis la possibilité d'imposer leur volonté dans la zone occidentale, non seulement au partenaire britannique, qui ne faisait pas le poids dans une relation bilatérale avec l'Oncle Sam, mais également aux Allemands de gauche, anti-fascistes et donc plus ou moins anticapitalistes. Afin de réduire à néant les plans de réformes qui les contrariaient, les Américains pouvaient compter sur la collaboration d'Allemands conservateurs, de droite et, si nécessaire, anciens nazis. Les autorités américaines s'opposèrent avec acharnement aux anti-fascistes et sabotèrent systématiquement leurs plans de réformes socio-économiques.

Plutôt que de permettre à des réformes démocratiques d'éclorre « du bas vers le haut », les Américains procédèrent à la restauration des structures autoritaires « du haut vers le bas » partout où leur pouvoir le leur permettait. Ils écartèrent les anti-fascistes en faveur de personnalités conservatrices, autoritaires, de droite, y compris beaucoup d'anciens nazis, sur lesquels ils pouvaient compter pour les aider à maintenir les relations de pouvoir traditionnelles dans la partie occidentale de l'Allemagne. C'était la même politique que celle déjà mise en œuvre dans des pays libérés tels l'Italie. Un vétéran de guerre américain décrit concrètement cette politique :

« En Allemagne, des groupes anti-fascistes étaient actifs. Or, ce qui se passa fut honteux. Après avoir pris une petite ville, nous avons arrêté le maire [nazi] et les autres grosses légumes, et la ville fut confiée à un anti-fasciste. Trois jours plus tard, nous retournions dans cette ville pour apprendre que les Américains avaient libéré tous les fonctionnaires [nazis] et les avaient remis au pouvoir. L'anti-fasciste, par contre, avait été écarté. Cela se passait tout le temps comme ça. La raison : après notre départ, le gouvernement militaire reprenait le contrôle ». <sup>252</sup>

Konrad Adenauer et Ludwig Erhard furent deux personnalités conservatrices dés dans le cadre de cette politique américaine. Erhard, le prétendu architecte du « miracle économique » allemand de l'après-guerre, s'était déjà

révélé un défenseur acharné de la liberté d'entreprise durant le Troisième Reich. Il avait été l'organisateur de la fallacieuse décartellisation de IG-Farben. Si Adenauer avait été emprisonné par les nazis, cela ne signifiait pas pour autant qu'il était un démocrate convaincu. Il était plutôt un représentant typique de la vieille Allemagne autoritaire. L'historien T. H. Tetens l'a décrit comme un « nationaliste conservateur », un « symbole du conservatisme politique extrême » et même comme « un autocrate réactionnaire ». En tant que chancelier de l'Allemagne de l'Ouest, Adenauer sera un protecteur des industriels et banquiers allemands qui avaient rendu possible l'avènement de Hitler, et un protecteur d'anciens nazis, y compris des criminels de guerre notoires.<sup>253</sup>

Les dirigeants américains ont combattu l'anti-fascisme en Allemagne de l'Ouest car il était associé, non sans raison, à l'anti-capitalisme. C'est donc pour cette même raison que l'anti-fascisme fut vigoureusement promu en RDA. Or, il faut bien constater que, depuis la réunification des deux États allemands — ou, comme il est permis de le dire, depuis l'annexion de l'Allemagne de l'Est par l'Allemagne de l'Ouest — l'anti-fascisme a été systématiquement combattu dans l'ex-Allemagne de l'Est : changements de noms de rues et de squares, destruction de monuments, et fermeture ou « réorientation » de musées et de mémoriaux. Les noms des héros de la résistance anti-fasciste ont été rayés du paysage public ainsi que de la mémoire officielle alors que de grands boulevards portent le nom de personnalités ayant soutenu le fascisme tels le sinistre John Foster Dulles. Il est probable que la campagne menée contre l'anti-fascisme en Allemagne réunifiée a servi, d'une certaine manière, à réhabiliter le fascisme, et a contribué largement au fait que le néo-nazisme ait pu relever la tête de façon si spectaculaire, de la Forêt Noire à la Mer Baltique.<sup>254</sup>

Dans leur lutte contre l'anti-fascisme, les autorités américaines trouvèrent au Vatican un partenaire particulièrement enthousiaste et utile. Dans tous les pays où la gauche anti-fasciste progressait, c'est avec la coopération du pape que les Américains recrutèrent et appuyèrent des hommes politiques conservateurs et catholiques comme Adenauer, et qu'ils favorisèrent la création de partis politiques catholiques, ou de partis « chrétiens » dominés par les catholiques comme la CDU allemande ou la fort corrompue Democrazia Christiana italienne, dont ils financèrent généreusement les campagnes électorales.<sup>255</sup>

Finalement, pour les États-Unis, la division de l'Allemagne était aussi avantageuse sur le plan militaire. Une Allemagne unifiée serait vraisemblablement restée neutre. Elle aurait même pu sympathiser avec les Soviétiques au cas où un gouvernement de gauche y serait venu au pouvoir. La division de l'Allemagne offrait aux Américains l'hégémonie sur l'Allemagne de l'Ouest. Or, en raison de sa puissance et de sa position stratégique, un tel État pouvait constituer la clé de voûte de la coalition anti-communiste et anti-soviétique dont Washington rêvait pour l'Europe. Ce rêve deviendra réalité lorsqu'en 1954, Adenauer fit entrer une Allemagne de l'Ouest remilitarisée dans l'OTAN.<sup>256</sup>

En ce qui concerne le problème, primordial du point de vue des Soviétiques, des réparations, Truman indiqua clairement à Staline, déjà lors de la conférence de Potsdam en 1945, que, dans ce domaine, les Soviétiques ne pouvaient compter sur l'aide des Américains, mais qu'ils étaient libres de prélever des dédommagements dans leur propre zone d'occupation. Au grand regret des Américains, les Soviétiques réussirent temporairement à recevoir du matériel démantelé en provenance de la Ruhr, en échange de fournitures de denrées alimentaires provenant des régions agricoles de l'Est de l'Allemagne. Finalement, le 3 mai 1946, le général Lucius Clay, le gouverneur militaire américain de l'Allemagne, retira unilatéralement et définitivement aux Soviétiques le droit de prélever des indemnités dans les zones d'occupation occidentales.<sup>257</sup>

Une autre étape importante sur le chemin de la création d'un État séparé dans l'ouest de l'Allemagne fut franchie par Washington durant l'été 1947 avec le lancement du fameux plan Marshall, habituellement décrit comme une « aide » financière de grande échelle à l'Europe. Or, il ne s'agissait pas d'un cadeau désintéressé, mais d'une combinaison complexe de prêts et de crédits. Le plan Marshall fonctionna, en grande partie, comme une carte de crédit collective dans le but que l'Europe de l'Ouest devienne cliente de l'industrie américaine et soit ainsi liée aux États-Unis, économiquement et politiquement. Carolyn Woods Eisenberg a écrit à propos du plan Marshall que « l'intérêt propre, tant politique qu'économique, des États-Unis » requérait que l'Europe soit reconstruite de cette manière après la guerre.

D'un point de vue économique, le plan Marshall permit à l'industrie américaine de tourner à plein régime. Il réussit à rendre la partie occidentale de l'Allemagne et de l'Europe dépendante des États-Unis, et à intégrer cette partie du monde dans le nouveau système économique mondial. Pour l'Europe, le plan Marshall marquait le début du processus d'« américanisation » ou, comme on le dit dans le tiers monde, de « Coca-Colonisation ».

En ce qui concerne l'Allemagne, le plan Marshall représentait un pas de plus vers la création d'un État pro-américain et anti-soviétique à l'Ouest, et donc un pas de plus sur la route vers une division à long terme de l'Allemagne.<sup>258</sup>

Des crédits dans le cadre du plan Marshall furent également offerts à l'Union soviétique, mais à des conditions totalement inacceptables.<sup>259</sup>

Les Soviétiques ne voulaient absolument pas d'une division de l'Allemagne. Par conséquent, Moscou ordonna spécifiquement aux communistes allemands de ne pas se concentrer sur le développement du socialisme en Allemagne mais bien sur le maintien de l'unité allemande. Ce ne furent pas les Soviétiques, mais les Américains, qui se rendirent coupables d'obstruction diplomatique. Frustrés par le manque de coopération du côté américain, les Soviétiques bloquèrent même temporairement le secteur occidental de Berlin, mais en vain. Cette initiative se révéla d'ailleurs contre-productive, puisque les Américains réussirent à en tirer d'énormes avantages sur le plan des relations publiques. Par la suite, l'Union soviétique continua encore longtemps à plaider pour un État allemand unifié. Dans leur propre zone d'occupation, ils ne créèrent un État socialiste, la RDA, qu'après la création de la RFA, et ils le firent à contrecœur. En 1953 encore, ils proposèrent de dissoudre la RDA en faveur d'un État allemand unifié et neutre. Mais les Américains s'accrochèrent à la formule allemande qu'ils trouvaient la plus avantageuse : la division de l'Allemagne.<sup>260</sup>

Comme l'historien allemand Wilfried Loth l'a récemment écrit, la RDA fut en effet du point de vue soviétique, un « enfant mal-aimé », c'est-à-dire un enfant que les Soviétiques, obsédés par le besoin de réparations allemandes, auraient été heureux d'échanger pour une Allemagne moins proche idéologiquement mais plus prospère. Moscou se conduisit en effet comme une méchante belle-mère vis-à-vis de l'Allemagne de l'Est, même après que les Soviétiques y eussent installé un régime socialiste. Puisque la prospère Allemagne de l'Ouest restait hors de portée, les Soviétiques emportèrent de l'Allemagne de l'Est — déjà pillée par les Américains — tout ce qui pouvait servir comme indemnités de guerre. Dans ces circonstances, le fait que la RDA ait pu atteindre un niveau de vie relativement élevé relève d'un réel miracle économique.

Ce niveau de vie était inférieur à celui de la RFA, mais il était supérieur à celui de l'URSS, à celui de millions d'Américains vivant dans les ghettos et, enfin, à celui de la population de la plupart des pays du tiers monde qui furent bon gré mal gré intégrés dans le système du capitalisme mondial.<sup>261</sup>

Le cas de l'Allemagne de l'Est ne conduit pas logiquement à la conclusion, utile pour certains, que le communisme produit inévitablement la pauvreté. Pour l'Allemagne de l'Est, celle-ci découle incontestablement du fait que les Allemands de l'Est, bien que moins nombreux et plus pauvres, ont dû payer la facture pour les atrocités perpétrées par les nazis, tandis que, grâce à leur patron américain, les Allemands de l'Ouest, plus nombreux et plus riches, ne payèrent jamais leur part. La RFA paya à l'URSS un total de 600 millions de dollars de réparations sous forme de matériel industriel démantelé. L'historien américain John H. Backer considère ce montant tellement modeste qu'il conclut que, grâce aux Américains, la RFA fut en réalité exemptée d'un « fardeau de réparations important ». Alors que les dédommagements payés par l'Allemagne de l'Est à l'URSS ont été décrits par un expert ouest-allemand, Jörg Fisch, comme « extraordinairement élevés en termes tant relatifs qu'absolus ». Fisch écrit que « selon des estimations très conservatrices », la RDA a dû payer 4,5 milliards de dollars, soit sept fois le montant payé par la RFA, et ceci après que l'Allemagne de l'Est eût déjà été dévalisée par les Américains. La conclusion de Fisch est que la RDA fut victime d'« une désindustrialisation considérable ».<sup>262</sup> Même si elle avait été capitaliste, l'Allemagne de l'Est aurait été ruinée par un tel traitement injuste et elle aurait dû construire un mur afin d'empêcher sa population de chercher le salut dans une autre Allemagne plus prospère.

L'histoire de la RDA ne conduit donc pas à des conclusions générales sur l'efficacité ou l'inefficacité du communisme. Elle jette une lumière intéressante sur des problèmes inhérents au capitalisme américain et au communisme soviétique. On peut dire que les Américains forcèrent les Soviétiques à présenter leur facture justifiée à la pauvre Allemagne de l'Est alors qu'eux-mêmes puisèrent dans les richesses de la prospère Allemagne de l'Ouest. Ils protégeaient ainsi le système capitaliste américain contre une nouvelle dépression, et ils empêchaient en même temps les Soviétiques de profiter de l'énorme capital qu'auraient représenté des réparations payées par toute l'Allemagne.

Des deux États allemands mis ensemble, l'URSS ne reçut jamais plus de 5,1 milliards de dollars d'indemnités, ce qui représentait environ la moitié du modeste montant de 10 milliards de dollars décidé à Yalta. Cela ne représente même pas un vingtième du montant de l'entièreté des dommages de guerre subis par l'URSS réévalué de façon plus réaliste : 128 milliards de dollars.

Ce montant peut paraître astronomique, mais il n'évoque guère l'étendue des destructions subies par l'Union soviétique durant la guerre. On peut les décrire de façon plus frappante. Par exemple, les experts américains estiment que l'Union soviétique perdit toute la richesse accumulée durant la rapide industrialisation des années trente ; que l'économie soviétique avait régressé de plus de 20 % entre 1941 et 1945 et que, même au début des années soixante, les dommages causés par la guerre n'avaient pas encore été réparés. Selon l'historien britannique Clive Ponting, les dommages de guerre subis par l'Union soviétique équivalaient à leur produit national brut pendant au moins 25 ans.<sup>263</sup>

Les Américains, qui n'avaient revendiqué aucune indemnité, reçurent des sommes considérables de l'Allemagne sous forme de technologie et de savoir-faire. Comme l'écrit l'expert américain John Gimbel :



« Le mythe populaire et persistant selon lequel les États-Unis ne reçurent que peu ou pas de réparations de l'Allemagne après la Deuxième Guerre mondiale [...] doit évidemment être réfuté. » Il fait remarquer que ce « pillage intellectuel » se servait « de méthodes semblables à l'usage d'un aspirateur pour s'appropriier toutes les informations scientifiques que l'Allemagne avait accumulées », y inclus : « quasiment tous les aspects de l'industrie et de la technologie allemande : des souffleries aérodynamiques, des enregistreurs, des essences et des caoutchoucs synthétiques, des moteurs diesel, des procédés de films en couleurs, des textiles et des équipements textiles, des machines-outil, des procédés chimiques de l'acétylène, des céramiques, de l'optique et des verres optiques, des presses lourdes, de l'extrusion à froid du métal, des machineries lourdes, des condensateurs électriques, des microscopes électroniques et bien d'autres choses ».

Gimbel conclut que la science et l'industrie américaines s'approprièrent ainsi « le capital intellectuel le plus précieux de l'Allemagne défaite », un capital dont la valeur totale était infiniment plus élevée que celle de tout le matériel démantelé obsolète que les Soviétiques furent autorisés à emporter.<sup>264</sup>

En résumé, on peut dire que la division de l'Allemagne permit au capitalisme américain, qui avait profité de la guerre mais qui était menacé par les implications économiques de la paix, de s'enrichir et de se régénérer, alors que les Soviétiques, qui espéraient profiter de la paix après avoir tant souffert de la guerre, furent laissés les mains vides.

## Chapitre 22 — Après 1945 : de la bonne guerre à la guerre permanente

Aux États-Unis, la Deuxième Guerre mondiale est souvent qualifiée de « bonne guerre ». Il y a quelques années, l'historien américain Michael C.C. Adams donna même à son ouvrage consacré à ce conflit le titre *The Best war Ever*, « la meilleure de toutes les guerres ». Sur plus d'un plan, la Deuxième Guerre mondiale fut en effet une « bonne » guerre pour les États-Unis, peut-être même la meilleure de l'histoire de ce pays.<sup>265</sup> Le conflit mondial de 1939-1945 paraît en effet avoir été une bonne guerre si on le compare aux nombreuses mauvaises guerres de l'histoire des États-Unis, telles que les « guerres indiennes » contre les Cherokee et autres peuples indigènes de l'Amérique du Nord. Ces guerres indiennes se résument à une série de bains de sang et de déportations, une forme de génocide même, qui suscita l'admiration de Hitler et qui l'inspira dans sa tentative de conquête d'« espace vital » en Europe de l'Est, une sorte d'équivalent européen du *Wild West*.<sup>266</sup> La violente guerre du Vietnam figure également sur la liste des mauvaises guerres américaines. Elle fut condamnée par un grand nombre d'Américains — à leur grand crédit — comme une entreprise impérialiste et immorale.

La Deuxième Guerre mondiale fut une bonne guerre dans le sens qu'elle fut menée contre « un ennemi d'un diabolisme innommable », comme Howard Zinn l'a écrit.<sup>267</sup> Cet ennemi, c'était le fascisme dans sa version allemande, un système qui sera à jamais associé avec l'oppression à l'intérieur des frontières et l'agression à l'extérieur, avec d'horribles crimes de guerre, et avec un génocide. Une guerre contre un tel ennemi était nécessairement une bonne guerre.

Pour l'élite du pouvoir des États-Unis, et surtout pour les grandes entreprises du pays, la Deuxième Guerre mondiale fut indubitablement une très bonne guerre pour nombre de raisons. Premièrement, en ressuscitant la demande économique, la guerre mit fin à la Grande Dépression. « La guerre », observe Lawrence Wittner, « rajeunit le capitalisme américain ». <sup>268</sup> Et cette solution à la crise du capitalisme consistait en un remède non-révolutionnaire, c'est-à-dire en un remède qui ne compromettait pas la survie du système lui-même. Deuxièmement, la guerre fut bonne pour l'élite du pouvoir parce qu'elle représenta une véritable corne d'abondance en termes de profits. Troisièmement, la guerre contribua à augmenter le prestige du monde des affaires et, qui plus est, à assurer à leurs dirigeants une position encore plus privilégiée dans les centres nerveux du pouvoir à Washington. Pour l'élite du pouvoir aux États-Unis, la Deuxième Guerre mondiale n'était donc pas simplement bonne, elle était merveilleuse. De plus, les États-Unis se révélèrent être les grands vainqueurs de cette guerre et le monde entier sembla attendre, portes grandes ouvertes, les produits d'exportation et les capitaux d'investissement américains. La *pax americana* qui s'annonçait promettait de poser les fondations d'un libre-échange mondial, source de bénéfices permanents pour les dirigeants d'entreprises américains.

Pour les classes ouvrière et moyenne américaines, la Deuxième Guerre mondiale fut aussi une bonne guerre. Ce fut la guerre, et non le *New Deal* de Roosevelt, qui mit fin à la Grande Dépression et à son cortège de misères, particulièrement le chômage. Soudain, il y avait du travail pour tout le monde et, grâce aux négociations collectives — et, si nécessaire, grâce aux grèves —, les salaires augmentèrent de façon spectaculaire. Comme leur niveau de vie s'améliorait considérablement, les ouvriers ainsi que les représentants « libéraux » de la classe moyenne commencèrent à rêver de lendemains encore plus glorieux, qui leur apporteraient des services sociaux tels qu'un système d'assurance de soins de santé, des congés payés et d'autres avantages. Aux Américains ordinaires, la guerre laissait entrevoir un avenir meilleur, elle leur offrait la perspective d'une aube sociale. Pour ces Américains-là, la Deuxième Guerre mondiale fut donc également une bonne guerre, mais lorsqu'elle toucha à

sa fin, un grand nombre de leurs espoirs n'étaient toujours pas réalisés.

Pour l'élite du pouvoir aux États-Unis, la guerre avait été très bonne, mais pas parfaite. Elle n'avait pas été parfaite parce qu'elle avait redistribué une modeste partie de la richesse aux classes ouvrière et moyenne. Nul doute que sans les hausses de salaires, les grandes entreprises auraient pu empocher des profits encore plus mirobolants. Les dirigeants du monde des affaires se faisaient également de grands soucis au sujet des projets d'après-guerre fomentés par des ouvriers et des représentants « libéraux » de la classe moyenne. Ces projets, qui avaient germé pendant et à cause de la guerre, incluaient toutes sortes de services sociaux pour lesquels les employeurs auraient à payer une partie des frais ; ils prévoyaient aussi des interventions de l'État dans la vie économique, ce qui menaçait de saper les privilèges traditionnels de la libre entreprise. De plus, des économistes prévoyaient que la reconversion de l'économie d'après-guerre pourrait s'accompagner d'une crise sérieuse, et peut-être même d'une dépression aussi grave que celle des années trente. Le commerce extérieur pouvait apporter une solution, mais il était loin d'être certain que le monde entier allait ouvrir ses portes aux exportations et aux investissements américains. Pour corriger ces imperfections, héritage de la « bonne guerre », une nouvelle guerre était nécessaire, une guerre encore meilleure que la Deuxième Guerre mondiale, une guerre parfaite : ce fut la Guerre Froide.

Du point de vue des dirigeants des États-Unis, la Guerre Froide était en tout premier lieu parfaite car elle était menée contre un ennemi parfait. La Deuxième Guerre mondiale avait été la « guerre contre le faux ennemi », comme certains généraux de West Point l'avaient dit. En effet, le nazisme allemand — et le fascisme en général — n'avait pas été l'ennemi naturel des leaders socio-économiques et politiques des États-Unis. C'est pour cette raison que l'élite du pouvoir américaine avait été réticente à s'engager dans une croisade contre le fascisme. Lorsque la guerre fut terminée, une éradication totale du nazisme et du fascisme n'avait plus aucun intérêt. « Nous devrions nous battre contre les communistes », avaient ajouté les généraux de West Point. Ce commentaire reflétait le point de vue de l'élite du pouvoir aux États-Unis, obsédée par la menace du péril rouge depuis bien avant la Deuxième Guerre mondiale. L'ennemi naturel était et restait le communisme et sa patrie, l'URSS, même si de 1941 à 1945, cet État avait été un allié temporaire et fort utile.

Les Soviétiques étaient perçus comme un obstacle à l'expansion mondiale planifiée du commerce et des investissements américains, et comme un exemple néfaste pour les autres pays dont on attendait qu'ils ouvrent leurs portes au business américain. En fait, en 1945, l'URSS représentait à peu près tout ce que les dirigeants américains détestaient et redoutaient : une économie fermée au lieu du libre commerce ; l'étatisme au lieu de la liberté d'entreprise ; l'État-providence au lieu de l'individualisme pur et simple ; le socialisme au lieu du capitalisme.

Contrairement à la Deuxième Guerre mondiale, la Guerre Froide fut bel et bien voulue et orchestrée par *l'establishment* américain. Une guerre chaude, de préférence aux côtés de ce qui restait des hordes nazies, semble avoir été le premier choix. Mais l'opinion publique, tant intérieure qu'internationale, ne permettait pas une telle entreprise. Dès lors, Patton et les généraux ne reçurent pas le feu vert pour une marche sur Moscou. Or, les Américains disposaient désormais de la bombe atomique et croyaient pouvoir utiliser ce « marteau », comme Truman l'appelait, afin de forcer les Soviétiques à accepter les exigences américaines, en commençant par celles concernant l'Europe de l'Est. Moscou refusa de se soumettre, et la Guerre Froide débuta.

En ce qui concerne l'élite du pouvoir aux États-Unis, la Guerre Froide s'apparentait, ou du moins s'approchait, de la perfection, mais pas uniquement parce qu'elle était centrée sur l'ennemi « parfait ». La Guerre Froide se révéla merveilleuse, quelle que fut l'identité ou la nature de l'ennemi, tout simplement parce qu'il s'agissait d'une guerre et non de la paix. N'importe quel conflit contre n'importe quel ennemi se révélait être un cadeau du ciel car il permettait de maintenir les dépenses militaires à des niveaux élevés, soutenant ainsi le boom économique produit par la Deuxième Guerre mondiale. Grâce à ce nouveau conflit, l'industrie de l'armement pouvait continuer à fonctionner comme la dynamo keynésienne de l'économie américaine. De surcroît, la principale caractéristique de la Guerre Froide — l'escalade sans fin de la « course aux armements » — fournira une abondante source de profits aux grandes entreprises américaines. Et, comme le nouvel ennemi, l'Union soviétique, patrie du communisme, était le vrai ennemi idéologique — ce que l'ancien ennemi nazi n'avait jamais été —, la Guerre Froide offrit encore un avantage supplémentaire. Avec un tel ennemi, c'étaient non seulement les communistes américains, mais tous les partisans de changements radicaux, qui pouvaient être discrédités en tant que subversifs « non américains », en tant qu'agents de l'Union soviétique. La Guerre Froide servit à supprimer toute dissidence.

Pour l'URSS, la Guerre Froide se révéla fatale, une guerre certes moins sanglante que la Deuxième Guerre mondiale, mais finalement bien plus terrible. C'est avec gloire que l'Union soviétique était sortie victorieuse de la terrible épreuve de la guerre nazie. Elle allait périr sans gloire à la suite de la longue, lente et « froide » version américaine de l'Opération Barbarossa. Le développement économique de l'URSS avait subi un revers équivalent à quelques dizaines d'années durant la Deuxième Guerre mondiale. En 1945, Moscou espérait démarrer la reconstruction du pays à l'aide d'une injection de capitaux issus des indemnités allemandes. Cette perspective

disparut à cause des manœuvres américaines. De plus, comme l'historien américain James R. Millar l'a observé, les Soviétiques furent incapables de consacrer leurs ressources à la reconstruction de leur économie socialiste, car le déclenchement de la Guerre Froide les força à investir massivement dans l'armement de manière à suivre le rythme dicté par les Américains.<sup>269</sup> Ainsi, la Guerre Froide fut également une forme de sabotage de la reconstruction de l'URSS. C'est une des raisons majeures qui empêcha l'URSS d'atteindre un haut niveau de prospérité, même si la population soviétique était bien mieux lotie matériellement qu'un grand nombre d'Américains, que la majorité de la population d'Amérique du Sud et du tiers monde, et surtout que la majorité de la population de la Russie capitaliste d'aujourd'hui. Une autre conséquence néfaste pour l'Union soviétique, fut que la menace de l'extérieur engendra de la répression à l'intérieur — mais toutefois pas à la mesure des génocides évoqués par les champions intellectuels de la Guerre Froide tels Robert Conquest —, comme cela avait déjà été le cas durant la guerre civile, durant les années trente et, bien entendu, pendant la Deuxième Guerre mondiale. A ce propos, Michael Parenti a observé que le système soviétique était par essence une forme de « socialisme assiégé », de socialisme cerné et donc déplaisant et dur.<sup>270</sup>

L'obligation de concurrencer les Américains dans la course aux armements, ainsi que celle de contrôler sa propre population et celle des « États satellites », requérait un effort énorme, qu'*in fine*, l'URSS ne put plus supporter. La patrie du communisme dut jeter le gant à la fin des années quatre-vingt, mettant ainsi un terme au projet bolchevique qui avait rempli le monde d'espoir ou d'horreur pendant plus de septante années. Comme l'auteur allemand Jürgen Bruhn l'a écrit récemment, la Guerre Froide se résuma à un effort, gigantesque et délibéré, visant à pousser l'Union soviétique vers l'anéantissement par le biais de la course aux armements.<sup>271</sup> L'écroulement de l'Union soviétique au terme de la Guerre Froide a été présenté dans le monde occidental comme la démonstration que le communisme était non viable. Or, cette vision ne tient pas compte du fait important et indéniable que l'expérience communiste lancée en Russie en 1917 fut, du début à la fin, systématiquement dérangée et sabotée par des pressions extérieures, et, par-dessus tout, par des interventions armées démesurées, dont le but ultime avait toujours été la destruction totale du nouvel État soviétique. L'initiative la plus spectaculaire dans ce domaine fut, bien sûr, l'invasion hitlérienne de 1941, l'Opération Barbarossa. Finalement, ce fut une guerre bien moins conventionnelle, une guerre d'influence longue et froide, qui mis fin à l'Union soviétique. Hitler aurait sans doute été ravi de pouvoir revendiquer une telle victoire, mais ceux-là mêmes qui l'ont rendue possible préférèrent que nous croyions que l'Union soviétique s'écroula d'elle-même.

La Guerre Froide aurait-elle pu être évitée ? Généralement, les historiens ne s'intéressent pas à des scénarios historiques alternatifs et hypothétiques. Cependant, dans ce cas-ci, il est permis de s'interroger et de formuler quelques spéculations. Les choses auraient pu se dérouler différemment. À la fin de la guerre, les dirigeants américains auraient pu s'engager dans un dialogue avec les Soviétiques, et ils auraient pu collaborer avec eux. Staline n'était certainement pas un interlocuteur facile — Churchill et de Gaulle ne l'étaient pas non plus — mais de nombreux éléments permettent de penser que Staline préférait le dialogue et la coopération à la confrontation avec la première puissance mondiale. Bien longtemps après que les Américains eurent clairement indiqué qu'ils n'entendaient pas permettre aux Soviétiques de récolter les fruits de leurs efforts de guerre, le dirigeant soviétique demeurait prêt à collaborer. Cela produisit des résultats positifs en ce qui concerne la Finlande et l'Autriche. La division en zones d'occupation de ce dernier pays prit fin et l'Armée Rouge se retira, laissant le système capitaliste existant entièrement intact, en échange d'un arrangement qui répondait aux revendications raisonnables des Soviétiques : la neutralité du pays, ancrée dans une nouvelle constitution. En ce qui concerne l'Allemagne, un retrait similaire des Soviétiques aurait, bien entendu, été conditionné par une solution équitable des réparations. En d'autres mots, une Allemagne non divisée aurait dû payer pour les énormes destructions causées par les nazis en Union soviétique. L'économie allemande de l'après-guerre aurait certainement été suffisamment robuste pour payer ces indemnités. Après la guerre, les choses auraient aussi pu se présenter sous un meilleur jour pour l'Union soviétique s'il avait été possible de conclure un traité de paix correct avec l'Allemagne. Avec l'aide du capital considérable représenté par les réparations allemandes et sans l'énorme fardeau financier engendré par la course aux armements, l'économie soviétique aurait pu « décoller » dans les années cinquante et soixante. Dans ce cas, l'URSS aurait pu développer un socialisme plus agréable et plus attrayant que le « socialisme assiégé ».

L'élite du pouvoir aux États-Unis décida de ne pas courir le risque d'une solution équitable du problème allemand, et opta pour la division de l'Allemagne et de l'Europe, et pour la Guerre Froide. Dans un discours prononcé au Texas en 1947, Truman admit que, comme beaucoup d'autres dirigeants américains, il s'était inquiété d'un réveil économique possible de l'Union soviétique d'après-guerre. Dans une telle optique, il expliqua qu'une économie socialiste planifiée aurait pu servir d'« exemple pour le siècle prochain », un exemple qui aurait pu être imité partout dans le monde, y compris aux États-Unis. Afin de contrecarrer un tel scénario et de sauver ainsi le système américain de la libre entreprise, Truman ajouta qu'il n'y avait qu'une seule solution : introduire partout le système américain et balayer le modèle soviétique de la surface de la terre.<sup>272</sup>

La Guerre Froide finit par atteindre les objectifs pour lesquels elle avait été déclenchée, objectifs que Truman avait si clairement formulés. L'Union soviétique fut en effet balayée de la surface du globe, ce qui permit au système capitaliste américain d'avancer dans la partie orientale de l'Allemagne, en Europe de l'Est et dans tous les pays de la défunte URSS, triomphant finalement quasi partout dans le monde entier. Dans ce sens, le vingtième siècle devint le « siècle américain ». Plus important encore, l'écroulement du contre-modèle socialiste libéra le capitalisme de son obligation de conciliation avec ses travailleurs. Immédiatement après la Deuxième Guerre mondiale, alors que des changements radicaux et même révolutionnaires flottaient dans l'air, il avait été jugé prudent d'instaurer, dans le monde occidental, un système de salaires élevés ou des services sociaux assez généreux. Ces concessions n'avaient évidemment été accordées qu'à contrecœur. Déjà dans les années quatre-vingt, Margaret Thatcher au Royaume-Uni et Ronald Reagan aux États-Unis lancèrent une attaque contre l'« État-providence ». Mais ce fut la désintégration de l'Union soviétique qui permit aux successeurs et disciples de ce duo britannico-américain de procéder au démantèlement de l'« État-providence ». La fin victorieuse de la Guerre Froide permit ainsi au capitalisme de redevenir le système brutal qu'il avait déjà été au XIX<sup>e</sup> siècle, et qu'il est toujours resté dans le tiers monde. Comme l'écrit Michael Parenti, le capitalisme avait temporairement été « un capitalisme à visage humain », mais depuis la chute de l'Union soviétique, il se révèle de plus en plus comme un capitalisme arrogant et brutal, comme « un capitalisme coup de poing ».<sup>273</sup>

A propos de la Première Guerre mondiale, des propagandistes tels le président Wilson avaient dit qu'elle était « la guerre pour éliminer toutes les guerres ». De la Guerre Froide, on pourrait affirmer de façon similaire qu'elle était « la guerre pour éliminer toutes les alternatives au capitalisme ». Avec l'écroulement de l'Union soviétique, toute alternative au capitalisme sembla en effet cesser d'exister. « Il n'y a pas d'alternative », proclamait Margaret Thatcher. Désormais, le monde appartenait au capitalisme, plus particulièrement au capitalisme impitoyable *made in USA*. Pour l'élite du pouvoir aux États-Unis, la fin de la Guerre Froide constituait une conclusion si heureuse, qu'avec la perfection apparemment atteinte, c'était le moment propice pour arrêter l'horloge de l'Histoire. Cette tâche fut gracieusement remplie par un mercenaire issu du monde universitaire, Francis Fukuyama, qui proclama « la fin de l'histoire » dans un livre qui était destiné à être célébré par les médias américains, contrôlés à 99 % par les grandes entreprises et dévoués presque entièrement à la cause de l'élite du pouvoir.<sup>274</sup> La Deuxième Guerre mondiale avait été une bonne guerre non seulement pour les Américains riches, privilégiés et puissants, mais aussi pour la majorité des Américains moyens, car elle leur avait apporté une prospérité sans précédent. Si la Guerre Froide a été une guerre encore meilleure pour les premiers, ce ne fut pas le cas pour les autres, auxquels elle apporta un niveau de salaires moins élevé et un démantèlement des maigres services sociaux. En outre, le coût fabuleux de ce long conflit fut mis sur les épaules des Américains ordinaires. La Guerre Froide représentait le triomphe du *warfare state*, mais ce genre de keynesianisme militaire fit grimper la dette publique à des hauteurs vertigineuses. En 1945, à la fin de la Deuxième Guerre mondiale et au début de la Guerre Froide, la dette publique se montait à 258 milliards de dollars ; en 1990, à la fin de la Guerre Froide, la dette avait atteint 3 200 milliards de dollars. (Incidentement, en mai 2003 la dette s'élevait à 6 500 milliards.)<sup>275</sup> Selon la théorie keynesienne, Washington aurait pu équilibrer ses comptes en prélevant des taxes sur les profits des grandes entreprises qui bénéficiaient du *warfare state*, mais il n'en fut jamais question. En 1945, les entreprises participaient encore pour 50 % du total des recettes fiscales des États-Unis. Durant la Guerre Froide, ce pourcentage diminua fortement, et aujourd'hui il représente environ 10 %. Ceci a été rendu possible parce qu'après la Deuxième Guerre mondiale, les grandes entreprises des États-Unis sont devenues des multinationales, dont les sièges se trouvent « partout et donc nulle part », comme l'a écrit un auteur américain à propos d'ITT.<sup>276</sup> En 1991, 37 % de toutes les multinationales américaines et plus de 70 % des multinationales étrangères ne payèrent pas un seul dollar d'impôts aux États-Unis, tandis que les autres multinationales payèrent moins d'1%. Les coûts astronomiques des dépenses militaires occasionnés par la Guerre Froide ne furent donc pas supportés par ceux qui en profitèrent et qui, en outre, empochèrent les intérêts de la dette publique, mais par les Américains appartenant aux classes ouvrière et moyenne. Durant la Guerre Froide, le *warfare state* dégénéra en une escroquerie monumentale, en une redistribution perverse de la richesse à l'avantage des très riches et au désavantage de tous les autres. Alors que les membres de l'élite s'enrichirent de plus en plus, la prospérité que les Américains moyens avaient acquise durant la Deuxième Guerre mondiale se dégrada et leur niveau de vie diminua. Quant aux maigres avantages sociaux qui avaient été instaurés après 1945, ils furent déclarés impayables et furent réduits, ou complètement supprimés. En 1989, plus de 13 % de la population américaine — approximativement 31 millions de personnes ! — disposaient de revenus qui les situaient sous le niveau officiel de pauvreté. Avec de telles statistiques, les États-Unis ont le taux d'inégalité sociale le plus élevé de tous les grands pays occidentaux.<sup>277</sup>

Une fois la Guerre Froide terminée, les Américains ordinaires espéraient que les immenses ressources de leur pays cesseraient d'être utilisées, ou plutôt exploitées, pour faire des guerres chaudes ou froides, et ils s'attendaient à bénéficier d'un « dividende de la paix ». Voilà qui posait un grand problème pour l'élite du pouvoir. Avec la fin de la Guerre Froide, de leur guerre parfaite, cette élite se retrouvait orpheline de son ennemi parfait, de cet ennemi utile et même indispensable dont la seule existence avait suffi, durant un demi-siècle, pour

justifier les dépenses militaires si profitables du *warfare state*. Il fallait d'urgence trouver un nouvel ennemi ou de nouveaux ennemis. Une démilitarisation réelle de l'économie américaine n'aurait pas seulement tari la source des méga-profits, mais aurait également confronté le pays au problème clé du système économique capitaliste : l'insuffisance de la demande.

Le problème du manque d'ennemi(s) fut rapidement compensé par l'arrivée sur la scène, à l'instar de *deus ex machina*, de « nouveaux Hitler » tels Saddam Hussein. Est-ce une coïncidence si ce fut précisément à la fin de la Guerre Froide que Saddam Hussein devint soudain une grande menace, nécessitant une intervention militaire massive ? La prétendue menace soviétique ayant disparu et la pression populaire pour un « dividende de la paix » se faisant plus pressante, de nouvelles menaces devaient être inventées d'urgence. Le danger représenté par Saddam Hussein fut incontestablement grossièrement exagéré afin de maintenir les États-Unis sur pied de guerre.<sup>278</sup> Or, un seul ennemi, une seule menace, ne suffisait guère à légitimer le coûteux système du Pentagone. Durant les années quatre-vingt-dix, Washington rechercha donc avec acharnement de nouveaux ennemis. D'autres « nouveaux Hitler » furent dûment découverts, parmi lesquels Slobodan Milosevic. De nouvelles crises — partiellement authentiques, partiellement mises en scène —, comme celles de Somalie et de l'ex-Yougoslavie, offrirent également quelque soulagement à ces Américains qui profitent des affaires engendrées par les interventions militaires, et qui sont les grands champions (et les avides promoteurs) du militarisme. Cependant, rien de tout cela ne suffisait vraiment pour maintenir indéfiniment le gigantesque arsenal des États-Unis, et encore moins pour l'accroître davantage. Or, le 11 septembre 2001, un crime effroyable fut perpétré à New York et à Washington, et l'élite du pouvoir en tira immédiatement profit. Cet acte de terrorisme sans précédent fut comparé par le président et par les médias à l'attaque japonaise sur Pearl Harbor, et Washington proclama une « guerre contre le terrorisme », évoquant *ad nauseum* des parallèles avec la Deuxième Guerre mondiale, archétype de la « bonne guerre ». De tels rapprochements sont dénués de sens. On ne peut pas faire la guerre à un concept abstrait tel le terrorisme, et le gouvernement et le peuple du pays qui furent les victimes du *furor americanicus*, l'Afghanistan, n'étaient pas les responsables des actes de terrorisme du 11 septembre. Une guerre contre le terrorisme ne peut donc pas se terminer par une victoire finale des Américains ou par une quelconque autre conclusion satisfaisante. De surcroît, il est presque certain que cette « croisade » américaine provoquera d'autres actes de terrorisme, peut-être même plus horribles que ceux du 11 septembre 2001. Or, du point de vue de l'élite du pouvoir aux États-Unis, personnifiée par le président Bush et ses conseillers, une telle guerre est parfaitement fondée. En effet, elle offre une sorte de « solution finale » au problème causé par la fin de la Guerre Froide. Une guerre contre un ennemi mal défini, une guerre sans limites géographiques, une guerre qui durera aussi longtemps que le président nous dira qu'elle devra durer, une guerre qui exige le soutien inconditionnel de tous ceux qui ne veulent pas être perçus comme étant du côté du terrorisme, une telle guerre est en effet la panacée ultime, parce qu'elle garantit que le *warfare state* subsistera indéfiniment, à la grande satisfaction de cette élite du monde des affaires qui y gagne des fortunes.

Brandissant l'étendard de la « guerre contre le terrorisme », on a fait la guerre en Afghanistan et en Irak. Si cela dépend de Bush et de son équipe, et de toute l'élite du pouvoir aux États-Unis, nous aurons bientôt d'autres « bonnes guerres » : contre l'Iran, la Syrie et peut-être Cuba. Ce ne sera pas facile de les empêcher, mais c'est certainement possible. Même avec l'assistance de la majorité des médias, Bush et Blair ont difficilement « vendu » leur projet de guerre contre l'Irak.

Si jamais les États-Unis étaient forcés d'arrêter de faire des guerres, l'heure de la vérité serait arrivée pour l'économie américaine. Le capitalisme américain pourrait-il survivre à un tel « déclenchement » de la paix ? Subissant un état de siège permanent, le socialisme soviétique n'a pas pu subsister. De son côté, le capitalisme américain pourrait-il subsister sans être assiégé, c'est-à-dire sans ennemis, sans menaces et sans guerres à mener, « bonnes » ou autres ?

## Notes :

### Préface

1. «Sales Vérités»: traduction de «Dirty truths» de Parenti.
2. Les ouvrages révisionnistes classiques: Williams (1962); Kolko (1968).
3. Exemples d'études révisionnistes allemandes: Henke; Loth (1994).
4. Attention au point de vue du tiers monde: Chomsky; Dieterich.
5. Parenti à propos de l'objectivité: Parenti (1999), pp XV-XVI.

### Chapitre 1. Introduction : les États-Unis et le mythe de la « grande croisade »

6. Sur Hollywood et les «faiseurs de mythes» concernant le rôle des États-Unis dans la Deuxième Guerre mondiale: Adams, p.4 et ss., 11-14, 17.
7. Citations de Eisenhower et al.: Fussell, p.167.
8. Citations de Isaiah Berlin: Fussell, ibid.
9. Sur les pratiques fascistes et militaires dans l'armée américaine: Fussell, p.179. «Chickenshit», Fussell, p.179 et ss.
10. Sur Patton: Adams, pp 81, 147.
11. Concernant l'atmosphère pacifiste aux États-Unis: Hynes, pp 114-15; Doenecke et Wilz, pp 6-7.
12. Sur les opinions des GI's: Fussell, pp 129 et ss., 141, 179; Blum, pp 67-68; Sherry (1995), pp 90-91 ; Mazzeno; «merde», citation dans Kolko (1994), pp 210-211. Voir également les commentaires sur le film *Sauver le Soldat Ryan* dans Zinn (2001), pp 102, 104.
13. Sur les opinions des civils américains durant la guerre: Blum, p.46; Ponting, p.175; Cashman, p.230.
14. Sur l'historiographie du type «les grands hommes qui font l'histoire»: Edelman, pp 37-65; Whitelan, p.9.
15. Remarques critiques sur le «pluralisme» américain: Mills, p.242 et ss.; Parenti (1978), p.27 et ss.

### Chapitre 2. L'élite du pouvoir des États-Unis et le fascisme

16. La prédilection de Washington pour les dictatures d'extrême droite: Diggins, pp 335-339; Vidai, p.928; Lens, p.96.
17. L'attitude des Américains catholiques vis-à-vis du fascisme: Diggins, pp 335-339; Schmitz, (1985), pp 117-38; Deschner, p.59; Lacroix-Riz, pp 168-70, 253 et ss.
18. Les investissements américains en Allemagne avant et après 1933: Higham (1983), passim; Kolko (1962), pp 713-28; Doares ; Knapp, Link, Schröder, Schwabe, pp 86-92; Davis, p.n ; Grosser, p.8; Jonas, p.222; Simpson (1993), pp 11, 46 et ss.; Offner (1969), p.7, note de bas de pages 23; Schafer, p.207; Bettelheim, p.94; Offner (1969), p.7; Cray, p.315 (note de bas de page) ; Zilg, pp 213, 304-308, 313-314; Pendergrast, p.218 et ss.
19. Coca-Cola qui prospère sous Hitler: Pendergrast, p.221.
20. Les profits de Ford et de GM en Allemagne et leurs contributions aux préparations de guerre de Hitler: Billstein et al., p.24; Lindner, p.121 ; Reich (1990), pp 109, 117, 247; Silverstein, passim ; Kolko (1962), p.725; Dobbs (19983 et Jersak; Davis, p.6; Matthias, pp 134-135.
21. Les profits de la filiale de IBM, Dehomag: Black, pp 76-77, 86-87, 98, 119-121, 164, 198.
22. Les nouveaux investissements de IBM en Allemagne : Black, pp 60, 99,116,122-123.
23. Les investissements totaux américains au moment de Pearl Harbor: Higham (1983), introduction, p.xvi. Standard Oil comme «joyau principal»: Higham, p.xviii. L'Union Bank de New York: Tarpley et Chaitkin; Vann.
24. Les sympathies pro-fascistes de Du Pont, de ITT et de Texaco: Zilg, pp 294, 304-308, 314: Higham (1983), pp 162, 165; Sampson (1973), p.27 et ss.: Sampson (1975), pp 81-82; Doares; Jersak. Rapport d'un agent allemand sur Rieber: Jersak.
25. Les grèves en Allemagne nazie: documents dans Heyl et Neugebauer, pp 146-151; Engelmann, p.275. Citation de «chien de compagnie»: Overesch (1993), p.64.
26. Le racisme dans les années vingt, trente et quarante: Watkins, pp 222-224, 247-248, 323; O'Reilly, pp 122, 165 et ss.; Brinkley (1989), p.17; Blum, p.182 et ss.; Adams, pp 12, 145; Roeder, pp 45, 84; Zinn (1980), p.406; Terkel, p.564; Kühl, p.38. Citation concernant le fascisme dans l'armée américaine: Ambrose (1998), p.146.
27. L'antisémitisme américain : Adams, p.146. Antisémitisme de H. Ford et I. Du Pont: Silverstein, p.12; Dobbs (1998a et 1998b) ; Higham (1983), p.162. Anti-sémitisme et anti-marxisme: Mayer. «Jew Deal», «Rosenfeld»: Baldwin, p.279; Higham (1983), p.161. Citation de Upton Sinclair: Sinclair, p.236. Immigration juive limitée: Adams, p.146; Watkins, p.320; Morse, passim. Le cas du paquebot St. Louis: Morse, pp 270-288. Traitement des survivants du génocide par les Américains: Milliard, passim (document important: pp 216-217) ; voir aussi les commentaires dans Terkel, pp 572-573, et Zezima, p.68. Les juifs aux États-Unis après la fondation de l'Etat d'Israël : Zunes.
28. Les sympathies américaines pour l'Allemagne nazie en 1940: Cray, p.315; Dobbs (1998a et 1998b) ; Sampson (1975), p.82; Higham (1983), p.97; Cashman, pp 70-72. Médaille pour Thomas Watson, patron de IBM: Black, pp 132-134.
29. Les livraisons de pétrole en Allemagne via l'Espagne: Jersak; Davis, p.8; rôle de Davis: Martin(1976), p.82. Citation de Speer: Dobbs (1998b). Assistance américaine dans la guerre-éclair allemande: Black, p.208.

### Chapitre 3. Les États-Unis et le péril rouge

30. Les réactions négatives par rapport à la révolution russe de la part des élites du pouvoir en Europe et aux États-Unis: Parenti (1989), pp 136-138; Chomsky, pp 66-67; Aronson, p.26 et ss.; Leibovitz et Finkel, p.35 et ss.
31. Les réactions favorables de la population américaine: Filene, pp 35-42; Foner, p.42 et ss.
32. La «peur des rouges»: Murray ; Foner, p.20 et ss. Le président Wilson: Loewen, p.12 et ss. Les raids Palmer: Williams (1967) ; Aronson, pp 29-30. Les réactions aux États-Unis à propos de la révolution russe et l'intervention américaine dans la guerre civile russe: Paterson, Clifford et Hagan, pp 289-293.
33. Hoover: Vidai, p.926 ; Barson, pp 5-8 ; citation de Turner, p.177. Trudeau comme «communiste non avoué»: Russo.
34. Les communistes et les syndicats américains: Zieger, p.71. Le développement économique de l'Union soviétique en comparaison avec le «miracle économique» ouest-allemand: Backer, p.162. L'amélioration du niveau de vie en Union soviétique: Thurston, p.221. Les intérêts dans le communisme: Heale, p.99 ; Watkins, pp 76-107; Greiner, p.62 et ss.; Kutulas, pp 46-51. Citation de Malcolm Cowley: Watkins, p.338.
35. La citation sur l'Union soviétique comme source d'inspiration pour les travailleurs américains: Millar (1985), p.288.
36. La compatibilité entre le nazisme et les «valeurs emblématiques» américaines: commentaire dans le Times Literary Supplément, réimprimé sur la couverture du livre de Diggins.
37. L'anti-bolchevisme comme croyance de base de Hitler: Mayer, p.30 et ss.; Dülffer, p.84; Overy (1998), pp 34-35; citation de Martin (1979), pp 313-314.
38. Le fascisme comme remède contre le communisme: Schmitz (1999), p.87 et ss.; Leibovitz et Frinkel, p.35; Parenti (1989), p.141 ; Kühnl (1989), pp 34-35; Engelmann, pp 272-274. Higham à propos de Hoover: Higham (1983), p. 131. Les admirateurs des fascistes anti-bolcheviques: Chomsky, p.68; Schmitz (1985), passim. L'admiration pour Hitler aux États-Unis: Hitchens, p.25; Adams, p.34; Sobel (1982), pp 87-88; Schafer, p.207.
39. Les admirateurs de Hitler en Grande-Bretagne: Parenti (1989), pp 142-143; Harbutt, pp xi-xii; Higham (1983), pp 5, 182; Davies, pp 16, 19; Kühnl (1989), p.37; Soete, pp 102-108; citation du Duc de Windsor: Higham (1988), p.241.
40. La politique d'apaisement en Europe : voir les études de Leibovitz et Finkel, Soete.
41. Les relations entre les États-Unis et l'Union soviétique: Horn; Knapp, Link, Schröder et Schwabe, p.109.
42. Les pro-Allemands et les pro-fascistes au Département d'Etat: Schmitz (1999), pp 88-89; Simpson (1993), p.52; Maddux (1977), passim.
43. La compréhension américaine envers les demandes de Hitler: Meyer, p.32; Offner (1983).
44. Le soutien américain aux apaiseurs en Europe: Schmitz (1999), p.87 et ss.; Farnham, pp 76-77; Hass, p.81 ; Offner (1969), pp 146, 234; Offner (1971), pp 54-76; Ambrose (1998), p.73. La citation de Kolko: Kolko (1976), p.220.
45. Les plans anti-soviétiques des franco-britanniques durant la drôle de guerre : Leibovitz et Finkel, p.235 et ss.; Soete, pp 249-252; Knightley, pp 225-226.
46. Espoir de certains diplomates et médias américains pour un accord franco-britannique avec Hitler contre l'Union soviétique: Offner (1983), pp 215-216; Paterson, Clifford et Hagan, p.239; Hass, pp 89, 109, 153 et ss; Barson, pp 19-22; la citation de Mooney: Hillgruber (1967), p.85.
47. La «petite peur des rouges»: Heale, pp 122-125; Cashman, pp 269-271. La guerre finno-soviétique: Soete, pp 275-283.

### Chapitre 4. La guerre en Europe et les intérêts économiques américains

48. Isolationnistes et interventionnistes: Lingeman, p.173; Watkins, p.344; Parenti (1969), pp 121-122; Haas, p.200.
49. Les relations avec la France de Vichy: Viorst, pp 37-40; Aglion, pp 118-127, 136; Brinkley (1989), p.32.
50. Pour une brève description de Keynes et du keynésianisme: Calbraith, pp 213-224.
51. Les États-Unis et la Première Guerre mondiale : statistique des exportations dans Du Boff, p.72. Le commerce avec l'Allemagne et avec les Alliés: Oppeland, pp 16-17. Le commerce entre les Américains et les Allemands durant la Deuxième Guerre mondiale: Doenecke et Wilz, p.63; Schafer, p.207.

52. Le commerce avec la Grande-Bretagne sous les régimes de cash and carry et prêt-bail: Ambrose (1993), p.3; Haas, p.70; Fussell, pp 147-148; Historical Statistics, p.903. Pratiques frauduleuses dans le prêt-bail: Gold.
53. Les conditions associées au prêt-bail: MacDonald, pp 400-401, 409; Williams (1962), p.233; Barber, p.154; citation: Doenecke et Wilz, pp 104-105.
54. Sur la dette nationale: Puth, p.522. Sur les taxes payées par les Américains ordinaires: Cashman, p.214; Blum, p.230; Reynolds, Kimball et Chubarian, p.181 ; citation; Cashman, p.214.
55. Conséquences du prêt-bail pour la Grande-Bretagne: Harbutt, p.62; Keegan, pp 97-98; Gold. Sur la remarque de Gutt: Crombois, p.291 et ss.
56. Pour la citation, voir Carroll et Noble, p.345. L'économie «fermée» allemande: Schafer, pp 207-208; Berghahn, pp 85-86; Hönicke, pp 65-66; Hearden, pp 109-110, 126-127. Données des relations commerciales entre l'Allemagne et les États-Unis: Knapp, Link, Schröder et Schwabe, pp 119-125, 145-150; Schafer, p.207; Hass, pp 37-38. En dépit de cette volonté d'autarcie, un des produits que l'Allemagne continua à importer était le pétrole que les compagnies américaines acheminaient clandestinement en grosses quantités via des pays neutres, comme nous l'avons déjà vu. 57. Le commerce allemand avec l'Amérique latine: Pommerin (1977), pp 23-27; Junker (1975), pp 97-102; Knapp, Link, Schröder, et Schwabe, pp 37-146; Gatzke, pp 122-123; Hass, p.39 et ss.; Carroll et Noble, p.346. Citation d'un historien américain: Hearden, p.110. Citation de l'ambassadeur d'Allemagne au Mexique: Hallgarten et Radkau, pp 337-338.
58. La citation de Ford: Lewis, pp 222, 270. La vue de Watson sur la situation: Black, p.212.
59. La citation de Roosevelt: Cashman, p.56; Carroll et Noble, p.347- Sur la guerre navale non déclarée: Cashman, pp 67-68. Les États-Unis sont «entraînés» dans la Deuxième Guerre mondiale: Ambrose (1998), p.66.
- Chapitre 5. Les États-Unis en guerre contre le Japon et l'Allemagne**
60. La réaction américaine à l'attaque allemande sur l'Union soviétique: Maddux (1980), pp 148-149; Martin (1974), pp 448-459, 473-475. Les attentes américaines quant aux chances de survie de l'Union soviétique : Maddux (1980), pp 148-150; Martel, p.26; Levering, p.49; Ponting, p.116; Adams, p.47; Hillgruber (1989), p.74; Iriye, p.147; Doenecke, pp 381-382; Adler et Paterson, p.1051, note de bas de page 31. L'opinion du général Sir John Dill et la référence à la correspondance Roosevelt-Frankfurter: Schwinge, p.7.
61. L'aide américaine à l'URSS: Overy (1995), p.254; Overy (1998), pp 194-197; Martin (1974), p.459; Ambrose (1998), pp 76-77; Hass, pp 233-234; Hillgruber (1989), p.78; Sivachev et Yakovlev, p.165; Dülffer, pp 138-141 ; Keyssar et Pozner, pp 151-152. Sur les avertissements de Steinhardt: Mayers, p.131. Sur la bourse de New York: Martin (1974), p.475.
62. L'accord de prêt-bail avec l'Union soviétique: Levering, p.156; Hillgruber (1989), pp 80-81 ; Fohlen, pp 147-148; Gaddis, pp 22-23. Litvinov à Washington : Brinkley (1989), p.152 et ss.
63. Sur l'espoir d'un long conflit entre l'Allemagne nazie et l'Union soviétique: Levering, p.46; Cole, pp 433-434. La citation de Truman: Parenti (1969), p.126; Levering, p.46-47. La caricature de la *Chicago Tribune* est reproduite dans Douglas, p.86. La citation concernant la «civilisation»: Koppes et Black, p.189. Des commentaires similaires sont cités dans Adler et Paterson, p.1051.
64. L'aide américaine aux Soviétiques et ses limites: Ponting, p.106; Overy (1998), pp 194-197; Deutscher, p.512, note de bas de page 1 ; Hillgruber (1989), p.8i ; Hass, p.234; Sivachev et Yakovlev, p.165; Adams, p.71. Sur les livraisons de pétrole à l'Allemagne: informations statistiques dans Jersak, qui utilisa des documents «top secrets» produits par la Wehrmacht Reichsstelle für Mineralöl, maintenant disponibles dans la section militaire du Bundesarchiv (Archives Fédérales), dossier RW 19/2694; voir aussi Snell, p.16; Higham (1983), pp 59-61.
65. Commentaires sur la politique impérialiste de Théodore Roosevelt: Zinn (1980), p.305 et ss. Sur l'impérialisme américain et la rhétorique de la liberté: Williams (1991), p.72; Alperovitz (1970), p.15. Dole à Hawaï: Chomsky, p.245. 66. Sur l'«économie fermée» japonaise en Chine: voir, par exemple, Hearden, p.105. Les États-Unis rejetèrent l'offre japonaise: Chomsky, pp 240 et 248.
67. Sur la note américaine envoyée au Japon: Hillgruber (1989), pp 75, 82-83, Iriye, pp 149-150, 181-182. Remarques sur Pearl Harbor: citation de Zinn (1980), p.401 ; Fohlen, p.153 et ss. Oahu comme possession impériale des États-Unis: Chomsky, pp 243-246; Zinn (1980), p.401.
68. La déclaration de guerre de Hitler aux États-Unis: Compton, pp 179-183; Small (1988), p.20 ; Henke, p.53; von Peschke, p.185; Hillgruber (1989), pp 83-84; citation de Gatzke, p.137. La stratégie «méridionale» du Japon: Iriye, p.133.
- Chapitre 6. Lutte de classes sur le front intérieur américain**
69. La guerre et la fin du chômage: données dans Historical Statistics, p.126; Adams, pp 115-116; Du Boff, p.91. La citation sur P.«alchimiste»: Terkel, p.9.
70. Les grandes entreprises et le boom des profits: Grandes, pp 253-259, 263; Adams, p.118; Zinn (1980), p.416; Cashman, pp 202-208. La citation du ministre de Roosevelt, Stimson: Sherry (1995), p.72; Overy (1995), p.198. Sur la prospérité d'IBM durant la guerre: Black, p.345.
71. Sur le financement par l'Etat de nouvelles technologies et d'usines: Brandes, pp 259-262; Cashman, pp 202-203; Sherry (1995), p.73; Mills, pp 100-101 ; les statistiques dans Brinkley (1993), p.3. La dénonciation de Truman des bénéfices excessifs: Brandes, p.262. Le commentaire de Brinkley dans Brinkley (1989), pp 53-54.
72. Sur l'accroissement de l'influence des milieux d'affaires: Vatter, p.149. Partenariat entre big government et big business: Sherry (1995), p.72.
73. Les emprunts de guerre et les bons de guerre: Adams, p.117; Weiher, pp.98-99; Reynolds, Kimball et Chubarian, pp 181-182; Casman, p.213; Roeder, p.65. La citation dans Mills, p.100-101.
74. Les syndicats, les grèves et les salaires: Zieger, p.62 et ss.; Brecher, p.221 et ss.; Marwick, pp 246-247; Cashman, pp 245-247; Cardozier, pp 150-152; Fohlen, pp 213-216; Sivachyov et Yzakov, pp 183-187; Who built America?, pp 459-463. La citation de Zinn: Zinn (1980), pp 408-409; les taux d'inflation entre 1939 et 1945 selon «Le calculateur de l'inflation», <http://www.westgg.com.com/inflation/infl.cgi>.
75. Sur l'action collective : Parenti (1996), pp 123-124; chapitre III de Oison.
76. La série «Why We Fight»: Steele, en particulier pp233-234. Hollywood durant la guerre: Dick, p.196; Shull et Wilt, pp36, 94-95; Maddox (1992), pp186-187; Howell, p.806.
77. L'image des Soviétiques et de Staline aux États-Unis: Small (1974) ; Parenti (1969), pp 125; Koppes et Black, pp 185 et ss., 210; Roeder, pp 128-129; Barson, pp 23-32; Adams, p.139; Levering, p.73; Adler et Paterson, p.1051. Le «virage à 180 degrés»: Koppes et Black, p.219.
78. L'abolition du Komintern: Levering, pp 111-112; Parenti (1969), p.125; Deutscher, pp 474-475, 477; Hillgruber (1989), p.124. La réaction des médias américains: Small (1974), p.472.
79. L'Union soviétique comme source d'inspiration: Reynolds, Kimball et Chubarian, pp 193-194.
- Chapitre 7. Un second front pour Staline ou un troisième front dans les airs ?**
80. Les GI's en Grande Bretagne: Reynolds, p.xxiii.
81. La force des Allemands en France et sur le front de l'Est: Deutscher, p.499; Bagguley, p.95; Desquesnes, pp 262, 265; la citation de l'historien britannique: Davies, p.52.
82. «L'Allemagne d'abord»: Overy (1995), p.34. L'opinion aux États-Unis sur un second front: Levering, p.78; Gaddis, pp 66-67; Deutscher, pp 92 et 479, note de bas de page 2; Harbutt, p.39; Lynd, p.568; Loth (1988), p.60; Stoler, passim.
83. Sur la manière dont les idées de Churchill ont prévalu: Sainsbury, p.37; Maddox (1992), pp 134-136; Harbutt, p.46; Gaddis, p.70; Ambrose, (1993), p.17. Sur les avantages pour les Américains de postposer un second front : Chomsky, pp 68-69; Ponting, p.80, Sivachev et Yakovlev, pp 174,180-181.
84. L'opération Sledgehammer: Ross, pp 28-29.
85. Commentaire d'un reporter allemand présent à Dieppe: Knightley, pp 319-320. Vue canadienne critique de Dieppe: Bercuson, pp 67, 73. Commentaires aigris de vétérans canadiens sur Dieppe: Broadfoot, pp 130-139.
86. Le «troisième front» dans les airs: Adams, pp 53-54; 108-110; Overy (1995), pp 101-133; Murray et Millet, pp 106-108, 122-127, 140; Kolko (1994), pp 185, 206; Maddox (1992), pp 259-265; Roeder, p.84; O'Neil, pp 314-315.
87. Les conséquences négatives de l'opération Torch pour les Soviétiques: Bagguley, p.92; Ponting, pp 130-131.
- Chapitre 8. L'Union Soviétique de Staline : un allié non-aimé mais indispensable**
88. Batailles de Stalingrad et Koursk: Overy (1995), pp 63-100; Ebert, p.53; Davies, p.58.
89. L'Union soviétique dans la «grande alliance» citation de Harbutt, pp 36-37, 50; Gaddis, p.74.
90. Les mises en garde de Bullitt et al, et l'importance d'un second front du point de vue de l'Ouest après Stalingrad: Stoler, pp 136-137.
91. Données sur la guerre sur le front de l'Est: Ponting, p.130 ; Ambrose (1998), p.72.
92. Les inquiétudes quant à une possible victoire soviétique: citation de Kimball, pp 19-20.
93. La crainte d'un nouvel accord entre Staline et Hitler et la demande d'une reddition inconditionnelle: Blasius, pp 166-173; Hillgruber (1989), pp 85-86, 101, 104; Gaddis, p.73; Maddox (1988), p.4; Maddox (1992), p.141 ; Ambrose (1993), pp 23-24; Sainsbury, pp 142-143; la citation de Kimball: Kimball, p.19.
94. Propositions de paix des Allemands: Blasius, pp 164-167.
95. La formule de reddition inconditionnelle: Mayers, p.138.
96. Les objectifs soviétiques: Gaddis, p.15.
97. Les États-Unis ont besoin de plus amples sacrifices de la part de l'Union soviétique: Gaddis, p.75; junker (1989), p.67. Les pertes américaines et soviétiques: Junker

(1989), p. 68; Ponting, p. 130.

98. L'attitude des Américains face aux objectifs des Soviétiques: Williams (1962), p.210 et ss.; Lynd, p.571 ; Harper, p.8i ; Harbutt, pp 43, 54 et ss.; Loth (1988), p.30.

99. La promesse de Staline de déclarer la guerre au Japon: Maddox (1988), pp 6-7; Harbutt, p.55.

#### **Chapitre 9. La libération de l'Italie, un précédent fatidique**

100. Le besoin d'un second front dans la compétition contre les Soviétiques et la citation du général Arnold: Stoler, p.137.

101. La politique alliée en Italie: Kolko (1968), pp 56-57; Lacroix-Riz, pp 430-33.

102. La collaboration des Américains avec la mafia: Caretto et Marolo, pp 39 et ss.; Zezima, pp 148-151, p. 133, note de bas de page 6; Kruger, p.14.

103. L'Italie comme sphère d'influence exclusive anglo-américaine: Ambrose (1993), p.25; Lynd, p. 572; Ponting, p.247; Kolko (1968), p.52. L'exclusion des Soviétiques: citation de Kimball, p.20.

104. La reconnaissance du régime de Badoglio par Staline: Deutscher, p.518; Harbutt, p.68. La citation de Kolko: Kolko (1968),

105. La citation de Staline selon Djilas: Davis, p.96; Loth (1994), p.20; Harper, p.122.

106. Le débarquement en France nécessaire dans la compétition avec les Soviétiques: citation de Carroll et Noble, p.354 ; le «cauchemar» d'une victoire soviétique: Stoler, p.138. L'opération Rankin; Kolko (1968), p.29; Ross, p.81 ; Stoler, pp 137-138.

#### **Chapitre 10. Le long été 1944**

107. L'offensive soviétique au moment de l'opération Overlord: Kimball, p.19; Overy (1998), pp 240-244.

108. L'accord sur les sphères d'influence entre Staline et Churchill: Kolko (1968), p.144 et ss.

109. De Gaulle et la résistance: Thomson, pp 233-234; Davies, pp 56-57; Kolko (1968), pp 72-73, 77.

110. L'opinion de Churchill sur de Gaulle: Harbutt, pp 76-77 ; Hoge.

111. Les Américains et la situation en France: Grosser, p.24; Viorst, pp 115-133, 220; Kolko (1968), p.64 et ss.; Aglion, p.195. Les opinions des Américains sur de Gaulle: Rossi; Hoge; Loewenheim, Langley et Jonas, pp 344-345; Kolko (1968), pp 82-83; la citation de Stimpson : Rossi, p.61 : le rapport de l'OSS de Berne: Rossi, p.64. La citation de Kolko: Kolko (1968), p.77.

112. La situation à Paris: Viorst, pp 210-211.

113. Le soulèvement de Varsovie: Overy (1977), pp 244-249.

114. La description de de Gaulle: Taylor (1967), p.299.

115. Staline et les communistes français: Kolko (1976), p.228. Aucune participation soviétique en France: Harbutt, p.78.

116. La libération de la Belgique: Kolko (1968), pp 96-98.

#### **Chapitre 11. Les succès de l'Armée Rouge et les accords de Yalta**

117. Le régime polonais autocratique: Leibovitz et Finkel, p.206 ; aussi Harper, p.105, pour une remarque pertinente par Roosevelt. Les problèmes des Américains dans les Ardennes: Knightley, pp 324-325 ; Keysser et Pozner, p. 153.

118. L'offensive soviétique: Overy (1998), pp 256-260; Kolko (1968), pp 350-352; Maddox (1992), pp 250-251. La gratitude des Alliés envers les Soviétiques: Keysser et Pozner, p.154.

119. L'opinion de MacArthur : Schwinge, pp 110-111. Besoin d'accords contraignants : Bennett, p.156. Division de l'Allemagne en zones d'occupation: Steininger, pp 20-22; Kolko (1968), pp 353-355. La citation de Kolko: Kolko (1968), p.355.

120. La conférence de Yalta: Harbutt, p.82; Horowitz (1965), p.35. La citation de Stettinius: Parenti (1969), p.131. La citation de Eisenberg: Eisenberg (1996), p.61.

121. Les réparations allemandes: Steininger, p.28; Loth (1994), p.15. Les promesses de Roosevelt à Staline quant aux territoires en Extrême-Orient: Loewenheim, Langley et Jonas, p.656.

122. Le plan Morgenthau : Harbutt, p.62; Loth (1994), p.i8; Krieger pp 36, 40-41 ; Paterson, Clifford et Hagan, p.409; Kolko (1968), pp 331, 348-349; Link, pp 107-108; Gardner, pp 250-251. La citation de Fisch: Fisch, p.48. Le plan Morgenthau en décalage avec la pensée des dirigeants américains: Eisenberg (1982), p.26.

123. Staline sans illusions à propos de l'Europe de l'Ouest, mais veut une main libre en Europe de l'Est: Parenti (1969), p.135; Cochran, p.42. Les demandes raisonnables de Staline quant à l'Europe de l'Est: Parenti (1969), p.137.

124. Churchill euphorique à propos de Yalta: Weinberg, p.809; Dülffer, p.29. Les demandes déraisonnables des Polonais de Londres: Parenti (1969), p.139.

125. La crainte de Staline quant à un arrangement entre l'Ouest et les Allemands:

Gaddis, p.88; Deutscher, pp 473-474; Simpson (1993), pp 118-119; Maddox (1992), p.251 ; Paterson, Clifford et Hagan, p.413; Loth (1994), p.16; Parenti (1969), p.131.

#### **Chapitre 12. Dresde : un signal pour l'Oncle Joe**

126. La force de l'aviation britannico-américaine: Parenti (1989), p.147; Irving, p.92. Le report de la date du bombardement de Dresde: Dahms, p.187.

127. Description de la tempête de feu: Knightley, p.313. Les réfugiés à Dresde: Georgi, pp 56-64. Estimation du nombre de victimes: Irving, p.225 ; des remarques critiques dans Bergander, chapitre 12, et spécialement pp 210 et ss., 218-219, 229.

128. Dresde inintéressant comme cible militaire: Sherry (1987), p.260; Irving, p.231.

129. Bombarder Dresde pour aider l'Armée Rouge?: Broadfoot, p.269; Mc Kee, pp 264-265, Irving, pp 101, 105, 229-230; Bergander, p.302; Maier, p.61.

130. Intimider les Soviétiques: Mc Cullough, p.393; Irving, pp 104, 114, 224, 249; Maddox (1992), p.264; McKee, p.105; Sherry (1987), pp 260-261. La citation du membre d'équipage canadien dans Broadfoot, p.269.

131. L'opération fut décidée au plus haut niveau : McKee, pp 46, 105, 271.

132. Le général Shlatter cité dans Schaffer, p.330.

133. Les intentions et les pertes soviétiques: Parenti (1989), pp 146-147; Simpson (1988), pp 55-56; Loth (1994), p.14; Millar (1985), p.284; Horowitz (1965), pp 51-52, note de bas de page 3; Leffner (1992), p.5. Les Américains ne s'attendaient pas à, et ne craignaient pas une agression soviétique: Simpson (1988), pp 55-56; Leffner (1992), pp 5-6; Williams (1962), pp 30-231 ; Dieterich, pp 122-124; le rapport du commandement suprême américain: Poole, p.12.

#### **Chapitre 13. Roosevelt et la ligne conciliante envers Staline**

134. Description de Truman: Parenti (1969), p.126.

135. L'avancée des Américains: Henke, pp 669-672; Hal Boyle est cité dans Knightley, p.327. Eisenberg à propos de la faiblesse de la résistance allemande à l'Ouest: Eisenberg (1996), p.72; voir aussi Sivachev et Yakovlev, pp 195-196.

136. L'Armée Rouge atteint Berlin et l'Elbe: Maddox (1992), p.255; Shtemenko, PP 388, 390; Henke, p.673.

137. Le retrait des Américains à l'arrière de la ligne de démarcation: Henke, p.714 et ss.; Harbutt, p.102; Gaddis, pp 208-210. Truman: Ofner (1991), pp 49-60; McCullough, p.355.

#### **Chapitre 14. Le rêve d'une croisade anti-soviétique ensemble avec les Allemands**

138. La citation concernant l'OSS: Bruhn, pp 17-18.

139. Les plans de l'OSS concernant les breakers: Bruhn, pp 17-19; Lacroix-Riz, p.438; McCormick, p.37; Davis, pp 11-12; Heideking et Mauch, pp 12 et ss., 28 et ss.; Engelmann, p.268-270; voir également la «Geheime Denkschrift» de Cari Goerdeler du 26 mars 1943, reproduite dans Kühnl (1980), pp 446-448.

140. Churchill sur les qualités combattives des soldats allemands: Schwinge, p.4; Les troupes allemandes autorisées à garder leurs armes: Smith (1974 et 1975) ; Harbutt, pp 102-103; Kolko (1968), p.505; Hillgruber (1989), p.147 ; Bacque, pp 139; avec des gants: Smith (1977), p.54 et ss.; Loth (1988), p.89; Altmann, p.24; Kraus, p.16.

141. L'utilisation par les Américains des services secrets allemands, l'«exfiltration» de criminels de guerre: rapports dans la collection «German Studies» du Centre d'Histoire militaire de l'Armée américaine à Washington, voir Yeldell, pp 23-25; Simpson (1988) ; Zezima, p.155; Grose, pp 22-25; Adams, p.147; Ponting, pp.288-293; Davis, pp 14-15, 17; Terkel, pp.465-469; Lacroix-Riz, pp 438-440, 453-455; Davis, pp.13-15,17 ; Terkel, pp.465-469 ; Lee ; Milano et Brogan.

142. L'opposition de l'opinion publique américaine à des opérations anti-soviétiques: Bruhn, p.19; Leibovitz et Finkel, p.41; Aronson, pp.33-35; Terkel, pp.124, 127, 477; Smith (1974), p.20. Opinion des civils et des soldats américains sur les Soviétiques: Roeder, p.174, note de bas de page 21. Sondage Gallup: Matthias, p. 113; aussi Dreschler, pp 119-120.

143. La citation du vétéran de guerre américain: Terkel, pp 44-45; des commentaires similaires dans Terkel, pp 303, 478.

144. L'action collective chez les GI's: Waters, p.280 et ss.; Matthias, pp 345-346.

145. Les rêves de Patton: Ambrose (1998), pp 122, 172; Blumenson, pp 269-270. La citation de Patton: Buhite et Hamel, p.372. La citation des deux historiens américains: Buhite et Hamel, ibid.

146. Les redditions locales: Smith (1977), p.49. Opération «lever de soleil»: Lacroix-Riz, p.438; Simpson (1988), pp 92-93; Simpson (1993), pp 199 et ss., 236 et ss.; Alperovitz (1985), pp 25-33; Heideking et Mauch, p.142 et ss.; Koiko (1968), p.375 et ss.; Parenti (1969), p.132, note de bas de page; Badia, pp 215-216; Shtemenko, pp 283-84.



147. L'Armée de Wenck: Henke, pp 677-687 ; Gellerman.
148. Pas question d'humanitarisme dans les redditions individuelles: Gellermann, pp 112, 119.
- Chapitre 15. La route tortueuse vers la capitulation allemande**
149. Les redditions allemandes en Italie et à Luneburg: Germany Surrenders 1945, pp 2-3.
150. Le désir des Allemands d'une reddition séparée : Kraus, pp 4-5, 12 ; Gemany Surrenders 1945, p.6; Henke, pp 687, 965-967; Keyssar et Pozner, p.233.
151. Les Allemands tirent profit des retards: Henke, pp 967-968.
152. Les procédures de Reims: Kolko (1969), p.387; Germany surrenders 1945, p.8.
153. La cérémonie à Berlin: Germany surrenders 1945, pp 8-9.
154. Citation de Kolko: Kolko (1968), p.388.
155. Les négociations 2 + 4: Albrecht.
- Chapitre 16. Les États-Unis entre confiance et inquiétude**
156. La puissance des États-Unis: citation de Du Boff, p.153; Leffner (1992), p.2; McCormick, p.48; Adams, p.6; Levering, p.96.
157. Citation de Lapham: Terkel, p.6.
158. Les dépenses militaires publiques: Puth, p.521 ; Adams, p.6; Paterson, Clifford et Hagan, p.421. La citation «puissant stimulus»: Du Boff, p.91. Augmentation des capacités de production: Feagin et Riddell, p.53; Brinkley (1989), p.54.
159. Craintes d'une crise d'après-guerre: Martel, p.98; Adams, p.132; Gaddis, pp 21, 189; Williams (1962), p.232 et ss.; Loth (1988), p.23. Dieterich, pp 120-121. La citation de Kolko: Kolko (1976), p.235. La citation de Samuelson: Garraty, pp 231-232.
160. Les dangers de la «reconversion»: Mills, pp 100-101, 212-213. La citation de Acheson: Williams (1962), pp202-203.
161. La survie du capitalisme américain dépend du commerce extérieur: Carroll et Noble, pp 354-355.
162. Mesures protectionnistes aux États-Unis: Adams, p.30; Gaddis, p.20. Le libre-échange après-guerre: Chomsky, pp 10, 34; Kolko (1976), pp 221-225; Zinn (1980), pp 404-405.
163. Les conditions associées au prêt-bail: Davies, pp 81-82; McCormick, pp 52-53; Barber, pp 156-157; Blum, pp 307-308; Dippel, pp 101-102; George et Sabelli, p.21 et ss.; Williams (1962), p.203 et ss.; Dieterich, pp 89-90.
164. Le FMI, la Banque Mondiale et la politique de la porte ouverte: Davies, pp 81-82; McCormick, pp 52-53; Barber, pp 156-67; Blum, pp 307-8; Dippel, pp 101-102; George et Sabelli, p.21 et ss.; Williams (1962), p.203 et ss.; Dietrich, pp 89-90.
165. La nouvelle «frontière» américaine en Allemagne: Delanty, p.121.
166. Les possibilités du commerce avec l'URSS: Irons, p.75; Levering, pp 156-159; Gaddis, pp 185, 187-188; Loth (1988), pp 26, 64.
167. L'anti-communisme durant la guerre: Adler et Paterson, pp 1050-1052; Gaddis, PP 52-53; Parenti (1969), p.126; Doenecke, passim; Heale, pp 119, 124. La citation des généraux de West-Point : Vidai, pp 929, 1097. Hitler et «Rosenfeld»: Hönicke, p.78; Matthias, pp 133-134; Zezima, pp 35-38.
168. Le FBI et le CAAC ciblent les réfugiés allemands: Isenberg.
169. Citation du membre de la Croix-Rouge: Terkel, p.570.
- Chapitre 17. La diplomatie de l'atome et le début de la Guerre Froide**
170. Staline en Europe de l'Est: Deutscher, p.519; Parenti (1969), pp 136-138.
171. L'Union soviétique demeure une source d'inspiration: Horowitz (1965), p.278; Christopher Lasch dans l'introduction du livre d'Alperovitz (1985), pp 19-20. Projet Manhattan: McCullough, pp 376-377.
172. La bombe atomique et le sentiment de Truman d'omnipotence: Williams (1962), p.250; aussi McCormick, p.45. La citation de Truman du «marteau»: Bernstein, p.32; Parenti (1969), p.126.
173. Un historien allemand à propos de Truman: Dülffer, p.155.
174. La condition japonaise comme non essentielle: Alperovitz (1985), pp 28, 156.
175. L'entrée dans l'agenda de Truman citée dans Alperovitz (1985), p.24.
176. Les options de Truman: Fraser.
177. La bombe atomique utilisée pour intimider les Soviétiques: Zezima, p.127.
178. Rapport des bombardements stratégiques cité dans Horowitz (1967), p.53, note de bas de page.
179. Les avantages d'une utilisation de la bombe atomique: *Who Built America?*, p.489 ; Slusser, p.121 ; citation de Cashman, p.369.
180. Nagasaki: Alperovitz (1985), pp 26-27; McCormick, p.4&; citation de l'aumônier des armées: Terkel, p.535.
181. Les Américains excluent leurs alliés du Japon: Ambrose (1993), p.49; Paterson, Clifford et Hagan, p.458; Slusser, p.121; Sherry (1987), p.339.
182. Le traité de paix américano-japonais: Paterson, Clifford et Hagan, p.458.
183. La réaction de Staline: Alperovitz (1985), pp 248-264; Alperovitz (1970), p.14; Horowitz (1967), p.56 et ss. Citation de la *New York Herald Tribune* dans Alperovitz (1985), p.252, note de bas de page.
184. La citation concernant la confiance des Américains: Kolko (1976), p.355.
185. Le cas de la Finlande: Hanhimäki, pp 354-355.
186. L'attitude des Soviétiques envers la bombe atomique : Horowitz (1965), pp 95, 255, 270-271 ; Holloway, p.147. L'agitation anti-soviétique tolérée en Roumanie: Alperovitz (1985), pp 266-268.
- Chapitre 18. Un nouvel ennemi utile**
187. La conscience de classe des ouvriers américains: Marwick, pp 247-248.
188. La vague de grèves à la fin de la guerre: voir entre autres Eiler, pp 436-437. L'Union soviétique comme source d'inspiration: Irons, pp 77-78; *Who Built America*, pp 470-477; Fones-Wolf, pp 15, 20; Oshinsky, pp 124-127; Zieger, pp 87, 92, 97-99. Sondage cité dans Filene, p.164.
189. Les libéraux américains: Brinkley (1993), passim; Hamby, pp 7-9, 16-17, 19; Blum, pp 231, 247-249; Barber, p.165.
190. L'État-providence: Hopkins, Wallerstein et al. pp 119-120.
191. Combattre la tendance vers le socialisme : Griffith, passim, spécialement PP 391, 396, 399.
192. Diabolisation de l'URSS: Bruhn, pp 22-24. Le dirigisme durant le New Deal et durant la guerre: Fones-Wolf, pp 26, 37; Irons, pp 72-89; L'«état activiste»: expression de Sherry (1995), p.48.
193. Le maccarthysme: Zinn (1980), pp 417, 420, 422 et ss.; Zieger, p.108 et ss.; Sivachyov et Yazkov, pp 205-209.
194. Les services sociaux en Allemagne de l'Est et en Allemagne de l'Ouest: Kleinfeld, p.54.
195. L'importance des salaires élevés et des services sociaux pour la survie du capitalisme: Rosenbaum, p.25 ; Parenti (1997), p.58 ; citation de Parenti (1996), pp 44-45.
196. Un nouvel ennemi justifie des dépenses militaires: Bruhn, pp 23-25. Le warfare state: Kolko (1976), pp 316-323; O'Connor, pp 150-158; Chomsky, pp 47, 106, m ; Calbraith, pp 231-232; Vidai, pp 794, 927; Paterson, pp 203-212; Baran et Sweezy, p.212. Eisenhower et le complexe militaro-industriel: Adams, p.75.
197. Budget du Pentagone: Klare, p.12. Budget militaire prévu pour 2007: Chossudovsky, pp 99-100.
198. Le keynésianisme militaire aujourd'hui: Cockburn, p.736; Greider; Chomsky, pp 87, 112. Données sur les dépenses militaires et la dette nationale: Zepezauer et Naiman, pp 13-15; Adams, p.117-118.
199. Pour une critiques des concepts économiques de Samuelson tels que les «biens publics», voir Linder et Sensat. Les Soviétiques contraints à des dépenses militaires élevées: Vidai, p.794; Bruhn, passim.
- Chapitre 19. La collaboration industrielle et la prétendue «dénazification» de l'Allemagne (I)**
200. Remarques sur la «théorie de gangster» du nazisme et du fascisme : Arato et Cebhardt, p. 34.
201. Les peines légères pour ceux qui ont soutenu et profité du nazisme: Pingel, pp 784-797; Simpson (1993), pp 13, 85 et ss., 269-271 ; Eisenberg (1996), p.130 et ss.; Kolko (1968), p.513.
202. IG Farben: Hayes, pp 361-363, 377-379; Borkin, «Holocaust-Ueberlebende klagen»; Ponting, pp 282-283. La citation concernant les «voleurs de poules»: Borkin, p. 195. La décartellisation de IG Farben: Schmelzer.
203. Les entreprises ayant des relations avec les nazis: Simpson (1993), passim, et spécialement pp 290-310. La citation «gros poissons»: Steinger, p.130.

204. La citation de Green: Gimbel (1990c), p.349.
205. Les Américains profitent du savoir-faire nazi, les opérations Overcast et Paperclip: Gimbel (1990b), p. 448; Gimbel (1990c) ; Gimbel (1993), pp 175-96; voir aussi les monographies de Bower et de Hunt.
206. Les experts soi-disant indispensables: Simpson (1993), pp 150-153, 217 et ss.; Berghahn, p. 88; Davis, p.14; Gimbel (1990b).
207. Les entreprises américaines en Allemagne durant la guerre : Borkin, p.58 et ss.; Davis, p.8; Jonas, p.222; Junker (1975), p.104; Kolko (1962), pp 721-725; Sampson (1973), PP 33-38; Simpson (1993), pp 96-97; Snell, pp 15-16; Sobel, p.89; Wilkins et Hill, p.320.
208. Coca-Cola: Pendergrast, p.226 et ss.
209. IBM sous le Troisième Reich: Black. Le cas de ITT: Helms, p.113; Higham (1983), p.93 et ss. ; Greiner, pp 110-112.
210. Tétraline synthétique: citation de Higham (1983), p.99. Les Allemands cassent le code diplomatique américain: Higham (1983), p.112. Ford. Helms, p.113; Silverstein, pp 12-13; Greiner, pp 112-114; Kitman.
211. GM à Brandebourg et à Rüsselsheim, p.25: Billsiein et al., p.25; Neliba; Kugler (1997a), pp 40-41 ; Kugler (1997b), p.69; Helms, p.H3.
212. La meilleure technologie pour les nazis: Snell, pp 14-15; Kugler (19973), pp 53, 67; Kugler (1997b), p.89; Wilkins et Hill, p.320; «pionnières du développement technologique», Lindner, p.104.
213. «Arsenal du nazisme»: Dobbs (1998a et 1998b). La discrétion des grandes entreprises: Dobbs (1998a et 1998b).
214. Les avoirs américains ne sont pas confisqués par les nazis, les liens avec l'Amérique ne sont pas réprimés: citation de Helms, p.114 ; Dobbs (1998a et 1998b). ITT arrange les communications: Helms, pp 14-15; remarques sur Transradio dans Higham (1983), pp 104-105. Le manager européen de IBM : Black, pp 339, 376, 3g2-395.
215. Kugler confirme Snell en ce qui concerne le contrôle de GM sur Opel : Kugler (1997a). p.65; Billstein et al., pp 34-36. La garde des avoirs ennemis en général: Lindner.
216. Robert Schmidt: Silverstein, pp 15-16; Lindner, p.121.
217. Commentaires sur le fidéocommissaire des avoirs ennemis et la «plausible réfutation»: Black, pp 234-237.
218. Les expériences de IBM avec le fidéocommissaire des avoirs ennemis: Black, pp 376, 400-402, 405, 415.
219. La productivité chez Opel et la récompense des nazis: Kugler (19973), pp 52, 61 et ss., 67; Kugler (1997b), p.85.
220. Les profits de Ford-Werke: Silverstein, pp 12, 14; Helms, p.115; Reich (1990), pp 121, 123; «Dokumentation über Zwangsarbeit bei Ford». A propos des profits de guerre des «entreprises ennemies» en général: Lindner, pp 124-127.
221. La profitabilité de Ford-Werke et de Ford en France: Billstein et al., p.116; Silverstein, pp 15-16; Greiner, p.114.
222. Les profits de Opel: Billstein et al., p.73; Kugler (1997a), pp 55, 67; Kugler (1997b), p.85.
223. Les profits de Dehomag: Black, pp 212, 253, 297-299.
224. IBM facture des royalties à Dehomag: Black, pp 59-60, 76-77.
225. Opel rachète une fonderie à Leizig: communication de A. Neugebauer des archives de la ville de Russelsheim à l'auteur, le 4 février 2000; Lindner, pp 126-127. La valeur de Ford-Werke double: Silverstein. Les nouveaux investissements de Ford à Oran: Helms, p. 115; Higham (1983), pp 158-159. Les investissements américains en Allemagne: Lindner, pp 93, 100, 106-107.
- Chapitre 20. La collaboration industrielle et la soi-disant «dénazification» de l'Allemagne (2)**
226. Le système capitaliste peut occasionnellement profiter de niveaux relativement élevés de salaires; par exemple, des hausses de salaires (éventuellement combinées à d'autres concessions) peuvent servir à désamorcer une situation potentiellement révolutionnaire et donc permettre de maintenir les profits et de permettre au système de continuer à fonctionner.
227. Les salaires en Allemagne nazie avant et durant la guerre: Engelmann, pp 263-264; Recker. Le moratoire nazi sur les salaires: Recker, p.436. Des salaires plus bas, des heures de travail plus longues: Kugler (1997b), pp 71, 86.
228. L'utilisation de l'équipement de IBM pour répertorier les travailleurs forcés: Black, p.205.
229. L'utilisation de travailleurs forcés par Yale and Towne: Lindner, p.118. L'utilisation de travailleurs forcés par Coca-Cola: Pendergrast, p.228.
230. L'utilisation des travailleurs forcés dans l'usine de Ford-Werke et chez Opel: « Ford-Konzern wegen Zwangsarbeit verklagt»; la citation de Fings: Fings, p.107; Billstein et al., pp 53 et ss., 135 et ss.; Silverstein, p.14; Van den Berghe; Lueken; Meier; Simpson (1993), pp 96-97; Kugler (1997a), p.57; Kugler (1997b), p.72 et ss., citation de la p.76.
231. Des posters patriotiques financés par CM peuvent être trouvés dans les Archives Nationales à Washington, Section des Photos.
232. L'ordre exécutif de Roosevelt: Higham (1983), préface, p.xv, reproduction à la p.xxi.
233. Le procès contre la Standard Oil: Higham (1983), pp 44-46. L'enquête sur IBM: Black, p.333 et ss., 348.
234. Sur Sosthenes Behn : Higham (1983), pp 112-115 (citation p.112) ; Sampson (1973), p.40; Bower, pp 78-79.
235. Ford-Werke et Bayer ne furent pas bombardés: Billstein et al., pp 98-100, 118; Helms, pp 115-116; Reich (1990), pp 124-125, 133; Wilkins et Hill, pp 344-346. Les dommages à Opel : Neugebauer, pp 170-171 ; Billstein et al., pp 77-79. Les usines de Dehomag à Sindelfingen et à Berlin: Black, pp 406-409.
236. Les compensations octroyées à CM, à ITT, à Ford: Silverstein, p.16; Snell, p.16; Higham (1983), pp 160, 177; Sampson (1973), p.47; Davis, pp 10, 14; Reich (1990), p.123; Link, p.100. GM déclare la perte de ses investissements dans Opel: Billstein et al., pp 73-75.
237. Les cartels allemands furent étroitement liés aux entreprises américaines: Eisenberg (1996), p.142.
238. L'influence des grandes entreprises sur la politique américaine vis-à-vis de l'Allemagne: Hingham (1983), p.212 et ss.; Eisenberg (1982), p.29; Eisenberg (1993), pp.63-64; Link, pp 100-106; Berghahn, p.88; Stone, pp 21-24; Simpson (1993); Creiner, pp 262-266; citation: Eisenberg, (1996), p.303.
239. Le Japon : Minnear, p.110 et ss. ; Chomsky, p.249.
- Chapitre 21. Les États-Unis, l'Union Soviétique et le destin de l'Allemagne dans l'après-guerre**
240. L'importance des réparations pour les Soviétiques: Steininger, p.143; Fisch, pp 37-38. La volonté des Soviétiques de coopérer, leurs désir d'une Allemagne neutre et unifiée: Loth (1994), pp 10, 14-15, 19, 22-27; Loth (1995) ; Eisenberg (1996), p.303.
241. Les avantages pour les États-Unis d'une Allemagne divisée: Eisenberg (1996).
242. L'Allemagne comme terre promise pour les exportations et les investissements américains: Chomsky, p.40; McCormick, p.68; Kühnl (1973), p. 129. Les intérêts économiques américains en Allemagne : Hardach ; pp 20-21 ; Kahler et Link, p.202.
243. Les craintes d'Opel d'avoir à payer des réparations: Neugebauer, pp 177-178. IBM veut éviter de payer des réparations: Black, pp 418-419.
244. Les dommages relativement mineurs soufferts par l'industrie allemande : Catzke, p.168; Altmann, p.199. La valeur et les profits de IBM : Black, p.424.
245. Les projets soviétiques concernant l'Allemagne sont peu attractifs pour les Américains: Reich (1990), p.116; Eisenberg (1996), pp 86-87 ; Chomsky, p.46. Les avantages de la division de l'Allemagne pour les États-Unis : Eisenberg (1996), pp 12, 233; Leffner (1992), p.234; McCormick, p.61 ; Dieterich, p.123; Chomsky, p.47.
246. L'Allemagne de l'Est laissée aux Soviétiques: Leffner (1992), p.230; Kolko (1968), pp 515, 572; Eisenberg (1996), p.317.
247. Le retrait américain de la Saxe et de la Thuringe : Henke, pp 714 ss., 731 ss., 761, 770; Gimbel (1986), p-437 ss; Jonscher et Schilling, pp 267-268; Kolko (1968), p.572; Weinberg, p.830; Cardner, p.241 ; «Carl Zeiss»; Cohen. Le pillage de l'Allemagne de l'Est par les Américains: Simpson (1988), pp 30-31 ; Bower, p.110; «Das Totengold der Juden». Le kidnaping des experts: Henke, p.742 et ss; Gimbel (1986), p-438 et ss.; Jonscher et Schilling, pp 267-268; Brunzel, pp 99-100; Bower, pp 118,137-140; Cohen.
248. Le «capital» allemand et le fascisme: Schäfer, p.211-212; Kühnl (1971), p.122 et ss.; la citation de Horkheimer: Dieterich, p.70; Mayer, p.34. La citation de Black: Black, p.420.
249. La gauche dans l'Allemagne d'après-guerre: Eisenberg (1996), pp 274, 335-336; Kolko (1968), pp 507-511. Les plans de nationalisation: Steininger, pp 117-118; Kolko, pp 125-126; Kühnl (1971), pp 71 ; Kühnl (1973), pp 138-139; Altmann, p.58 et ss.; Stuby, pp 91-101.
250. Les conseils d'entreprise: Reich, p.135; Altmann, p.73 et ss.; Simpson, (1993), pp 247-248; Eisenberg (1983), passim; Eisenberg (1993), pp 62-63, 73-74; Eisenberg (1996), p.157. Le conseil d'entreprise chez Opel: Neugebauer, pp 179-181, 185-186. La citation de Wiesner: Eisenberg (1983), p.286. Les craintes américaines concernant la possibilité d'une révolution après la guerre : Hearden, pp 89-90.
251. La compréhension des Britanniques envers les plans de nationalisation: Eisenberg (1996), pp 269-276, 334-342; Pfeifer, pp 40-42; Ruhl, pp 404, 426-427; Reich (1990), p.185. Les craintes et les plans américains: Leffner (1991), pp 231-232, 234; Leffner (1992), p.8; Chomsky, p.47.
252. La politique «anti-anti-fasciste» des Américains: Eisenberg (1983), p.287 et ss.; Eisenberg (1993) ; Eisenberg (1996), pp 124-130, 344-45; Steininger, pp 101-113; Boehling, pp 281-306; Schafer, pp 212-213; Kolko (1968), pp 507-509; Kühnl (1971), p.72; Altmann, p.76 et ss.; Simpson, (1993), p.248; Knapp, Link, Schröder et Schwabe, pp 164-165; Ruhl, pp 404-405. La citation d'un vétéran de guerre : Terkel, p.381. Erhard: Schafer, pp 212-213.
253. Adenauer: Tetens, pp 236, 241-242; Davis, p.14.
254. Le sort de l'anti-fascisme en Allemagne de l'Est et de l'Ouest: Zorn.

255. Le rôle du Vatican: Deschner; Lacroix-Riz, pp 428 et ss., 445 et ss., 457-460, 463-464, 495-499 et ss.; Caretto et Marolo, p.109 et ss.
256. Le désintéret des États-Unis pour une Allemagne neutre: Chomsky, p.47; Leffner (1992), p.8; Altmann, p.198; Livingston, pp 11-16. L'Allemagne de l'Ouest comme rempart anti-soviétique: Gimbel (1975), p.278; Eisenberg (1983), p.303.
257. La volonté américaine de diviser l'Allemagne: Kolko (1968), pp 573-575; Loth (1994), p.37; Hardach, pp 21-22; Fisch, p.74; Paterson, Clifford et Hagan, p.449; Williams (1962), pp 259-260; Backer, pp 162-163; Overesch (1979), pp 128-130. La décision du général Clay de suspendre le paiement des réparations: Gimbel (1975). Sur la question des réparations et de la division de l'Allemagne en général, voir Kuklick.
258. Le plan Marshall: Eisenberg (1996), p.322; Hardach, p.46; Hopkins, Wallerstein et al, pp 15-16; Leffner (1992), p.232 et ss.; Paterson, Clifford et Hagan, PP 452, 455.
259. Les conditions inacceptables du plan Marshall pour les Soviétiques: Gaddis, p.260; Williams (1962), pp 208-209; Ambrose (1997).
260. L'opposition des Soviétiques face à la division de l'Allemagne: Eisenberg (1996), pp 314, 389, 436; Loth (1994), p.21 ; Backer, p.162.
261. Le butin de guerre soviétique en Allemagne de l'Est: Loth (1994), p.23; Simpson (1998), pp 55-56.
262. Le paiement de réparations de la part de l'Allemagne de l'Ouest et de l'Allemagne de l'Est: Backer, p.162; Fisch, pp 200-201.
263. Données relatives aux paiements des réparations allemandes à l'URSS: Loth (1988), p.70; Loth (1994), p.15; Backer, p.162. Les dommages de guerre en Union soviétique: Linz, p.21 ; Millar (1985), pp 284-285 ; Ponting, p.295.
264. Le «pillage industriel»: Citations de Gimbel (19903), p.296, et Gimbel (1993), pp 182, 186, 192-194.
- Chapitre 22. Après 1945 : De la bonne guerre à la guerre permanente**
265. «Bonne guerre», «meilleure des guerres»: titres d'ouvrages de Terkel et de Adams; Wynn, pp 463-482.
266. Les guerres indiennes, inspiration pour Hitler: Zinn (1980), pp 124-146, 514; Loewen, p.110 e tss.; Schafer, p.205; Delanty, p.119; Zezima, p.61.
267. «Un ennemi d'un diabolisme innommable»: Zinn (1980), p.398.
268. La citation de Lawrence Wittner: Zinn (1980), p-416.
269. La Guerre Froide force les Soviétiques à participer à la course aux armements : Millar (1985), p.289.
270. L'expérience communiste en Union soviétique perturbée du début à la fin: Parenti (1997); Bernal, p.1176.
271. Les coûts et les conséquences de la course aux armements: Bruhn, passim, Dowd, pp 114, 289.
272. Le discours de Truman au Texas: Matthias, pp 125-126.
273. «Le capitalisme coup de poing»: Parenti (1997), p.58.
274. L'horloge de l'histoire arrêtée : Fukuyama ; commentaires critiques sur Fukuyama dans Gray, pp 119-121.
275. La dette publique : 258 milliards en 1945, à la fin de la Deuxième Guerre mondiale et au début de la Guerre Froide ; 3 200 milliards en 1990, à la fin de la Guerre Froide. Il s'agit donc d'une augmentation de 1153%, alors que l'inflation sur la même période s'élevait à 600%. Voir « Historical Public Debt Outstanding». Les États-Unis comme le plus grand débiteur du monde : Bruhn, p.237.
276. «Partout et donc nulle part»: Sampson (1973), p.46.
277. Les données de taxation: Zepezauer et Naiman, pp 69-70. Plus de 30 millions d'Américains pauvres en 1989 : <http://census.gov/hhes/poverty/census/cph162.html>.
278. Les nouveaux Hitler: Parenti (1996), pp 73-81.

## Bibliographie

- Adams Michael C.C., *The Best War Ever: America and World War II*, Baltimore et Londres, 1994.
- Adler Les K. & Thomas G. Paterson, «Red Fascism: The Merger of Nazi Germany and Soviet Russia in the American Image of Totalitarianism, 1930's - 1950's», *American Historical Review*, Vol. LXXV, nr.4, avril 1970, pp.1047-64.
- Aglion Raoul, *De Gaulle et Roosevelt*, Paris, 294 pp. L'Harmattan. Albrecht Ulrich, *Die Abwicklung der DDR: Die «2+4 Verhandlungen»*. Ein Insider-Bericht, Opladen, 1991.
- Alperovitz Gar, *Cold War Essays*, Garden City, New York, 1970.
- *Atomic Diplomacy: Hiroshima and Potsdam. The Use of the Atomic Bomb and the American Confrontation with Soviet Power*, nouvelle édition, Harmondsworth, Middlesex, 1985 (édition originale de 1965).
- *The Decision to use the Atomic Bomb and the Architecture of an American Myth*, New York, 1995.
- Altmann Peter (éd.), *Hauptsache Frieden. Kriegsende-Befreiung-Neubeginn 1945-1949 : Vom antifaschistischen Konsens zum Grundgesetz*, Frankfurt am Main, 1985.
- Ambrose Stephen E., *Rise to Globalism: American Foreign policy since 1938*, septième édition, New York, 1993.
- «When the Americans Came Back to Europe», *The International Herald Tribune*, 28 mai 1997.
- *Americans at War*, New York, 1998.
- Amsden Alice H., «Gilded Age II», *The Nation*, 2/9 septembre 2002.
- Arato Andrew & Eike Gebhardt (eds.), *The Essential Frankfurt School Reader*, New York, 1982.
- James Aronson, *The Press and the Cold War*, Boston, 1973.
- Backer John H., «From Morgenthau Plan to Marshall Plan», in Robert Wolfe (éd.), *Americans as Proconsuls: United States Military Governments in Germany and Japan, 1944-1952*, Carbondale et Edwardsville, IL, 1984, pp.155-65.
- Badia Gilbert, *Histoire de l'Allemagne Contemporaine (1917-1962)*, Tome Second, Editions Sociales, Paris, 1975.
- Bagguley John, «The World War and the Cold War», dans David Horowitz (éd.), *Contaminant and Revolution*, Boston, 1967, pp.76-124.
- Baldwin Neil, *Henry Ford and the Jews: The Mass Production of Hate*, New York, 2001.
- Baran Paul A. & Paul M. Sweezy, *Monopoly Capital: An Essay on the American Economic and Social Order*, New York et Londres, 1966.
- Barber William J., *Designs within Disorder: Franklin D. Roosevelt, the Economists, and the Shaping of American Economic Policy, 1933-1945*, Cambridge, 1996.
- Barson Michael, «Better Dead than Red!»: A Nostalgic Look at the Golden Years of Russiaphobia, Red-Baiting, and Other Commie Madness, New York, 1992.
- Bennett Edward M., *Franklin D. Roosevelt and the Search for Victory: American-Soviet Relations, 1939-1945*, Wilmington, DE, 1990.
- Bercuson David J., *Maple Leaf against the Axis: Canada's Second World War*, Toronto, 1995.
- Bergander Götz, *Dresden im Luftkrieg. Vorgeschichte, Zerstörung, Folgen*, Weimar, 1995.
- Berghahn Volker, «Resisting the Pax Americana? West German Industry and the United States, 1945-55», dans Michael Ermath (éd.), *America and the Shaping of German Society, 1945-1955*, Providence et Oxford, 1993, pp.85-100.
- Bernal J.D., *Science in History*. Volume 4. *The Social Sciences: Conclusion*, troisième édition, Harmondsworth, Middlesex, 1965.
- Bernstein Barton J. (éd.), *Politics and Policies of the Truman Administration*, Chicago, 1970.
- Bettelheim Charles, *L'économie allemande sous le nazisme: Un aspect de la décadence du capitalisme*, 2 volumes, Paris, 1971.
- Billstein Reinhold, Karola Fings, Anita Kugler & Nicholas Levis, *Working for the Enemy: Ford, General Motors, and Forced Labor during the Second World War*, New York et Oxford, 2000.
- Black Edwin, *IBM and the Holocaust: The Strategic Alliance between Nazi Germany and America's Most Powerful Corporation*, Londres, 2001. (IBM et l'Holocauste, Robert Laffont, Paris, 2001).
- Blasius Rainer A., «Zweifel an Uncle Joe's Treue? Chancen eines sowjetisch-deutschen Sonderfriedens vor Casablanca im Urteil des Foreign Office», dans Wolfgang Michalka (éd.), *Der Zweite Weltkrieg: Analysen, Grundzüge, Forschungsbilanz*, Munich et Zurich, 1989, pp. 155-73.
- Blum John Morton, *V Was for Victory: Politics and American Culture During World War II*, New York et Londres, 1976.
- Blumenson Martin, *Patton, the Man behind the Legend*, New York, 1985. Livre publié en français par Ouest France en 1993. Epuisé.
- Boehling Rebecca, «US Military Occupation, Grass Roots Democracy, and Local German Government», dans Jeffrey M. Diefendorf, Axel Frohn, and Hermann-Josef Rupieper (eds.), *American Policy and the Reconstruction of West Germany, 1945-1955*, Cambridge, 1993, pp.281-306.
- Borkin Joseph, *The Crime and Punishment of I.G. Farben*, New York, 1978.
- Bower Tom, *The Paperclip Conspiracy: The Battle for the Spoils and Secrets of Nazi Germany*, Londres, 1987.
- Brandes Stuart D., *Warhogs: A History of War Profits in America*, Lexington, KY, 1997.
- Brecher Jeremy, *Strike!*, Boston, 1977.
- Brinkley David, *Washington goes to War*, New York et Toronto, 1989.
- «Liberals and Public Investment: Recovering a Lost Legacy», *The American Prospect*.
- Broadfoot Barry, *Six War Years 1939-1945: Memories of Canadians at Home and Abroad*, Don Mills, Ontario, 1976.
- Bruhn Jürgen, *Der Kalte Krieg oder: Die Totrüstung der Sowjetunion. Der US-militär-industrielle Komplex und seine Bedrohung durch Frieden*, Giessen, 1995.
- Brunzel Ulrich, *Beutezüge in Thüringen: Kunstschätze, Wunderwaffen und Raubgold auf der Spur*, deuxième édition, Zella-Mehlis/Meiningen, 2000.
- Buhite Russell D. et Wm. Christopher Hamel, «War or Peace: The Question of an American Preventive War against the Soviet Union, 1945-1955», *Diplomatic History*, Vol. 14, n°3, été 1990, pp.367-84.
- Bullock Alan, *Hitler: A Study in Tyranny*, Londres, 1952.
- Burds Jeffrey, *The Early Cold War in Soviet West Ukraine, 1944-1948*, Pittsburgh, PA, 2001.
- Cardozier V.R., *The Mobilization of the United States in World War II: How the Government, Military and Industry Prepared for War*, Jefferson, NC et Londres, 1995.
- Caretto Ennio et Bruno Marolo, *Made in USA: Le Origini Americane della Repubblica Italiana*, Milan, 1996.
- «Carl Zeiss», *Thüringen: Blätter zur Landeskunde*, Erfurt, 1996. Carroll Peter N. and David W. Noble, *The Free and the Unfree: A New History of the United States*, deuxième édition, New York, 1988.
- Cashman Sean Dennis, *America, Roosevelt, and World War II*, New York et Londres, 1989.
- Chomsky Noam, *Year 501: The Conquest continues*, Montreal et New York, 1993. (*L'an 501, la conquête continue*, EPO, Anvers, 1998)
- Chossudovsky Michel, *Guerre et mondialisation, la vérité derrière le 11 septembre*, Serpent à plumes, Paris, 2002.
- Claessens Dieter & Karin Claessens, *Kapitalismus als Kultur: Entstehung und Grundlagen der bürgerlichen Gesellschaft*, Frankfurt am Main, 1979.
- Clarke William, «Nazi Gold: The Role of the Central Banks – Where Does the Blame Lie?» *Central Banking*, Vol. VIII, n°1, été 1997, <http://www.centralbanking.co.uk/cbv8n11.html>.
- Cochran Bert, *The War System*, New York, 1965. Cockburn Alexander, «Beat the Devil», *The Nation*, 11 décembre 1995.
- Cohen Martin C., «Carl Zeiss - A History of a Most Respected Name in Optics», <http://www.company7.com/zeiss/history.html>.
- Cole Wayne S., *Roosevelt and the Isolationists, 1932-45*, Lincoln, NE, 1983. Compton James V., «The Swastika and the Eagle», dans Arnold A. Offner (éd.), *America and the Origins of World War II, 1933-1941*, New York, 1971, pp.159-83.
- Cornwell John, *Hitler's Pope: The Secret History of Pius XII*, Londres et New York, 1999.
- Cray Ed, *Chrome Colossus: General Motors and its Times*, New York, 1980.
- Crombois Jean-François, *Camille Gutt: Les Finances et la Guerre (1940-1945)*, Bruxelles, 1999.
- Dahms Hans-Günther, *Der Zweite Weltkrieg*, deuxième édition, Frankfurt am Main, 1971.
- «Das Totengold der Juden», *Frankfurter Rundschau*, 17 avril 1998, résumé dans <http://www.infolinks.de/dir-ml/98041799363350.htm>
- Davies Andrew, *Where did the Forties go?: A Popular History*, Londres et Sydney, 1984.
- Davis R. William, «The Elkhorn Document: Documented Evidence of a Secret Business and Political Alliance Between the US 'Establishment' and the Nazis - Before, During and After World War II - up to the Présent», [1999?] <http://www.cco.net/~trufax/elkhorn/table.html>.
- Delanty Gérard, *Inventing Europe: Idea, Identity, Reality*, Londres, 1995.

- Deschner Karlheinz, *Kirche und Faschismus*, Rastatt, 1990.
- Desquesnes Rémy, «Le Mur de l'Atlantique en 1944», dans *La Libération de la France*. Actes du Colloque International tenu à Paris du 28 au 31 Octobre 1974, Paris, 1976, pp. 261-72.
- Deutscher Isaac, *Staline: une biographie politique*, Club du meilleur livre, Paris, 1961.
- Dick Bernard F., *The Star-Spangled Screen: The American World War II Film*, Lexington, KY, 1985.
- Diefendorf Jeffrey M., Axel Frohn & Hermann-Josef Rupieper (eds.), *American Policy and the Reconstruction of Germany, 1945-3955*, Cambridge, 1993.
- Dieterich Heinz, «Ironien der Weltgeschichte: Strukturparallelen zwischen Nazi-Lebensraum und Erster/Dritter Welt heute», dans *Bruni Höfer, Heinz Dieterich, Klaus Meyer (eds.), Das Fünfhundertjährige Reich. Emanzipation und lateinamerikanische Identität: 1492-1992*, troisième édition, s.l., 1990, pp.69-147.
- Diggins John P., *Mussolini and Fascism: The View from America*, Princeton, New Jersey, 1972.
- Dippel Horst, *Geschichte der USA*, Munich, 1996.
- Doares Bill, «The Hidden History of World War II, Part I : Corporate America and the Rise of Hitler», *Workers' World*, New York, 4 mai 1995.
- Dobbs Michael, «US Automakers Fight Claims of Aiding Nazis», *The International Herald Tribune*, 3 décembre 1998 (1998a).
- « Ford and GM Scrutinized for Alleged Nazi Collaboration », *The Washington Post*, 12 décembre 1998 (1998b).
- Doenecke Justus D., «Rehearsal for Cold War: United States Anti-Interventionists and the Soviet-Union, 1939-1941», *International Journal of Politics, Culture and Society*, Vol. 7, n°3, 1994, pp.375-92.
- Doenecke Justus D. & John E. Wilz, *From Isolation to War 1931-1941*, deuxième édition, Arlington Heights, IL, 1991.
- « Dokumentation über Zwangsarbeit bei Ford », *Antifaschistische Nachrichten*, 22/1996, 14 novembre 1996, <http://www.infolinks.de/an/1996/22/006.htm>.
- Douglas Roy, *The World War 1939-1943 : The Cartoonists' Vision*, Londres et New York, 1990.
- Dowd Doug, *Blues for America: A Critique, A Lament, and Some Memories*, New York, 1997.
- Dower John W., *Embracing Defeat: Japan in the Wake of World War II*, New York, 1999.
- Drechsler Karl, *Die USA zwischen Antihitlerkoalition und Kaltem Krieg*, Berlin[Est], 1986.
- Drozdiak William, « New Pledges for a Nazi Fund: 12 German Firms to Compensate Wartime Slave Workers », *The International Herald Tribune*, 17 décembre 1998.
- Du Boff Richard B., *Accumulation and Power: An Economic History of the United States*, Armonk, New York et Londres, 1989.
- Dülffer Jost, Jalta, 4. Februar 1945: *Der Zweite Weltkrieg und die Entstehung der bipolarer Welt*, Munich, 1998.
- Ebert Jens (éd.), *Stalingrad - eine Deutsche Legende*, Reinbek bei Hamburg, 1992.
- Edelman Murray, *Constructing the Political Spectacle*, Chicago and Londres, 1988.
- Eiler Keith E., *Mobilizing America : Robert P. Patterson and the War Effort 1940-1945*, Ithaca, New York et Londres, 1997.
- Eisenberg Carolyn Woods, «U.S. Policy in Post-war Germany : The Conservative Restoration», *Science and Society*, Vol. XLVI, N°1, printemps 1982, pp.24-38.
- «Working-Class Politics and the Cold War: American Intervention in the German Labor Movement, 1945-49», *Diplomatie History*, Vol.7, N°4, Automne 1983, pp.283-306.
- «The Limits of Democracy: US Policy and the Rights of German Labor, 1945-1949 », dans Michael Ermarth (éd.), *America and the Shaping of German Society, 1945-1955*, Providence, RI et Oxford, 1993, pp.60-81.
- *Drawing the Line: The American Decision to divide Germany, 1944-1949*, Cambridge, 1996.
- Engelmann Bernd, *Einiggegen Recht und Freiheit: Ein deutsches Anti-Geschichtsbuch*, Munich, 1975. Ermarth Michael (éd.), *America and the Shaping of German Society, 1945-1955*, Providence, RI et Oxford, 1993.
- Evers Lothar, «Ablass zu Ausverkaufspreisen: Wie sich deutsche Unternehmen aus ihrer Verantwortung für Zwangsarbeiter stehlen wollen», *Frankfurter Rundschau*, 16 novembre 1999.
- Farnham Barbara Rearden, *Roosevelt and the Munich Crisis: A Study of Political Decision-Making*, Princeton, NJ, 1997.
- Feagin Joe R. & Kelly Riddell, «The State, Capitalism, and World War II : The US Case», *Armed Forces and Society*, Vol. 17, N°1, Automne 1990, pp.53-79.
- Filene Peter G., *American Views of Soviet Russia 1917-1965*, Homewood, IL, 1968.
- Fings Karola, « Zwangsarbeit bei den Kölner Ford-Werken », dans *Zwangsarbeit bei Ford*, Cologne, 1996.
- Fisch Jörg, *Reparationen nach dem Zweiten Weltkrieg*, Munich, 1992. Fischer Fritz, *Hitler war kein Betriebsunfall : Aufsätze*, quatrième édition, Munich, 1998.
- Fohlen Claude, *L'Amérique de Roosevelt*, Paris, 1982.
- Foner Philip Sheldon, *History of the Labor Movement in the United States. Volume VIII: Postwar Struggles, 1918-1920*, New York, 1988.
- Fones-Wolf Elizabeth A., *Selling Free Enterprise: The Business Assault on Labor and Liberalism, 1945-60*, Urbana, IL et Chicago, 1994.
- « Ford-Konzern wegen Zwangsarbeit verklagt », *Kölner Stadt-Anzeiger*, 6 mars 1998. «Ford sued over Slave Labor», <http://www.cnn.com/hotstories/companies/9803/05/ford/>, 4 mars 1998.
- Fraser Graham, «Pressure rewrites A-Bomb History», *The Globe and Mail*, Toronto, 31 janvier 1995.
- Fukuyama Francis, *The End of History and the Last Man*, New York, 1992 (*La fin de l'histoire et le dernier homme*, Flammarion, Paris, 1993).
- Fussell Paul, *Wartime : Understanding and Behavior in the Second World War*, New York et Oxford, 1989. Gaddis John Lewis, *The United States and the Origins of the Cold War 1941-1947*, New York et Londres, 1972.
- Galbraith John Kenneth, *The Age of Uncertainty*, Boston, 1977.
- Gardner Lloyd C., *Architects of Illusion: Men and Ideas in American Foreign Policy 1941-1949*, Chicago, 1970.
- Garraty John A., *Unemployment in History: Economic Thought and Public Policy*, New York, 1978.
- Gatzke Hans W., *Germany and the United States: A «Special Relationship ?»*, Cambridge, MA et Londres, 1980.
- Gellermann Günther W., *Die Armeewenck - Hitlers letzte Hoffnung: Aufstellung, Einsatz, und Ende der 12. deutschen Armee im Frühjahr 1945*, Coblenz, 1984.
- George Susan & Fabrizio Sabelli, *Faith and Credit: The World Bank's Secular Empire*, Harmondsworth, 1994.
- Georgi Dieter, «The Bombings of Dresden», *Harvard Magazine*, Vol. 87, N°4, mars-avril 1985, pp.56-64.
- Germany Surrenders* 1945, Washington, DC, 1976.
- Getty J. Arch, Gabor Rittersporn & Victor Zernskov, «Victims of the Soviet Penal System in the Pre-War Years: A First Approach on the Basis of Archival Evidence», *American Historical Review*, Vol. 98, octobre 1993, pp.1017-49.
- Gimbel John, «The American Reparations Stop in Germany: An Essay on the Political Uses of History», *The Historian*, Vol. 37, N°2, février 1975, pp.276-96.
- « U.S. Policy and German Scientists: The Early Cold War », *Political Science Quarterly*, 1986, N°3, pp.433-51.
- «The American Exploitation of German Technical Know-How after World War II», *Political Science Quarterly*, Vol. 105, N°2, été 1990, pp.295-309 (1990a).
- «German Scientists, United States Denazification Policy, and the "Paperclip" Conspiracy», *The International History Review*, Vol. XII, N°3, août 1990, pp.441-65 (1990b).
- « Project Paperclip : German Scientists, American Policy, and the Cold War », *Diplomatie History*, Vol. 14, N°3, été 1990, pp.343-65 (1990c).
- « Science, Technology, and Reparations in Postwar Germany », dans Jeffrey M. Diefendorf, Axel Frohn & Hermann-Josef Rupieper, *American Policy and the Reconstruction of Germany, 1945-1955*, Cambridge, 1993, pp.175-96.
- Gold Kim, «The mother of all frauds: How the United States swindled Britain as it faced nazi invasion», *Morning Star*, 10 avril 2003.
- Gray John, *False Dawn: The Delusions of Global Capitalism*, Londres, 1998.
- Greider William, *Fortress America : The American Military and the Consequences of Peace*, New York, 1998.
- Greiner Bernd, *Die Morgenthau-Legende: Zur Geschichte eines umstrittenen Plans*, Hamburg, 1995.
- Griffith Robert, «The Selling of America: The Advertising Council and American Politics, 1942-1960», *Business History Review*, Vol. LVII, Automne 1983, pp.388-413.
- Grose Peter, *Opération Rollback: America's Secret War Behind the Iron Curtain*, Boston et New York, 2000.
- Grosser Alfred, *Les occidentaux, les pays d'Europe et les USA*, Le Seuil, Paris, 1982.
- Hallgarten George W. F. & Joachim Radkau, *Deutsche Industrie und Politik von Bismarck bis in die Gegenwart*, Reinbek bei Hamburg, 1981.
- Hamby Alonzo L., *Beyond the New Deal: Harry S. Truman and American Liberalism*, New York et Londres, 1973.
- Hanhimäki Jussi, «"Containment" in a Borderland: The United States and Finland, 1948-49», *Diplomatic History*, Vol. 18, N°3, summer 1994, pp.353-74.
- Harbutt Fraser J., *The Iron Curtain: Churchill, America, and the Origins of the Cold War*, New York et Oxford, 1986.

- Hardach Gerd, *Der Marshall-Plan : Auslandshilfe und Wiederaufbau in Westdeutschland 1948-1952*, Munich, 1994.
- Harper John Lamberton, *American Visions of Europe: Franklin D. Roosevelt, George F. Kennan, and Dean G. Acheson*, Cambridge et New York, 1994.
- Hass Gerhart, *Von München bis Pearl Harbor: Zur Geschichte der deutsch-amerikanischen Beziehungen 1938-1941*, Berlin[-Est], 1965.
- Hayes Peter, *Industry and Ideology: IG Farben in the Nazi Era*, Cambridge, 1987.
- Heale M.J., *American Anticommunism: Combating the Enemy Within 1830-1970*, Baltimore et Londres, 1990.
- Hearden Patrick J., *Roosevelt confronts Hitler: America's Entry into World War II*, Dekalb, IL, 1987.
- Heideking Jürgen & Christof Mauch, *Geheimdienstkrieg gegen Deutschland: Subversion, Propaganda und politische Planungen des Amerikanischen Geheimdienstes im zweiten Weltkrieg*, Göttingen, 1993.
- Helms Hans G., «Ford und die Nazis», dans *Zwangsarbeit bei Ford*, Cologne, 1996.
- Henke Klaus-Dietmar, *Die Amerikanische Besetzung Deutschlands*, Munich, 1995.
- Hermann Armin, *Carl Zeiss : Die abenteuerliche Geschichte einer deutschen Firma*, Munich et Zurich, 1992.
- Heyl Bernd & Andrea Neugebauer (éd.), «...ohne Rücksicht auf die Verhältnisse» : *Opel zwischen Weltwirtschaftskrise und Wiederaufbau*, Frankfurt am Main, 1997.
- Higgs Robert, «Private Profit, Public Risk: Institutional Antecedents of the Modern Military Procurement System in the Rearmament Program of 1940-1941», dans Geoffrey T. Mills and Hugh Rockoff (eds.), *The Sinews of War: Essays on the Economic History of World War II*, Ames, IO, 1993, pp.166-98.
- Higham Charles, *Trading with the Enemy: An Expose of The Nazi-American Money Plot 1933-1949*, New York, 1983.
- *The Duchess of Windsor: The Secret Life*, New York, 1988.
- Hillgruber Andreas (éd.), *Staatsmänner und Diplomaten bei Hitler. Vertrauliche Aufzeichnungen über Unterredungen mit Vertretern des Auslandes 1939-1941*, Frankfurt am Main, 1967.
- *Der Zweite Weltkrieg 1939-1945. Kriegsziele und Strategie der Grossen Mächte*, cinquième édition, Stuttgart, 1989.
- Milliard Robert L., *Surviving the Americans: The Continued Struggle of the Jews after Liberation*, New York, 1997.
- «Historical Public Debt Outstanding», <http://www.publicdebt.treas.gov/opd/opdhisto3.htm>
- Historical Statistics of the United States. Colonial Times to 1970*. Part 2, Washington, 1975.
- Christopher Hitchens, «Imagining Hitler», *Vanity Fair*, N°462, février 1999, pp.22-27.
- Hofer Walther und Herbert R. Reginbogin, *Hitler, der Westen und die Schweiz 1936-1945*, Zurich, 2002.
- Hoge Warren, «Churchill plotted de Gaulle ouster», *The Globe and Mail*, Toronto, 6 janvier 2000.
- Holloway David, «Fear and Competition: The Soviet Response to America's Atomic Monopoly», dans Thomas G. Paterson & Robert J. McMahon (eds.), *The Origins of the Cold War*, troisième édition, Lexington, MA et Toronto, 1991, pp.137-47.
- «Holocaust-Oberlebende klagen gegen Frankfurter Konzern Degussa», *Frankfurter Rundschau*, 24 août 1998.
- Hönicke Michaela, «Das nationalsozialistische Deutschland und die Vereinigten Staaten von Amerika (1933-1945)», dans Klaus Larres und Torsten Oppelland (eds.), *Deutschland und die USA im 20. Jahrhundert: Geschichte der politischen Beziehungen*, Darmstadt, 1997, pp.62-94.
- Hopkins Terence K. & Immanuel Wallerstein, et al., *The Age of Transition: Trajectory of the World-System, 1945-2025*, Londres et New Jersey, 1996.
- Horn Rüdiger, *An American Problem: Wie die USA lernten, mit der Sowjetmacht zu leben*, Leipzig, 1989.
- Horowitz David (éd.), *The Free World Colossus: A Critique of American Foreign Policy in the Cold War*, Londres, 1965.
- *From Yalta to Vietnam : American Foreign Policy in the Cold War*, Harmondsworth (*De Yalta au Vietnam*, 10-18, 2 Tomes, Paris, 1968).
- Howell Thomas, «The Writers' War Board: U.S. Domestic Propaganda in World War II », *The Historian*, Vol. 59, N° 4, été 1997, pp.795-813.
- Hunt Linda, *Secret Agenda : The United States Government, Nazi Scientists, and Project Paperclip, 1945 to 1990*, New York, 1991.
- Hynes Samuel, *The Soldiers' Tale: Bearing Witness to Modern War*, New York, 1997.
- Iriye Akira, *The Origins of the Second World War in Asia and in the Pacific*, Londres et New York, 1987.
- Irons Peter H., «American Business and the Origins of McCarthyism: The Cold War Crusade of the American Chamber of Commerce», dans Robert Griffith & Athan Theoharis (eds.), *The Specter: Original Essays on the Cold War and the Origins of McCarthyism*, New York, 1974, pp.72-89.
- Irving David, *The Destruction of Dresden*, Londres, 1971 (*La destruction de Dresde, J'ai lu*, Paris, 1971).
- Isenberg Noah, «Double Enmity», *The Nation*, 1 janvier 2001.
- Jeffries John W., *Wartime America: The World War II Home Front*, Chicago, 1996.
- Jersak Tobias, «Öl für den Führer», *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 11 février 1999.
- Jespersen T. Christopher, *American Images of China 1931-1949*, Stanford, CA, 1996.
- Jonas Manfred, *The United States and Germany: A Diplomatic History*, Ithaca, NY et Londres, 1984.
- Jonscher Reinhold & Willy Schilling, *Kleine Thüringische Geschichte: Vom Thüringer Reich bis 1990*, troisième édition, Jena, 2001.
- Junker Detlef, *Der Unteilbare Weltmarkt: Das Ökonomische Interesse in der Aussenpolitik der USA 1933-1941*, Stuttgart, 1975.
- « Deutschland im politischen Kalkül der Vereinigten Staaten 1933-1945 », dans Wolfgang Michalka (éd.), *Der Zweite Weltkrieg: Analysen - Grundzüge - Forschungsbilanz*, Munich, 1989, pp.57-73.
- Kahler Miles & Werner Link, *Europe and America: A Return to History*, New York, 1996.
- Keegan John, *The Battle for History: Re-Fighting World War Two*, Toronto, 1995.
- Keen Sam, *Gesichter des Bösen: über die Entstehung unserer Feindbilder*, Munich, 1993.
- Keynes John Maynard, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Payot, Paris, 1990.
- Keyssar Helene & Vladimir Pozner, *Remembering War: A U.S.-Soviet Dialogue*, New York et Oxford, 1990.
- Kimball Warren F., «FDR and Allied Grand Strategy, 1944-1945 : The Juggler's Last Act», dans Charles F. Brower (éd.), *World War II in Europe: The Final Year*, New York, 1998, pp.15-38.
- Kitman Jamie Lincoln, «Ethyl and the Nazis», *The Nation*, 20 mars 2000.
- Klare Michael, «Endless Military Superiority», *The Nation*, 15 juillet 2002, pp.12-16.
- Kleinfeld Gerald R., «The Genesis of American Policy Toward the GDR: Some Working Hypotheses», dans Reiner Pommerin (éd.), *The American Impact on Postwar Germany*, Providence, RI et Oxford, 1995, pp.53-64.
- Knapp Manfred, Werner Link, Hans-Jürgen Schröder & Klaus Schwabe, *Die USA und Deutschland 1918-1975: Deutsch-Amerikanische Beziehungen zwischen Rivalität und Partnerschaft*, Munich, 1978.
- Knightley Phillip, *The First Casualty: From the Crimea to Vietnam : The War Correspondent as Hero, Propagandist, and Myth Maker*, New York et Londres, 1975.
- Kolko Gabriel, «American Business and Germany, 1930-1941», *The Western Political Quarterly*, Vol. XV, N°4, décembre 1962, pp.713-28.
- *The Politics of War: The World and United States Foreign Policy, 1943-1945*, New York, 1968.
- *Main Currents in Modern American History*, New York, 1976.
- *Century of War: Politics, Conflicts, and Society since 1914*, New York, 1994 (*Un siècle de guerre : politique, conflits et société depuis 1914*, L'Harmattan, Paris, 2000).
- Kolko Joyce & Gabriel, *The Limits of Power: The World and United States Foreign Policy, 1945-1954*, New York, 1972.
- Koppes Clayton R. & Gregory D. Black, *Hollywood goes to War: How Politics, Profits, and Propaganda shaped World War II Movies*, New York et Londres, 1987.
- Kraus Herbert, «Karl Dönitz und das Ende des "Dritten Reiches" », dans Hans-Erich Volkmann (éd.), *Ende des Dritten Reiches - Ende des Zweiten Weltkriegs: Eine perspektivische Rückschau*, Munich et Zürich, 1995, pp.1-23.
- Krieger Wolfgang, «Die American Deutschlandplanung, Hypotheken und Chancen für einen Neuanfang», dans Hans-Erich Volkmann (éd.), *Ende des Dritten Reiches - Ende des Zweiten Weltkriegs: Eine perspektivische Rückschau*, Munich et Zürich, 1995, pp.25-50.
- Krüger Henrik, *The Great Heroin Coup: Drugs, Intelligence and International Fascism*, Boston, 1980.
- Kugler Anita, «Das Opel-Management während des Zweiten Weltkrieges. Die Behandlung "feindlichen Vermögens" und die "Selbstverantwortung" der Rüstungsindustrie», dans Bernd Heyl & Andrea Neugebauer (eds.), «...ohne Rücksicht auf die Verhältnisse»: *Opel zwischen Weltwirtschaftskrise und Wiederaufbau*, Frankfurt am Main, 1997, pp.35-68 (1997a).
- « Flugzeuge für den Führer. Deutsche "Gefolgschaftsmitglieder" und ausländische Zwangsarbeiter im Opel-Werk in Rüsselsheim 1940 bis 1945 », dans Bernd Heyl & Andrea Neugebauer (eds.), «...ohne Rücksicht auf die Verhältnisse » : *Opel zwischen Weltwirtschaftskrise und Wiederaufbau*, Frankfurt am Main, 1997, pp.69-92 (1997b).

- Kühl Stefan, *The Nazi Connection: Eugenics, American Racism, and German National Socialism*, New York, 1994. Kühnl Reinhard, *Formen bürgerlicher Herrschaft: Liberalismus - Faschismus*, Reinbek bei Hamburg, 1971.
- (ed.), *Der bürgerliche Staat der Gegenwart: Formen bürgerlicher Herrschaft II*, Reinbek bei Hamburg, 1972.
- (ed.), *Geschichte und Ideologie: Kritische Analyse bundesdeutscher Geschichtsbücher*, deuxième édition, Reinbek bei Hamburg, 1973.
- *Der Deutsche Faschismus in Quellen und Dokumenten*, cinquième édition, Cologne, 1980.
- «Vom Ersten zum Zweiten Weltkrieg», dans Ulrike Hörster-Philipps & Reinhard Kühnl (eds.), *Hitlers Krieg?: Zur Kontroverse um Ursachen und Charakter des Zweiten Weltkrieges*, Cologne, 1989, pp.21-46.
- Kuklick Bruce, *American Policy and the Division of Germany: The Clash with Russia over Reparations*, Ithaca, NY, 1972.
- Kutulas Judy, *The Long War: The Intellectual People's Front and Anti-Stalinism, 1930-1940*, Durham, NC et Londres, 1995.
- Lacroix-Riz Annie, *Le Vatican, l'Europe et le Reich de la Première Guerre Mondiale à la Guerre Froide*, Paris, 1996.
- Larres Klaus & Torsten Oppelland (eds.), *Deutschland und die USA im 20. Jahrhundert: Geschichte der politischen Beziehungen*, Darmstadt, 1997.
- LeBor Adam, « Germans urged to echo Gold Deal », *The Globe and Mail*, Toronto, 14 août 1998.
- Lee Martin, « CIA's Worst-Kept Secret », <http://www.consortiuninews.com/o516ioa.html>.
- Leffner Melvyn P., «The American Drive for Security: Marshall Plan, Revival of Germany, and NATO», dans Thomas G. Paterson & Robert J. McMahon, *The Origins of the Cold War*, troisième édition, Lexington, MA et Toronto, 1991 (iggia), pp.229-40.
- «America's National Security Policy: A Source of Cold War Tensions», dans Thomas G. Paterson & Robert J. McMahon (eds.), *The Origins of the Cold War*, troisième édition, Lexington, MA et Toronto, 1991 (1991b), pp.73-92.
- *A Preponderance of Power: National Security, the Truman Administration and the Cold War*, Stanford, 1992.
- Leibovitz Clement & Alvin Finkel, *In Our Time: The Chamberlain-Hitler Collusion*, New York, 1998.
- Lens Sidney, *Permanent War: The Militarization of America*, New York, 1987. Levering Ralph B., *American Opinion and the Russian Alliance, 1939-1945*, Chapel Hill, NC, 1976.
- Lewis David Lanier, *The public image of Henry Ford: an American folk hero and his company*, Detroit, 1976. Linder Marc, en collaboration avec Julius Sensat, Jr., *The Anti-Samuelson. Macroeconomics: Basic Problems of the Capitalist Economy*, 2 volumes, New York, 1977.
- Lindner Stephan H., *Das Reichskommissariat für die Behandlung feindliches Vermögens im Zweiten Weltkrieg: Eine Studie zur Verwaltungs-, Rechts- und Wirtschaftsgeschichte des nationalsozialistischen Deutschlands*, Stuttgart, 1991.
- Lingeman Richard R., *Don't You Know there's a War on?: The American Home Front, 1941-1945*, New York, 1970.
- Link Werner, *Deutsche und amerikanische Gewerkschaften und Geschäftsleute 1945-1975: Eine Studie über transnationale Beziehungen*, Düsseldorf, 1978.
- Linz Susan J. (ed.), *The Impact of World War II on the Soviet Union*, Totowa, NJ, 1985. Livingston Robert Gerald, «Germany's Role in America's Containment Mission: 1945-1954», dans James F. Harris (ed.), *German-American Interrelations: Heritage and Challenge. Joint Conference [etc.]*, Tübingen, 1985, pp.11-16.
- Loewen James W., *Lies My Teacher Told Me: Everything Your American History Textbook Got Wrong*, New York, 1995.
- Loewenheim Francis L., Harold D. Langley & Manfred Jonas (eds.), *Roosevelt and Churchill : Their Secret Wartime Correspondence*, New York, 1975.
- Loth Wilfried, *The Division of the World 1941-1955*, Londres, 1988.
- *Stalins ungeliebtes Kind: Warum Moskau die DDR nicht wollte*, Berlin, 1994.
- «Nicht Sozialismus war das Ziel», *Die Zeit*, 30 juin 1995. Lueken Verena, «Willige Mechaniker? Americas Automobilbauer und der Nationalsozialismus », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 22 décembre 1998. Lynd Staughton, « How the Cold War Began », dans Allen Weinstein, R. Jackson Wilson & Paul W. Glad (eds.), *The Random House Readers in American History: Essays on the National Past, 1860 to the Present*. Volume II, New York, 1970, pp.563-78.
- MacDonald Callum A., «The United States, Appeasement and the Open Door», dans Wolfgang J. Mommsen & Lothar Kettenacker (eds.), *The Fascist Challenge and the Policy of Appeasement*, Londres, 1983, pp.400-412.
- Maddox Robert James, *From War to Cold War: The Education of Harry S. Truman*, Boulder, CO, 1988.
- *The United States and World War II*, Boulder, CO, 1992.
- Maddux Thomas R., «Watching Stalin Maneuver Between Hitler and the West: American Diplomats and Soviet Diplomacy, 1934-1939», *Diplomatic History*, Vol. 1, N°2, printemps 1977, pp.140-54.
- *Years of Estrangement: American Relations with the Soviet Union, 1933-1941*, Tallahassee, FL, 1980.
- Maier Charles S., «Why the Allies did it», *Harvard Magazine*, Vol. 87, n°4, mars-avril 1985.
- Mark Eduard, «October or Thermidor ? Interpretations of Stalinism and the Perception of Soviet Foreign Policy in the United States, 1927-1947», *American Historical Review*, Vol. 94, N°4, octobre 1989, pp.937-62.
- Martel Leon, *Lena-Lease, Loans, and the Coming of the Cold War: A Study of the Implementation of Foreign Policy*, Boulder, CO, 1979.
- Martin Bernd, *Friedensinitiativen und Machtpolitik im Zweiten Weltkrieg 1939-1942*, Düsseldorf, 1974.
- «Friedens-Planungen der multinationalen Grossindustrie (1932-1940) als politische Krisenstrategie», *Geschichte und Gesellschaft*, Vol. 2, 1976, pp.66-88.
- Marwick Arthur, *Class: Image and Reality in Britain, France and the USA since 1930*, New York, 1980.
- Matthias L.L., *Die Kehrseite der USA*, Reinbek bei Hamburg, 1971.
- Mayer Arno J., *De hakenkruistocht: Tegen jood en rood, Berchem*, (Anvers), 1999.
- *La solution finale dans l'histoire*, Paris, 1992.
- Mayers David, *The Ambassadors and America's Soviet Policy*, New York et Oxford, 1995.
- Mazzeno Laurence W., «Getting the Word to Willie and Joe», *Military Review*, Vol. LXVII, N°8, août 1987, pp.69-82.
- McCormick Thomas J., *America's Half-Century: United States Foreign Policy in the Cold War*, Baltimore et Londres, 1989.
- McCullough David, *Truman*, New York, 1992.
- McKee Alexander, *Dresden 1945: The Devil's Tinderbox*, Londres, 1982.
- Meier Barry, «Help Wanted: Historians To Research Nazi Era», *The International Herald Tribune*, 19 février 1998.
- Meyer Henry Cord, *Five Images of Germany: Halfa Century of American Views on German History*, Washington, 1960.
- Michalka Wolfgang (ed.), *Der Zweite Weltkrieg: Analysen, Grundzüge, Forschungsbüanz*, Munich et Zürich, 1989.
- Milano James V. & Patrick Brogan, *Soldiers, Spies and the rat Line: America's Undeclared War Against the Soviets*, Washington et Londres, 1995.
- Millar James R., « Conclusion: Impact and Aftermath of World War II », dans Susan J. Linz (ed.), *The Impact of World War II on the Soviet Union*, Totowa, NJ, 1985, pp.283-91.
- *The Soviet Economic Experiment*, Urbana, IL, 1990.
- Mills C. Wright, *The Power Elite*, New York, 1956 (*L'élite du pouvoir*, Paris, 1969).
- Minnear Richard, *Victors' Justice: The Tokyo War Crimes Trial*, Princeton, NJ, 1971.
- Morse Arthur D., *While Six Million died: A Chronicle of American Apathy*, New York, 1967.
- Murray Robert K., *Red Scare: A Study of National Hysteria, 1919-1920*, New York, 1964.
- Murray Williamson & Allan R. Millet (eds.), *Military Innovation in the Intenvar Years*, Cambridge, 1996.
- Neliba Günter, *Die Opel-Werke im Konzern von General-Motors (1929-1948) in Rüsselsheim und Brandenburg: Produktion für Aufrüstung und Krieg ab 1935 unter nationalsozialistischer Herrschaft*, Frankfurt am Main, 2000.
- Nelson Derek, *The Posters That Won The War*, Osceola, WI, 1991. Neugebauer Andrea, « ...die Räder wieder ins Rollen bringen! », in Bernd Heyl & Andrea Neugebauer (eds.), «...ohne Rücksicht auf die Verhältnisse» : *Opel zwischen Weltwirtschaftskrise und Wiederaufbau, Frankfurt am Main*, 1997, pp.169-94.
- «No Canadian Scandal», lettre publiée dans *The Globe and Mail*, Toronto, 4 octobre 1997.
- Noble David W., David A. Horowitz & Peter N. Carroll, *Twentieth Century Limited: A History of Recent America*, Boston, 1980.
- O'Connor James, *The Fiscal Crisis of the State*, New York, 1973.
- Offner Arnold A., *American Appeasement: United States Foreign Policy and Germany, 1933-1938*, Cambridge, MA, 1969.
- «American Appeasement, 1933-1938», dans Arnold Offner (ed.), *America and the Origins of World War II, 1933-1941*, Boston, 1971, pp.54-76.

- «The United States and National Socialist Germany», dans Wolfgang J. Mommsen & Lothar Kettenacker (eds.), *The Fascist Challenge and the Policy of Appeasement*, Londres, 1983, pp.413-27.
- «Harry S Truman as Parochial Nationalist», dans Thomas G. Paterson and Robert J. McMahon (eds.), *The Origins of the Cold War*, troisième édition, Lexington, MA et Toronto, 1991, pp.49-60.
- Olson Mancur, *The Logic of Collective Action: Public Goods and the Theory of Interest Groups*, Cambridge, MA, et Londres, 1965.
- O'Neill William L., *A Democracy at War: America's Fight at Home and Abroad in World War II*, New York, 1993.
- Oppelland Torsten, « Der lange Weg in den Krieg (1900-1918) », dans Klaus Larres and Torsten Oppelland (ed.), *Deutschland und die USA im 20. Jahrhundert: Geschichte der politischen Beziehungen*, Darmstadt, 1997, pp.1-30.
- O'Reilly Kenneth, *Nixon's Piano: Presidents and Racial Politics from Washington to Clinton*, New York, 1995.
- Oshinsky David M., « Labor's Cold War: The CIO and the Communists », dans Robert Griffith & Athan Theoharis (eds.), *The Specter: Original Essays on the Cold War and on the Origins of McCarthyism*, New York, 1974, pp.116-51.
- Overesch Manfred, *Deutschland 1945-1949: Vorgeschichte und Gründung der Bundesrepublik: Ein Leitfadens in Darstellung und Dokumenten*, Düsseldorf, 1979.
- *Machtergreifung von links: Thüringen 1945/46*, Hildesheim, 1993. Overy Richard, *Why the Allies won*, Londres, 1995.
- *Russia's War*, Londres, 1998.
- Parenti Michael, *The Anti-Communist Impulse*, New York, 1969.
- *Power and the Powerless*, New York, 1978.
- *The Sword and the Dollar: Imperialism, Revolution, and the Arms Race*, New York, 1989.
- *Against Empire*, San Francisco, 1995 (*L'horreur impériale*, Aden, Bruxelles, 2004).
- *Democracy for the Few*, sixième édition, New York, 1995.
- *Dirty Truths: Reflections on Politics, Media, Ideology, Conspiracy, Ethnic Life and Class Power*, San Francisco, 1996.
- *Blackshirts and Reds: Rational Fascism and the Overthrow of Communism*, San Francisco, 1997.
- *History as Mystery*, San Francisco, 1999.
- Paterson Thomas G., « Exaggerations of the Soviet Threat », dans Thomas G. Paterson & Robert J. McMahon (eds.), *The Origins of the Cold War*, troisième édition, Lexington, MA et Toronto, 1991, pp.203-12.
- Paterson Thomas G., J. Carry Clifford & Kenneth J. Hagan, *American Foreign Policy: A History/1900 to Present*, Lexington, MA et Toronto, 1991.
- Pendergrast Mark, *For God, country, and Coca-Cola: the unauthorized history of the great American soft drink and the company that makes it*, New York, 1993.
- Pfeifer Sylvia, *Gewerkschaften und Kalter Krieg 1943 bis 1949: Die Interzonenkonferenzen der deutschen Gewerkschaftsbünde, die Entwicklung des Weltgewerkschaftsbundes und der Ost-West Konflikt*, Cologne, 1980.
- Pingel Falk, « Die KZ-Häftlinge zwischen Vernichtung und NS-Arbeitseinsatz », dans Wolfgang Michalka (ed.), *Der Zweite Weltkrieg. Analysen, Grundzüge, Forschungsbilanz*, Munich et Zürich, 1989, pp.784-99.
- Pocket (The) *Dictionary of American Slang*, New York, 1960.
- Pommerin Reiner, *Das Dritte Reich und Lateinamerika: Die deutsche Politik gegenüber Süd-und Mittelamerika 1939-1942*, Düsseldorf, 1977.
- «The United States and the Armament of the Federal Republic of Germany», dans Reiner Pommerin (ed.), *The American Impact on Germany*, Providence, RI et Oxford, 1995, pp.15-33.
- Ponting Clive, *Armageddon: The Second World War*, Londres, 1995.
- Poole Walter S., «From Conciliation to Containment: The Joint Chiefs of Staff and the Coming of the Cold War, 1945-1946», *Military Affairs*, Vol. XLII, N°1, février 1978, pp.12-15.
- « Pope cracks Joke over New Auto », *The Globe and Mail*, Toronto, 6 mars 1997.
- Puth Robert C, *American Economic History*, deuxième édition, Fort Worth, TX, 1988.
- Recker Marie-Luise, «Zwischen sozialer Befriedung und materieller Ausbeutung: Lohn-und Arbeitsbedingungen im Zweiten Weltkrieg», dans Wolfgang Michalka (ed.), *Der Zweite Weltkrieg. Analysen, Grundzüge, Forschungsbilanz*, Munich et Zürich, 1989, pp.430-44.
- Reich Simon, *The Fruits of Fascism: Postwar Prosperity in Historical Perspective*, Ithaca, New York et Londres, 1990.
- «The Ford Motor Company and the Third Reich», *Dimensions: A Journal of Holocaust Studies*, Volume 13, N°2, décembre 1999, pp.15-17.
- Research Findings About Ford-Werke Under the Nazi Regime*, Dearborn, MI, 2001.
- Reynolds David, *Rich Relations: The American Occupation of Britain, 1942-1945*, New York, 1995.
- Reynolds David, Warren F. Kimball & A.O. Chubarian (eds.), *Allies at War: The Soviet, American and British Experience, 1939-1945*, New York, 1994.
- Roeder George H., Jr., *The Censored War: American Visual Experience during World War Two*, New Haven, CT et Londres, 1993.
- Rosenbaum Wolf, « Staatsinterventionismus und Wirtschaftsplanung im modernen Kapitalismus », dans Reinhard Kühnl (ed.), *Der bürgerliche Staat der Gegenwart: Formen bürgerlicher Herrschaft H*, Reinbek bei Hamburg, 1972, pp.9-56.
- Ross Steven T., *American War Plans 1941-1945: The Test of Battle*, Londres et Portland, OR, 1997.
- Rossi Mario, « United States Military Authorities and Free France, 1942-1944 », *The Journal of Military History*, Vol. 61, N°1, janvier 1997, pp.49-64.
- Ruhl Hans-Jörg (ed.), *Neubeginn und Restauration: Dokumente zur Vorgeschichte der Bundesrepublik Deutschland 1945-1949*, Munich, 1982.
- Russo Robert, «FBI spied on Trudeau, file shows», *The Globe and Mail*, Toronto, 22 janvier 2001.
- Sainsbury Keith, *Churchill and Roosevelt at War: The War they Fought and the Peace they Hoped to Make*, New York, 1994.
- Sampson Anthony, *The Sovereign State of ITT*, New York, 1973.
- *The Seven Sisters: The Great Oil Companies and the World They Made*, New York, 1975.
- Sayers Michael & Albert E. Kahn, *The Plot against the Peace: A Warning to the Nation!*, New York, 1945.
- Schäfer Hans Dieter, «Amerikanismus im Dritten Reich», dans Michael Prinz & Rainer Zitelmann (eds.), *Nationalsozialismus und Modernisierung*, deuxième édition, Darmstadt, 1994, pp.199-215.
- Schaffer Ronald, «American Military Ethics in World War II: The Bombing of German Civilians», *The Journal of Military History*, Vol. 67, N°2, septembre 1980, pp.318-34.
- Schloss Henry Hans, *The Bank for International Settlements: an Experiment in Central Bank Cooperation*, Amsterdam, 1958.
- Schmelzer Janis, «In zwei Etappen zum Sieg: Wie Bayer & Co die Nachkriegsgeschichte bestimmten», décembre 1988, [http://ourworld.compu-serve.com/homepages/Critical\\_Shareholders/igback.htm](http://ourworld.compu-serve.com/homepages/Critical_Shareholders/igback.htm).
- Schmitz David F., «A Fine Young Revolution»: The United States and the Fascist Revolution in Italy, 1919-1925», *Radical History Review*, N°33, septembre 1985, pp.117-38.
- *Thank God they're on Our Side: The United States and Right-Wing Dictatorships, 1921-1965*, Chapel Hill, NC et Londres, 1999.
- Schwinge Erich, «Auszug aus: "Bilanz einer Kriegsgeneration"», Die konservative Informationsbasis im Internet, [http://konservativ.de/wma/wma\\_schw.htm](http://konservativ.de/wma/wma_schw.htm)
- Seton-Watson Hugh, *From Lenin to Khrushchev: The History of World Communism*, New York et Washington, 1968.
- Sherry Michael S., *Preparing for the Next War: American Plans for Postwar Defense, 1941-45*, New Haven, CT, 1977.
- *The Rise of American Air Power: The Creation of Armageddon*, New Haven, CT et Londres, 1987.
- *In the Shadow of War: The United States since the 1930s*, New Haven, CT et Londres, 1995.
- Shtemenko S.M., *The Last Six Months: Russia's Final Battles with Hitler's Armies in World War II*, Garden City, New York, 1977.
- Shull Michael S. & David E. Wilt, *Doing their Bit: Wartime American Animated Short Films, 1939-1945*, Jefferson, NC et Londres, 1987.
- Silverstein Ken, «Ford and the Führer», *The Nation*, 24 janvier 2000, pp.11-16.
- Simpson Christopher, *Blowback: The First Full Account of America's Recruitment of Nazis, and its Disastrous Effect on our Domestic and Foreign Policy*, New York, 1988.
- *The Splendid Blond Beast: Money, Law, and Genocide in the Twentieth Century*, New York, 1993.
- Sinclair Upton, *The Flivver King: A Story of Ford-America*, Pasadena, CA, 1937.
- Sirigiovanni George, *An Undercurrent of Suspicion: Anti-communism in America during World War II*, New Brunswick, NJ, 1990.



- Sivachev Nikolai V. & Nikolai N. Yakovlev, *Russia and the United States*, Chicago et Londres, 1979.
- Sivachyov N. & E. Yazkov, *History of the USA since World War I*, Moscou, 1976.
- Slusser Robert M., « Soviet Policy and the Division of Germany, 1941-1945 », dans Susan J. Linz (ed.), *The Impact of World War II on the Soviet-Union*, Towota, New Jersey, 1985, pp.107-25.
- Small Melvin, « How We Learned to Love the Russians : American Media and the Soviet Union During World War II », *The Historian*, Vol. 36, mai 1974, pp.455-78.
- «The "Lessons" of the Past : Second Thoughts about World War II », dans Norman K. Risjord (ed.), *Insights on American History*. Volume II, San Diego, 1988.
- Smith Arthur L., Jr., *Churchill and the German Army (1945): Some Speculations on the Origins of the Cold War*, Los Angeles, 1974.
- *Churchill's German Army: Wartime Strategy and Cold War Politics, 1943-1947*, Beverly Hills, CA, 1977.
- Snell Bradford, «GM and the Nazis», *Ramparts*, Vol. 12, N°11, juin 1974, pp.14-16.
- Sobel Robert, *ITT: The Management of Opportunity*, New York, 1982.
- Soete Lieven, *Het Sovjet-Duitse niet-aanvalsact van 23 augustus 1939: Politieke Zeden in het Interbellum*, Berchem (Anvers), 1989.
- Spoof Eckart, «Die letzte der Familie Tucholsky», *Ossietzky*, N°11/2, juin 2001, pp.367-70.
- Steele Richard W., « "The Greatest Gangster Movie Ever Filmed" : Prelude to War », *Prologue: The Journal of the National Archives*, Vol. II, N°4, Hiver 1979, pp.221-35.
- Steininger Rolf, *Deutsche Geschichte 1945-1961 : Darstellung und Dokumente in zwei Bänden. Band 1*, Frankfurt am Main, 1983.
- Stephan Alexander, «Communazis»: *FBI Surveillance of German Emigré Writers*, New Haven, CT et Londres, 2000.
- Stoler Mark A., «The "Second Front" and American Fear of Soviet Expansion, 1941-1943», *Military Affairs*, Vol. XXXIX, N°3, octobre 1975, pp.130-41.
- Stone I.F., *The Truman Era*, New York, 1972.
- Stuby Gerhard, « Die Verhinderung der antifascistisch-demokratischen Umwälzung und die Restauration in der BRD von 1945-1961 », dans Reinhard Kühnl (ed.), *Der bürgerliche Staat der Gegenwart: Formen bürgerlicher Herrschaft II*, Reinbek bei Hamburg, 1972, pp.87-130.
- Taylor A.J.P., *English History 1914-1945*, New York et Oxford, 1965.
- *Europe : Grandeur and Decline, Harmondsworth, England et Ringwood, Australie*, 1967.
- Terkel Studs, «The Good War»: *An Oral History of World War Two*, New York, 1984.
- Tetens T.H., *The New Germany and the Old Nazis*, Londres, 1962. Thomson David, *Democracy in France since 1870*, cinquième édition, Londres, 1969. Thurston Robert W., *Life and Terror in Stalin's Russia 1934-1941*, New Haven, CT et Londres, 1996.
- Trepp Gian, «Kapital über alles: Zentralbankenkooperation bei der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich im Zweiten Weltkrieg», dans Philipp Sarasin und Regina Wecker (eds.), *Raubgold, Reduit, Flüchtlinge : Zur Geschichte der Schweiz im Zweiten Weltkrieg*, Zürich, 1998, pp.71-80.
- Turner William W., *Hoover's FBI*, New York, 1993.
- US Census Bureau, «Poverty: 1999 Highlights», <http://www.census.gov/hhes/poverty/poverty99/pov99hi.html>.
- Van den Bergh Francis, «GM en Ford werkten voor Hitler», *Het Nieuwsblad*, Bruxelles, 26 décembre 1998.
- Vatter Harold G., *The U.S. economy in World War II*, New York, 1985.
- Vidal Gore, *United States: Essays 1952-1992*, New York, 1993.
- Viorst Milton, *Hostile Allies: FDR and Charles de Gaulle*, New York et Londres, 1965.
- von Peschke Hans-Peter, *Europe-Nordamerika: Geschichte einer Hassliebe*, Puchheim, 1984.
- «VS-Banken collaboreerden met nazi's», *Het Nieuwsblad*, Bruxelles, 26 décembre 1998.
- Waters Mary-Alice, «1945 : When US troops said "no !" : A hidden chapter in the fight against war», *New International: A Magazine of Marxist Politics and Theory*, N°7, 1991, pp.279-300.
- Watkins T.H., *The Great Depression: America in the 1930s*, Boston, 1993.
- Wegner Bernd, « Hitlers zweiter Feldzug gegen die Sowjetunion. Strategische Grundlagen und historische Bedeutung », in Wolfgang Michalka (ed.), *Der Zweite Weltkrieg. Analysen, Grundzüge, Forschungsbilanz*, Munich et Zürich, 1989, pp.652-66.
- Weiler Kenneth F., *America's Search for Economic Stability: Monetary and Fiscal Policy since 1913*, New York, 1992.
- Weinberg Gerhard L., *A World at Arms: A Global History of World War II*, Cambridge, 1994.
- Whitelam Keith W., *The Invention of Ancient Israel: The Silencing of Palestinian History*, Londres et New York, 1996.
- Who built America? Working People and the Nation's Economy, Politics, Culture, and Society. Volume Two : From the Gilded Age to the Present*, New York, 1992.
- Wilkins Mira, *The Maturing of Multinational Enterprise: American Business Abroad from 1914 to 1970*, Cambridge, MA et Londres, 1974.
- Wilkins Mira & Frank Ernest Hill, *American Business Abroad: Ford on Six Continents*, Detroit, 1964.
- Williams William Appleman, *The Tragedy of American Diplomacy, édition révisée*, New York, 1962.
- «American Intervention in Russia: 1917-20», dans David Horowitz (ed.), *Containment and Revolution*, Boston, 1967, pp.20-75.
- «Empire as a Way of Life», *Radical History Review*, N°50, printemps 1991, pp.71-102.
- Winkler Allan M., *The Politics of Propaganda: The Office of War Information 1942-1945*, New Haven et Londres, 1978.
- Wynn Neil A., «The "Good War" : The Second World War and Postwar American Society», *The Journal of Contemporary History*, Vol. 31, N°3, juillet 1996, pp.463-82.
- Yeldell Wyetra B., *Publications of the US Army Center of Military History*, Washington, DC, 1997.
- Zepezauer Mark & Arthur Naiman, *Take the Rich off Welfare*, Tucson, AZ, 1996.
- Zezipa Michael, *Saving Private Power: The Hidden History of the «Good War»*, New York, 2000.
- Zieger Robert H., *American Workers, American Unions*, deuxième édition, Baltimore et Londres, 1994.
- Zug Gerard Colby, *Du Pont: Behind the Nylon Curtain*, Englewood Cliffs, NJ, 1974.
- Zinn Howard, *A People's History of the United States*, s.l, 1980 (*Une histoire populaire des Etats-Unis*, Agone, Marseille, 2003).
- Zorn Monika, *Hitlers zweimal getötete Opfer: Westdeutsche Endlösung des Antifaschismus auf dem Gebiet der DDR*, Freiburg, 1994.
- Zunes Stephen, «Factors shaping the US-Israeli Alliance», *New Political Science*, N°s 21-22, été 1992, pp.91-116.
- Zwangsarbeit bei Ford*, Cologne, 1996.